

La Grèce paralysée

U. premier ministre malade du cœur et dont la vie privée remplit quotidiennement les pages des journaux. Un parti, dont certains notables sont mêlés à une formidable escroquerie : le célèbre scandale Kostas. Ajoutez une situation économique préoccupante et un gouvernement bloqué aussitôt qu'une décision importante doit être prise. Dans tout pays « ordinaire » d'Europe, on pourrait penser qu'un tel régime usé, discrédité et corrompu a toutes les chances d'être balayé par les électeurs.

En Grèce non, car la Grèce, avec ses mœurs politiques et ses comportements méditerranéens, n'est pas un pays tout à fait ordinaire. Certes, Andreas Papandréou et son parti « personnel », le mouvement socialiste panhellénique (PASOK), ont reçu une leçon aux élections législatives de dimanche dernier. Avec environ 39 % des voix, ils perdent près de sept points par rapport à 1985. Ils n'ont plus la majorité absolue au Parlement. Mais la catastrophe, qui aurait immédiatement désigné le PASOK, est évitée.

Le vainqueur du scrutin est la Nouvelle Démocratie. Elle passe de 40,9 % à 44,3 % des suffrages. Une victoire à la Pyrrhus. Ce parti de centre-droit dirigé par Constantinos Mitsotakis, vieux rival de Papandréou et septuagénaire comme lui, a dû se cacher sa déception, car il se serait bien fait un meilleur score, s'emparer de plus de la moitié des sièges à la Chambre et du pouvoir, après huit années dans l'opposition. Quant au Rassemblement des forces de gauche et de progrès, jadis « fragile alliance » entre un PC toujours très dogmatique, l'extrême gauche et divers groupuscules indépendants, il trône la barre des 13 %. Résultat : aucune majorité claire ne s'étant dégagée des urnes, le scénario que l'on redoutait tant à Athènes — à gauche comme à droite — est aujourd'hui une réalité. La Grèce est menacée de chaos.

M. Papandréou a remis lundi soir la démission de son gouvernement au président Sartz. Le chef de l'État a ensuite confié au patron de la Nouvelle Démocratie la mission de former un gouvernement. Pour réussir — il a trois jours pour le faire —, Constantinos Mitsotakis va devoir trouver des alliés. Il s'est paradoxalement tourné vers le Rassemblement et lui a proposé de soutenir un cabinet « intérimaire » qui se fixerait trois tâches : la réalisation rapide d'une réforme de l'administration pour cesser l'explosion du PASOK sur les médias, la mise en route d'un processus rapide d'épuration (cathartique) des personnalités politiques impliquées dans les scandales et l'organisation de nouvelles élections, probablement à l'automne. Au sein du Rassemblement, les avis sont très partagés. Comment accepter d'appuyer la droite sans perdre de sa crédibilité et courir le risque d'une scission ?

En cas d'échec de ce tour de table, c'est le premier ministre démissionnaire qui sera chargé de former le gouvernement. Le Rassemblement, qui joue décidément un rôle-clé, est tout aussi partagé sur la possibilité de soutenir un cabinet minoritaire du PASOK. Certains de ses dirigeants exigent que M. Papandréou quitte d'abord la scène politique.

En Italie, les crises se succèdent mais les Transalpines peuvent à la limite se passer de gouvernement, car l'administration continue à fonctionner contre vents et marées. En Grèce, la crise signifie paralysie des rouages de l'État. C'est beaucoup plus grave, surtout lorsque s'imposent des décisions rapides pour redresser les finances publiques.

M 0147 - 0621 0 - 4,50 F



La flambée de nationalisme en URSS

Sanglantes émeutes au Kazakhstan

Les émeutes qui ont éclaté, samedi dernier, au Kazakhstan, ont fait « des morts et des blessés », a annoncé, lundi soir 19 juin, l'agence Tass, qui ne précise pas le nombre des victimes. Cette nouvelle flambée de violence, dans une République soviétique où vivent des ethnies minoritaires de confession musulmane, survient au moment où le Kremlin accueille pour la première fois le président du Parlement iranien, M. Rafsanjani.

MOSCOU
de notre correspondant

Après l'Ouzbékistan, qui ne connaît qu'une relative accalmie, de sanglantes émeutes secouent maintenant une autre des cinq Républiques soviétiques d'Asie centrale, le Kazakhstan, dont la capitale, Alma-Ata, avait déjà été le théâtre, en 1986, de très violentes manifestations.

A l'époque, c'est la nomination à la tête du parti local d'un nouveau premier secrétaire de nationalité russe qui avait mis le feu aux poudres, dans la mesure où les Russes représentent

aujourd'hui près de 45 % de la population de cette République et les Kazakhs moins d'un tiers.

Hantise des Baltes, la russification, ou plus exactement la slavisation, est déjà devenue la réalité du Kazakhstan. Libéralisation aidant, le nationalisme s'y développe donc puissamment, et, de même que le protestantisme en Estonie et le catholicisme en Lituanie, l'islam est évidemment un facteur déterminant de la lutte pour la défense de l'identité nationale.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

« Agrément unique » pour l'ensemble de la CEE

Les Douze libéralisent l'activité bancaire

Réunis lundi 19 juin à Luxembourg, les ministres des finances des Douze sont parvenus à un accord en vue de la libéralisation des activités bancaires au sein de la CEE.

La directive adoptée conduit également à la mise en place d'un marché commun des valeurs mobilières, avec en particulier la définition du délit d'initié. Elle constitue un nouveau pas important en direction du marché unique financier.

Après celle sur la libéralisation des mouvements de capitaux, la directive bancaire adoptée, lundi 19 juin, à Luxembourg, par les ministres des finances des Douze, constitue une nouvelle étape importante vers la création d'un marché unique de la finance au sein de la Communauté européenne.

A partir du 1^{er} janvier 1993, il est donc acquis que toute banque installée dans l'un des Etats membres bénéficiera d'un « agrément unique » qui l'autorisera, sans autres formalités, à ouvrir des succursales ou à proposer ses services dans les pays partenaires. Les activités de cette banque

seront soumises à la seule surveillance des autorités de tutelle de son pays d'origine. Une banque anglaise pourra ainsi librement récolter des dépôts ou accorder des crédits en France, en Allemagne ou en Italie : elle ne sera soumise qu'au contrôle de la Banque d'Angleterre.

Installées dans l'un des pays de la Communauté, les banques originaires de pays tiers (le Japon et les Etats-Unis, notamment) bénéficieront sans autre condition de l'agrément unique leur ouvrant l'ensemble du Marché commun.

(Lire page 43)

l'article de PHILIPPE LEMAITRE.)

Violences à Saint-Domingue

Une grève générale qui dégénère
PAGE 48

Paquebot soviétique contre iceberg

Il n'y aurait pas de victimes
PAGE 5

Don Quichotte à Erevan

La première comédie musicale arménienne
PAGE 14

Le Monde

SCIENCE ET MÉDECINE
■ Une mouche qui fait mal
■ Avorter à domicile : La biologie sort du système
■ Rayons ultra-violents
■ Le démarrage du LEP
PAGES 17 à 19

Le sommaire complet se trouve page 48

Un entretien avec le cardinal Decourtray

« La Terreur a défiguré la Révolution »

Une trentaine d'évêques doivent célébrer, mardi 20 juin à 18 h 30 à Notre-Dame de Paris, une messe « pour la France, la justice et la paix ». Les cardinaux Lustiger, archevêque de Paris, et Decourtray, président de la Conférence épiscopale française, participeront à cette cérémonie, la seule prévue par la hiérarchie catholique pour le bicentenaire de la Révolution. Dans un entretien au Monde, le cardinal Decourtray juge, pour la première fois, l'événement et l'héritage révolutionnaires.

« Quel jugement portez-vous sur l'événement révolutionnaire en lui-même ? A-t-il été libérateur ou criminel ?

— Ni l'un ni l'autre. Ou, plus exactement, l'un et l'autre. Pour moi, la Révolution de 1789 reste essentiellement un événement ambigu, comme devait l'être la révolution d'Octobre ou la Révolution chinoise. Tout événement qui marque en profondeur l'histoire des hommes a ses splendeurs et ses ombres. De l'héritage révolutionnaire on ne peut ni tout rejeter ni tout accepter en bloc. Quitte à paraître prudent ou embarrassé, je refuse pour ma part le « tout ou rien ».

— Mais de la Révolution de 1789, retenir-vous d'abord les splendeurs ou les ombres ? Réunis à Lourdes en octobre

dernier, les évêques de France n'avaient-ils pas affirmé que les Français devaient « se garder de tout ressentiment » et « discerner le positif de l'héritage révolutionnaire » ?

— C'est vrai, et je ne change rien à cette déclaration. Mais j'ai aussi suffisamment insisté, dans mon ministère de prêtre et d'évêque — et récemment encore à propos de l'affaire Touvier, — sur la nécessité d'une mémoire ouverte et constructive des événements, opposée à la mémoire qui cultive le ressentiment, pour me sentir autorisé aujourd'hui à souhaiter que l'on insiste sur l'importance d'une connaissance véritable de la Révolution de 1789.

Or la vérité nous oblige à dire qu'un nom de la justice la Révolution a commis des injustices. Au nom de la liberté, elle a commis des crimes. Au nom de la raison, elle a sombré dans l'idolâtrie. A Lyon même, n'a-t-on pas vénéré la statue de la Liberté dans la primatiale Saint-Jean ? Et à Paris, la déesse de la Raison dans le chœur de Notre-Dame ? Et comment la population chrétienne de l'Ouest, spécialement en Vendée, pourrait-elle oublier son ressentiment, alors que ses ancêtres, ses pères dans la foi, ont été massacrés, jusque dans leurs églises ?

Propos recueillis par HENRI TINGO.

(Lire la suite page 2.)

Le serment du jeu des paumés



La rénovation de l'opposition

Après le succès de la liste de M. Giscard d'Estaing aux élections européennes et l'insuccès relatif de la liste centriste conduite par M^{me} Veil, les dirigeants de l'opposition resserrent les rangs en reprenant tous plus ou moins à leur compte l'impératif de « rénovation » souligné depuis les municipales par les plus jeunes d'entre eux.

Craignant un regain de la « guerre des chefs », les « unionistes » et les « rénovateurs » retiennent l'idée de se réunir en « états généraux ».

MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Lœtard sont d'accord sur ce point. En revanche, le président du CDS, M. Méhaignerie, prend le temps de la réflexion.

(Lire page 7 l'analyse de DANIEL CARTON et ANDRÉ PASSERON, ainsi que nos informations sur les élections européennes en France, pages 7 à 9, et chez nos partenaires européens, page 6.)

Bataille entre Paramount, Time et Warner

Le « big bang » des médias américains

Avec les grandes manœuvres autour du groupe Time, le marché américain de la communication est entré dans une nouvelle phase de concentration. Mais, cette fois, la logique industrielle l'emporte sur la spéculation financière.

Le groupe Time tente d'échapper à l'OPA lancée par Paramount en achetant Warner. Cette gigantesque bataille entre trois des plus grands groupes de communication américains n'est pas seulement l'une de ces épopées boursières dont les Etats-Unis sont friands. Elle est aussi la première phase d'une restructuration générale de cette industrie face à l'offensive des groupes européens et aux bouleversements du marché américain.

Lorsque, le 4 mars dernier, les dirigeants de Time et Warner annoncent leur intention de fusionner leurs entreprises, la

nouvelle est accueillie avec un certain scepticisme par les milieux financiers américains. Les analystes de Wall Street ne se privent pas de critiquer l'opération : les actifs du groupe Time, prestigieux leader de la presse magazine et de la télévision payante, sont, affirment-ils, sous-évalués et l'échange d'actions entre les deux groupes profite essentiellement à Warner. Certains experts vont même jusqu'à prétendre que la fusion n'est qu'un alibi permettant aux dirigeants des deux groupes de soustraire leurs pouvoirs et leurs confortables salaires aux critiques des actionnaires.

Wall Street n'a pas tout à fait tort : les faillies de l'accord Time-Warner vont permettre à Paramount de troubler le mariage en proposant de racheter Time à un prix nettement plus attractif pour ses actionnaires. Mais satisfaire

ainsi le désir de plus-values spectaculaires de quelques spéculateurs institutionnels ne fait pas souvent bon ménage avec la logique industrielle. Pour acheter Time à la hauteur de 10,7 milliards de dollars, Martin Davis, le PDG de Paramount, devra lourdement s'endetter. L'opération réussie, il serait obligé soit de revendre certaines branches du conglomérat, pour réduire son endettement, soit de pratiquer une gestion très rigoureuse en bloquant tout projet de diversification ou de nouvelles acquisitions.

Cette logique de l'OPA financière a fortement affecté les grands groupes de communication américains, ces cinq dernières années, en les morcelant ou en les condamnant à l'immobilisme.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 11.)

Cartier

Les bijoux Cartier sont de valeur incontestable. Dans les joailleries et les Boutiques Cartier, les clients trouveront leur authenticité et leur prestige.

13, RUE DE LA PAIX, PARIS
42.61.58.56

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 S. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

مكتبة العالم

Débats



L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LE BICENTENAIRE

Un entretien avec Mgr Decourtray

(Suite de la première page.)

— Quant s'est produite, selon vous, la rupture ?

— La rupture a commencé lorsque, en imposant une constitution civile au clergé, on contraignait celui-ci au serment, la Révolution a forcé des prêtres à se renier, à faire allégeance à un pouvoir civil et à rompre leur engagement de fidélité au pape. La suite est connue. Le triomphe d'un certain rationalisme, l'idolâtrie, la Terreur ont défigurés le message révolutionnaire initial.

— Convertie tardivement aux droits de l'homme, l'Eglise catholique ne cherche-t-elle pas aujourd'hui à récupérer le meilleur de ce que la Révolution française a produit ?

— Je n'ignore pas que, pendant tout le dix-neuvième siècle, les données négatives que je viens d'évoquer ont empêché la plus grande partie des catholiques et la hiérarchie de se reconnaître dans la Déclaration du 26 août 1789. Certes, la Déclaration des droits de l'homme comporte des passages ambigus, mais on y trouve aussi l'expression de valeurs qui n'auraient jamais pu y être incluses sans l'inspiration propre de l'Evangile ni la contribution spécifique du clergé. C'est le même constat qui avait conduit le pape Jean-Paul II à dire, en 1980 au Bourget, lors de sa première visite en France, qu'« au fond, la liberté, la fraternité et l'égalité sont des valeurs chrétiennes ».

— Est-ce une tentative de récupération ? Le 1^{er} mai dernier, à la Réunion, auprès du pape, c'est M. Michel Rocard lui-même, premier ministre, qui a fait l'éloge du bienheureux Scubillon, frère des écoles chrétiennes, pour son action en faveur de la libération des esclaves. Moi-même, sans avoir jamais rien demandé, j'ai reçu du gouvernement, il y a deux ans, un prix des droits de l'homme, parce qu'on avait apprécié certains de mes engagements pour la justice et le respect d'autrui.

Cas de conscience pour l'abbé Grégoire

— Il n'y a donc pas appropriation. Les droits de l'homme sont passés aujourd'hui dans le patrimoine des valeurs communes. Nous disons seulement que, s'ils ne sont pas fondés en Dieu, qui a créé l'homme à sa ressemblance et à son image, ces droits, ainsi que le triple message de fraternité, de liberté, d'égalité, risquent d'être défigurés et trahis, comme ils l'ont été tant de fois depuis deux cents ans, et encore ces dernières semaines, en Chine et ailleurs !

— C'est en le fondant en Dieu que le pape Paul VI avait pu dire un jour que, plus que quiconque, les chrétiens doivent avoir « le culte de l'homme ». Il est aussi évident que Jean-Paul II, ce pape venu de l'Est, se montre l'un des artisans les plus inlassables, à travers le monde, de la cause de la dignité de l'homme. Je n'hésite pas à dire que la patrie des droits de l'homme, c'est l'Evangile, et que, dans l'histoire récente du catholicisme, le concile Vatican II a été l'expression la plus complète de ce rapatriement. Ni les déviations ou les erreurs historiques commises par des gens d'Eglise, ni le péché ou l'aveuglement des hommes ne pourront empêcher que le chemin parcouru en ce sens soit irréversible.

— Aller-vous vous associer à l'hommage laïque que la République va rendre à l'abbé Grégoire, évêque constitutionnel ?

— Cela mérite réflexion. Les avis sont partagés. Le chrétien que je suis ne peut pas se dissimuler l'ambiguïté qui existe dans le personnage de l'abbé Grégoire. Son action au début de la Révolution, notamment en faveur de l'émancipation des juifs, est admirable, mais, en acceptant de prêter serment à la constitution civile du clergé, il a pris parti pour une Eglise contre une autre et s'est trop inféodé au pouvoir révolutionnaire. Mais c'est là mon opinion personnelle.

— Mais n'est-il pas temps, pour l'Eglise, de faire preuve, à son égard, de mansuétude ?

— C'est l'avis d'un certain nombre d'excellents chrétiens. Mais je répète que la soumission au pouvoir civil, même dans les conditions de l'époque, jette une ombre sur la grandeur réelle et incontestable de ce prêtre. Je pense à deux évêques chamois : l'un a fait dix-huit ans de prison avant de céder aux exigences de son gouvernement, et il est à présent archevêque d'une Eglise officielle séparée du pape. Le deuxième

a toujours refusé de céder quoi que ce soit et, au bout de trente ans, vient seulement de sortir de prison. Cela donne à penser !

Les nouvelles bastilles

— A quelles conditions une commémoration de 1789 peut-elle être une occasion de réconciliation entre les deux France que l'on a si longtemps opposées, la France de Jeanne d'Arc et celle des droits de l'homme ?

— Des extrêmes ont ressurgi. On a assisté dans la période récente à des tentatives d'appropriation de Jeanne d'Arc, dont on fait un symbole contre-révolutionnaire, et, inversement, de la France des droits de l'homme contre l'Eglise et la religion. Je le regrette, car il me semble qu'une réconciliation réelle s'opère aujourd'hui en profondeur.

— Pour la conforter, la commémoration du bicentenaire de la Révolution devrait être davantage tournée vers l'avenir. Or, mis à part quelques colloques de haut niveau, elle me semble trop tournée vers le passé et les manifestations folkloriques. Préparer l'avenir, cela veut dire recueillir l'héritage révolutionnaire, procéder à un discernement et aller de l'avant, pour la France et pour l'Europe. Une Europe où la liberté soit réelle et non plus formelle, comme elle le fut après la Révolution. Une Europe où l'égalité ne soit pas synonyme de nivellement, mais de respect des différences. Une Europe où la fraternité ne soit pas repli sur quelques-uns, mais ouverture à l'universel. Si la commémoration sert à faire l'inventaire des vraies bastilles qui restent à prendre ou à contribuer à l'émergence de nouvelles valeurs collectives, alors elle n'aura pas été vaine. Mais pour y parvenir, je crois plus au travail qu'aux évocations folkloriques, même si je ne refuse pas la fête.

— Quelles sont aujourd'hui les bastilles à prendre ?

— Faire sortir les droits de l'homme de la prison du discours et de l'incantation. Dans l'Europe d'aujourd'hui, quels sont les droits des vieillards ? Et ceux des handicapés ? Quels sont les droits des minorités ? Au plan international, que fait-on du droit de certains peuples à vivre, je veux dire à survivre ?

— Un homme comme Marek Halter, avec lequel je dialoguais récemment, ne me contredirait pas. Forts du décalogue et de l'Evangile, j'aimerais que les juifs et les chrétiens soient en tête du combat spirituel à mener aujourd'hui en Europe contre les idées qui, deux cents ans après la Révolution française, continuent de dominer la scène : César divinisé ou l'idole du pouvoir, le sexe sacralisé, l'argent adoré. L'Europe à bâtir doit être animée par les valeurs spirituelles (ce qui ne veut pas dire désincarnées). Elle doit être une Europe de nations ouvertes. Une Europe qui bannisse toute trace de racisme réel, toute velléité de retour au nazisme, tout nouvel Auschwitz, tout archipel du Goulag. Une Europe qui fasse plus de place aux démunis...

Propos recueillis par HENRI TINCO.

Pour une commémoration sans arrière-pensée

par PAUL VALADIER (*)

On a déploré la tiédeur avec laquelle l'Eglise catholique s'associe à la commémoration de la Révolution. Encore qu'il y ait quelque paradoxe à s'étourdir de cette retenue, alors que l'Eglise républicaine a si longtemps voulu ignorer, voire délibérément écartier, l'Eglise de l'espace public. Pourquoi faudrait-il tout à coup qu'une participation enthousiaste se substitue aux habitudes d'une « séparation » bien tempérée ?

Mais, surtout, les réticences à entrer dans l'ivresse unanimiste viennent de ce que les catholiques de notre pays ne sont pas moins divisés que les Français sur l'un des épisodes parmi les plus grandioses et les plus dramatiques de leur histoire. Faut-il rappeler, à titre d'indice de ce déchirement, que, récemment encore, des polémiques fort violentes ont vu le jour parmi les historiens, parce que la mémoire des événements risque d'être sélective et que, sous prétexte de considérer la Révolution comme « un bloc », on peut être tenté de gommer quelques « détails sanglants » ou quelques épisodes répressifs évacués par la splendeur de l'épopée reconstruite.

Si l'opinion publique, par ailleurs, semble témoigner jusqu'ici d'une relative indifférence à la fièvre commémorative, ne serait-ce pas que les Français craignent de rouvrir certaines de leurs vieilles plaies, mal cicatrisées, mal liquidées ? Un tel état d'esprit marque aussi, à sa façon, les catholiques et peut expliquer la prudence des responsables.

On ne peut oublier non plus que l'Eglise catholique et nombre de ses fidèles, à l'époque, ont proposé ou accueilli avec enthousiasme les réformes annoncées par les cahiers de doléances ; en outre, le clergé a contribué, par sa décision de rejoindre le tiers-état, à la formation d'une « Assemblée nationale ». Et, à payé, au total, le prix fort. L'erreur majeure commise avec la volonté d'imposer une Constitution civile du clergé a précipité une cassure, et dans l'Eglise et dans la nation, et ce fut là l'une des origines de la radicalisation du processus révolutionnaire. Le souvenir de tant de catho-

ques qui ont été massacrés en raison de leur opposition à ces mesures pèse inévitablement dans la mémoire de l'Eglise.

Devant cet état de choses, on comprend assez les hésitations épiscopales. Si la conférence des évêques, à Lourdes, annonçait une « réunion » à Notre-Dame de Paris au début de l'été 1989, c'était pour « commémorer ces journées où, par ses représentants, dont un grand nombre appartenant au clergé, un peuple exprimait son consentement à vivre ensemble en se donnant comme objectif particulier le respect de l'homme » (la Documentation catholique, n° 1973, 4 décembre 1988, col. 1143). Mais, annonçant que cette réunion serait une messe « aux intentions de la France » et « pour la justice et la paix », le cardinal Lustiger précisait, dans Paris-Notre-Dame du 15 juin 1989, qu'« il ne s'agit pas de célébrer des événements », mais de « commémorer dans la prière les deux derniers siècles de notre histoire ». Entre les deux perspectives, il y a plus que des nuances : dans un cas, on accepte de commémorer la naissance d'une société démocratique et de rendre hommage à ses principes fondamentaux ; dans l'autre, on écarte dans une prière pour la patrie et son histoire récente la référence à l'événement et à sa signification politique fondamentale.

Et, certes, sous la pression des traditionalistes, dont l'influence est toujours restée vivace dans l'Eglise de France, mais à qui les tergiversations romaines dans l'affaire Lefebvre ont redonné depuis quelques années des ardeurs et une réactivité nouvelles, on voit bien que la hiérarchie française de Rome a pris au sérieux le dénoyement de la dénomination calomnieuse ou à l'objection d'un ralliement sans conditions aux « idées modernes ». Pourtant, ne serait-il pas temps de faire preuve de magnanimité et de grandeur d'âme ?

D'abord en renvoyant à leur ressentiment et à leurs aigreurs les

détructeurs systématiques de notre passé. Il importe désormais de dire hautement qu'à travers les drames d'une révolution ce sont les principes de notre société démocratique qui se sont affirmés et qu'à leur endroit l'adhésion lucide et critique du citoyen et du catholique va de soi. « La révolution d'un peuple, spirituellement riche, disait Kant presque sur le moment même, [...] peut bien être remplie de misères et d'atrocités au point qu'un homme réfléchi, s'il pouvait, en l'entrepreneur pour la seconde fois, espérer l'accomplir avec succès, ne se déciderait cependant jamais à tenter l'expérience à un tel prix ». Pourtant, « un tel phénomène dans l'histoire des hommes ne s'oublie plus », parce qu'il a révélé des principes politiques jamais mis au jour jusque-là (Kant, Le conflit des facultés, « Œuvres », Pléiade, tome III, p. 895). La fixation obstinée sur « les misères et les atrocités » ne révélerait-elle pas un refus des principes de la démocratie dont nous vivons ? A rappeler sans cesse le coût de leur avènement, ne témoignent-ils pas du mépris où on les tient ?

Des prêtres contre le despotisme

Mais, ensuite, il serait temps que l'autorité dans l'Eglise joue un rôle éducatif de réhabilitation positive de tous les fils de l'Eglise emportés par la tourmente révolutionnaire. La déclaration de Lourdes va dans ce sens quand elle estime que « nous ne pouvons qu'être solidaires de ces amis dans la foi », après avoir évoqué et ceux qui ont pris activement part aux décisions des pouvoirs de l'époque, et ceux qui ont opté différemment. Et même, ce serait honteux de vues que d'affirmer nettement :

(*) Rédacteur en chef de la revue Etudes.

BIBLIOGRAPHIE

« Gosses de guerre », d'Alain Louyot

Les enfants sacrifiés

QUEL père ou quelle mère ne s'est jamais interrogé, à un moment ou à un autre, sur la fascination qu'exercent les armes et les jeux guerriers électroniques sur leurs charmants bambins ? Alain Louyot n'y échappe pas. D'autant moins que, grand reporter au Point, puis à l'Express, il a connu à peu près tous les points chauds du globe, ces vingt dernières années. Il en a ramené des souvenirs douloureux d'enfants sacrifiés par les adultes sur les champs de bataille, blessés dans leur chair, trahis dans leur âme, vieux et meurtris avant même d'avoir connu l'innocence.

Iran, Afrique du Sud, Guatemala, Cambodge, Ouganda, Salvador, Ulster... La France sous Napoléon, l'Allemagne sous Hitler : l'utilisation des enfants dans la guerre est

ancienne. Elle ignore les frontières et n'est l'apparence d'aucun système politique.

Lauréat du prix Albert-Londres, Alain Louyot démonte dans Gosses de guerre les mécanismes qui contraignent des enfants à peine âgés de dix ou douze ans à participer aux conflits. Penser à la mort, souligner, n'est pas l'enfant en guerre. Il ne porte pas le drapeau, même, volontaire. Comme l'explique la psychologue Ghislaine de Coulombe-Labarthe, citée dans l'ouvrage, « contrairement à l'adulte, l'enfant n'a pas le sens de l'abstraction ». L'idée même de la mort lui demeure donc étrangère. L'adulte lui impose de tenir l'esprit malléable des enfants. L'apprentissage de la lecture, les camps de jeunes, les chants, les défilés, sont autant d'occasions d'exalter leur soit d'idéalisme.

Bien d'autres facteurs peuvent conduire l'enfant à la guerre : son goût du mimétisme par rapport à ses aînés, la solidarité avec un parent tué au combat ou même, le cas échéant, la gratitude envers des adultes ne cherchant pas toujours à justifier l'enrôlement de la jeunesse. Il leur arrive tout simplement d'organiser de véritables soulèvements. Sous la menace et la torture, leurs prisonniers sont progressivement initiés, puis lancés — comme au Mozambique — en horde contre les villages pour tuer et torturer à leur tour. Malheur aux « déserteurs » !

La Déclaration des droits de l'enfant, adoptée en 1959 par les Nations unies, proclame que « l'humanité se doit de donner à l'enfant le meilleur d'elle-même ». Avec la guerre, conclut Alain Louyot, elle lui offre la pire. La communauté internationale peut-elle remédier à cette tragédie ? Les difficultés rencontrées lors de la rédaction de la convention des droits de l'enfant actuellement à l'étude au sein des Nations unies et plus précisément de l'article 38 sur l'implication des enfants dans les conflits incitent, hélas ! au scepticisme.

CHRISTIANE CHOMBEAU.
« Gosses de guerre », d'Alain Louyot. Editions Robert Laffont. 246 pages, 90 F.

FONDEMENT POLITIQUE ET ANALYSE JURIDIQUE DU C.S.A.

La loi du 17 janvier 1989 donne-t-elle au C.S.A. qu'elle institue, la légitimité, l'autorité et le respect souhaités ? Bertrand Delcroix et Florence Nevoltry répondent à cette question et permettent au lecteur de mieux comprendre le sens, la portée et l'impact de la réforme.

LE CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL

FONDEMENT POLITIQUE ET ANALYSE JURIDIQUE

Collection LEGIPRESSE
256 pages, 195 F - DIFFUSION C.C.I.S.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléfax MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Boura-Milly (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Emprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Boura-Milly, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woitz.
Rédacteur en chef : Daniel Verne.
Conducteur en chef : Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Téléx MONDIPUB 266 136 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 092 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 360 F	1 452 F	1 800 F	2 550 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse différents ou précédents : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Etranger

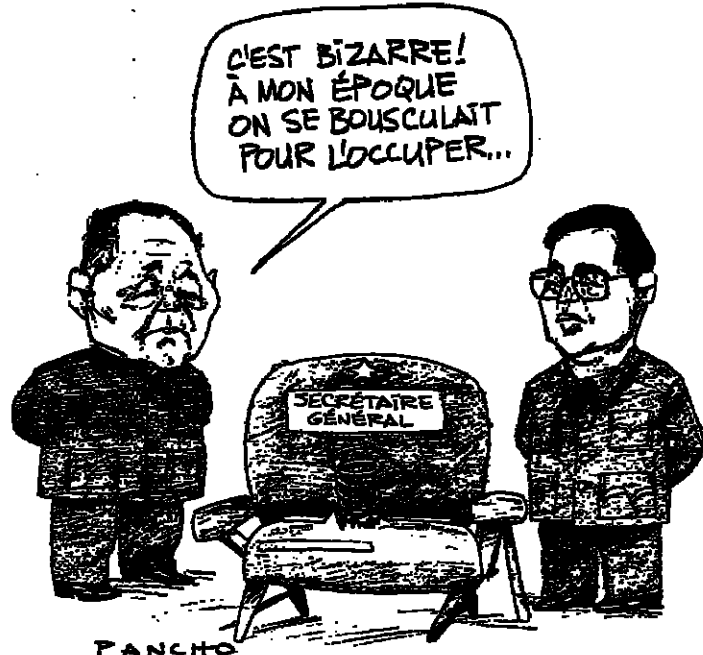
CHINE : un mois après l'instauration de la loi martiale

Les flottements persistent dans le gouvernement, le PC et l'armée

Le chancelier ouest-allemand, Helmut Kohl, et le physicien et prix Nobel de la paix soviétique, Andreï Sakharov, ont demandé, lundi 19 juin, qu'il n'y ait pas d'exécutions capitales en Chine, où onze personnes ont déjà été condamnées à mort. M. Kohl a lancé un appel urgent à la clemence à son homologue chinois,

M. Li Peng, pour des « raisons humanitaires ». M. Sakharov a envoyé des télégrammes à MM. Bush, Gorbatchev, Mitterrand, Pares de Cédric et à M. Thatcher, leur demandant de faire pression sur la Chine. D'autre part, à Washington, la Maison Blanche a démenti les informations publiées

US News and World Report selon lesquelles M. Bush aurait manifesté son mécontentement à propos des informations fournies par la CIA sur la Chine. « La CIA effectue un superbe travail (...). Le président continue à soutenir M. Webster », qui a « une totale confiance », a déclaré le porte-parole de M. Bush.



Expulsion d'un journaliste américain

PEKIN
de notre correspondant

Les autorités chinoises ont annoncé, lundi 19 juin, l'expulsion sous soixante-douze heures d'un journaliste américain, M. Joseph Kahn, de Dallas News, qui est entré en Chine comme journaliste et se serait présenté comme un « journaliste britannique » auprès de résidents d'un district rural de Pékin afin de les interviewer sur la répression de l'agitation et de « réparer des rumeurs » sur le fait que des soldats aient ouvert le feu sur des civils le 3 juin. Le district en question, Daxing, n'étant pas placé sous la loi martiale affectant partiellement la municipalité, cette mesure confirme que les autorités qui ont saisi le pouvoir face à l'administration en place avant la crise d'avril-mai entendent régner sur l'ensemble du territoire national.

L'expulsion de deux journalistes américains la semaine dernière avait déjà fait du gouvernement local de Pékin et, a-t-on appris auprès des in-

PEKIN
de notre correspondant

Un mois après avoir décrété la loi martiale afin d'éliminer son rival M. Zhao Ziyang, le premier ministre, M. Li Peng, n'est pas parvenu à présenter une réorganisation du pouvoir satisfaisante pour l'appareil. On est sans nouvelle de la réunion du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire qui avait été convoquée pour le mardi 20 juin avant l'intervention de l'armée à Pékin. Les cent cinquante membres de cette instance devaient à l'origine officialiser une nouvelle distribution des rôles à la tête de l'Etat. D'autre part, la nouvelle hiérarchie au sommet du parti communiste ne s'est toujours pas mise en place, comme l'atteste l'absence d'informations officielles sur la mise à pied de M. Zhao et sur la nomination d'un successeur au poste de secrétaire général.

Une case vide

M. Deng Xiaoping, dont certains diplomates occidentaux disent qu'il n'a peut-être pas été aussi complètement informé des détails de la tragédie des 3 et 4 juin qu'il ne le laisse entendre, se heurte visiblement à l'impasse qu'a fait naître son ordre de purger les « bourgeois libéraux » de l'appareil. Un peu au-delà du château de cartes devant être éliminé, le reste de l'édifice ne parvient pas à tenir debout. Car les trois principales cartes qui demeurent dans les mains du vieux dirigeant — MM. Li Peng, Qiao Shi et Yao Yilin, membres du comité permanent du bureau politique du parti, dans cet ordre hiérarchique avant la crise — ne semblent pas encore d'accord sur l'ordre de préséance qu'il leur convient d'adopter pour se présenter devant le pays.

La crise, n'étant pas retombée répressives ministres, se présente un peu comme une partie de weiqi, le 58 chinois : il y a une case vide, le siège de secrétaire général du parti, et celui qui va l'occuper risque fort, de par les distributions subéquentes de places qui auront lieu dans les prochains « coups », de perdre l'engagement. Logiquement, le poste devrait revenir à M. Li Peng, qui venait immédiatement après M. Zhao dans l'ordre hiérarchique fixé au treizième congrès du PCC, en novembre 1987. Chacun sait pourtant que M. Qiao Shi est le candidat le plus sérieux, du fait de ses états de service dans les organes internes du parti. Mais tout se passe comme si ce dernier hésitait à « sauter » par-dessus la tête de M. Li Peng pour devenir numéro un du parti : le risque est grand pour l'homme qui occupe cette fonction de devenir la victime des nouveaux bouleversements éventuels qui pourraient se produire à la disparition de M. Deng.

En restant en retrait, M. Qiao pourrait jouer un rôle-clé dans une nouvelle redistribution du pouvoir, du fait de son image sensiblement moins compromise que celle de M. Li Peng dans la répression militaire du début du mois. Le fait qu'il ait peut-être été à l'origine de la décision d'imposer la loi martiale n'a guère d'importance : en montant publiquement au créneau, c'est le premier ministre qui en porte la principale responsabilité.

Si le poids respectif des deux hommes continuait, en s'accumulant mutuellement, de laisser vacante la place de secrétaire général, il faudrait trouver un troisième candidat susceptible d'incarner la continuité dans la « voie socialiste » bordée d'une double haie de militaires que M. Deng a tracée en direction d'hypothétiques réformes sous bonne garde stalinienne. M. Yao Yilin, économiste favorable à la planification centralisée, n'est pas précisément, à soixante-deux ans, le symbole d'un renouveau du pouvoir après tout ce qui reste du régime à quand même besoin pour le suite des événements. Toute autre candidature, de la part des membres du bureau politique étant ralliés à

« Une retenue rarement vue dans le monde »

Que même dans les rangs des militaires il y ait des flottements, on en a eu la preuve mardi avec la publication d'une circulaire pressante du département général de politique, dirigé par le général Yang Baoping, frère du chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, intimant l'ordre à tous les membres de l'Armée populaire de libération, « et en particulier les officiers en commandement des régiments et au-dessus », d'étudier ce fameux « important discours » de M. Deng Xiaoping sur la nécessité de la répression. Tandis qu'un effort désespéré est déployé par la propagande officielle pour présenter l'image d'une armée toujours « au service du peuple », — à en croire la télévision, les soldats de Pékin se sont transformés en cultivateurs, en mécaniciens, en cultivateurs, en tirailleurs, c'est tout juste s'ils ont le temps de monter la garde comme on peut le voir encore le soir aux grands carrefours de la ville, — cette circulaire témoigne bien des conséquences des errements du pouvoir civil sur le moral de la troupe.

En revanche, il y a « un grand nombre d'émigrants qui n'ont pas encore été appréhendés et nous ne pouvons en aucun cas les laisser impunies et leur permettre de revenir à la charge », a-t-il lancé à l'attention de la catégorie promise à la répression la plus sévère. « Quelque chose a pris part à des passages à l'acte, à des pillages ou des cambriolages, ou a participé à des meurtres de soldats et de policiers, qu'il soit étudiant ou non, doit être puni sans pitié ». M. Li Peng est, en tout état de cause, allé trop loin maintenant pour avoir à prendre des gants en écumant ses intentions.

FRANÇOIS DEBAILLON

AUSTRALIE : la visite en France du premier ministre australien, M. Hawke

Beau fixe entre Paris et Canberra

Le premier ministre australien a quitté Paris, mardi 20 juin, à l'issue d'une visite officielle de quatre jours au cours de laquelle il s'est entretenu avec le président François Mitterrand et MM. Rocard, Dumas et Fauroux, ainsi qu'avec M. Edwyg Avece, et a visité le Salon aéronautique du Bourget.

En un peu plus d'un an, les relations franco-australien ont semblé avoir fondamentalement changé. En panne comme le TGV, qui s'est arrêté en pleine campagne lundi, au cours d'une démonstration en l'honneur de M. Bob Hawke — l'Australie s'intéresse aux liaisons ferroviaires à grande vitesse — pendant le gouvernement de M. Chirac, elles sont désormais au beau fixe. Après la tension causée par les différends sur la Nouvelle-Zélande et les essais nucléaires, et surtout une profonde incompréhension réciproque, elles ont pris, avec la visite de M. Hawke, cet aspect décontracté et bon enfant qu'affectionnent tant les Australiens. A l'image de l'entretien, en bras de chemise dans le parc de Matignon, entre MM. Rocard et Hawke.

Le problème néo-calédonien paraissant en voie de solution, deux points de divergence assombrissent encore un peu ces relations : le désaccord devant classique mais qui se réduit à l'échange des points de vue réciproques sur les expériences de Miramur, et l'inquiétude de Canberra face à l'échéance de 1993, l'Australie craignant d'être « laissée sur le carreau » par la « forteresse Europe ». M. Hawke s'est toutefois dit satisfait que les casis nucléaires soient réduits de huit à six par an, comme le lui a garanti M. Rocard. Ce dernier a déclaré que « la décision de réduire la fréquence de nos essais a été saluée par nos amis, qui comprennent très bien que nous avons une doctrine de défense qui n'est pas la même que la leur ».

M. Hawke a rappelé au Monde son « soutien total à la politique française en Nouvelle-Calédonie », ajoutant que son pays « désireux d'aller » la France par tous les moyens à sa disposition pour former

une élite canaque. « Je me félicite de l'attitude du gouvernement Rocard envers l'Australie et la Pacifique sud. Ces relations étaient loin d'être plaisantes auparavant. Aujourd'hui, elles n'ont jamais été aussi bonnes ».

Pour le reste, M. Hawke et ses interlocuteurs français ont parlé de coopération bilatérale, qui doit se renforcer, de l'Antarctique, que le dirigeant australien et M. Mitterrand veulent voir transformer en réserve internationale, seul moyen pour protéger l'environnement fragile de cette zone, et de l'Indochine. Canberra se félicite de l'initiative française de convoquer une conférence internationale sur le Cambodge en août prochain, « facilitant le retrait des troupes vietnamiennes avant le mois de septembre et l'organisation d'élections libres ». L'Australie a accepté l'invitation de participer à cette conférence et se dit « prête à jouer un rôle dans les forces de contrôle » qui seront déployées sur place.

M. Rocard, en août dans le Pacifique-Sud

M. Hawke, dont c'était le second séjour en France, avait rendu, lundi, une visite à « mon ami, M. Chirac », pour « lui annoncer la participation de l'Australie aux célébrations du Bicentenaire de 1989 et pour le remercier de l'extraordinaire et généreuse contribution du gouvernement et du peuple français au Bicentenaire de l'Australie » l'an dernier. Pen rancunier envers M. Chirac qui, alors qu'il était premier ministre, avait « gelé », en 1986, les relations avec Canberra et qualifié M. Hawke de « stupide », ce dernier a annoncé qu'il offrirait pour l'occasion à la Ville de Paris un buste de La Pérouse.

M. Rocard rendra sa visite à M. Hawke en août prochain. Le premier ministre français doit, en effet, se rendre, le 16 août, dans le Pacifique sud pendant une dizaine de jours. Outre l'Australie et Fidji, il fera escale en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie et à Wallis-et-Futuna.

PATRICE DE BEER.

Création d'un comité international contre la répression

Nous avons reçu l'appel suivant contre la répression en Chine :

Amis de la Chine et du peuple chinois, consternés par les récents événements de Pékin et très inquiets du sort réservé par les autorités officielles à tous ceux qui, pacifiquement, s'étaient engagés en faveur des libertés et de la démocratie, nous nous constituons en comité international contre la répression en Chine.

1) Nous demandons que toute la lumière soit faite sur l'étendue réelle de la répression militaire et policière et proposons l'envoi d'une commission internationale de juristes.

2) Nous entendons veiller à ce que, en cas d'arrestation, tous ceux qui se sont engagés dans le récent « printemps de Pékin », jouissent des droits reconnus à tout accusé. En cas de condamnation à mort, nous appelons à l'arrêt des exécutions immédiates.

3) Dans l'immédiat, le comité appelle à l'arrêt total des exécutions liées aux récents événements.

Secrétariat du comité : Gilles Hertzog, 14, rue Duphot, 75001 Paris, France ; tél. : (1) 42-60-36-96 ; fax : (1) 42-60-31-94.

VIETNAM

Les autorités accèdent aux revendications d'un mouvement étudiant

Hanoi (AFP). — Le président du Comité au plan, M. Phan Van Khai, a déclaré, lundi 19 juin, qu'il fallait « prêter attention » à la situation dans les établissements d'enseignement supérieur vietnamiens, dont plusieurs ont connu ces dernières semaines, à Hanoi, grève et contestation. « Il faut prêter attention et renforcer l'organisation que la gestion des écoles supérieures et des écoles secondaires d'apprentissage dans le but de mieux prendre soin de la vie quotidienne des étudiants et élèves », a-t-il déclaré à l'Assemblée nationale sans faire la moindre mention aux mouvements survenus dans au moins quatre établissements de la capitale.

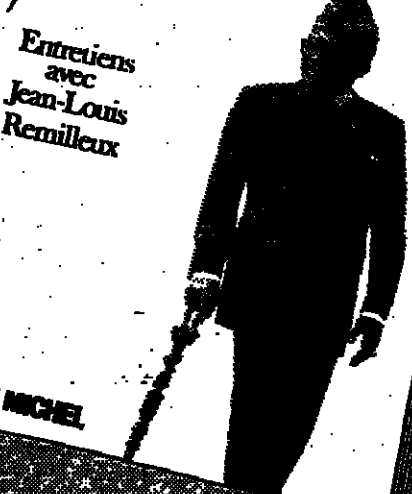
Plusieurs centaines d'étudiants, selon diverses sources vietnamiennes bien informées, notamment ceux de l'Ecole supérieure des transports et des communications (ESTC), de

l'Ecole supérieure du bâtiment, de l'Ecole supérieure des langues étrangères et de l'Institut pédagogique, ont protesté contre leurs mauvaises conditions d'hébergement et la nourriture qu'ils jugeaient infecte. Pour obtenir satisfaction, les étudiants de l'ESTC ont, le 30 mai, « boycotté » les repas et refusé de prendre toute nourriture pendant vingt-quatre heures à la cantine. Les autorités, soucieuses que le mouvement ne prenne pas d'ampleur comme en Chine, ont donné satisfaction, en moins d'une journée aux étudiants et accédé à toutes leurs revendications.

M. Khai n'a fait aucune mention des bourses dont le montant, affirme-t-on de sources vietnamiennes informées, doit être révisé à la hausse afin qu'il soit aligné sur celui du salaire minimum qu'a l'élève à peu près de 5 dollars par mois (22 600 dong).

Le Président du Zaïre parle, témoigne, s'explique pour la première fois.

MOBUTU Dignité pour l'Afrique



Entretien avec Jean-Louis Remilleux

55 من الأصل

Afrique

MADAGASCAR : la mise en œuvre de la politique de libéralisation économique

Une seule recette, prendre son mal en patience

Une grave crise économique sévit à Madagascar, où les effets du plan de redressement ne se feront pas sentir avant plusieurs années.

TANANARIVE de notre envoyé spécial

Sa femme est enseignante, lui est technicien commercial et le soir, après le bureau, chauffeur de taxi au volant d'une Renault 5 bricolée dans les rues défoncées de « Tana ». Bien obligé, avec des salaires de misère, d'en passer par là pour joindre les deux bouts d'autant que leurs deux enfants fréquentent une école privée car, disent-ils, « dans le public, les études ne valent rien ». Nombre de Malgaches en sont ainsi réduits, pour cause de crise économique, à grappiller, ici et là, des compléments de revenus.

Grâce à la libération des importations, magasins et échoppes sont moins vides que d'habitude mais il n'y a pas de queues à leurs portes car tout est beaucoup trop cher pour l'homme de la rue. Chacun achète le strict minimum : les gens survivent au jour le jour. La classe moyenne s'appauvrit tandis qu'une minorité de Malgaches — chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, ministres — s'enrichissent sans scrupule.

Livrés à eux-mêmes, les paysans ne sont pas mieux lotis. Les prix à la production ne sont guère rémunérateurs ; le système de crédit ne fonctionne pas ; les mauvais états des infrastructures ne permet pas d'écouler les récoltes dans de bonnes conditions ; les moyens de stockage font défaut. Les accès à l'eau, aux soins, sont difficiles. Et, par-dessus le marché, l'insécurité — vols de céréales, de bétail — qui a donné lieu, en 1988, à une répression

féroce de la part de l'armée, ne stimule pas l'ardeur au travail des agriculteurs.

S'il n'y a pas de famine dans la Grande Ile, beaucoup d'autocrates souffrent, néanmoins, de malnutrition. Il n'est pas rare de voir, dans les rues de « Tana », des enfants et des adultes fouiller les décharges à ciel ouvert. Dans certaines régions, les habitants consomment, faute de mieux, des aliments pour bétail, des tourteaux d'arachide par exemple. D'après une enquête conjointe de l'UNESCO et de l'UNICEF, « l'état précaire de santé et de nutrition des élèves est un des facteurs déterminants de la baisse de rendement scolaire ».

Tout se vend, tout se marchande. Une bourse d'études en France coûte environ 2 000 F ; aller en Union soviétique est meilleur marché ! Beaucoup d'enseignants ont tendance à bâcler leurs cours pour mieux vendre leurs leçons particulières. A l'hôpital, les malades doivent souvent se munir de tout, y compris des médicaments, s'ils veulent être soignés.

Tout est prétexte à trafics. L'affairisme connaît de beaux jours à Madagascar. Chacun se bat en son propre nom pour tirer avantage de quoi ce soit. La traditionnelle « Fihavanana » — l'amitié dans l'entraide — n'est plus guère à l'honneur. La dégradation de la moralité publique est patente et n'épargne pas — loin de là — les cercles du pouvoir. La population a d'autant plus de mal à supporter son sort que, sous ses yeux, une caste de privilégiés mène grand train.

Pour bien faire, il faudrait créer entre cent cinquante mille et deux cent mille emplois par an, mais l'état de l'économie malgache ne le permettra pas avant longtemps. Trois

mille étudiants se bousculent en première année de droit. On voit mal quel sera leur avenir. En fin d'études, un médecin doit patienter au moins un an avant de trouver du travail. Comme il n'a pas les moyens d'ouvrir un cabinet, il attend que l'Etat ait l'argent pour le placer.

Perte de souveraineté

Les Malgaches devront prendre leur mal en patience. Les experts le disent : la population ne ressentira pas avant plusieurs années les effets positifs du plan de redressement économique en cours — dit plan d'ajustement structurel (PAS) — et mis en place depuis déjà cinq ans sous les auspices de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). « Le peuple se rend compte que, pour le moment, il fait les frais de cette politique », reconnaît M. José-Michel Andrianolison, ministre de l'Agriculture et porte-parole du gouvernement. Nous allons être obligés de solliciter l'aide de la communauté internationale pour nous aider à corriger certaines inégalités flagrantes.

Cette nouvelle donne économique s'est traduite — mais comment faire autrement ? — par une certaine perte de souveraineté. M. Andrianolison regrette, un peu pour la forme, que « le gouvernement n'ait pas été libre de ses choix tactiques » et critique la « trop grande influence » de la Banque mondiale et du FMI qui ne se sont pas rendus compte que le processus de remise à flot serait plus lent que prévu.

Il n'est, en tout cas, plus question de revenir en arrière. « On ne joue plus de cache-cache. Il n'y a pas d'alternative à la libéralisation économique », assure M. Razakaboua, membre de l'AREMA, le parti au pouvoir, et président de la commission des finances du Conseil suprême de la révolution (CSR). « L'étatisation à outrance n'a pas été concluante ».

« Nous ne sommes pas libéraux par doctrine économique, précise le ministre de l'Agriculture. Pragmatistes, nous adoptons simplement notre situation aux conditions du monde extérieur. » Le tout est, à son avis, de « paraître plus libéral qu'on ne l'est ». A l'en croire, « cette stratégie est irréversible d'ici une vingtaine d'années ».

Affairisme d'Etat

Pour l'heure, la politique d'ajustement structurel a porté, avec succès, sur la réhabilitation des finances publiques. Mais, reconnaissent les experts, « cette réhabilitation s'est faite au détriment de la machine économique qui s'est arrêtée ». Le taux de croissance du PNB a été nul en 1988, alors que la population progresse de 3 % par an. Prévisible à la relance, la réorganisation du système de crédit est en cours. Dans une perspective, la prochaine ouverture d'une banque entièrement privée.

Reste, pour suivre le programme mis au point par les bailleurs de fonds, d'entamer la privatisation des entreprises publiques déficitaires. Un comité ad hoc est en train de tirer les choses au clair. Déjà, des hommes d'affaires malgaches s'inquiètent « d'un manque de trans-

parence » et craignent que, dans le climat actuel, beaucoup de transactions se réalisent discrètement « par copinage ».

La création de zones franches et la modification du code des investissements sont, dit-on, en bonne voie. Avant de se jeter à l'eau, de nombreux hommes d'affaires, locaux et étrangers, attendent avec impatience la mise en application de ces deux mesures pour juger de la sincérité du gouvernement en matière de libéralisation économique. Pour le moment, ils ne jugent pas les règles du jeu suffisamment claires pour abandonner la politique d'attente.

Beaucoup d'investisseurs étrangers sont pourtant prêts, moyennant certaines garanties, à parier sur Madagascar. La Grande Ile ne possède-t-elle pas, entre autres atouts, une main-d'œuvre pléthorique, extrêmement habile et surtout à bas prix comparée à celle de l'île Maurice voisine ? Cette possible ouverture sur l'extérieur inquiète les opérateurs économiques locaux qui ne se sentent pas toujours armés pour faire face à la concurrence. Ils en veulent pour preuve la récente signature d'un programme de développement touristique avec le groupe international Savana-Pullman qui a obtenu, selon eux, des « avantages exorbitants ».

A cet égard, certains s'interrogent sur les activités de la Procopo, société anonyme, créée par l'AREMA, le parti au pouvoir, avec des fonds de démarrage en provenance d'Irak et de Libye et dirigée avec poigne par M^{me} Hortense Raveloson-Mahassampy, belle-sœur du chef de l'Etat et épouse du ministre de la Défense nationale, M. Razakaboua. Ce dernier veut en faire une société-pilote qui montrerait l'exemple du dynamisme aux opérateurs économiques.

Du dynamisme, cette société touche-à-tout n'en manque certes pas. Atteinte de boulimie, elle intervient dans les différents secteurs de la vie économique : industrie, agriculture, import-export, logement, assurances, etc. Mais, là où le bât blesse, c'est que, s'abritant derrière l'autorité de l'Etat, cette entreprise « familiale » ne respecte aucune règle et bénéficie de toutes sortes de passe-droits. La Procopo s'assure, par exemple, le concours de l'armée, notamment pour organiser les collectes de maïs et de riz. Affairisme d'Etat ? L'expression n'est pas trop forte.

La crise économique que traverse la Grande Ile a, en effet, modifié, de fond en comble, les mentalités, favorisé de singuliers comportements de la part des particuliers comme des pouvoirs publics. Des raisons d'espérer un changement ? Ceux qui ne veulent pas désespérer ont vu, sur la maturité des Malgaches, leur bon sens et leurs qualités de jugement pour se tirer d'affaire.

JACQUES DE BARRIN.

● L'Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque mondiale, a annoncé, lundi 19 juin, avoir approuvé un prêt de 18,6 millions de DTS (24 millions de dollars) à Madagascar, destiné à la recherche agricole. Ce prêt entre dans le cadre d'un programme d'un coût total de 70,6 millions de dollars.

A TRAVERS LE MONDE

Pérou

Dix militaires tués

Une dizaine de militaires ont été tués et cinq autres blessés, lundi 19 juin, dans une embuscade tendue par les guérilleros du Sentier lumineux dans la région amazonienne du Pérou, à une trentaine de kilomètres de Aguaytia, à 550 kilomètres au nord-est de Lima. Par ailleurs, des membres présumés du Sentier lumineux ont tué le même jour le maire de Yarinacochas, une localité située à 830 kilomètres au nord-est de Lima. Roberto Ruiz Vargas est le quarante-

sixième maire assassiné depuis 1980. Ce meurtre accroît la tension qui règne dans le pays à l'approche des élections municipales, prévues pour la fin de l'année. — (AFP.)

Sénégal

Décès du calife général des mourides

Dakar. — Le calife général de la confrérie musulmane soufie des mourides, Abdul Ahad Mbakké, est mort lundi 19 juin à Touba (250 km à l'est de Dakar). Ce décès du dirigeant de l'une des deux plus importantes confréries musulmanes du Sénégal — avec les tidjanes — n'avait pas été annoncé lundi soir par les médias officiels — radio et télévision, — constatent les observateurs. Cette « discrétion » vise à prévenir tout débordement pendant les obsèques, indique-t-on de bonne source à Dakar.

Dans l'ère du défunt, Abdul Khadre Mbakké, imam de la mosquée de Touba, ville sainte du mouridisme, devait être, selon les milieux religieux, le prochain calife général de cette confrérie, qui prône un mysticisme du travail. Agé de soixante-dix-sept ans, Abdul Ahad Mbakké

était devenu calife général en 1968. Il était, comme ses deux prédécesseurs, fils du fondateur de la confrérie, Amadou Bamba (1850-1927).

Le grand pèlerinage vers la ville sainte des mourides, le « Mégal de Touba », draine chaque année plus d'un million de pèlerins, dont certains venus de Mauritanie.

Austère dans sa façon de s'exprimer, Abdul Ahad Mbakké, le « réformateur », qui s'était livré à une véritable reprise en main du mouridisme, avait « assaini » Touba où il résidait. Cette ville avait longtemps été considérée, de par son statut exceptionnel, comme un haut lieu de la confrérie.

Depuis quelques années, des barbares à l'entrée de la ville sainte vérifiant que les automobilistes n'emportent avec eux ni alcool, ni tabac, ni même de briquets. (AFP.)

Yougoslavie

Des intellectuels serbes prennent la défense des nationalistes albanais

Après l'Association des écrivains serbes qui, le 10 mai, s'était pronon-

cée en faveur du pluralisme politique en Yougoslavie et avait pris, à cette occasion, ses distances à l'égard du président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic — dont l'attitude à ce sujet est pour le moins ambiguë (le Monde date 14-15 mai), — le Comité belgradois pour la liberté de parole et d'expression vient de prendre la défense de deux cent quinze « travailleurs de la science et des arts » de souche albanaise durement critiqués par le régime et de ceux qui, après les récents événements du Kosovo, ont été frappés par une mesure d'isolement pour avoir soutenu les « nationalistes et séparatistes » albanais.

Dans une pétition adressée à l'opinion publique yougoslave, une vingtaine de membres de l'Académie des arts et des sciences exigent que les lois autorisant arrestations, internements ou « isolement » soient supprimées. « Les arrestations préventives et l'isolement des citoyens », déclarent-ils, « constituent une atteinte aux libertés individuelles, à la liberté de déplacement et au droit de résidence des citoyens. »

C'est une pétition forte que d'aussi éminents intellectuels serbes condamnent publiquement les méthodes de répression appliquées contre les nationalistes albanais.

AFRIQUE DU SUD : successeur probable du président Botha

M. De Klerk entreprend une tournée d'explication en Europe

JOHANNESBURG de notre correspondant

Le chef du Parti national et probable futur chef de l'Etat, M. Frederik De Klerk, entreprend cette semaine en Europe une tournée de six jours qui le conduira en Grande-Bretagne, en République fédérale d'Allemagne, en Italie, au Portugal et peut-être en Suisse. L'actuel ministre de l'Education nationale rencontrera trois chefs de gouvernement, MM. Helmut Kohl (RFA) et Anibal Cabaco Silva (Portugal) ainsi que M^{re} Thatcher. Il s'agit de la première visite officielle sur le Vieux Continent de l'homme qui succédera vraisemblablement à M. Pieter Botha après les élections législatives du 6 septembre prochain.

Ce président en puissance, qui n'a pour l'instant rien annoncé de concret, devra donc dévoiler un peu plus ses plans pour l'avenir concernant la libération de Nelson Mandela, l'abolition de l'apartheid, la nouvelle donne constitutionnelle et la manière dont il perçoit l'ouverture du dialogue avec les dirigeants reconnus de la communauté noire.

Ce voyage qualifié de « crucial » peut permettre au régime de Pretoria de sortir de son isolement diplomatique grâce à l'ouverture créée par le déblocage de la question namibienne. Encore faut-il que celui qui passe pour un expert de dialogue ne déçoive pas les espoirs qu'il a suscités. Agé de vingt ans de moins que l'actuel chef de l'Etat (dans sa soixante-quatrième année), M. De Klerk devra réussir à faire passer son message tant auprès des chefs de gouvernement que des banquiers, son pays ayant un besoin urgent de capitaux.

Comme l'a souligné, lundi 19 juin, M. Neil Van Heerden, directeur général des affaires étrangères : « Notre crédibilité est en jeu. Nous avons l'opportunité de montrer à

nos voisins et à la communauté internationale que nous sommes sérieux en ce qui concerne nos engagements en faveur de la paix et de la prospérité dans la région. » L'architecte de la négociation avec les Angolais et les Cubains a ajouté : « L'Afrique du Sud ne peut pas se permettre d'échouer à ces tests car, si nous échouons, nous renforcerons seulement ceux qui souhaitent voir notre disparition rapide. »

Ballon d'essai

Cette visite constituera à n'en pas douter un premier test avant la possible rencontre avec le président Kenneth Kaunda de Zambie, qui en a publiquement exprimé le désir, ainsi qu'avec le président George Bush, peut-être à la fin de juillet. En attendant, le chef de l'Etat américain recevra un certain nombre de ses homologues anti-apartheid, dont M^{re} Albertina Sisulu, épouse de Walter Sisulu, emprisonnée depuis vingt-six ans. M^{re} Sisulu, dont la liberté de mouvement et de parole est soumise à des restrictions, s'est vu, contre toute attente, accorder un passeport de trente jours. Son mari, compagnon de Nelson Mandela, âgé aujourd'hui de soixante-seize ans, pourrait également être relâché prochainement. Sa libération constituerait un ballon d'essai pour l'ajustement du chef historique de l'ANC (Congrès national africain).

Nombreux sont ceux qui ont comparé l'impact de cette tournée à celui qui était en cours avant le discours prononcé par M. Botha le 15 août 1985, le fameux discours du Rubicon au cours duquel il avait violemment attaqué l'opinion publique internationale, une administration qui avait été à l'origine des sanctions, du déclin de l'économie du pays et d'une aggravation de son isolement.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ALGERIE

Les députés examinent d'importants projets de loi

ALGER de notre correspondant

Le vingt-quatrième anniversaire du « suraout révolutionnaire », le coup d'Etat perpétré par le colonel Houari Boumedienne, le 19 juin 1965, sera passé totalement inaperçu à la journée de lundi s'il n'avait été « chêné » et « payé ». La presse, promptement dans d'autres occasions, à commémorer toutes sortes d'événements a passé celui-ci sous silence. Le fait n'est pas nouveau. Depuis plusieurs années les autorités, engagées dans un processus de réformes à l'opposé de la politique menée par le président Boumedienne, s'efforcent de bannir définitivement le 19 juin. Ironie du sort, c'est ce mardi 20 juin que l'Assemblée populaire nationale (APN) commencera à débattre des lois fondamentales complémentaires de la nouvelle Constitution adoptée par référendum le 23 février dernier. Les textes essentiels concernent les associations à caractère politique, le code électoral, le code de l'information, la loi sur les prix et celle sur les sociétés d'économie mixte.

Strictes vérifications

Les députés qui siègent en session de printemps (1) depuis le 5 avril ont examiné les projets de lois, déposés par le gouvernement, au sein des commissions permanentes de l'APN. Ces textes vont être débattus maintenant en séances plénières. Les parlementaires algériens s'attacheront d'abord au projet concernant les associations à caractère politique qui définira le cadre légal des futurs partis. Les différentes formations devraient pouvoir éditer une ou plusieurs publications périodiques, à condition que la première d'entre elles le soit en arabe. Les cotisations ne pourront en aucun cas excéder deux cents dinars (2) par membre et par mois, tandis que les dons seront plafonnés à deux cent mille dinars par personne et par an. Aucun soutien financier direct ou indirect de l'étranger ne sera

toléré. L'aide de l'Etat, inscrite dans la loi de finance de l'année, sera directement proportionnelle au nombre de députés de chaque formation.

Les fondateurs d'un parti devront être au minimum quinze, de nationalité algérienne, majeurs, jouir de leurs droits civils et civiques, résider sur le territoire national et ne pas avoir été une attitude contraire aux intérêts de l'Algérie durant la guerre de libération. Des strictes vérifications seront effectuées par le ministère de l'Intérieur qui se prononcera dans les deux mois suivant le dépôt du dossier.

Le calendrier des travaux de l'APN, publié par la presse quotidienne, prévoit quarante-huit heures de débat sur les partis, avant que le projet de loi sur les prix ne soit discuté jeudi par les députés qui se prononceront samedi et dimanche prochain sur le code électoral.

La Chénoua-3, la plus dynamique des radios algériennes émettant en français, a donné la parole, mardi dans la soirée, au cours de « Transparences », une émission politique, à M. Belaid Abdessalam, le père de l'industrie algérienne, ancien ministre de Boumedienne, qui ne s'était pas exprimé publiquement depuis une dizaine d'années. M. Abdessalam a fait remarquer que la dette extérieure de l'Algérie était de « 12 milliards de dollars, dont deux en liquide à la banque centrale, en 1978 ». Au moment de la mort de Boumedienne et qu'elle atteignait aujourd'hui 25 milliards de dollars. Très critique à l'égard du régime, M. Belaid Abdessalam a déclaré que dans le cadre de l'édition algérienne « l'Algérie s'engage sur la Tunisie et le Maroc » en baissant « toute référence au socialisme » et en privilégiant « le recours au secteur privé et aux capitaux étrangers pour assurer le développement ».

FREDERIC FRITSCHER.

(1) L'APN siège deux fois par an, en deux sessions de trois mois. L'une au printemps qui débute au mois d'avril, l'autre en octobre.
(2) 1 dinar vaut 90 centimes.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**
6, rue du Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

Diplomatie

Avant le sommet de Madrid

La France et la République fédérale réaffirment leur identité de vues «sur les principaux dossiers européens»

La partie de bras de fer entre l'Europe qui se jouera à Madrid les 26 et 27 juin a été engagée, sans attendre cette réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, dès lundi à Paris. MM. Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher, qui étaient venus spécialement à Paris, ont rendu public, en effet, un communiqué commun qui proclame l'identité des points de vue de la RFA et de la France sur les principaux dossiers européens. « Les deux pays, déclare le texte, souhaitent qu'une impulsion politique décisive soit donnée à Madrid à l'Union économique et monétaire par la mise en œuvre du rapport Delors dans sa globalité (...) et que le Conseil prenne les décisions nécessaires pour faire aboutir, à brève échéance, la charte sur les droits sociaux fondamentaux ».

Les passages à Paris de M. Genscher sont fréquents ; mais la conférence de presse qui fut donnée, lundi, à l'issue des entretiens entre les deux ministres des affaires étrangères revêtait une importance particulière. C'est comme si, à peine connu, le verdict des élections de dimanche, on avait voulu dissiper quelques récents malentendus, réaffirmer avec force la vigueur du lien franco-allemand et partir de concert à l'attaque, à quelques jours du sommet européen, contre le premier ministre britannique qui met en danger de faire obstacle à

un consensus sur les deux principaux sujets inscrits au menu de Madrid. Le rapport du comité Delors sur l'union monétaire prévoit un processus en trois étapes, mais demande aux dirigeants des Douze de s'engager dès la réunion de Madrid à mener ce processus à son terme. Le gouvernement britannique a fait savoir qu'il voulait bien examiner la première phase de ce plan mais qu'il jugeait prématuré de s'engager dès maintenant sur la suite. Lors d'une réunion des ministres des finances de la communauté fin mai, le ministre allemand M. Theo Waigel (CSU) avait semblé sur le point de céder à certains des arguments britanniques.

M. Genscher, fort des 5,6 % obtenus par le Parti libéral aux élections de dimanche, est donc venu remettre les pendules à l'heure. Le maintien de M. Kohl à la chancellerie n'est pas compromis dans l'immédiat, et ce ne sont pas, sur les questions européennes, les thèses de la CSU mais celles du chancelier et de son ministre des affaires étrangères qui seront fermement défendues à Madrid. M. Genscher a aussi mis en œuvre de l'Europe sociale pour laquelle la France obtient également l'appui sans réserve des Allemands contre les réticences britanniques.

M. Hans-Dietrich Genscher quitte Paris, lundi, pour Washington, où il devra rendre compte de

la visite récente en RFA de M. Mikhail Gorbatchev mais aussi sans doute, une fois passée l'épreuve électorale, aller se faire pardonner pour son comportement d'avant le sommet de l'OTAN.

M. Genscher à Londres

De son côté, M. Felipe Gonzalez, qui présidera la semaine prochaine le sommet européen, rendait visite, lundi, à Londres à M. Thatcher. A l'issue de cette rencontre, il estimait, nous rapporte notre correspondant Dominique Dhombres, que la réunion de Madrid allait être « difficile ».

M. Gonzalez n'aurait pas écopé avec M. Thatcher, s'il faut l'en croire, la récente décision de son gouvernement d'adhérer au système monétaire européen, pas plus que le refus persistant de Londres de faire le même pas. Le premier ministre espagnol croit cependant que « les deux ou trois ans », tous les membres de la Communauté appartiendront au SME. Il a confié, après son entretien avec M. Thatcher, qu'il n'avait jamais trouvé celle-ci « très malléable » et qu'elle « ne l'était pas davantage cette fois-ci ». Elle a un caractère et une personnalité « sur lesquels les aléas de la vie politique n'ont pas de prise », a-t-il déclaré.

Première visite officielle en France du président de Djibouti, M. Hassan Gouled

Djibouti « subit » directement le contrecoup des désordres dans la corne de l'Afrique et, surtout, des troubles dans le nord de la Somalie : si le président Hassan Gouled Aptidon avoue son inquiétude, c'est qu'il ne voit pour le moment aucune perspective d'amélioration du climat dans la région. Préoccupation principale de Djibouti à l'heure actuelle, ce problème devait figurer en bonne place dans les entretiens, prévus mardi 20 juin à Paris, entre le président Gouled et M. François Mitterrand.

Risques de déstabilisation, afflux de quelque trente mille réfugiés, « bavures » possibles à la frontière, répercussions du conflit nord-somalien sur les relations intertribales à Djibouti : les sujets d'inquiétude ne manquent effectivement pas au président Gouled alors qu'il effectue sa première visite officielle en France depuis que son pays a accédé à l'indépendance, en 1977. Une existence vieille déjà de douze ans et sur laquelle, pourtant, beaucoup d'observateurs n'auraient à l'époque jamais parié en raison de son environnement.

Aujourd'hui, le président Gouled (ancien parlementaire français ayant accédé au pouvoir dès les premiers jours de l'indépendance) cherche à conforter la situation de « havre de paix » et la stabilité de son pays.

« Ancien usage » entre les deux pays

Une stabilité à laquelle la France est étroitement associée, tant sur le plan de la sécurité que dans le domaine économique. Deux thèmes que le président Gouled devait aborder avec ses nombreux interlocuteurs français (entre M. Mitterrand, MM. Michel Rocard, Roland Dumas, Jacques Pelletier, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Bérégovoy), avec lesquels il cherchera à « approfondir les relations de coopération ». Il n'existe, certes, « aucun usage » entre les deux pays mais le président djiboutien devait tout de même profiter de cette visite pour obtenir, au plus haut niveau, confirmation que l'engagement de Paris aux côtés de Djibouti restera aussi solide sur deux points cruciaux pour ce pays : le maintien des effectifs actuels des forces françaises stationnées à Djibouti (près de quatre mille hommes) et la reconduction des aides financières dispensées par Paris, d'autant plus nécessaire que la jeune République vient d'être durement touchée par des inondations.

Concernant la présence militaire française, M. Gouled, que des rumeurs de possibles réductions d'effectifs avaient inquiété, a déjà reçu des assurances de M. Chevènement, qui l'a informé que « le problème d'une réduction d'effectifs ne se posait pas ». Le président djiboutien n'en devait pas moins répondre à la question à M. Mitterrand, à l'heure où l'armée française est touchée par des compressions budgétaires.

Y. H.

La réunion de la CSCE sur les droits de l'homme

Les Etats-Unis réclament la tenue d'élections libres dans tous les pays membres

Les Etats-Unis ont présenté lundi 19 juin à la conférence de la CSCE sur les droits de l'homme, qui se tient à Paris, une proposition visant à l'instauration d'élections libres dans les trente-cinq pays membres. La proposition américaine porte également sur le droit des individus à fonder des partis ou des organisations politiques et sur le libre accès aux médias. Elle recommande que des observateurs, nationaux ou étrangers, puissent assister au déroulement des scrutins.

Manifestation à Prague

M. Hoyer, membre de la délégation américaine à la conférence de Paris, qui présentait ce texte, a toutefois précisé qu'il n'imaginait pas le voir aboutir avant la fin de cette réunion le 23 juin. Il a admis qu'il était trop tôt pour tenter d'obtenir des pays socialistes réticents de nouveaux engagements et qu'il fallait d'abord s'assurer du respect des dispositions figurant dans le document final de la conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe. On doit cependant, estime M. Hoyer, d'ores et déjà fixer des objectifs aux prochaines réunions de la CSCE. Deux autres conférences sur les droits de l'homme doivent réunir les pays membres en 1990 à

Copenhague et en 1991 à Moscou, avant la grande conférence bilan de la CSCE en 1992 à Helsinki.

A l'initiative du comité tchécoslovaque de surveillance des accords d'Helsinki, une « marche-promenade » a été organisée lundi après-midi à Prague en faveur des droits civiques. Elle a rassemblé près de deux mille personnes dans le centre de la ville. Le comité Helsinki, présidé par M. Jiri Hejlek (empêché par les autorités de venir à Paris), entendait, avec cinq autres organisations, protester contre l'interdiction la semaine dernière de la tenue d'une réunion publique à l'occasion de la conférence de Paris. La promenade, sans banderoles ni slogans, a duré environ quarante-cinq minutes. La police a procédé à de nombreux contrôles d'identité mais aucun incident majeur n'a été signalé.

Libération d'une militante pacifiste. — La pacifiste tchécoslovaque Jana Petrova (vingt-deux ans), emprisonnée depuis le 16 janvier dernier, a été libérée lundi sur décision du tribunal de Chomutov (90 kilomètres au nord-ouest de Prague). Militante du NMS (association pacifiste indépendante, créée début 1988 en Tchécoslovaquie), M^{lle} Petrova avait été arrêtée à Prague lors d'une commémoration interdite, vingt ans jour pour jour après l'armistice par le feu de Jan Palach, le 16 janvier 1969. — (AFP.)

L'Iran et le Pakistan sont favorables à un règlement politique global de la crise afghane

A l'issue d'une visite à Islamabad de M. Ali Akbar Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, au cours de laquelle il a notamment été reçu par M. Benazir Bhutto, l'Iran et le Pakistan ont estimé nécessaire un règlement politique global de la crise afghane et « affirmé qu'ils poursuivraient leurs efforts coordonnés jusqu'à ce que cet objectif soit atteint », ont déclaré, lundi 19 juin, des sources officielles pakistanaises. M. Velayati devait ensuite quitter Islamabad pour accompagner, mardi à Moscou, le président du Parlement iranien, M. Rafsanjani.

Ces discussions entre Iraniens et Pakistanais ont intervenues au moment où Kaboul affirmait avoir renforcé la défense de Jalalabad, dans l'est afghan. La route reliant la capitale à Jalalabad est ouverte et sous bonne protection, a indiqué, lundi, Kaboul. De leur côté, les résistants ont déclaré le même jour que leurs positions autour de Jalalabad étaient soumises à d'intensifs bombardements aériens et de missiles Scud.

Entre-temps, selon différentes sources, Tony O'Brien, photographe américain sous contrat avec le groupe Time-Life, aurait été arrêté, le 14 juin, à Kaboul, alors qu'il circulait clandestinement avec un groupe de résistants. Il aurait été aussitôt accusé d'« entraver la guérilla ». Mais Kaboul n'a pas encore

confirmé officiellement son arrestation.

Enfin, Radio-Kaboul a confirmé que l'avion afghan accidenté lors de son atterrissage forcé, dimanche, en Iran (le Monde du 20 juin) avait bien été détourné par deux pirates de l'air. L'accident aurait fait, selon un dernier bilan iranien, six morts. Kaboul a envoyé un avion en Iran pour rapatrier les passagers. On ignore le sort des pirates de l'air. — (AFP, AP.)

Visite du ministre est-allemand des affaires étrangères en Albanie

Le ministre est-allemand des affaires étrangères, M. Oskar Fischer a commencé lundi 19 juin à Tirana une visite sans précédent qui témoigne du réchauffement des relations entre la RDA et l'Albanie. Premier chef de la diplomatie est-allemande à se rendre en Albanie, M. Fischer est aussi le plus haut responsable de Berlin-Est à effectuer une visite dans ce pays depuis la rupture entre Moscou et Tirana en 1961. La RDA et l'Albanie ont rétabli en décembre 1987 leurs relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. — (Reuters, AFP.)

Europe

SUÈDE : le procès de Christer Pettersson

M^{me} Lisbet Palme affirme avoir reconnu le meurtrier de son mari

STOCKHOLM de notre correspondant

La tension était forte lundi 19 juin au palais de justice de Stockholm, où se déroule depuis le 5 juin le procès de Christer Pettersson, accusé du meurtre de l'ancien premier ministre Olof Palme. Pour la première fois, en effet, M^{me} Lisbet Palme a donné publiquement le détail des circonstances dans lesquelles son mari a trouvé la mort à ses côtés le soir du 28 février 1986, en pleine rue, en sortant d'un cinéma.

Conformément aux conditions qu'elle avait posées à son audition (le Monde du 16 juin) et que la cour a bien été obligée d'accepter pour sauver le procès du naufrage, M^{me} Palme a répondu aux questions de l'accusation et de la défense, pendant plus de deux heures, en l'absence de l'accusé. Celui-ci a cependant pu entendre dans une autre salle ce qui se disait, et il n'a été conduit devant le tribunal qu'au moment de la confrontation. Un moment crucial que redoutait M^{me} Palme compte tenu de son éternelle responsabilité de son mari à avoir vu de près l'homme qui venait d'abattre Olof Palme, mais qu'elle n'avait pas pu tirer pour autant.

Avec à ses côtés Joakim, l'un de ses trois fils, c'est de face, les bras croisés sur la poitrine, qu'elle a répondu et soutenu sans fléchir le regard de l'accusé. Celui-ci était

blême, la bouche crispée, les mâchoires serrées et les yeux plissés. « Lisbet, dit le procureur Anders Helin, deux nouvelles personnes viennent de prendre place dans le box, l'accusé et son garde. Reconnaissez-vous l'une des deux ? » « Oui. » « Laquelle ? » « L'homme qui est assis à gauche de l'avocat de la défense. » « Est-ce l'homme que vous avez vu ce soir-là à l'angle des rues Tunnelgatan-Sveavägen ? » « Oui. » « En êtes-vous sûre ? » « Oui. » « Sans aucun doute ? » « Non. » C'était dit, sans hésitation, sans précipitation.

« Après trois ans... »

C'est alors que Christer Pettersson est intervenu, d'une voix forte, s'adressant directement, malgré les injonctions à se taire du président de la cour, à celle qui venait ainsi de le condamner. « Je tiens à dire à Lisbet Palme qu'Olof Palme, dans son ciel, ne doit pas apprécier que... Si tu crois que c'est comme tu dis, alors c'est OK, mais si tu ne le crois pas, alors ce n'est pas OK. » Christer Pettersson eut du mal à poursuivre sa déclaration : les policiers, d'un bond, s'étaient jetés sur lui et l'avaient entraîné hors de la salle.

Ce bref tumulte passé, l'avocat de la défense, M^{re} Arne Liljeros, essayait encore une fois, avec une pointe d'irritation, de faire admettre à M^{me} Palme qu'il pouvait y avoir un

léger doute. « Vous n'avez pas un appareil de photo dans la tête. S'il y a la moindre place pour l'hésitation, vous devez le dire. Trois ans se sont écoulés, je le répète. N'est-ce pas tout de même impossible d'être aussi sûre que vous prétendez l'être ? » « Non, je suis sûre. » « N'est-ce pas une forme de souhait de votre part de voir ce problème résolu ? » « Pour moi, il ne le sera jamais. » « Mon client affirme qu'il ne se trouvait pas à cet endroit-là. Y a-t-il le moindre incertitude ? » « Non. » Et de nouveau : « Donc, après trois ans, vous êtes en mesure de faire une déclaration aussi catégorique ? » « Oui. »

C'était fini. M^{re} Liljeros baissait les bras devant la résolution de Lisbet Palme. Rien n'avait pu la faire revenir sur sa certitude que Christer Pettersson était bien cet homme au regard fixe qui s'était retourné sur le chemin de la fuite dans une rue presque obscure et qu'elle avait déjà reconnu en décembre, lors de la confrontation vidéo.

Le procès n'est pas terminé pour autant. De nombreuses personnes doivent encore comparaître. Les responsables de l'enquête policière sont manifestement satisfaits de la tournure que prend maintenant le procès. Mais de son côté, M^{re} Liljeros aurait, dit-on, un autre témoin dans sa manche pour confirmer l'alibi de son client. L'issue du procès n'est donc pas encore assurée.

FRANÇOISE NIÉTO.

La flambée du nationalisme en URSS

Le Kazakhstan connaît à son tour de sanglantes émeutes



(Suite de la première page.)

Alors que M. Gorbatchev recevait en grande pompe, mardi 20 juin, l'hodjatolislam Rafsanjani, président du Parlement iranien et sans doute futur président de la République, le réveil de l'islam soviétique devient ainsi l'un des défis auxquels doit faire face l'URSS de la perestroïka. En Azerbaïdjan, il y a un an, au plus fort du conflit avec l'Arménie, en Ouzbékistan, hier, le drapeau vert a fait son apparition dans les manifestations. Tout un clergé clandestin anime une vie religieuse de l'ombre dont tout indique qu'elle est intense, et la difficulté pour M. Gorbatchev est que, s'il a des interlocuteurs politiques et organisés dans les pays baltes, il n'en a en revanche pas en Asie centrale.

Au Nord-Ouest, on peut négocier les tourments et les compromis. Au Sud-Est, il faut traiter les crises à chaud, limiter la violence sans recourir à la répression de masse et ouvrir des perspectives politiques alors qu'il y en a peu. Si la nervosité des Russes des pays baltes est déjà un problème, celle des Russes du Kazakhstan sera en effet, demain, autrement plus redoutable puisque, désormais majoritaires dans cette République, ils n'entendent évidemment pas en devenir de nouveaux pieds-noirs.

Dans ce contexte, Téhéran peut beaucoup puiser, suivant que l'Iran jettera de l'huile sur le feu ou jouera au contraire l'apaisement. La situation sera en outre en constante évolution. Demain, en Afghanistan aussi, où il semblerait que la République islamique, incitée les moudjahidines au compromis avec le gouvernement de Kaboul, M. Gorbatchev a en conséquence tout fait depuis un an pour normaliser ses relations avec l'Iran et leur donner un solide fondement en relançant les échanges économiques bilatéraux.

La République islamique a, de son côté, tout intérêt à montrer aux pays occidentaux qu'elle n'est pas entièrement dépendante d'eux, notamment dans le domaine des armements, et il y a toutes chances, en conséquence, que la visite à Moscou de M. Rafsanjani soit fructueuse pour les deux hommes.

Misère et sous-développement

Dans l'immédiat, pourtant, ce n'est évidemment pas cela qui rétablira le calme au Kazakhstan, d'autant moins que tout comme en Ouzbékistan, les troubles y ont éclaté sur un fond de misère et de sous-développement — de désespoir social — dont l'islam et le nationalisme ne sont que l'expression logique. Située sur la rive orientale de la mer Caspienne, au cœur d'une région de prospection pétrolière, et fondée il y a vingt ans seulement, la ville de Novy-Ouzen, où se situe l'épicentre des troubles, manque ainsi tout simplement d'eau, mais dispose, en revanche, à proximité, d'un sanatorium pour le traitement de la tuberculose.

Le reste est à l'avenant, et le climat si rude et les équipements collectifs si indigents que les ouvriers du pétrole ne vivent pas dans la région mais n'y sont conduits, comme dans l'extrême nord sibérien, que pour des périodes de travail intensif suivies de repos dans des zones plus clémentes.

Aucune indication n'a encore été donnée sur l'origine précise des violences, mais il est significatif que l'organisme de distribution des eaux ait été, avec le commissariat central, l'un des premiers objectifs des « groupes extrémistes qui, armés de bâtons, de barres de fer et de pierres, se sont — citation de l'agence Tass — livrés à des pogroms dans les maisons des citoyens, les magasins et les immeubles administratifs ».

Dans un premier temps, les autorités locales ont réussi à reprendre le

contrôle de la situation, qui s'est néanmoins « compliquée à nouveau » puisque « le fonctionnement de certaines entreprises industrielles, du commerce et des services publics a été interrompu » et qu'on utilise « des armes à feu et des cocktails Molotov ».

En ne mentionnant aucun signe d'apaisement, les informations officielles laissent clairement comprendre que le retour au calme ne s'annonce pas encore, et la question est de savoir si les émeutes du Kazakhstan (où la presse ne devait paraître ni mardi ni mercredi) pourraient relancer celles d'Ouzbékistan. Car, avant Fergana, il y avait déjà eu, le 1^{er} mai dernier, une flambée à Achikhabad, la capitale de la Turkménie, où une centaine de magasins coopératifs avaient été détruits car ils pratiquaient des prix jugés trop élevés alors que les rayons du secteur d'Etat sont de plus en plus vides.

L'Asie centrale bouge, mais, Islam ou pas, ces émeutes ne font sans doute qu'en devancer d'autres — celles de la pénurie, qui n'est en rien limitée aux républiques musulmanes.

BERNARD GUETTA.

Un paquebot soviétique heurte un iceberg au large du Spitzberg

Il n'y aurait pas de victimes

Un navire de croisière soviétique de 196 mètres, construit en 1969, le « Maxim Gorki », a heurté, dans la nuit du 19 au 20 juin, un iceberg à l'ouest de l'archipel du Spitzberg, au nord de la Norvège. Il avait à son bord 378 membres d'équipage et 575 passagers, pour la plupart des touristes originaires d'Allemagne de l'Ouest.

Le commandant du paquebot « n'a pas fait état de victimes », a indiqué le centre de secours en mer de Tromsø, en Norvège, qui avait envoyé le garde-côte « Senja » sur les lieux après avoir reçu un signal de détresse.

Après l'accident, la moitié environ des passagers avait pris place au bord de canots de sauvetage et même sur des morceaux de banquise. Ils devaient être conduits vers un centre de secours. Mardi en début de matinée, les opérations de sauvetage se poursuivaient alors que le navire semblait s'être immobilisé sans risque de faire naufrage. L'équipage semblait capable de maîtriser la situation et de continuer la voie d'eau.

Le « Gorki », construit aux chantiers de Hambourg en 1969 et qui jauge 25 000 tonnes, avait été commandé par la « German-America Line » qui l'a vendu en 1974 pour 23,5 millions de dollars à l'URSS. — (AFP.)

Handwritten note in Arabic script: "مكتبة جامعة القاهرة" (Library of Cairo University)

مكتبة ابن رشد

Les résultats des élections européennes

Projection fictive du nouveau Parlement

Les résultats définitifs des élections au Parlement européen ne modifient que très légèrement ceux qui étaient connus dès lundi 19 juin pour la plupart des pays membres de la Communauté. Le dépouillement, cependant, n'est pas achevé en Irlande. L'attribution des sièges, d'autre part, comporte encore des incertitudes, en particulier dans les pays, comme l'Italie, où les électeurs avaient la possibilité d'exprimer un vote de préférence. Au Portugal, les résultats ne devaient être définitifs que le 28 juin.

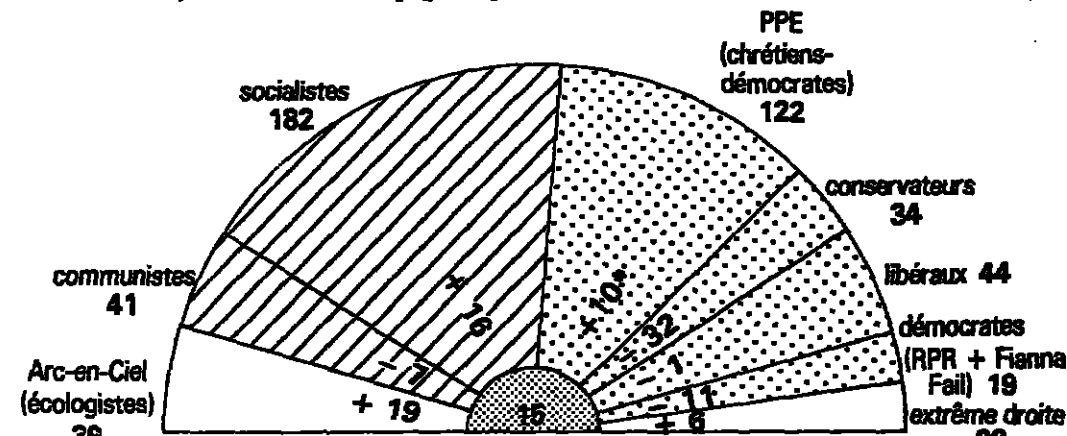
Au sein de l'hémicycle, la poussée de l'extrême droite (du fait de l'entrée au Parlement de six républicains allemands, des écologistes, et des socialistes (en raison du succès des travaillistes britanniques) se confirme. On ne connaît pas dans plus d'un mois la composition exacte de la nouvelle assemblée, puisque les groupes vont être « refondus ». La projection qui suit n'est donc qu'indicative. Elle ne tient compte que d'un seul « transfert », celui de la droite espagnole qui

va rejoindre le groupe démocrate-chrétien. La composition des groupes de droite (démocrates européens, libéraux, conservateurs et démocrates-chrétiens) telle qu'indiquée, reste aléatoire en raison des tractations à venir.

De nouveaux groupes pourraient voir le jour, notamment du côté des écologistes dont on ignore pour l'instant s'ils se scinderont ou non en deux groupes. L'incertitude demeure également quant au sort des communistes italiens qui n'ont pas l'intention de siéger dans le même groupe que les communistes français.

Le nombre de non-inscrits n'est lui aussi qu'indicatif, dans la mesure où le dépouillement n'est pas clos dans certains pays et que certains nouveaux élus ne se sont pas encore prononcés.

Fort d'un gain d'environ seize sièges, le groupe socialiste a d'ores et déjà revendiqué, lundi à Bruxelles, la présidence de l'Assemblée, par la voix de M. Rudi Arndt, président du groupe sortant.



Le groupe démocrate-chrétien bénéficie de l'apport de la droite espagnole, le Parti populaire espagnol ayant décidé de quitter le groupe conservateur.

PORTUGAL

Deux sièges non encore attribués

Les résultats définitifs ne seront connus que le 28 juin, après le dépouillement des votes des émigrés. Deux sièges ne sont pas encore attribués. L'un devrait revenir à la Coalition démocratique unitaire (à majorité communiste) et l'autre aux socialistes (qui obtiendraient alors 8 sièges), ou aux démocrates-chrétiens (qui disposeraient alors de 4 représentants à Strasbourg) (le Monde du 20 juin).

FORMATIONS	%	SIÈGES
Parti social-démocrate	33,25	9
Parti socialiste	28,5	7 ou 8
Centre démocratique et social	14,2	3 ou 4
Coalition démocratique unitaire (communiste)	14	4

[Tableau établi sur la base de 98 % des circonscriptions portugaises.]

FORMATIONS	%	SIÈGES
Parti social-démocrate	37,4	10
Parti socialiste	22,5	6
Centre démocratique et social	15,4	4
Coalition démocratique unitaire (communiste)	11,5	3
Parti renouveau démocratique	4,4	1

BELGIQUE

M. Mark Eyskens remplace M. Tindemans aux affaires étrangères

BRUXELLES
de notre correspondant

Aux termes d'un accord conclu il y a plusieurs mois, le roi a accepté, lundi 19 juin, dès le lendemain de l'élection européenne, la démission de M. Léo Tindemans, ministre des relations extérieures depuis 1981 et son remplacement par M. Mark Eyskens. M. Léo Tindemans est l'un des candidats à la présidence du Parlement européen.

Son successeur, âgé de cinquante-six ans, est aussi membre du puissant Parti social-chrétien flamand (CVP). Fils de Gaston Eyskens, un des hommes politiques belges les plus connus, Mark Eyskens a déjà une longue carrière derrière lui. Il a été ministre de la coopération au développement, ministre des affaires économiques, ministre des finances, et aussi (quelques mois seulement) premier ministre. Mark Eyskens, aussi brillant et caustique que Léo Tindemans pouvait être renfermé et secret, s'il a l'intention de donner un petit air nouveau à la diplomatie belge, ne devrait pas modifier fondamentalement celle-ci.

En ce qui concerne l'exécutif de la région de Bruxelles, l'une des trois régions du royaume, pour lequel on votait également lundi, les trois partis qui sont sortis vainqueurs du scrutin ont confirmé leur accord préélectoral. Le socialiste Charles Piquet, qui a été la locomotive du succès de son parti, sera très vraisemblablement le nouveau président de l'exécutif de la région bruxelloise.

et sera assisté par les sociaux-chrétiens et les fédéralistes francophones du FDP.

Mardi 20 juin, dans la matinée, on se demandait toujours qui serait le cinquième représentant du Parti socialiste à Strasbourg. Les résultats des voix de préférence n'étant toujours pas définitifs et la désignation des candidats toujours très compliquée, on se demandait, en effet, si une des étoiles montantes du Parti socialiste Wallon, M. Ello di Rapo, ne ravirait pas sa place au candidat officiel. Il se confirmait enfin que José Happart, l'ardent bourgmestre des Fourons pourrait battre tout les records de popularité dans la partie francophone du pays.

JOSÉ-ALAIN FRALON

FORMATIONS	%	SIÈGES
Collège électoral flamand : Parti social chrétien (CVP)	34,1	5
Parti socialiste flamand (SP)	20,6	3
Libéraux flamands (PVV)	17,1	2
AGALEV (écologistes)	12,2	1
Volkswaarde (fédéraliste flamand)	8,7	1
Vlaamse Blok (extrême droite)	6,6	1
Collège francophone : Parti socialiste (PS)	38	5
Parti social-chrétien (PSC)	21,3	2
Libéraux (FRL)	18,9	2
Écologistes	16,6	2

DANEMARK

Les résultats définitifs confirment le recul des conservateurs

COPENHAGUE
de notre correspondante

Les résultats définitifs, connus lundi soir 19 juin, ont réservé des surprises et démenté, une fois de plus, que les sondages d'opinion sont loin d'être infallibles. Ils ne sont tombés juste que sur un point : le fort recul du Parti conservateur — auquel appartient le premier ministre, M. Schlüter — qui a perdu deux de ses quatre sièges.

En revanche, la remontée des sociaux-démocrates, qu'ils avaient annoncée à grand bruit, a été modeste. Certes, les sociaux-démocrates, qui avaient connu une défaite catastrophique en 1984, ont gagné un mandat de plus. Mais leur score (23 %) a été très inférieur à celui qu'ils avaient réalisé aux dernières élections législatives anticipées de juin 1988 (29,8 %).

Par ailleurs, aucun institut de sondage n'avait prévu que les grands vainqueurs de ces élections seraient le centre-démocrate et les libéraux, les deux formations les plus européennes de l'éventail politique, qui avaient organisé leur campagne sur

une série de questions concernant la coopération entre les Douze.

En outre, tous les sondages sans exception avaient plus ou moins pronostiqué l'effacement du mouvement anti-CEE aux côtés d'un communiste, d'un géorgiste (vieux parti ultra-libéral) et d'une femme pasteur (le clergé luthérien est dans son ensemble hostile à une Europe en marche trop laxiste à son gré).

Les radicaux, qui soutiennent le gouvernement, n'ont pu tirer aucun bénéfice de leur accord électoral avec les sociaux-démocrates (dans l'opposition), arrangement qui avait fait quelque bruit (le Monde du

FORMATIONS	%	SIÈGES
SD (social-démocrate)	23,3	4
Mouvement populaire anti-CEE	18,9	4
Vestre (libéral)	16,6	3
Konservative (conservateurs)	13,4	2
SF (socialistes populaires)	9,1	1
CD (centre démocrate)	7,9	2
Fremskridtspartiet (extrême-droite)	5,3	
Radikale	3,1	

« Oui » massif au référendum sur le renforcement des institutions communautaires

M. Maurice Duverger élu sur une liste du PCI

ROME
de notre correspondant

Une pincée de Léo Tindemans, un zeste de Colin-Bendit, une plume de Dany Morisson et de David Steel, une dose de Mand Marini, une bonne mesure de Duverger, etc. Rien à dire sur la préparation. Le petit piment exotique, dont certains partis transalpins avaient assaisonné leur liste pour le 18 juin, avait filé ailleurs. Seulement voilà : dans leur très légitime obsession d'apparaître comme les meilleures toques de la tambouille européenne, les cuisines de la politique italienne ont peut-être un peu trop allongé la sauce et légèrement oublié le client.

A l'heure de la « doulosse », en tout cas, les faits sont là. A moins d'un miracle, un seul peut-être des dix ou douze candidats non italiens, M. Maurice Duverger, numéro deux des cinq listes du Parti communiste, aura l'honneur de siéger à Strasbourg (1). Peut-être, car, si, dans sa grande sagesse, la Cour constitutionnelle de Rome a entériné les candidatures étrangères pour les européennes, elle n'a encore rien dit sur leur capacité à représenter l'Italie dans une instance supra-nationale. En fait, un article de la Constitution l'interdit même expressément.

Suspense donc, pour celui que la presse transalpine s'obstine à présenter, à tort, comme « le conseiller du président Mitterrand » et dont la présence sur le ticket communiste a fait couler des flots d'encre.

Les autres postulants étrangers, on l'a dit, avaient accepté des positions trop lointaines sur des listes trop faibles pour les autocrates au moins. Avec le système dit des « préférences », qui permettait aux électeurs de bifurquer ou de rétrograder un, deux ou trois noms — selon les circonscriptions — sur la liste de leur choix, il était peu probable, de toute façon, que les « Mardons politiques » aient une chance de figurer sur le podium des vain-

queurs. L'enjeu de ce scrutin, rappelons-le, était moins Strasbourg que Rome.

ITALIE

« Communistes nouveaux »

Pour Strasbourg, il y avait le fameux référendum-coude dont il a déjà été question (le Monde du 20 juin). Il s'est terminé comme on pouvait le prévoir, c'est-à-dire par l'écrasante victoire des « oui » (85 %) à un renforcement puissant des institutions et de l'intégration européennes. Ce vote-là, on le sait, permet de prendre date, mais est sans conséquence concrète.

Le scrutin européen, cependant, dit, en revanche, continue de faire du bruit dans le Landersman politique italien. Le Parti communiste, qui a perdu cinq sièges à Strasbourg, n'en finit pas de célébrer le coup d'arrêt surprise donné à son déclin par rapport aux législatives de 1987. Premier à Turin, à Bologne, à Gênes, à Venise, entre autres, il se retrouve également en tête des partis (avec 24,7 % contre 22,6 % à la DC) dans la capitale

économique et financière de la péninsule, Milan. Bref, c'est la fête du « communisme nouveau », et Bob Dylan, toujours en rupture d'équipe lui aussi, a même prévu d'y participer jeudi prochain, sur scène, à Livourne.

Caricaturement, alors qu'il remporte trois sièges de plus à Strasbourg et qu'il demeure le seul des cinq partis de la coalition gouvernementale en crise à progresser un peu, le Parti socialiste, lui, ne paraît pas guère joyeux. Il est vrai que son avancée est minime (+ 0,5 %) par rapport à 1987 et que se pose peut-être, aujourd'hui, pour M. Bettino Craxi — l'homme qui voulait rééditer en Italie le parcours de François Mitterrand — toute la question de la tactique et de la stratégie à long terme. Ses partenaires démocrates-chrétiens se sont légèrement effrités et sont même tombés à leur plus bas niveau historique (32,9 %). Au moment où il est question de reconstruire avec eux ce gouvernement de centre gauche dont l'Italie est privée depuis un bon mois, nul doute que le « pharaon socialiste », comme disent ses ennemis, éprouve le besoin de la réflexion.

PATRICE CLAUDE

(1) M. Duverger a été élu en deuxième position sur la liste de la région de Rome.

FORMATIONS	%	SIÈGES
DC (Démocrate chrétienne)	32,9	27
PCI (Parti communiste)	24,7	22
PSI (Parti socialiste)	34,8	12
MSI-DNI (Mouvement social-démocrate national)	5,5	4
PLI-PRI (Libéraux-Républicains)	4,4	4
Verdi (Vert-écologistes)	3,8	3
PSDI (Parti social-démocrate)	2,7	2
Arco (Arc-en-ciel-écologistes)	2,4	2
Ligue Lombardie	1,8	2
DP (Ligue protestante)	1,3	1
Ligue anti-prohibition	1,2	1
Fédéralistes	0,6	1

FORMATIONS	%	SIÈGES
PCI	33,3	27
DC	33,2	26
PSI + Unité prolétarienne	11,2	9
MSI (néo-fasciste)	6,5	3
PLI (libéral)	6,1	5
PSDI (social-démocrate)	3,5	3
Parti radical (libert.)	3,4	3
Démocratie prolétaire	1,4	1
Ständemilieu Volkspartei	0,6	1
Union valdaisienne	0,5	1

GRANDE-BRETAGNE

Mme Thatcher garde le silence sur son échec

LONDRES
de notre correspondant

Mme Thatcher s'est couchée à son heure habituelle, aux alentours de minuit, dimanche soir, et n'est pas restée éveillée pour attendre les résultats, catastrophiques pour les conservateurs, du scrutin européen. Elle n'a pas davantage voulu commenter, lundi 19 juin, sa première défaite électorale depuis son arrivée au pouvoir en 1979. Le mot d'ordre, au 10 Downing Street, était qu'il ne s'était rien passé ou si peu. Un événement de second ordre, ou quelque sorte. Une simple poussée de mauvaise humeur de l'électorat, sans conséquence pratique, à mi-parcours du troisième mandat de la « dame de fer ».

Mme Thatcher s'est contentée de recevoir le président du parti conservateur, M. Peter Brooke, lequel est parfaitement résigné à jouer les laquais éternels et à présenter sa démission. Elle lui a rendu une lettre dans laquelle elle le remercie des efforts qu'il a déployés pendant la

campagne et exprime sa « déception » devant le résultat du scrutin.

« Ce sont des choses qui arrivent. Presque partout en Europe les gouvernements en place ont connu des

débâcles. Mais il n'est pas question qu'elle change d'attitude à l'égard de Bruxelles, et encore moins qu'elle convoque des élections législatives anticipées », explique un membre de l'entourage du premier ministre, qui affirme en outre qu'elle n'est nullement déprimée. L'interprétation proposée de l'événement est la suivante : les Britanniques se sont défilés, sachant qu'ils ne « réagissent » rien, en votant par exemple pour les Verts, mais ils rallieraient en masse le Parti conservateur dans des élections normales.

D. Dh.

FORMATIONS	%	SIÈGES
Grande-Bretagne : Travailleurs	40,23	45
Conservateurs	34,15	32
Verts	14,99	
Parti démocratique social et libéral	6,44	
Nationalistes écossais	2,63	1
Plaid Cymru	0,75	
Parti social-démocrate	0,49	
Irlande du Nord : Parti unioniste démocrate (protestant)	30,02	1
Parti social-démocrate et travailliste (catholiques modérés)	25,49	1
Parti unioniste officiel (protestant)	22,1	1
Sinn Féin (nationalistes catholiques)	9,1	

FORMATIONS	%	SIÈGES
Grande-Bretagne : Conservateurs	38,8	45
Travailleurs	34,8	32
Alliance (soc-démocrates et libéraux)	18,5	
Nationalistes écossais	1,6	1
Irlande du Nord : Parti unioniste officiel	1,1	1
Parti unioniste démocrate	1,6	1
SDLP (soc-démocrate)	1,1	1

PAYS-BAS

Résultats définitifs

FORMATIONS	%	SIÈGES
CDA (chrétien-démocrate)	34,6	10
PVDA (socialiste)	30,7	8
VVD (libéral)	13,6	3
Arc-en-ciel (écologistes)	7	2
SGP, RPF, GPV (confessionnels)	3,9	1
Démocratie 66 (centre gauche)	5,9	1

« RECTIFICATION. — Ce sont les partis confessionnels, et non le Centre des démocrates (extrême droite), comme nous l'avions indiqué par erreur lundi 20 juin, qui ont obtenu 5,9 % des suffrages, soit un siège au Parlement européen.

Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce ? C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIAL « LES ANNONCES » EN FOND DE COMMERCE que vous trouverez tous les jours les toutes dernières affaires.

En vente partout 6,25 F et 36, rue de Ménil, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.85.38.38

ENRIQUE BARON
EUROPE 92
LE RAPIT DU FUTUR
collection KAIROS
comprendre...
diffusion livres

Les retrouvailles des « unionistes » et des « rénovateurs »

Depuis dimanche, union et rénovation semblent à nouveau faire bon ménage. L'union qui n'a pu se réaliser le 18 juin est désormais l'objet d'un regret unanime chez les rénovateurs particulièrement, répétant, à l'instar de M. Michel Noir, que si celle-ci avait pu se réaliser, la liste unique de l'opposition aurait pu franchir la barre des 40 %. Les scores cumulés de la liste de M. Giscard d'Estaing et de la liste de M. Simon Veil (37,27 %) n'ont pas permis le succès psychologique puisque leur concurrence a mis en lumière les divisions de l'opposition.

Tous les protagonistes de ce combat fratricide reconnaissent l'urgence des efforts qui doivent être faits pour restaurer l'union de l'opposition. M. Giscard d'Estaing, au sein même du scrutin, s'est félicité d'avoir conduit au succès une liste sous ce label, mais il a bien été contraint de constater qu'il ne recouvrait qu'une apparence d'union. M. Jacques Chirac qui, naguère, avait lui aussi prôné l'union et qui avait dû se contenter d'une alliance avec une UDF divisée a également admis lundi que l'opposition ne pouvait plus rester ainsi au milieu du gué. M. Noir, qui s'est voulu l'interprète de ses amis rénovateurs qui s'étaient réunis lundi matin, s'est montré à son tour très unioniste, au lendemain d'une campagne où la plupart d'entre eux avaient donné l'impression de vouloir jouer sur les deux tableaux.

Pour réaliser cette union capable de redonner à l'opposition les moyens de revenir au pouvoir, un maître-mot est donc unanimement reconnu désormais : la rénovation. Un préalable toutefois, peut-être utopique, mais que chacun pour l'heure se plaît à souligner : en finir avec les querelles des personnes et la « bataille des chefs » que chacun redoute au lendemain du succès de M. Giscard d'Estaing bien que celui-ci s'en défende naturellement. Après M. Chirac le matin, M. Noir l'a dit à son tour à « l'heure de vérité » sans toutefois désigner quiconque. M. François Léotard ne s'est, lui, pas encombré de telles prudences. Dans un entretien à l'hebdomadaire le Point, il déclare que si « Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac faisaient de leur candidature à la présidentielle un postulat, les rancunes

et les rancunes seraient telles que nous ne pourrions plus créer une dynamique de victoire ».

Cette pansacée de la rénovation, tous s'y réfèrent désormais. Chacun semble avoir fait un pas en direction de l'autre. Les responsables des partis parvenus qu'ils mesurent le risque d'hémorragie dont leurs formations sont menacées. Les rénovateurs parce que la contre-performance de la liste de M. Veil leur a révélé les limites d'une entreprise autonome. Enfin et surtout, des deux côtés on s'alarme de la défection massive : un électeur sur deux ne s'est pas dérangé dimanche dernier ; un électeur sur trois seulement a voté pour les partis établis.

M. Chirac, qui il y a peu encore s'interrogeait sur l'« agitation rénovatrice », prêche d'exemple au sein de son propre mouvement en n'hésitant pas à y courir des risques personnels. Pour la première fois, le conseil national, qui se réunit jeudi 22 juin, devrait en effet permettre aux « courants », c'est-à-dire aux rénovateurs, de participer aux instances dirigeantes du mouvement à la représentation proportionnelle. Acceptant ainsi éventuellement sa propre remise en cause par une voie démocratique, M. Chirac admet également le schéma tracé par M. Charles Pasqua d'organiser des élections primaires « à la française » pour la désignation du candidat unique de l'opposition à l'Elysée.

Révisions stratégiques

M. Léotard qui, lui, ironisait sur les rénovateurs « allongés sur le divan du psychanalyste » semble maintenant vouloir se faire plus rénovateur que nature, même si en mot rénovateur, il préfère substituer celui de « réforme ». La réforme de l'opposition passe, selon lui, dans un premier temps par la réforme de l'UDF. S'est-il concerté avec M. Giscard d'Estaing absent de Paris pour la semaine ? Le président du PR a plaidé, mardi, pour la « reconstruction de l'UDF », refusant l'idée d'une opposition tri-

polaire, conservatrice, libérale, centriste. Il a proposé que les composantes de l'UDF réfléchissent à l'élaboration d'un « nouveau contrat » avec un changement de sigle, une nouvelle méthode d'organisation interne et une réintégration des centristes dans le groupe parlementaire UDF de l'Assemblée nationale. On voit par conséquent s'esquisser un système de « pompes russes » : M. Chirac envisage une coordination renforcée des trois groupes parlementaires et des trois formations actuelles de l'opposition (RPR, UDF, UDC) alors que M. Léotard entend, dans le même temps, accentuer la symbiose de ces deux dernières.

Comment réagiront les centristes à cette proposition du président du PR ? M. Léotard a pris langue avec M. Pierre Méhaignerie lequel, échaudé, demeure pour le moins circonspect devant des marques aussi étouffantes d'affection. Dans un premier temps, le président du CDS qui avait lié son sort et son parti à celui de M. Veil va devoir réfléchir sérieusement au positionnement de sa formation. Les parlementaires du CDS devaient se réunir mercredi soir et avant un bureau politique important. C'est toute la stratégie que M. Méhaignerie a mise en chantier depuis un an qui risque d'être recadrée. Avec la répartition des différentes stratégies et conceptions qui avaient été soignées lors du dernier congrès CDS de Lille. M. Jean Lecanuet a déjà sonné la charge en relevant « l'échec sans précédent, bien que prévisible, du Centre de démocrates sociaux isolé ». M. Bernard Bosson craint, lui aussi, « l'isolement des centristes dans la réfection » et demande que les dirigeants du CDS défendent « le couteau entre les dents » la rénovation de l'UDF. M. François Bayrou, autre rénovateur, souhaite que le CDS « ne passe plus sa vie à donner de lui une image trouble ». D'autres redoutent que ce parti en soit réduit à « jouer les utilités » ou pis « qu'à force de ne pas savoir ce qu'il veut, il finisse par disparaître ». A toutes ces plaintes, M. Méhaignerie veut opposer une quinzaine affectée. « Le besoin de rénovation demeure, prétend-il, et il apparaît tout aussi nécessaire dans quelques mois ». Autrement dit, le président du CDS souhaite que les résultats de dimanche ne

soient pas examinés dans la précipitation et que chacun prenne le temps de la réflexion.

Boulimie

Cette boulimie de rénovation qui semble s'être brusquement emparée de toutes les formations politiques de l'opposition va-t-elle peser sur la réunion des rénovateurs originels à Lyon, samedi prochain ? Certes, ils pourront toujours comme l'a fait M. Noir à l'« heure de vérité », se satisfaire, peut-être avec amertume, de voir que leur mouvement provoque le présent tant d'entrain. A moins qu'ils ne jouent sur l'effet de surprise, force est de constater que ceux-ci demeurent très évasifs sinon modestes sur leurs projets. M. Noir n'envisage la constitution du parti unique de l'opposition que comme un aboutissement idéal mais très lointain. Il se contenterait pour le moment de « structures minimum » pour mieux « fédérer l'opposition ». M. Léotard comme M. Chirac ne disent en définitive pas autre chose.

Cette réunion de Lyon n'est-elle pas destinée en fait qu'à n'être qu'une étape de préparation « des états généraux » de l'opposition que tout le monde souhaite ? La formule fait florès. M. Léotard l'a employée le premier dans un entretien au Figaro remontant au 20 mai 1988. M. Giscard d'Estaing l'a reprise à son compte au « Grand Jury RTL le Monde » le 26 février dernier. Et M. Chirac autant que MM. Juppé et noir l'utilisent maintenant couramment. Bientôt obligé, si certains souhaitent que ces « Etats généraux » puissent avoir lieu avant la fin de cette année, comme M. Léotard, d'autres comme M. Chirac préféreraient que les formations aient chacune fait leur propre rénovation avant de se retrouver pour un serment du Jeu de Paume... en 1990.

Fort de son succès, considérant que l'opposition disposera de tout l'état pour se pénétrer de l'importance de l'événement, M. Giscard d'Estaing, en voyage en Espagne et aux Etats-Unis, semble pour l'heure préférer se tenir à distance et gérer au mieux de ses intérêts un nouveau capital.

DANIEL CARTON
et ANDRÉ PASSERON.

M. Chirac : « Réforme, relance, union »

« La réforme, la relance et l'union » : tels sont les maîtres mots que M. Chirac utilise pour caractériser le sens de son action à la tête du RPR. Il l'a dit lundi 19 juin au cours d'une conférence de presse tenue au siège du RPR alors que cela ne lui était pas arrivé depuis bien longtemps. Au lendemain de l'élection européenne, avant le conseil national de son mouvement le 22 juin et surtout quelques heures avant l'« heure de vérité » dont l'invité était M. Michel Noir, M. Chirac a adopté une attitude qui se voulait de grande ouverture, de parfaite compréhension envers les attentes des « rénovateurs » et de précision des conceptions doctrinales du RPR (le Monde du 17 juin). Le matin même M. Alain Juppé, secrétaire général, avait longuement reçu M. Philippe Séguin qui fut à l'origine du mouvement des « rénovateurs » et qui accepte le débat interne au RPR comme le prouvera sa présence au conseil national.

Puisque, affirme le maire de Paris, « les courants ont toujours existé dans le gaullisme, pourquoi ne pas les reconnaître officiellement ? ». En conséquence, les « rénovateurs », comme d'autres d'ailleurs, pourront siéger parmi les cent membres élus du conseil national (qui lui-même désigne, en son sein, les trente membres du bureau politique) si leur liste obtient les suffrages suffisants. Tout cela se fera à la représentation proportionnelle, après réforme des statuts. La seule condition que pose M. Chirac à cette diversification c'est que personne n'oublie « les trois idées du gaullisme qui sont le rassemblement, le pragmatisme et le compagnonnage ». Le maire de Paris ne doute pas que « la coexistence sera réglée par l'esprit de compagnonnage qui exclut l'agressivité et qui garantit la solidarité ».

Appelant lui-même à « davantage de liberté d'esprit et de parole » au sein du RPR, M. Chirac fait donc tous les gestes nécessaires pour que les brebis « rénovatrices » ne s'éloignent pas et même pour qu'elles se sentent « plus à l'aise » dans la bergerie où elles sont nées. Il va aussi au-devant de leur souhait de mieux organiser l'opposition, de coordonner plus étroitement sa vie, de se concerter pour élaborer un programme de gouvernement, après la

tenue d'états généraux de l'opposition - au début de l'année prochaine. Il proclame même : « La rénovation, c'est ce que nous allons continuer à faire ». Tout cela, bien sûr, doit se passer à l'intérieur du RPR et au sein d'une opposition caractérisée par la volonté d'« union » de ses composantes mais non de « fusion » des partis qui la constituent actuellement. En somme, pour M. Chirac, tout doit être possible à l'intérieur et même de l'intérieur. Mais au-delà de cette limite, le ticket rénovateur ne sera plus valable à ses yeux.

Les idées nouvelles

Quelles orientations doctrinales nouvelles propose le président du RPR après le résultat des élections européennes ? La division de l'opposition, assure-t-il, l'a empêché d'être assez dynamique pour répondre à certaines aspirations des Français qui sont allés les exprimer ailleurs : les conditions générales du mode de vie, c'est-à-dire de l'environnement, d'une part, et tout ce qui touche au respect de l'identité nationale et au besoin de sécurité intérieure et extérieure. La première aspiration a assuré le succès des écologistes, la seconde celui du Front national. C'est donc sur ces deux terrains à la fois que l'opposition et plus particulièrement le RPR doivent agir. Une bonne place leur est donc consacrée parmi les « principes et valeurs » qui seront soumis au vote du conseil national.

Si M. Chirac veut ainsi redonner à son mouvement l'élan qu'il avait perdu, c'est pour en refaire la première force de l'opposition. Sans doute l'état général délabré de celle-ci lui semblait-il propice à une telle relance. Une fois sa santé rétablie, le RPR proposera alors à ses deux autres partenaires, l'UDF et les centristes, de réunir début 1990 les états généraux de l'opposition. Et cela pour deux raisons : ne pas laisser au seul Valéry Giscard d'Estaing le monopole d'une telle initiative et être prêt à parer à toute éventualité pendant les trois ans à venir durant lesquels, en principe, aucune élection générale n'aura lieu.

A. P.

A « L'heure de vérité »

M. Michel Noir : « L'opposition, c'est mon camp »

L'émission tant attendue - dans le microcosme politique - de « L'heure de vérité » avec M. Michel Noir, lundi 19 juin, n'aura pas sensiblement éclairé le destin du mouvement dit des « rénovateurs ». Le maire de Lyon, qui accueillera ceux-ci dans sa ville samedi 24 juin, n'a manifestement voulu heurter personne. Devant tous les autres rénovateurs, y compris M. Séguin, qui figurait parmi ses invités, M. Noir n'a voulu jouer ni les fiers-à-bras ni les casseurs de l'opposition. Tout au plus il s'est comporté comme un candidat à la reconstruction de celle-ci, unitaire avant tout et débordant d'une volonté océanique. C'est sans doute pour cela qu'en fin d'émission l'ancien ministre de M. Chirac a bénéficié de 69 % de bonnes opinions, ce niveau montant même à 86 % pour les seuls électeurs de droite.

L'objet de la convention lyonnaise des rénovateurs est donc, selon M. Noir, « d'offrir de nouvelles idées pour rassembler les Français », qu'il énumère ainsi : « Réviser l'éducation ; l'accès à la culture ; le respect de l'environnement ; une autre conception du social qui doit concerner la personne humaine plus que l'allocataire ; la diffusion de la responsabilité aux pouvoirs locaux ; une certaine conception de la France dans l'Europe et dans le monde ». Le caractère général et généreux de tels principes, acceptables par tous, permet cependant à M. Noir d'insister sur la priorité à donner « à la personne humaine ».

Quant à l'organisation du mouvement des rénovateurs, il reconnaît que la création d'un « parti unique » que prône pourtant l'un d'eux, M. Charles Millon, ne peut être qu'un « objectif » qui doit être précédé par « l'étape intermédiaire de la fédération des partis politiques de l'opposition », à laquelle chaque rénovateur « appellera dans sa formation d'origine ».

Il précise : « On peut y arriver en se fédérant et en construisant des structures minimum ». Citant notamment M. Chirac, il affirme que « tout le monde a conscience que c'est dans ce sens qu'il faut aller ». Il précise : « Aujourd'hui, Jacques Chirac trouve la notion de rénovation essentielle pour le devenir de l'opposition », et se félicite des « relations affectueuses » qui existent « entre Chirac et nous ». M. Noir ajoute encore qu'il lui est « agréable de voir ensemble Giscard et Chirac, car ils ont beaucoup souffert de la division de l'opposition », et il est satisfait que la liste d'union ait devancé celle de M. Fabius ».

En somme, comme le dit le maire de Lyon, « l'opposition, c'est mon camp », et il ne veut rien dire de plus qui semblerait le diviser. Il regrette toutefois que l'opposition n'ait pas présenté une liste unique qui aurait obtenu « 40 % des voix », car « les Français sont lassés de toutes les divisions, de toutes les trahisons, toutes les ambitions et toutes les querelles de chefs ».

Dans un entretien au « Point »

M. François Léotard : « Il n'y a pas de candidature de droit divin »

« La victoire de Valéry Giscard d'Estaing était nécessaire. Elle n'est pas suffisante pour assurer l'avenir », estime M. François Léotard dans un entretien publié par le Point (19 juin). Le président du Parti républicain (troisième sur la liste Giscard) prend ses distances vis-à-vis de MM. Chirac et Giscard d'Estaing : « Il n'y a pas de candidature de droit divin. Si Giscard et Chirac se retrouvaient de nouveaux liés par cette perspective, faite à la fois de compétition et de complicité, nous serions tous entraînés dans un processus négatif ».

A la question de savoir s'il souhaite que MM. Chirac et Giscard d'Estaing quittent volontairement la scène politique, le maire de Fréjus répond : « Personne n'est interdit de séjour dans l'opposition et nous avons besoin les uns des autres. Mais si Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac faisaient de leur candidature à la présidence un postulat, les rancunes et les rancunes seraient telles que nous ne pourrions plus créer une dynamique de victoire. Tout le monde sait qu'il y a bien servi le pays, mais tout le monde sait aussi que le pays a changé. Leur aptitude à gouverner le pays n'est pas contestable, mais ce qui est en cause, c'est la capacité des Français à souhaiter qu'ils gouvernent. Ils doivent aujourd'hui jouer avec d'autres, accepter le débat et des règles nouvelles, des structures et des procédures différentes (...). C'est une page de la vie de la droite et du centre qui est tournée. La logique du renouvellement va s'imposer ».

A propos de la future organisation de l'opposition, M. Léotard déclare : « Il nous faut aller désormais le plus loin possible dans la réunion des forces de l'opposition. Tout nous pousse à un système de type bipolaire, avec, d'une part, un PS devenu une formation social-démocrate et, d'autre part, une grande formation républicaine. Si nous nous organisons chacun dans notre coin, gaullistes, libéraux et centristes, nous ne réglerons pas le problème de l'alternance. Mais nous avons trois ans pour sortir du statu quo. En attendant la vraie

réforme, il ne faut pas d'alliances privilégiées, mais construire avec tous ceux qui le désirent - y compris, bien entendu, avec les centristes d'opposition - le cadre et la charpente d'une organisation à venir ».

Un parti unique de l'opposition ? : « C'est un objectif qu'il faut se fixer à nous-mêmes, en prévoyant les étapes nécessaires. Ne restons pas sans abri pendant quelques mois après avoir commencé à tout dynamiser sous prétexte de reconstruire demain quelque chose que nous ne connaissons pas. Les casseurs ne sont pas toujours les payeurs. Mêmes assisés par l'air du temps, les courants de pensée gaulliste, démocrate-chrétien et libéral demeurent légitimes. Pour avancer, il nous faut donc de la patience et de la détermination ».

EN BREF

● **Bevure électorale à Bastia.** — Le parquet de Bastia a fait savoir, dans la nuit de dimanche 18 à lundi 19 juin, l'urne, la liste d'émargement et l'un des procès-verbaux d'un bureau de vote de cette ville. Les résultats de ce bureau, présidé par un adjoint communiste au maire de Bastia, M. Emile Zuccarelli (MRG), avaient donné une large majorité à la liste du PCF conduite par M. Philippe Herzog.

● **RECTIFICATIF.** — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 20 juin, les résultats du PCF en Haute-Saône, à l'occasion des élections européennes, ne traduisent pas une stagnation mais un recul par rapport au scrutin analogue de 1984 : 6 472 voix et 6,80 % des suffrages exprimés en 1984 ; 3 699 voix et 4,21 % des suffrages exprimés en 1989.

● **M. Liabres (rénovateur communiste) reconnaît sa défaite.** — Tête de liste des rénovateurs communistes du MRC, M. Claude Liabres (0,41 % aux européennes) a annoncé, lundi 19 juin, qu'il « [remettra] son mandat de coordinateur national à la disposition du conseil national ». Il a souligné la « gravité de la défaite » de son mouvement. « Nos ambitions étaient modestes, mais la gravité de notre défaite, le recul de l'extrême gauche et la nouvelle accélération du déclin du PCF posent en termes nouveaux, et d'une extrême urgence, la reconquête à gauche d'un courant transformateur, a-t-il indiqué. Dès samedi, je proposerai au conseil national du mouvement des rénovateurs communistes de prendre les contacts et initiatives nécessaires pour aller vers cette reconquête ».

NE SORTEZ PLUS SANS MOI...
INFORME - CONSEILLE - RESERVE
Ely 12.12 gratuitement
(1) 43.59.12.12
Hôtels - Restaurants - Diner spectacles - Repas d'affaires - Réceptions - Séminaires - Traiteurs - Animations - Week ends - Locations de salles, châteaux, penthouses, villas, véhicules de standing etc...
Télex : 640 958 F

ENTREPRISE : 3^e TYPE

G.Roy-Franckhouser
LE POUVOIR DE PERSUASION

Georges-Arthur Olivier-Elsassat
Alain Seuil
MORILISER POUR REUSSIR
3^e type, mode d'emploi

Isabelle Orgogozo
Hervé Sérieyx
CHANGER LE CHANGEMENT
On peut abolir les bureaucraties

Seuil 99F

Editions du Seuil

مكتبة الأصل

Politique

Après les élections européennes

Le PCF atteint par la culture de l'échec

L'«*avertissement populaire*» de l'Humanité du mardi 20 juin s'est-elle voulu faire un trait d'union en choisissant ces mots pour barrer sa première page, en guise de conclusion de l'élection européenne ? Il va sans dire que cet «*avertissement populaire*» s'adresse exclusivement aux «*forces du consensus*», c'est-à-dire le PS et la droite qui sont «*en difficulté*» car les électeurs ont manifesté un véritable «*refus de vote*», selon l'expression de M. Georges Marchais, reprise comme titre de «*une*» par le quotidien communiste dans son édition de lundi.

Cette abstention massive souligne l'organe central du PCF marque «*l'échec de l'Europe de Bruxelles*». Il faudrait être bien audacieux pour imaginer que «*l'avertissement populaire*» s'adresse aussi à l'équipe du secrétaire général et l'amène à se pencher sur sa propre politique.

En obtenant un million quatre cent mille voix, soit 7,72 p des suffrages exprimés, la liste conduite par M. Philippe Herzog vient de donner au PCF un des plus mauvais scores électoraux de son histoire, après celui de M. André Lajoinie à la dernière élection présidentielle (deux millions de suffrages, 6,76 %), tant en voix qu'en pourcentage (1). Cela confirme qu'un espace d'une décennie le Parti communiste a perdu les deux tiers de son électorat et, probablement, une proportion identique de militants actifs. A moins d'admettre qu'il n'ait plus environ huit cent mille électeurs non membres du PCF, la direction est obligée de constater qu'elle n'a même pas réussi à mobiliser les six cent mille adhérents qu'elle prétend avoir. Pour un parti dont les principaux dirigeants disaient qu'il «*se sent à l'aise dans ses baskets*», le bilan est

plutôt sévère. Secouera-t-il pour autant les moins aveugles au point de les inciter à émettre, ne serait-ce qu'un petit doute sur la véracité d'un catholicisme imposé sans bavure par M. Marchais ? Rien n'est moins sûr.

Avant même le scrutin du 18 juin, les rangs du parti bruisaient d'une explication toute faite : «*Les événements chinois, que nous condamnons, utilisés comme on sait, nous ferons perdre 3 %*», disait-on en substance. A l'argument chinois qui, malheureusement pour le PCF, donne une représentation à droite et semblerait du communisme, venait s'ajouter quelques explications communes à toutes les élections européennes du PC et consensus mou autour de la redéfinition au centre de la vie politique nationale. Tout cela tourne en rond depuis des années en nourrissant le désintérêt grandissant de l'opinion publique. Ce phénomène frappe le PCF et plus encore ceux qui se sont attelés à l'hypothétique rénovation du communisme hexagonal.

Citadelle assiégée

La plus grande réussite de M. Marchais est d'avoir fait admettre, depuis 1984, au parti qu'il dirige, que les échecs électoraux ne sont pas catastrophiques et qu'en tout état de cause ils ne sont de nature à provoquer ni des remous internes ni des déchirements stratégiques. Bien au contraire, le déclin se nourrissant lui-même, une sorte de culture de l'échec a permis de développer dans l'inconscient communiste collectif l'image d'une citadelle de la citadelle perpétuellement assiégée par les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur.

Il est arrivé que des voix isolées s'élèvent au sein du comité central, mais tous les membres de cette chambre d'enregistrement ont en mémoire la purge qui a atteint leurs prédécesseurs, auteurs d'une fronde à la suite de l'échec retentissant - à l'époque - de la liste conduite par M. Marchais en 1984 à l'élection européenne (2 300 000 voix, 11,29 %). Peu nombreux sont les survivants de cet instant de doute et de mise en cause d'une direction dont l'infailibilité n'est plus à démontrer.

Les membres du comité central, dont la réunion est prévue pour la seule journée du jeudi 22 juin, avec pour rapporteur M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, sur le thème «*l'après élections européennes*», se trouveront, une fois de plus, devant cette alternative simple : ou bien entériner les explications avancées par l'équipe de M. Marchais admettant que «*les résultats sont décevants*», ou bien chercher à savoir pourquoi, en dehors du rituel catalogue, ils le sont. «*L'avertissement populaire*» ne serait-il pas, par hasard, pour la direction du parti ? Comment se fait-il que dans un type d'élection, qui est le plus favorable au PCF - scrutin proportionnel national à un seul tour - le résultat est aussi tragique que dans un type d'élection qui lui est le plus défavorable, la présidentielle ?

Il est peu probable qu'une stratégie d'ouverture des portes et fenêtres se substitue à celle de la construction du donjon. Elle commande pourtant les trois années, sans élections, qui s'ouvrent en laissant le PCF à la moitié de son influence que, contre vents, marées et urnes, il souhaite atteindre. Du moment que les militants y croient...

OLIVIER BIFFAUD.

Echanges aigres-doux au PS

miel ministre étaient au plus bas dans les sondages.

M. Le Gall, ayant quitté la réunion, est revenu quelques instants plus tard avec une estimation qui accordait à M. Fabius 23 % des voix et 29 % à M. Giscard d'Estaing. Le président de l'Assemblée nationale a, selon un témoin, «*accusé le coup*», et il est sorti. M. Pierre Mauroy a souligné, lui aussi, la difficulté de l'élection, en raison, notamment, de l'absence d'enjeu national.

Un cadre contraignant

Les fabiusiens font valoir que s'il en avait été autrement le président de l'Assemblée nationale n'aurait probablement pas été désigné aussi facilement pour conduire la liste du PS. Ils soulignent que M. Fabius devait mener campagne sans heurter ni le président de la République, ni le gouvernement, ni le PS, ni même les autres «*présidentiables*», ce qui lui interdisait de sortir d'un certain cadre. Il ne pouvait apporter une note personnelle que dans le style, et non dans le contenu de sa campagne. Il lui était interdit, notamment, de se démarquer du gouvernement pour attirer les voix écologistes ou celles des électeurs de gauche mécontents de la politique des revenus. Encore M. Fabius s'estime-t-il satisfait d'avoir mis le thème de l'Europe sociale au cœur du débat avec les autres listes.

Si M. Marcel Debarge, directeur de la campagne de M. Fabius, a déclaré : «*Nous n'avons pas atteint les espérances qui étaient les*

notres», M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, jospiniste, convient de son côté, que l'électorat socialiste «*est plutôt stable par rapport aux précédentes élections européennes, qui sont les élections les plus difficiles pour le Parti socialiste*». L'heure n'est pas aux règlements de comptes entre les rivaux. Les rocardiens, observant que le scrutin a révélé l'instabilité de l'électorat socialiste, dont l'éclatage se situe plus bas qu'ils ne le pensaient, font preuve, eux aussi, d'une réserve inspirée par le sentiment que le gouvernement ne sort pas indemne de l'épreuve.

Au cas où ils ne s'en seraient pas avisés, M. Julien Dray, jeune et turbulent fabiusien, se charge d'attirer leur attention, dans le Figaro de mardi, sur le «*débat politique*» dont la «*politique économique et sociale du gouvernement*» doit, selon lui, faire l'objet. M. Fabius a déclaré, lui, sur Antenne 2, souhaiter «*un débat dans l'unité, dans le rassemblement, dans la sérénité*» sur la «*difficulté*» des socialistes à mobiliser leur électorat. Débat maximum (M. Dray) ou débat minimum (M. Fabius) ; les fabiusiens s'affirment prêts à faire face. D'autant qu'un de leurs alliés potentiels, M. Jean-Pierre Chevènement, met déjà en cause «*l'ambiguïté croissante de l'entreprise européenne*».

Le ballon est dans le camp de la direction du parti et du gouvernement. A eux de voir s'ils souhaitent viser les buts de M. Fabius ou taper en touche.

P.J.

Le rebond du Front national à Marseille

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Le regain d'audience du Front national a constitué, avec la brusque émergence des Verts, l'un des deux faits marquants des élections européennes à Marseille. Avec 46 448 voix, la liste Europe et patrie n'est devancée, en effet, que de 465 voix par celle de l'UDF-RPR. En pourcentage, son score est, certes, inférieur de plus de 4 points à celui obtenu par M. Le Pen à l'élection présidentielle de 1988 (24,13 % contre 28,34 %), mais il marque, en revanche, une progression de 2,71 points par rapport au scrutin de 1984 et permet, surtout, au parti

lépéniste de rebondir après les élections municipales de mars dernier, où il n'avait rallié que 13,58 % des suffrages exprimés.

Dans tous les secteurs municipaux, sauf dans les 3^e et 8^e, le parti lépéniste enregistre un gain de plus de 10 points. Ses résultats apparaissent, par ailleurs, relativement homogènes sur l'ensemble de la ville - entre 22,95 % dans les quartiers sud et 26,01 % dans le centre, - ce qui confirme la diffusion du vote FN depuis 1984.

La faible participation électorale (41,43 %) incite, il est vrai, à considérer avec prudence sa performance. La liste Europe et patrie ne recueille, en effet, que moins de la

moitié des suffrages obtenus par M. Le Pen lors de l'élection présidentielle (102 544 voix) et perd 6 000 voix par rapport à 1984. Son retour au premier plan de la vie politique marseillaise n'est en fait que le symptôme d'un regain de confiance des électeurs n'ont-elles été qu'un accident de parcours ? Les responsables du FN estiment, alors, que leur potentiel électoral restait intact. Les problèmes qui ont justifié le vote des électeurs en faveur de Le Pen sont toujours là, et personne ne les a résolus, - faisaient-ils notamment remarquer.

Si elle s'est estompée dans d'autres régions, la crise économique et sociale qui a été l'origine du lépénisme persiste durement à Marseille, où les sujets de l'immigration et de l'insécurité sont toujours aussi sensibles. La liste FN avait incontestablement souffert, par ailleurs, du manque de crédibilité politique de son chef, M. Gabriel Domenech, et, par là, comme les autres listes, du raz de marée Vigoroux. Comme en 1984, les électeurs ont sans doute senti, à nouveau, l'occasion d'émouvoir un vote de protestation dans un scrutin dénué d'enjeu national. Il est probable, également, qu'une partie d'entre eux se soient reclassés après avoir, temporairement, apporté leurs suffrages au maire de Marseille. Il n'est pas exclu, toutefois, que les 46 448 électeurs qui ont voté pour le Front représentent le noyau dur de son électorat. Dans cette hypothèse, que seule une analyse détaillée des listes d'émargement permettrait de vérifier, la liste lépéniste aurait pu être davantage épargnée par l'abstentionnisme que ses adversaires.

La persistance d'un FN fort continu, quoi qu'il en soit, à poser des problèmes à la droite marseillaise. Qu'elle passe des accords avec l'extrême droite, comme lors des élections législatives de 1988, ou qu'elle refuse toute alliance électorale avec celle-ci comme aux municipales, elle ne parvient toujours pas à récupérer l'électorat qui l'a quittée.

GUY PORTE.



ATLAS DES VILLES DE FRANCE

VILLES FRANÇAISES : VERS DE NOUVEAUX EQUILIBRES

Les dynamiques économiques et sociologiques du réseau urbain national.
174 pages - 190 F
Coédition GIP - Reclus / D.F.

Diffusion : **LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

Les DOM-TOM champions de l'abstention

Tous les records d'abstention ont été battus dans les départements et territoires d'outre-mer, où des taux de non-participation atteignent les 90 % ont été enregistrés.

Sur 1 045 814 électeurs inscrits, 198 294 seulement ont allé aux urnes, soit un taux d'abstention global de 81 %, en augmentation de trente points sur la moyenne nationale. La palme de l'incivisme revient à la Guadeloupe, où 90,01 % des électeurs ne se sont pas déplacés. Elle est suivie de près par la Polynésie française, où le taux d'abstention a atteint 89,24 %, un fait sans précédent dans l'archipel, et par la Guyane, où l'abstention a été de 88,51 %. Partout, en effet, la plupart des partis politiques avaient invité les électeurs à voter chez eux, y compris les formations appuyant généralement la politique gouvernementale, tels le Parti communiste réunionnais ou le Parti socialiste guyanais. C'est la liste de M. Laurent Fabius qui a été la principale victime de ces manifestations de mauvaise humeur, provoquées essentiellement par les craintes de

ces terres lointaines face au futur marché unique de 1993.

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, a commenté ces résultats en disant notamment : «*La majorité présidentielle, handicappée par l'appel à l'abstention de nombreuses formations de gauche, gagne dix points par rapport à 1984. La droite parlementaire (RPR-UDF-UDC) perd trois points par rapport au dernier scrutin européen. Toutefois, la faiblesse de la participation n'autorise pas d'interprétation politique précise de ce scrutin.*»

«*Une majorité d'électorales et d'électeurs des DOM et des TOM ont manifestement choisi d'exprimer leur inquiétude ou leur indifférence à l'égard de l'Europe par l'abstention.*»

«*Je regrette ce refus de participation à une échéance électorale et donc au débat démocratique, mais je ne dois pas prendre en compte les craintes des populations. Le gouvernement, en étroite concertation avec les élus, entend préparer activement les prochains rendez-vous entre l'Outre-Mer et l'Europe.*»

WALLIS-ET-FUTUNA	
L. 6 924 ; V. 4 847 ;	
A. 29,99 % ; Ex. 4 833	
PS, 2 659 (55,01) ; UDF-RPR, 1 994 ; (41,25) ; Centre, 90 (1,86) ; FN, 42 (0,86) ; Verts, 31 (0,64).	
1984 - L. 7 136 ; V. 5 179 ; A. 27,41 % ; Ex. 5 163 ; UDF-RPR, 4 268 (82,66) ; PS, 799 (15,47) ; ERE, 82 (1,20) ; PCF, 34 (0,65).	
1988 - L. 8 315 ; V. 5 412 ; A. 22,88 % ; Ex. 6 387 ; C. 463 (73,47) ; Mitterrand, 1 694 (26,52) ; Barre, 2 384 (38,31) ; Le Pen, 37 (0,61) ; Waechter, 12 (0,18) ; Lajoinie, 2 (0,03) ; Lagulier, 10 (0,16) ; Juguin, 4 (0,06) ; Bousset, 7 (0,11).	

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	
L. 4 487 ; V. 1 158 ;	
A. 3 329 ; 74,19 % ; Ex. 1 055	
PS, 295 (27,96 %) ; UDF-RPR, 278 (26,35 %) ; Verts, 203 (19,24 %) ; Centre, 178 (16,87 %) ; FN, 37 (3,50 %) ; LO, 32 (3,03 %) ; Pro. min., 19 (1,80 %) ; PC, 15 (1,23 %).	
1984 - L. 3 967 ; V. 1 200 ; A. 2 767, 69,75 % ; Ex. 1 074 ; UDF-RPR, 804 (58,23) ; PS, 198 (18,15) ; ERE, 180 (17,68) ; FN, 66 (6,21) ; PCF, 20 (1,86) ; PSU-CDU, 9 (0,85).	
1988 - L. 4 429 ; V. 2 480 ; A. 1 846, 43,96 % ; Ex. 2 160 ; C. 75 (34,97) ; Mitterrand, 693 (32,23) ; Barre, 304 (14,13) ; Waechter, 181 (8,41) ; Le Pen, 105 (4,53) ; Lagulier, 80 (2,79) ; Juguin, 20 (0,89) ; Lajoinie, 20 (0,89) ; Bousset, 14 (0,62).	

Européens, savez-vous qu'il n'y a pas besoin de nouvelles lois pour faire appliquer le droit international ?

La loi interdit les ventes d'armes aux Etats dénoncés par l'O.N.U. pour violations du droit international. Nous avons offert à la C.E.E. et aux députés européens une consultation juridique gratuite sur ce point (Le Monde d'hier). Copie sur demande.

à suivre...

Fonds de recherches
DROIT INTERNATIONAL 1990
B.P. 136 - 75223 PARIS Cedex 05



Politique

Les élections européennes

M. Goustat regrette que les chasseurs et les pêcheurs n'aient pas été plus unis

Arrivée en tête des « primes listes », les chasseurs et les pêcheurs auront manqué de peu leur entrée au Parlement de Strasbourg. En obtenant 4,13 % des suffrages la liste Chasse-Pêche-Tradition se place en septième position, derrière le Parti communiste et bat largement les formations d'extrême gauche, L.O., MRC, MFPT. Elle recueille plus de 5 % dans vingt-neuf départements et arrive en troisième place dans neuf d'entre eux. Les meilleurs scores étant obtenus dans la Somme (14,9 %) dans les Landes

(14,58 %) et en Gironde (14,54 %), véritable « fief » des chasseurs.

Satisfait de ces résultats, le tête de liste, M. André Goustat a toutefois regretté que l'unité entre toutes les fédérations de chasseurs et de pêcheurs n'ait pu se faire. Il a en particulier mis en cause les fédérations syndicalistes des Alpes-Maritimes, du centre de la France et celles d'Alsace « plus favorables à M. Waechter qu'aux chasseurs » et l'Union nationale des Fédérations de Pêche dont le prési-

dent, M. Martini a refusé de s'engager dans cette campagne jugée « prématurée ». Forts de leur succès, les chasseurs entendent poursuivre leur combat, en association avec les pays du bassin méditerranéen « pour lutter contre la directive européenne prise sous l'influence des pays anglo-saxons qui ont une conception stérile de la chasse et réservent ce droit à certains privilégiés. » « Défendre la chasse et la pêche traditionnelles » tel est le combat que ces hommes veulent mener aujourd'hui et demain avec ou sans élus.

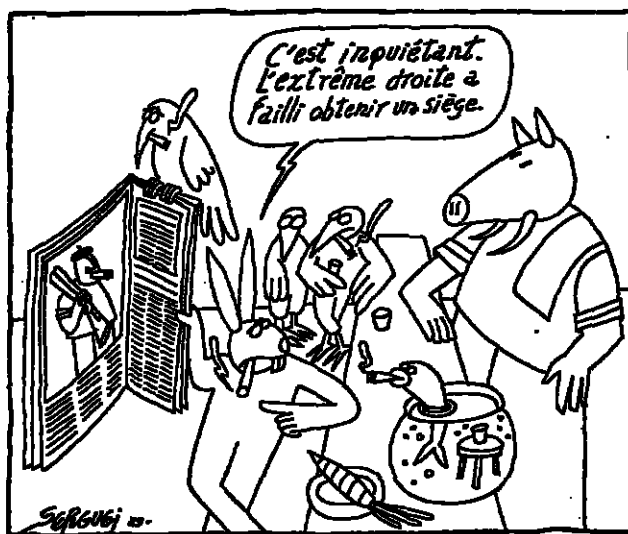
Le « coup de chasse » de Montmeyan

TOULON
de notre correspondant

Dans la Var, la liste Chasse, pêche et tradition a obtenu plus de 15 % des suffrages dans 29 des 153 communes du département, dépassant les 20 % dans quinze d'entre elles avec un chiffre record de 49,58 % à Montmeyan, un village de quatre cents habitants.

Dans ce bourg d'origine templière aux rues droites et aux sentiers escarpés conduisant aux gorges du Verdon, on est fier du résultat mais on feint de ne pas le montrer... « C'est normal. Comme bon nombre d'autres Marseillais j'ai connu Montmeyan par la chasse et je m'y suis installé voilà plus de trente ans », commente Roger Calaprisco, représentant local des chasses traditionnelles, pour qui « ce vote est logique ». « Grâce aux chasseurs et aux pêcheurs, ce village et sa forêt peuvent être sauvegardés, dit-il. Les électeurs le savent. »

Arrivant largement en tête devant celles de MM. Fabius (13,75 %) Le Pen (10 %) et Giscard d'Estaing (8,33 %), la liste de M. Goustat a obtenu à Montmeyan 119 des 240 suffrages exprimés (pour 368 inscrits et 249 votants), bousculant l'ordre politique logique de cette commune privilégiant généralement les candidats socia-



listes : 33,76 % à la présidentielle et 68,18 % aux législatives.

« Tout ça n'a rien à voir avec la politique », vous explique-t-on à l'heure de l'apéritif, en menageant son commentaire avec la réserve qui sied ici, où l'on défile annuellement trois cents permis de chasse et soixante-dix permis de pêche. On a gagné mais on reste méfiant... Il faut bien du temps avant qu'un des habitants du Dauphin ou de l'Hôtel de France, l'un

des deux bars du village, ne se laisse aller à des confidences...

« Au conseil municipal, sur les onze membres, il n'y en a qu'un qui n'est pas chasseur mais tous ont signé l'appel pour soutenir la liste de Goustat. Ici, on est chasseur de père en fils. Mieux qu'un sport ou une distraction, c'est une passion. Surtout la chasse à la grive. »

Plus qu'ailleurs, la menace européenne pesant sur les chasses traditionnelles était ressentie avec acuité dans ce village de quatre

mille hectares dont deux mille cinq cents sont couverts de forêts giboyeuses. « Pour chacun de nous, la chasse et la pêche font partie de notre vie, de notre culture, et elles participent à l'économie de l'ensemble du Haut Var. En les menaçant, Bruxelles compromet notre avenir », argumente Louis Fonticelli, président de la Société de pêche et conseiller municipal, rejoint dans son argumentation par Marc Misseu, président de la Fédération des chasseurs du Var. Pour ce dernier, l'impact du résultat dépasse le cadre de la simple satisfaction locale, et il n'hésite pas à exprimer de manière plus claire ce que tant d'autres chasseurs et pêcheurs suggèrent... « Forts de ces résultats, nous allons faire pression auprès du préfet pour que les traditions soient respectées en matière de chasse et de pêche. »

Cherchant difficilement son amertume face au manque de collaboration de « la plupart » des journaux, Marc Misseu se dit même prêt à boycotter certaines médias au niveau fédéral avec l'appui du congrès national des chasseurs. Désormais, les médias devront tenir compte de nous, et nous sommes prêts à tirer sur les canards boiteux. Une nouvelle forme de chasse traditionnelle...

JOSÉ LENZINI

L'attribution des 81 sièges

Les élections européennes ont lieu à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. Pour le calcul du nombre des sièges revenant à chaque liste, il a été procédé ainsi :

— le nombre de suffrages exprimés « utiles » est déterminé en relevant au nombre total des suffrages exprimés les voix obtenues par les listes qui n'ont pas franchi la barre des 5 % des exprimés. Soit : 18 040 3322 suffrages exprimés, moins 1 635 620 (total des voix recueillies par les listes conduites

par M. Goustat, M^{me} Laguerre et Alessandri, MM. Joyeux, Ganquelin, Llabrés, Touati, Cheminade et Biancheri) ; c'est-à-dire 16 404 712 suffrages « utiles » ;

— pour déterminer le quotient électoral, on divise par 81 (le nombre de sièges à pourvoir) le nombre des suffrages « utiles » ; le résultat de cette opération est 202 527 ;

— une première répartition des sièges s'effectue en divisant le nombre de voix recueillies par chacune

des listes ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés (en l'occurrence six listes) par le quotient. Exemple, pour la liste de M. Giscard d'Estaing : 5 200 289 divisé par 202 527 égale 26 sièges. L'opération effectuée ensuite pour chacune des listes donne : 21 sièges pour la liste de M. Fabius, 10 pour celle de M. Le Pen, 9 pour celle de M. Waechter, 7 pour celle de M^{me} Veil et 7 pour celle de M. Herzog. 80 sièges ont été ainsi attribués ;

— l'affectation du 81^e siège se fait à la plus forte moyenne. Le nombre de voix de chaque liste est alors divisé par le nombre de sièges obtenus précédemment par chaque liste augmenté de un. Exemple, pour la liste de M. Giscard d'Estaing : 5 200 289 divisé par 26 + 1 égale 192 603.

Dans ce calcul, la plus forte moyenne a été atteinte par la liste de M. Fabius (193 310). Le dernier siège est donc revenu à cette liste.

Les résultats selon nos estimations (1)

	MÉTROPOLE			TOM-DOM			TOTAL		
	Voix	% exp.	% ins.	Voix	% exp.	% ins.	Voix	% exp.	% ins.
Inscrits	37 127 210			49,66	933 576		38 061 086		
Votants	18 438 092		50,33	186 255		19,94	18 624 347		48,93
Abstentions	18 689 118			747 621		80,05	19 436 739		51,06
Exprimés	17 969 535			175 364			18 064 919		
UDF-RPR	5 143 374	28,71	13,85	76 434	43,58	8,18	5 219 808	28,86	13,71
PS	4 219 062	23,55	11,36	51 144	29,16	5,47	4 270 206	23,61	11,21
FN	2 113 497	11,80	5,49	8 965	5,11	0,95	2 122 462	11,73	5,57
Verts	1 910 048	10,64	5,14	5 733	3,26	0,61	1 915 781	10,59	5,43
Centre	1 583 392	8,79	4,04	17 043	9,71	1,82	1 600 435	8,84	3,99
PC	1 392 561	7,77	3,75	6 039	3,45	0,64	1 398 600	7,73	3,47
Cdème	748 921	4,18	2,01	528	0,29	0,05	749 449	4,14	1,96
LO	283 666	1,61	0,68	4 294	2,44	0,45	287 960	1,62	0,67
Pro. aut.	184 351	1,02	0,49	3 579	2,04	0,38	187 930	1,03	0,49
Alliance	135 149	0,75	0,36	921	0,52	0,09	136 070	0,75	0,35
MFPT	109 461	0,61	0,29	298	0,16	0,03	109 759	0,60	0,28
REN	74 167	0,41	0,19	1	0,00	0,00	74 168	0,41	0,19
Gén. Europ.	58 399	0,32	0,15	2	0,00	0,00	58 401	0,32	0,15
RFL	32 186	0,17	0,08	379	0,21	0,04	32 565	0,17	0,08
IDE	31 439	0,17	0,08	6	0,00	0,00	31 445	0,17	0,08

(1) Les résultats du vote des Français établis hors de France et des électeurs de Polynésie française ne sont pas comptabilisés.

BICENTENAIRE

En Loire-Atlantique, toujours les Bleus et les Blancs

NANTES
de notre envoyé spécial

M. Charles-Henri de Cosé Brissac est un homme avisé. Président (UDF) du conseil général de Loire-Atlantique, c'est-à-dire de l'un des départements où l'on s'entretient sous la Révolution, il ne pouvait ni escamoter le Bicentenaire, ni se mettre à dos les Bleus et les Blancs d'aujourd'hui, la gauche et la droite.

On a la mémoire à vif dans l'Ouest et le souvenir sourcilieux. C'est l'une des données politiques de cette région, qui fut la patrie des Chouans et des Vendéens. M. de Cosé Brissac, qui connaît son monde, estime que les cendres de l'incendie d'hier « ne sont pas encore froides ». Et d'ajouter : « Ce

n'était pas à moi à souffler dessus. »

Le conseil général de Loire-Atlantique a habilement contourné l'obstacle d'une commémoration en fanfare, en se bornant à subventionner ou à éditer une douzaine d'ouvrages historiques qui retracent, avec un manifeste souci d'équilibre, ces années d'espoir et de sang. M. de Cosé Brissac présentait, jeudi 15 juin, au cours d'une conférence de presse à Nantes, un coffret de quatre volumes, qui rassemblent les cahiers de doléances rédigés en 1789 dans les paroisses de ce qui n'était pas encore la Loire-Atlantique.

Cette initiative a reçu le label officiel du Bicentenaire, comme trois autres ouvrages à paraître bientôt et consacrés aux événements

révolutionnaires dans l'ouest de la France, tels qu'ils étaient perçus à l'époque en Angleterre, en Espagne et au Vatican. Le conseil général s'est aussi risqué à recueillir des témoignages plus engagés, mais en faisant la part égale aux Républicains et aux Insurgés. Ainsi, ces Mémoires de Kiefer, qui combattit l'insurrection et de Terrier, un chouan.

Animé d'un vrai souci pédagogique, le conseil général a encore acheté, pour les distribuer dans les écoles, six mille exemplaires d'un remarquable ouvrage dû à l'historien Jean-Claude Martin, « La Loire-Atlantique dans la tourmente révolutionnaire » (1). Nantes est surtout restée dans l'histoire — et ce livre l'évoque — comme le QG de la répression. Charette, l'un des chefs

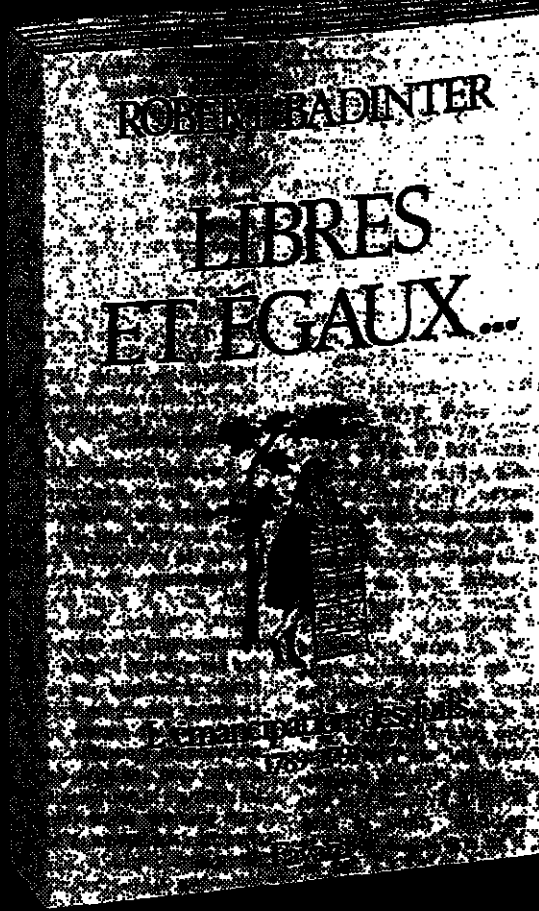
des « brigands » vendéens y fut fusillé, après que le ministre Cathrin eut envoyé à la mort, en les voyant dans la Loire, des milliers de Bretons, selon une méthode qui est passée à la postérité sous le nom de « déportation verticale ».

Allumée il y a deux siècles dans la région, la guerre civile n'y est pas encore éteinte. M. de Cosé Brissac le sait et préfère, plutôt que des manifestations et des livres, soutenir des livres qui incitent à la réflexion. « A chacun, maintenant, de se faire son opinion. »

BERTRAND LE GENDRE

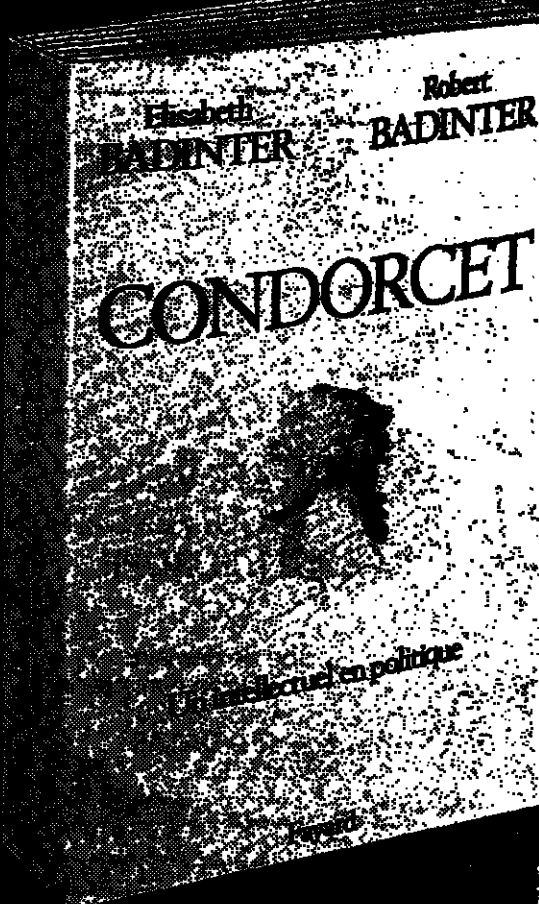
(1) Aux éditions « Histoire de France » (Nantes), 114 p., 165 F.

ROBERT BADINTER



Refuser aux Juifs le droit d'être des citoyens comme les autres, aux mêmes conditions que les autres, c'était leur dénier la qualité d'hommes comme les autres, et renier la Révolution elle-même. Ainsi l'émancipation des Juifs apparaît en définitive comme une victoire de l'idéologie sur le pragmatisme, de la force des principes sur la force des choses.

Elisabeth BADINTER Robert BADINTER



Un intellectuel en politique

Egalement paru chez Fayard : Correspondance inédite de Condorcet et Madame Suard, 1771, éditée, présentée et annotée par Elisabeth Badinter.

FAYARD

Politique

A l'Assemblée nationale : le gouvernement engage sa responsabilité sur la réforme de l'audiovisuel public

La solitude de M^{me} Catherine Tasca

M. Michel Rocard a engagé, lundi 19 juin, devant l'Assemblée nationale, la responsabilité de son gouvernement sur le projet de loi instituant une présidence commune à Antenne 2 et FR 3. Le premier ministre a été contraint de recourir à l'article 49.3 de la Constitution, face à la conjonction des oppositions RPR-UDF.

UDC et communiste, comme ce fut déjà le cas lors du débat sur la création du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). L'opposition, qui n'avait pas encore arrêté, lundi soir, sa décision, dispose de vingt-quatre heures pour déposer une motion de censure sur ce texte, faute de quoi celui-ci sera

considéré comme adopté en première lecture. C'est la troisième fois depuis le début de cette législature que le gouvernement est contraint d'utiliser cette procédure. Au nom du groupe RPR, M. Pierre Mazeaud (Haute-Savoie) a annoncé le dépôt d'une

« Vous jouez au mécano »

M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) s'est quant à lui montré particulièrement virulent dénonçant tout à tour dans ce projet de loi « un projet de dirigisme », un « canoche pour la CSA », une « atteinte au principe de la libre concurrence ». « La manière dont vous voulez administrer le secteur public a de quoi inquiéter », s'est exclamé M. d'Aubert en prenant à partie de plus en plus personnellement M^{me} Tasca. « Vous jouez au mécano avec le secteur public. Je ne pense pas avoir à admettre un tel reproche à un gouvernement socialiste de 1989. La plupart de vos collègues se sont mis à la mode sur ce point mais vous faites exception (...) Vous voulez tous les pouvoirs et vous les utilisez à plein (...) Quand on voit le tollé suscité par ce projet et l'obstination avec laquelle vous continuez envers et contre tout, on se demande quelles arrière-pensées politiques se cachent derrière tout cela. A moins que l'obstination ne soit l'un de vos traits de caractère ? »

Tout de critiques et d'acrimonies ne hantent à M^{me} Tasca aucune chance de faire voter son projet. Le risque de voir communistes et députés de droite adopter une motion de renvoi en commission (déposée par M. Bernard Pons, président du groupe RPR) devrait inciter le premier ministre à mettre fin prématurément, avant tout examen des articles, au débat parlementaire. Une première depuis la nomination de M. Rocard à Matignon. Une première que M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a insisté pendant la nuit de vendredi à samedi, avait volontiers laissé assumer à M^{me} Tasca. Sous le flot des critiques, celle-ci avait paru bien seule à son banc.

PIERRE-ANGEL GAY
et PASCALE ROBERT-DIARD.

M. Jean-Claude Gaudin devrait être candidat aux sénatoriales

MARSEILLE
de notre correspondant régional

M. Jean-Claude Gaudin, député (PR) des Bouches-du-Rhône, se présentera probablement aux élections sénatoriales en septembre prochain. Sa décision était notamment subordonnée aux résultats des élections européennes qui ont confirmé l'absence de risque électoral majeur concernant sa réélection en cas d'élection partielle. Il destine le siège qu'il laisserait vacant à son actuel suppléant, M. Jean-François Matifé.

Son départ au palais du Luxembourg va poser le problème de sa succession à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale qu'il assume depuis 1981. C'est la raison pour laquelle il ne fera connaître son choix qu'en terme de l'actuelle session parlementaire. Après neuf ans de présidence du groupe UDF qui ont été « exaltants » mais « difficiles » par la nécessité d'être très présent à Paris, M. Gaudin souhaite se « ressourcer », c'est-à-dire, précisément, [se] réinvestir dans [son] milieu local, [son] département et [sa] région. « La deuxième circonscription des Bouches-du-Rhône, que je représente, n'étant pas menacée, on ne pourra pas dire, à mon égard, que je me réfugie au Sénat sous le coup d'un échec aux municipales ». La Dans le département des Bouches-du-Rhône, les droits devraient normalement remporter deux sièges sur les sept à renouveler. Le second de liste de M. Gaudin pourrait être M. Jean-Pierre Camoin, maire (RPR) d'Arles. Cette hypothèse suppose, en préalable, que M. Jean-François Matifé, ancien maire (CDS) de Salon-de-Provence et sénateur sortant — récemment épinglé pour avoir « emprunté » 4 millions de francs à deux associations paraplégiques — renonce à se présenter ou en soit disqualifié.

G. P.

Les élections européennes

Lourdes, « madone » de la rénovation !

TARBES
de notre correspondant

Un signe du ciel. La carrière politique météorique de Philippe Douste-Blazy surprend, irrite, agace ses détracteurs et n'arrête pas de séduire ceux qui en suivent le sillage dans les Hautes-Pyrénées. Jusqu'ici peu enclins à se laisser griser par des coups de cœur passagers et mitrifiés.

Quatre-vingt-dix-huit jours seulement après avoir ravi au premier tour et avec une confortable avance (53,91 %) la mairie de Lourdes à l'un des piliers du radicalisme, l'ex-secrétaire d'Etat au tourisme, le sénateur François Abadie que d'aucuns pensaient « indéboulonnables » au pied du rocher béni de Massabielle, le jeune professeur de cardiologie toulousain, trente-deux ans, vient d'ajouter un second succès à sa frénétique entrée en matière. Non seulement sa place au sixième rang de la liste du « Centre pour l'Europe » lui a valu d'être élu au Parlement européen, mais Philippe Douste-Blazy a offert à Simone Veil son record national dans la cité mariale. Il lui a presque donné la majorité absolue (47,47 %) lui permettant de devenir largement à Lourdes les listes de Laurent Fabius et Valéry Giscard d'Estaing créditées respectivement de 15,83 % et de 14,84 %.

L'effet de séduction Douste-Blazy s'est également traduit avec l'impact d'un séisme dans les résultats du canton rural de Lourdes où, en septembre 1988, son rival des municipales confortablement avec aisance (70 %) sa place de conseiller général. Dans ce canton la liste centriste a recueilli en effet 44,58 % des suffrages et celle de Laurent Fabius seulement 18,90 %. La sismologie du bourgeois Douste-Blazy laisse ainsi deviner une profonde fracture de la gauche dans l'ensemble du val de la vallée du Lavedan, où ces symptômes de poussée centriste ne peuvent qu'inquiéter le député MRG, Claude Geits, fils spirituel de son collègue de parti déchu. Mais Philippe Douste-Blazy ne se satisfait pas de ses lauriers primaires. Il s'est annoncé ouvertement avant l'échéance européenne comme « le troisième homme » du groupe des douze « rénovateurs ». Il l'a dit haut et fort afin que son message soit bien répété au-delà des Pyrénées.

C'est à ce titre qu'il était l'invité, lundi soir, de l'heure de vérité de Michel Noir, et qu'il invita, jeudi 22 juin, à

Lourdes, le député et maire de Lyon à présider un dîner-débat sur « la nouvelle vie politique », prémices des assises nationales de la rénovation qui auront lieu le 24 juin sur les bords du Rhône. Dominique Baudis, le député et maire de Toulouse, viendra en voisin dans la ville sainte prêter lui aussi la bonne parole juste à l'heure des Vêpres. L'exemple de la Cité des Violettes sert de verset d'évangile à Lourdes où la « madone » Simone Veil a reçu l'absolution de la part des électeurs qui lui reprochaient naguère ses prises de position en faveur de l'avortement.

Le jeune cardiologue veut faire de sa ville un « laboratoire expérimental du langage moderne », déformant du coup les effets de manivelle du prochain rendez-vous de Lyon, auquel, bien sûr, il participera activement. Philippe Douste-Blazy ne manque pas de rappeler à ceux qui l'imaginent frappé d'une boulimie médiatique que le statut de Lourdes, deuxième ville hôtelière de France et centre mondial de pèlerinage accueillant chaque année cinq millions de visiteurs lui procure le sentiment de tracer « un premier sillon de la grande marche naissante des rénovateurs ».

Prière
exaucée

Rien ne semble résister au look ravageur de celui qui sera l'un des benjamins des parlementaires européens français. Il a même osé évoquer « l'Europe des marchés » dans sa ville où l'économie locale se bâtit autour des « marchés du temple ».

Embelli par le courant réformiste, ce centriste sans étiquette (il est apparenté CDS) se veut neuf, tolérant, rassembleur. Si M. Chassagne, le ministre du budget, est venu récemment à Maudouze, un village du département, traiter Philippe Douste-Blazy de « galopin » et de « sautimberque » tout en vantant aux enchères ses colères brutales au profit de la section fédérale du PS, l'intéressé s'est contenté de répliquer que pendant que certains limitaient le débat européen au niveau de la ceinture, il cherchait, lui, à lui donner une autre résonance, moins politicienne et moins archaïque. Après le pèlerinage de la Grande-Chartreuse, la rencontre du 22 juin à Lourdes sera peut-être une étape dans la consolidation de la spiritualité du mouvement rénovateur.

JEAN-JACQUES ROLLAT.

LES VILLES «EUROPÉENNES»

LES VILLES QUI FERONT L'EUROPE

Dans l'Europe de demain, le poids des villes à vocation européenne. 80 pages, illustrations, 120 F un ouvrage de la DATAR édité par la D.F.

Diffusion : LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire Paris 7. Tel. : 40.15.70.00.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité ESLSCA

GRANDES ÉCOLES 36.15 LEMONDE

Décidément, le gouvernement n'a pas de chance avec « sa » télévision. Elle reste obstinément réfractaire à tout consensus. Pour la seconde fois, M. Michel Rocard a été contraint de recourir à l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter un projet de loi sur l'audiovisuel. Après quatre heures de débat, cinq petites minutes lui auront suffi pour constater l'insolent de son ministre de la communication, M^{me} Catherine Tasca, et justifier l'engagement de la responsabilité de son gouvernement sur le texte instituant une présidence commune à Antenne 2 et FR 3.

L'opposition RPR-UDF avait décidé d'exploiter toutes les procédures parlementaires (exception d'irrecevabilité, question préalable et motion de renvoi en commission) ; le groupe communiste avait réaffirmé son hostilité à une réforme ne remettant pas totalement en cause la loi Lottard. Quant aux socialistes, ils ne soutenaient que du bout des lèvres un texte mal perçu par les professionnels et critiqué le jour même par le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), M. Jacques Bourret, dans un entretien accordé au Monde.

Lors de la discussion sur l'orientation du secteur public de l'audiovisuel, le 9 mai, le groupe socialiste, par la voix de M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines), avait déjà exprimé ses craintes sur le danger de « fusion » que faisait encourir aux deux chaînes publiques la création d'une présidence commune. Rapporteur du projet au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, M. Schreiner s'est cette fois déclaré rassuré par les engagements du gouvernement, tout en estimant que cette présidence commune « ne comportait pas que des avantages ».

Si elle est aujourd'hui à ses yeux « le moyen le plus direct et le plus radical » pour obtenir la nécessaire complémentarité entre Antenne 2 et FR 3, elle présente encore des « risques pour le pluralisme et l'indépendance de la création ». Le rappor-

Publicité : vers une remise en cause de la coupure unique ?

M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) a évoqué, lundi 19 juin, à l'Assemblée nationale, l'amendement sur la coupure publicitaire des œuvres audiovisuelles qui avait été adopté à son initiative en décembre dernier, lors du débat sur la création du CSA, et qui doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet (Le Monde du 14 décembre 1988). Cet amendement, qui avait soulevé de vives craintes chez les dirigeants de la 5 et de la M6 — elles évaluèrent leur manque à gagner respectif à 416 millions à 150 millions de francs sur un an, — pourrait être remis en cause.

M. Schreiner a, en effet, indiqué qu'il ne s'opposait pas à un réexamen par le CSA de cette disposition. Celle-ci, a-t-il précisé, « visait à protéger les chaînes privées de la nécessité de préserver l'intégrité des œuvres. C'était aussi un moyen de les obliger à respecter leur cahier des charges. Le message (...)

était clair : respectez vos obligations et nous pourrions étudier avec vous des règles du jeu plus équilibrées ».

Constatant, d'une part, que les chaînes avaient déjà préparé leur riposte en prévoyant de diffuser des œuvres plus courtes et, d'autre part, que leur situation financière demeurait précise, M. Schreiner s'est interrogé sur le bien-fondé de son amendement. « La CSA doit étudier les règles du jeu et les contraintes d'objectifs du secteur privé. On lui indique ce qu'il souhaite au Parlement. Nous y serons attentifs ».

Dans les coulisses du Palais-Bourbon, le député socialiste précisait que cette suggestion faite en son nom propre avait reçu l'aval de Matignon. Et M^{me} Catherine Tasca, bien que favorable à la coupure unique, ne semblait pas vouloir faire obstacle à ce réexamen.

La moralisation de la vie publique

M. Rocard soumettrait au Conseil constitutionnel l'ensemble du dispositif sur le financement des partis

Le conseil des ministres devait examiner mardi après-midi 20 juin les deux projets de loi (une loi ordinaire et une loi organique) relatifs au financement des partis politiques et des campagnes électorales dont le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a achevé la préparation après avis du Conseil d'Etat (Le Monde du 15 juin).

Le premier ministre, M. Michel Rocard, invité du journal de 20 h de TF1 le même jour, devait évoquer, entre autres, les questions relatives à la moralisation de la vie publique. M. Rocard envisage d'autre part de soumettre lui-même volontairement, le moment venu, au Conseil constitutionnel la loi organique sur le financement — cette procédure est automatique pour la loi ordinaire — afin de mettre l'ensemble du futur système de financement à l'abri de tout reproche ultérieur d'inconstitutionnalité.

Après une réunion technique, mardi à l'Hôtel Matignon, devait arriver un calendrier pour la discussion parlementaire de ces textes, en principe avant les vacances d'été. La mise en place de ce calendrier, accéléré à l'inspiration de l'Elysée (les textes devaient initialement être examinés par le Parlement cet automne), se révèle difficile. Une fin de session chargée et les contraintes nées de la participation de l'Assemblée nationale aux cérémonies du Bicentenaire rendent malaisée, sinon hypothétique, la discussion dans des conditions accepta-

bles de ces deux textes. De plus, un tel constat pourrait réactiver les critiques de l'opposition, qui avait déjà accueilli avec virulence l'hypothèse, aujourd'hui abandonnée, d'une amnistie préalable des infractions commises en matière de financement de la vie politique.

M. Pierre-André Wiltzer, député UDF de l'Essonne, reproche ainsi au gouvernement, tout en se déclarant partisan d'une réforme, dans une lettre adressée le 15 juin au premier ministre, la précipitation et le défaut de concertation qui caractériseraient à ses yeux l'entreprise.

Après l'examen par le Conseil d'Etat, le 14 juin en section et le 15 en assemblée, des deux projets de loi, le ministre de l'Intérieur a procédé à l'ultime mise au point du projet. La suggestion du Conseil d'Etat de créer une possibilité de comptes unipersonnels pour les candidats aux diverses élections, à côté des associations prévues pour assurer par collecte de tous les financements des campagnes, ne paraît pas devoir être retenue (l'avis du Conseil d'Etat est purement consultatif).

Des critiques importantes du Conseil d'Etat avaient aussi porté sur le dispositif radical de sanction envisagé par le gouvernement en cas de dépassement caractérisé des plafonds fixés pour le financement des diverses campagnes : une inéligibilité absolue qui aurait pu atteindre une durée de dix ans.

Le Conseil d'Etat s'est ému du pouvoir exorbitant ainsi donné au juge de l'élection en principe voué à examiner que la régularité. La solution retenue dans le projet pourrait consister, malgré les réticences du Conseil d'Etat, à accorder au juge de l'élection la possibilité de rendre inéligible pendant un an au plus un candidat en cause l'absence de financements abusifs.

La limite des deux autorisés pour le financement de la vie publique reste fixée, avant discussion et éventuelle modification par le Parlement, à 50 000 F par les particuliers et 500 000 F par les entreprises. Le Conseil d'Etat s'était montré dubitatif, exigeant de voir découplées tacitement et légalisées des pratiques qui s'apparentaient, selon certains de ses membres, pour les entreprises à des abus de biens sociaux. Mais cette réserve n'a pas été retenue pour ne pas altérer l'économie d'ensemble des projets.

Moins problématiques apparaissent les plafonds des dépenses modifiées ou créées par les divers types de scrutin. Ces plafonds seraient de 800 000 F pour les élections législatives (500 000 F pour les circonscriptions de moins de 80 000 habitants) ; — création de plafonds de dépenses calculées par rapport à la population du canton, de la commune ou du département et inversement proportionnelles par capita à l'importance de la population. Les bases de calculs seraient ainsi de 161 10 F par habitants et de 6 à 3 F (dans le cadre du département) pour les élections régionales, en fonction de tranches de population.

L'ampitude de l'amnistie prévue (Le Monde du 17 juin) — toutes les infractions commises jusqu'au 15 juin, y compris celles qualifiées comme les faux en écritures publiques — n'a pas été reconstruite malgré les interrogations et les critiques qu'elle a déjà suscitées.

PATRICK JARREAU
et MICHEL KAJMAN.

ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

■ DEUG - 1^{ère} année : Bac A et B

■ LICENCE : Bac 2

■ MAÎTRISE - Stages (3 à 5 mois)

Commerce international (niveau étendu) ouvert aux étudiants de langues, Droit, Économie, AES, BTS.

■ MAÎTRISE - Stages (3 à 5 mois)

Renseignements et inscriptions (gratuit) : UNIVERSITÉ PARIS-XII - Faculté d'Administration et d'Échanges, av. du Général-de-Gaulle, 94010 CRETEIL - Tél. : 48.98.91.44, poste 2410.

Communication

Bataille entre Paramount, Time et Warner

Le « big bang » des médias américains

(Suite de la première page.)

C'est contre elle que Richard Monro, PDG de Time, et Steve Ross, PDG de Warner, ont voulu réagir en revendiquant une logique plus industrielle. La fusion Time-Warner, réalisée sans endettement, préservait la capacité financière des deux groupes pour la grande bataille du marché international.

La presse spécialisée américaine ne s'y est pas trompée. « Yank heroes » (héros américains), titrait l'hebdomadaire Variety, en faisant des deux PDG les champions de la reconquête du marché national face à la pression des groupes multi-médias européens.

Ce sursaut nationaliste, dans un pays aussi libéral, peut surprendre. Il ne faut pas oublier, cependant, que les États-Unis ont vu, en deux ans, des pans entiers de leur industrie de communication passer en des mains étrangères. Les ravages sont particulièrement sensibles dans le disque, où le japonais Sony a racheté CBS Records tandis que l'allemand Bertelsmann mettait la main sur RCA

Records et que le britannique Thorn EMI s'emparait de BSK Entertainment, sans oublier la vente de Columbia Music à Film-trax.

L'éditorial américain a connu la même hémorragie, avec le rachat de Grolier et Diamond par Hachette, celui de Doubleday par Bertelsmann et celui de Macmillan par Robert Maxwell. Enfin, Rupert Murdoch, que les Américains continuent à considérer comme un Australien malgré sa double nationalité, n'a fait qu'une bouchée de la prestigieuse Twentieth Century Fox et des éditions Triangle.

Les États-Unis, qui ont déjà perdu l'essentiel de leurs industries du téléviser et du magnétophone au profit des Japonais, craignent aujourd'hui de voir leurs médias subir le même sort.

Contre-offensive vers l'Europe

Ce sursaut d'un capitalisme industriel et national ne doit rien au hasard. Les producteurs améri-

cains regardent avec intérêt l'Europe du grand marché unique abattre ses frontières intérieures et jugent le moment opportun pour lancer une contre-offensive en direction du Vieux Continent. Ils savent aussi que l'avènement de la télévision haute définition va redistribuer les cartes au niveau international et que la bataille des standards et des futurs télévisers se gagnera grâce aux films et aux séries de télévision.

Au-delà de ses péripéties boursières, l'affaire Time-Warner-Paramount est donc la première phase d'une vague de concentration dans l'industrie américaine de la communication. D'autres manœuvres se préparent déjà autour des studios de Columbia et de MCA, des groupes de presse Gannett et Tribune.

Les enjeux sont toujours les mêmes : fusionner des activités complémentaires pour bâtir des empires multimédias, acquérir une taille suffisante pour peser sur le marché international et se protéger des OPA hostiles. Pour y parvenir, les grands groupes américains veulent maintenant obte-

nir de l'administration une transformation des règles qui régissent le marché.

Les industriels de l'électronique leur ont montré l'exemple en desservant l'état de la législation antitrust pour préparer la télévision haute définition. Groupes de presse, chaînes de télévision et producteurs essayent, eux, de faire sauter les barrières légales à la concentration des médias et à l'intégration verticale entre production et diffusion.

Que Time se marie avec Warner ou Paramount, c'est l'industrie du câble (réseaux et programmes) qui fusionnera avec les grands studios de production de Hollywood. Les trois grandes chaînes de télévision, ABC, NBC et CBS, auxquelles on a interdit depuis quarante ans d'investir dans le câble et la production, n'attendent que cela pour s'engouffrer dans la brèche et se lancer à leur tour dans une série d'acquisitions spectaculaires. Toute l'industrie américaine de la communication sera alors mobilisée pour un nouveau « big bang ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Conflit autour d'un jeu de loto

« Le Parisien » attaque « France-Soir » pour concurrence déloyale

Un nouveau jeu promotionnel fondé sur la réutilisation des bulletins non gagnants du Loto, lancé par France-Soir le 8 juin, est à l'origine d'un conflit judiciaire entre le quotidien du groupe Hersant, et le Parisien. Intitulé « l'autre chance », ce jeu s'inspire du modèle « Replay » qu'avait lancé en janvier le quotidien milanais Corriere della Sera, ce qui lui a permis d'augmenter substantiellement sa diffusion.

Le Parisien a étudié dès janvier la possibilité d'utiliser ce jeu. « Mais en France, affirme le directeur général du quotidien du groupe Amaury, M. André Ferrasse, ce procédé est illégal : une dérogation à la loi de 1836 sur les loteries indique que pour une entreprise privée, la loterie n'est tolérée que si la participation est gratuite. Or jouer à « l'autre chance » suppose qu'on ait acheté auparavant un billet de Loto ». Le Parisien considère que France-Soir utilise « illicitement » la marque du Loto et estime que le quotidien du groupe Hersant est doublement en infraction avec la loi. Il l'a donc assigné le 18 juin en référé d'urgence en heure devant le tribunal de commerce de Paris. Le tribunal doit statuer mercredi 21 juin.

Pour Le Parisien, le lancement de « l'autre chance » constitue « un acte de concurrence déloyale et parasitaire évident ». Le journal du groupe Amaury qui diffuse 400 000 exemplaires par jour — contre 300 000 pour France-Soir — s'estime « gravement menacé de perdre une partie substantielle de ses lecteurs dont la majeure partie joue également au Loto national ».

France Loto, pour sa part, a assigné aussi France-Soir en référé devant le tribunal de grande instance de Paris. L'« Autre chance » dénature le jeu du loto, note-on à France-Loto, et la décision de le lancer a été faite à notre insu. Nous craignons une épidémie, si France-Soir a gain de cause. Déjà le journal Bitto utilise notre nouveau jeu « Surf » pour une autre formule de l'« Autre chance ». Le jugement concernant ce second référé doit être rendu le 22 juin. Fait notable, intervenu depuis, France-Soir a révisé, le 19 juin, les règles de son jeu : les joueurs pourront concourir en envoyant des chiffres sur une simple carte postale, sans devoir donc acheter de bulletin de Loto. A France-Soir, on se refuse à tout commentaire, dans l'attente des jugements.

YVES-MARIE LABÉ.

Devenant le second groupe mondial de publicité

WPP détient plus de 90 % d'Ogilvy

A l'issue d'une OPA lancée fin avril, le groupe britannique WPP a annoncé le 19 juin, qu'il détenait plus de 90 % des droits de vote du capital du groupe de publicité américain Ogilvy. Pour arriver à ce résultat, WPP a dû racheter successivement son offre de 45 à 50, puis à 54 dollars par titre, ce qui valorise Ogilvy à 864 millions de dollars (5,8 milliards de francs).

En prenant le contrôle d'Ogilvy, WPP hérite d'une des plus prestigieuses agences de publicité américaines, fondée par M. David Ogilvy en 1948. WPP qui avait déjà réussi une percée spectaculaire aux États-Unis en gagnant, il y a deux ans, une OPA sur J. Walter Thompson

(JWT) se hisse, ainsi, aux tous premiers rangs de la publicité mondiale, presque au niveau du groupe Saatchi et Saatchi, avec un chiffre d'affaires global de 88 milliards de francs.

WPP (Wire and Plastic Product) est un groupe de services que M. Martin Sorrell, transfuge de Saatchi, a constitué à partir d'une petite société industrielle.

Outre JWT et, maintenant, Ogilvy dans la publicité, WPP contrôle la firme de relations publiques Hill and Knowlton et une série de sociétés spécialisées (études de marché, recrutement, marketing direct, etc.).

LE POIDS DES TROIS EMPIRES

EN MILLIONS DE DOLLARS	ÉDITION	PRESSE	RÉSEAUX CÂBLES	TELEVISION	VIDÉO	PRODUCTION	DISQUE	AUTRES
TIME Bénéfice net : 289	Times-Life Books, Book of the Month, Life, etc.	Time, People, Fortune, Money, Sports Illustrated.	ATC	Home Box Office, Cine Max				
Chiffres d'affaires : 4 500	20 %	38 %	18 %	23 %				
WARNER Bénéfice net : 423	Warner Books	Mad Magazine	Warner Cable		Warner Home	Warner, Lorimer	Warner, Wes, Elektra, Asylum	
Chiffres d'affaires : 4 200	3 %		11 %		3,7 %		48 %	
Paramount Bénéfice net : 389	Simon and Schuster, Prentice Hall, Pocket Books, Webster's			TVX USA Network, MSG Network	Paramount Video	Paramount movies, Paramount TV		Madison Square Garden, Equipes sportives
Chiffres d'affaires : 5 100	23 %				37 %			40 %

EN THÉORIE, IL N'Y A PAS QUE LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE QUI AURAIT PU MONTER LE FINANCEMENT DE CES GRANDS PROJETS. EN THÉORIE BIEN SÛR.

En pratique, le Crédit

Local de France a su

s'adapter aux nouvelles

formes d'intervention

des collectivités locales et devenir un inter-

venant financier reconnu dans le montage

des opérations complexes d'infrastructure.

Ingénieur financier au service des grands

projets, notamment par le biais de sa filiale

Europrojet - Développement, le Crédit Local

de France offre aux collectivités locales un

service complet. Une autre façon d'accomplir

sa mission : financer le développement local.

Fort de son expérience et de sa spécialisation,

malgré une concurrence très vive, le Crédit Local

de France est le premier banquier des collec-

tivités locales. Il couvre près de la moitié de

leurs besoins d'emprunts à long et moyen terme.

Deuxième émetteur sur le marché obligataire

français après l'Etat et intervenant majeur sur

l'Euromarché, le Crédit Local de France est

une signature reconnue au plan international.

Représenté sur le terrain par ses directions

Le Banquier des Ambitions Locales.

régionales qui sont aussi celles de la Caisse

des dépôts et consignations, le Crédit Local

de France, seule institution au service exclusif

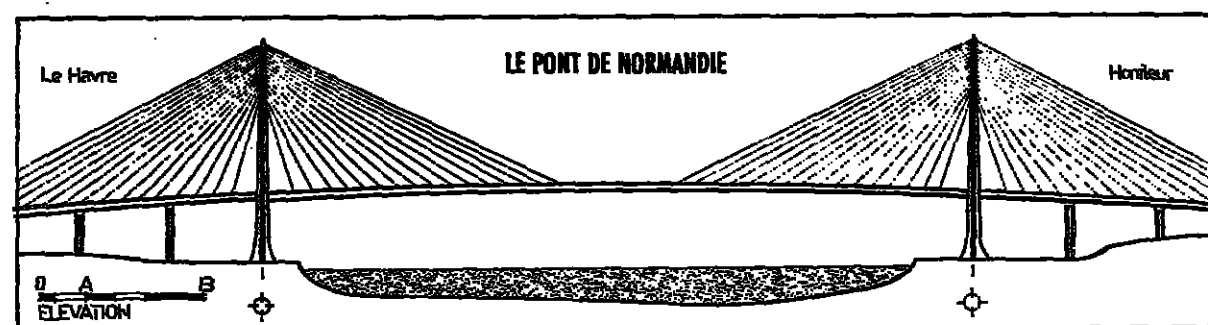
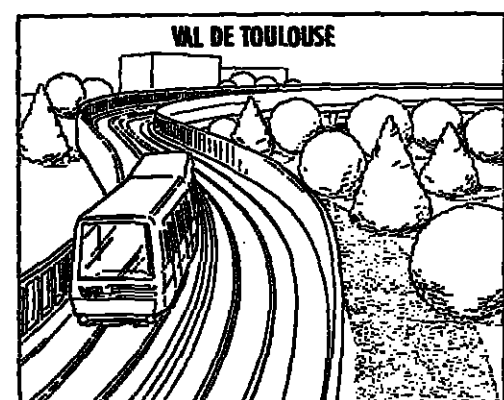
du développement local, est le partenaire fidèle

de milliers de communes. C'est aujourd'hui

en France l'établissement de référence du

secteur local. Il le sera demain au-delà des

frontières de l'hexagone.



مكتبة، لا أصل

JUSTICE

L'enquête sur l'assassinat de Bruno Dassac

L'insaisissable Elisabeth Cons-Boutboul

M. Michel Beaulier, juge d'instruction au Havre, devait décider, mardi 20 juin, du sort de M^{me} Elisabeth Cons-Boutboul, inculpée de complicité pour l'assassinat de Bruno Dassac et détenue depuis le 8 juin à la prison de Rouen. Entendue durant plus de six heures, le 15 juin dernier, par le magistrat instructeur, M^{me} Cons-Boutboul, défendue par M^{me} Jacques Dreyfus, a déposé une demande de mise en liberté.

C'est ainsi que deux enquêtes se sont télescopées : celle menée par la brigade criminelle de Paris sur l'assassinat de Jacques Perrot, et celle du SRPJ de Rouen à la recherche des assassins de Bruno Dassac, individu à la personnalité fuyante, marchand de trousseaux et flambeur d'hippodromes, encaisseur de fonds musclé et passeur d'argent plus que mauvais gargon. Dans l'un comme dans l'autre dossier, on bruitait le parfum de la dame en gris, Elisabeth Cons-Boutboul.

Mère intraitable

Qu'elle nie toute implication éventuelle dans le meurtre de son gendre, Jacques Perrot, assassiné en décembre 1985, ou qu'elle dément toute responsabilité dans celui, plus récent, de Bruno Dassac (*Le Monde* des 8 et 9 juin), Elisabeth Cons-Boutboul, contre laquelle rien de décisif n'a encore été découvert, n'arrive pas à convaincre.

Elle fascine juges, policiers, journalistes et public. « C'est une sévère », commentent sobrement les policiers qui, depuis 1985, en vain, ont tenté de la faire craquer au cours de cinq gardes à vue et de longues heures d'interrogatoire. « On verra », répondent, comme pour répondre au défi, les magistrats dont elle est devenue l'insaisissable proie.

Peut-être. Pour l'instant, le secret de l'instruction protège de la publicité les petits éléments glanés par les policiers lancés sur la trace d'Elisabeth Cons-Boutboul. Ils se sont déplacés en Suisse, ont interrogé des banquiers, vérifié des comptes. Ils ont décrypté les centaines de mètres de bandes magnétiques provenant des écoutes branchées depuis 1986, presque sans interruption, sur sa ligne téléphonique et celle d'une voisine de vingt ans, Jocelyne Brion, aimable caractériste qui laissait à son amie, convaincue, non sans raison, de faire l'objet d'une attention policière particulière, la disposition de sa ligne.

Mère intraitable guidant d'une main de fer la carrière de sa fille Darie, femme-jockey et femme-enfant, grand-mère exclusive dédicée à garder sous son autorité Adrien, un petit-fils que ses parents se disputaient, Elisabeth avait connu la notoriété désagréable des faits divers au lendemain de l'assassinat de son gendre, Jacques Perrot, tué le 17 décembre 1985, dans l'escalier de son domicile, par un inconnu armé d'un 22 long rifle.

Son incroyable vie s'était alors éteinte dans tous les journaux : avocate radiée du barreau, en 1981, pour escroquerie au détriment des Missions étrangères de Paris, riche-sime propriétaire hippique sans revenu imposable, veuve au mari subitement reussit, gestionnaire de fonds aux activités obscures et aux trouillantes bienveillances, y compris parmi ses victimes. Les Missions, détestées pourtant d'une belle fortune, étaient allées seules ment s'en plaindre au conseil de l'ordre qui n'avait pu faire moins que de radier la coqueuse. Mais de plainte pénale, point. Guère plus motivé, le parquet n'avait pas jugé utile d'ouvrir une information. Et le ministère des finances, souvent plus tatillon, s'était abstenu d'ordonner une enquête fiscale.

Après la mort de Perrot, la police, convaincue de son implication, avait

interrogé Elisabeth à plusieurs reprises. Sans lui arracher le moindre mot. Des épreuves qui vous tentent le cuir et vous forment le caractère. « C'est une sévère, elle ne craquera pas facilement. » Non sans jubilation, les policiers finirent par retrouver sa trace dans l'affaire Dassac. Affaire « sortie » in extremis d'ailleurs, lorsque la police judiciaire s'aperçut que la voiture qui, ce 5 mai 1988, brûlait sur les quais du port de Havre, entre deux rangées de conteneurs, appartenait à un commerçant que l'on croyait s'être suicidé, quelques jours auparavant, et dont on venait de découvrir le corps immergé, coincé entre les rochers. Il avait alors échappé au médecin légiste que Bruno Dassac avait dans la main un trou provenant d'un projectile de 9 mm ressorti par l'œil droit. Ni l'arme ni le projectile n'avaient été retrouvés.

Chimériques aveux

Brusquement resurgit cette femme peu ordinaire, avec ses mythes et ses fidèles, tel cet Emile Schori, assureur suisse vivant à cheval sur la frontière entre Genève et la France, trait d'union entre Dassac et Elisabeth, et déjà interrogé, plusieurs années auparavant, lors du meurtre de Jacques Perrot. On se souvient aussi, par exemple, de Pierre Delphy, chez lequel elle dinait lorsque fut assassiné son gendre, et aujourd'hui en instance, comme son illustre amie, de subir les foudres disciplinaires du conseil de l'ordre dont il ne respecterait pas les usages.

La vérification minutieuse des carnets d'adresses de la victime devait conduire, via la charcuterie amie inscrite sous le pseudonyme poétique de Marguerite, à Elisabeth Cons-Boutboul qui entretenait de fréquentes relations avec Bruno Dassac. Plusieurs versements d'argent entre lui et elle, de compte suisse à compte suisse, devaient le confirmer. Sans pour autant donner l'explication de ces versements.

Tel est l'état de l'enquête tout entière orientée vers l'analyse des comptes bancaires d'Elisabeth Cons-Boutboul. La justice se montre discrète. Elisabeth lui a si souvent glissé entre les doigts. De son passé d'avocat, elle a retenu les points faibles du travail du magistrat instructeur : elle nie, elle nie absolument, jusqu'à l'absurde, par exemple, l'existence d'un défilé des téléphones de Dassac ? « Je ne connaissais pas M. Robert, pas Bruno Dassac », répète-t-elle obstinément. Un chauffeur de voiture de maître, qui l'a transportée un jour de Paris à Deauville, un autre de Deauville à Genève, affirme-t-elle les avoir menés une fois tous deux ensemble ? Elle dément : « Je n'ai jamais vu M. Robert ; je ne lui ai parlé qu'une fois au téléphone. » Défenses harassantes. Mais si Elisabeth Cons-Boutboul devait être un jour condamnée, elle ne pourrait l'être, notamment, que grâce à la méticulosité des enquêteurs, obligés de chercher ailleurs que dans des chimériques aveux des traces d'une éventuelle culpabilité.

GEORGES MARION.

Aux assises de la Dordogne

« L'envoûtement de haine » de Francis Leroy

Il s'appelle Francis Leroy. On l'a surnommé « l'assassin de la pleine lune » ou encore, parce que les crimes ou les délits dont il a répondu ont été accomplis en Dordogne, certains se sont référés à Simon pour parler du « fou de Bergerac ».

Pourtant l'homme que les jurés et les magistrats de la cour d'assises de la Dordogne ont devant eux, depuis le lundi 19 juin et pour un débat de quatre jours, apparaît d'une extrême banalité. Il n'y a rien qui, apparemment, puisse inquiéter dans ce visage plein, au regard paisible derrière des lunettes. Tout semble au contraire de nature à rassurer.

Il a dit très calmement : « Je m'appelle Francis Leroy. J'ai quarante-neuf ans, je suis fils unique et je suis né à Lyon. »

Mais il y a cet arrêt de renvoi qui raconte comme furent accomplis, entre décembre 1978 et janvier 1984, un meurtre, deux vols et de multiples extorsions, et présente une série de charges qui ont valu à Francis Leroy d'être accusé. Il y a aussi, dans ce même document, le rappel d'une condamnation antérieure à vingt ans de réclusion criminelle prononcée en 1961 par les assises de la Charente-Maritime. En cette année-là, c'est un Francis Leroy de vingt-quatre ans qui s'entendait sanctionner pour le meurtre d'une jeune femme étranglée avec une cordelette. Ce crime, déjà, avait été commis en période de pleine lune.

En 1973, à la faveur d'une liberté conditionnelle, Francis Leroy retrouve les champs potagers. Il élève des chevaux et les élève bien, au domaine du Mandoulet. Il est connu dans toute la région. Personne n'a à se plaindre de lui. On l'appelle au contraire.

Personne ne pense à lui lorsque, coup sur coup, et de nouveau au temps de la pleine lune, vont se produire dans la région des faits inquiétants d'où naîtra bientôt la crainte. Un homme en cage, très grand — ses victimes diront « le géant », — surgit périodiquement dans des maisons, ballonné des femmes, les ligots, les terrorise parfois les vole et une fois tue celui qui le surprend, Jacques Royère. Selon la loi, c'est un homicide volontaire.

Mère abusive

Dans la box, voilà soudain l'homme tranquille, dans tous ses états.

« Il ne faut pas dire cela ! C'est faux. Je n'ai jamais vu le tueur. »

Il pleure. Il est agité de soubresauts. Et puis revient le torpé. Au dossier, il y a un mémoire dont il est l'auteur et dans lequel il tente d'exposer sa théorie, sa vision des actes reprochés qu'il ne nie pas. Il est question de « mental affecté par quelques turbulences » dans les périodes de pleine lune. Chez l'homme à la

casquette, « les hormones du stress se trouvent sensiblement augmentées ». Il est question encore de « tension nerveuse biologique » indice d'une « anomalie ».

D'une « anomalie » et non d'une démence. Car les experts ont aussi relevé chez Francis Leroy une personnalité narcissique à composante perverse. Lui, il assure, voudrait seulement qu'on « l'aide à comprendre dans le détail les mécanismes qui le conduisent à commettre des actes [qu'il] réprouve. »

Parmi les pièces à conviction figure un carnet sur lequel il a inscrit autrefois une phrase de Nietzsche : « Voyez, le père criminel a courbé le dos. (...) Mon Moi est ce qu'il faut surmonter, mon Moi m'inspire le profond mépris de l'homme. » Un jour, il a écrit aussi d'un « envoûtement de haine ».

Le président, M. Antoine Riello, semble, lui, avoir été plus attentif à une particularité révélée par le « curriculum vitae » de Francis Leroy : « Je ne voudrais pas parler de mère abusive, s'il dit à propos de la mère de l'accusé. Mais il semble que le père vous surveillait encore à l'âge de quarante-quatre ans et n'ait pas admis vos relations féminines. »

Au soir du vendredi 23 juin, le jugement devra être rendu. On sera encore, en ce mois de juin 1989, en temps de pleine lune. Le hasard l'a voulu.

Nouvel interrogatoire de Paul Touvier et désignation d'un expert médical

M. Jean-Pierre Gotti, juge d'instruction au tribunal de Paris, a procédé, lundi 19 juin, comme il était prévu à un nouvel interrogatoire de Paul Touvier, l'ancien chef du deuxième service de la milice de Lyon à la fin de l'Occupation. Selon l'avocat de l'inculpé, M. Jacques Trépolet de Villiers, cet interrogatoire a porté essentiellement sur les années de jeunesse de Touvier avant la guerre de 1939-1945. L'inculpé aurait notamment évoqué la mort de sa mère alors qu'il avait quinze ans et la période de sa vie où il se sentit une vocation de prêtre.

Le magistrat instructeur a aussi désigné le professeur Gabriel Arvis, urologue à l'hôpital Saint-Antoine de Paris, pour dire s'il y a lieu ou non d'opérer Paul Touvier de la prostate. Paul Touvier sera de nouveau interrogé le 26 juin. D'ici là, le juge d'instruction devra se rendre à Lyon où il pourra s'entretenir avec le cardinal Decourty, qui récemment s'est déclaré prêt à ouvrir les archives de l'archevêché de Lyon. (*Le Monde* daté 11-12 juin).

En détention provisoire depuis plus de trois ans et demi

Simone Weber aurait tenté d'obtenir illicitement une libération pour raison médicale

NANCY de notre correspondant

Détenu depuis le 10 novembre 1985, Simone Weber, cinquante-sept ans, accusé d'avoir assassiné en 1985 son ancien ami, Bernard Hettier, et son mari, Marcel Fliedert, a quitté la maison d'arrêt Charles-III à Nancy. Après plus de trois ans et demi de détention provisoire, elle vient d'être transférée à la prison de Metz-Queuleu. Motif : Simone Weber aurait tenté, avec l'aide d'une codétenue purgeant sa peine en régime de semi-liberté, d'obtenir un tampon humide frappé du nom d'un de ses proches. Elle espérait, de cette manière, recevoir à la prison du courrier qui aurait échappé au contrôle du juge d'instruction chargé du dossier, M. Gilbert Thiel.

An terme de l'enquête que ce dernier a diligenté sur le champ, le magistrat a acquis la certitude que Simone Weber tentait, en fait, de se faire expédier de l'extérieur, des médicaments qui, soigneusement dosés, auraient aggravé son état de santé

pouvant entraîner, ensuite, une libération pour raison médicale.

Depuis le début de son incarceration, Simone Weber a déposé une quinzaine de demandes de mise en liberté, toutes refusées par le juge d'instruction et par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy. Une nouvelle inculpation pour tentative de sortie de correspondances prévues par l'article 248 du code pénal lui a été notifiée.

Ce nouvel épisode coïncide, presque jour pour jour, avec la date anniversaire de la disparition de Bernard Hettier, le 22 juin 1985. Simone Weber est accusée d'avoir tué son ancien ami d'un coup de carabine 22 LR, avant de découper son corps à la meuleuse à béton pour le faire disparaître.

MONIQUE RAUX.

EN BREF

○ L'agitation dans les prisons. — Les quelque cinquante détenus qui avaient refusé, lundi soir 19 juin, de regagner leurs cellules à la centrale d'Yzeure (Allier) ont mis fin à leur mouvement peu avant 23 heures après l'intervention des forces de l'ordre. Il n'y a pas eu d'incident. A la prison Saint-Paul de Lyon c'est une soixantaine de détenus qui ont manifesté leur mécontentement de la même manière. Les forces de l'ordre sont intervenues sans heurts. Ces deux mouvements, comme ceux qui ont eu lieu ces derniers jours dans de nombreuses prisons françaises, sont motivés par l'insuffisance, selon les détenus, des grâces et amnisties prévues pour le 14 juillet.

○ Revendication de l'attentat de Bayonne. — L'organisation séparatiste basque Iparratarak, discutée depuis le 15 juillet 1987, a revendiqué, lundi 19 juin, auprès du parquet de Bayonne l'attentat commis

dimanche contre l'hôtel des impôts de Bayonne (le *Monde* du 20 juin). Dans un appel téléphonique anonyme que le parquet n'a pas voulu confirmer, Iparratarak a précisé que « d'autres attentats viseraient des édifices publics d'ici au 15 juillet, chaque fois qu'un militant basque comparait devant la justice ».

○ L'APM : une atteinte à l'indépendance. — L'Association professionnelle des magistrats (APM), classée à droite, a publié lundi 19 juin un communiqué par lequel elle déclare que le non-lieu général rendu dans l'affaire Luchaire (*le Monde* daté 18-19 juin) porte « une nouvelle et sévère atteinte à l'indépendance de la justice ». L'APM fonde ce sentiment sur le « trouble » que lui a causé la « précipitation » dans laquelle l'ordonnance de non-lieu est intervenue « à la veille de la nomination à Grenoble du magistrat instructeur », M. Michel Legrand.

PARIS

Le conflit dans les crèches

Mairie et gouvernement se « renvoient le bébé »

La grève des personnels des crèches parisiennes s'est durcie, lundi 19 juin, après l'échec de la rencontre entre les syndicats et les représentants de la mairie de Paris. Le mouvement a été reconduit, mardi 20 juin, et sa fin doit être organisée, en fin d'après-midi, devant l'hôtel de ville. Des parents ont décidé de manifester leur mécontentement devant le pourrissement de la situation en retardant le paiement des mensualités à la crèche.

« La semaine dernière, j'ai emmené ma fille au travail avec moi. Si cela continue je vais contacter mes collègues pour organiser une grève au bureau. » Si cette mère prend avec calme et humour la grève des personnels de crèches parisiennes ce n'est pas le cas de tout le monde. Ce conflit, qui dure depuis le 31 mai, commence à peser sur certains parents qui n'ont pas toujours de solution de repli. Certains ont recours aux garderies mises en place avec les mairies d'arrondissement, mais, beaucoup d'autres, ne souhaitent pas « casser » un mouvement qu'ils comprennent. Un bon nombre d'entre eux a décidé de retarder le paiement mensuel de la crèche voire

de ne pas payer. Tous sont consternés devant cette guerre que se livrent M. Chirac et le ministère de l'Intérieur en se renvoyant la responsabilité de l'ouverture des négociations.

La rencontre de vendredi 16 juin entre les responsables de la Mairie de Paris et ceux des syndicats représentant les personnels des crèches parisiennes (CFDT, FO, CGT, CFTC, autonomes et, pour l'occasion, la CGC) s'est transformée rapidement en dialogue de sourds ; la CFDT et la CGT s'en allant en claquant la porte.

An cours du débat, l'intervention du ministre de la santé et de la solidarité, M. Evin, qui répondait, mercredi 14 juin, à une question orale posée par M. Tibéri (premier adjoint de Paris, RPR) (*le Monde* du 17 juin). Selon le compte rendu analytique de l'Assemblée, M. Evin aurait annoncé que, le 5 juillet, le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale examinerait l'ensemble des statuts de la filière sanitaire et sociale. S'appuyant sur ce texte, la Mairie de Paris a proposé aux syndicats d'attendre le 6 juillet pour se retrouver et examiner les propositions du gouvernement sur les grilles des salaires et a suggéré qu'en revanche des discussions commencent rapidement sur le problème des

effectifs, de la formation et des conditions de travail, dont le conseil parisien est directement responsable.

En fait, ce compte rendu, qui n'est qu'un résumé des interventions de l'Assemblée, est inexact. Les syndicats ont essayé, en vain, de faire reconnaître à la Mairie de Paris cette inexactitude.

Afin de lever tout équivoque, le ministère de l'Intérieur a publié vendredi en fin d'après-midi un communiqué dans lequel il confirme la responsabilité de la mairie de Paris pour le règlement du conflit : « elle a toute latitude aujourd'hui de modifier les règles des carrières de ses agents ». Il précise que le 5 juillet, le conseil supérieur n'examinera pas toutes les filières. Il ne verra qu'une application « aux fonctionnaires territoriaux des mesures décidées pour la fonction publique hospitalière en novembre 1988 ». Autrement dit, il ne discutera que de l'application des accords Evin concernant les infirmières et les puéricultrices travaillant dans les collectivités territoriales. Agents de service, éducatrice et auxiliaires de puériculture ne devraient pas avoir leur statut examiné ce jour-là.

Pour la CFDT, il s'agit d'une attitude malhonnête de la mairie de Paris qui se sert d'une erreur de transcription pour retarder l'ouverture de négociations.

Les représentants de l'intersyndicale (tous sauf la CGT) ne veulent pas négocier par étape. Ils souhaitent que les discussions abordent autant les statuts que les effectifs, la formation et les conditions de travail. Les propositions de M. Chirac sont donc inacceptables.

Même si certains grévistes, se souvenant de la grève des infirmières hésitent à entrer dans un long mouvement de grève, la plupart semblent déterminés.

Freinés jusqu'alors par un manque de structuration et de communication entre les crèches, cette grève distonne, qui a compté pour l'instant huit jours de fermeture des établissements, fait maintenant tâche d'huile. Par exemple, plus de 60 % du personnel des crèches des treizième et dix-septième arrondissements n'ont pas l'intention de baisser les bras. Cent quarante-deux des deux cents employés du dix-neuvième, elle, sont fermement décidées « à continuer coûte que coûte » tandis que d'autres, informées depuis peu, rient à peine dans le conflit.

POINT DE VUE

Le non-lieu dans l'affaire Luchaire

L'issue scandaleuse d'une affaire d'Etat

Par Daniel Jubert directeur de la rédaction de la « Presse de la Manche »

À justice a tranché : il n'y a plus d'affaire Luchaire. En prononçant un non-lieu à l'encontre des quatre inculpés, le juge d'instruction reconnaît qu'on peut, dans ce pays, s'adonner à un trafic illégal, portant sur des sommes considérables, en toute impunité.

On n'a peut-être expédié 450 000 obus en fraude vers un pays touché par une mesure d'embargo, faire transiter par des comptes occultes des millions de francs, distribuer de fausses « commissions » à des intermédiaires, sans encourir la moindre peine. Tous les faits concernant le trafic, que nous avons été les premiers à révéler, ont été confirmés par le très officiel rapport du contrôleur général des armées Barbe.

Ce rapport a donné les noms des principaux responsables de ces agissements illégaux. Quatre de ces « acteurs » de l'affaire ont été inculpés. Le juge Luchaire ne peut pas soupçonner d'avoir été « affecté par des pressions » pour entamer son enquête dans la mesure

où il n'a pas eu accès aux éléments détenus par la hiérarchie militaire. Ne disposant pas des moyens nécessaires à la manifestation de la vérité, il jette l'éponge en refermant le dossier.

De quelle justice s'agit-il ? Celle qui punit sévèrement le moindre trafic d'armes de guerre et qui ne touche pas à ces « criminels en col blanc » qui ont amassés des sommes considérables, en toute impunité. De quelle démocratie s'agit-il ? Quand on compare la France aux États-Unis, il y a toutes les raisons de ne pas être fier de son pays. Dans une véritable démocratie, on n'étouffe pas les scandales, on va jusqu'au bout parce qu'on estime que les citoyens ont le droit de savoir ce qui s'est passé, de connaître tous les détails.

Face au curieux consensus d'une classe politique où chacun se tient par la barbichette, face à une justice qui refuse les moyens d'exercer sa mission sans que ce comportement suscite la moindre indignation, les droits des citoyens ne passent pas inaperçus. Le pire vient du fait que certains jugeront parfaitement normal qu'un affaire qui commence par un scandale se termine par un autre scandale.

ARTS

Moore à la Fondation Pierre-Gianadda

Le sculpteur de la nature

Grande et belle rétrospective de Henry Moore à Martigny. Avec une question en suspens : ce Britannique était-il païen ?

A Martigny, dans le Valais, les sculptures de Henry Moore sont partout. Dans un jardin de pelouses et d'arbres fruitiers, les bronzes de Moore défilent sous les volutes du soleil, allongés sur leurs socles. Ils y sont bien. Peut-être même ne peuvent-ils être mieux, dans un site plus paisible, rangés dans un désordre plus élégant.

L'exposition est réussie, la Fondation Moore ayant prêté largement sculptures et dessins, près de deux cents œuvres en tout, de toutes les techniques et de toutes les époques.

Voici donc, sinon tout Moore — ce serait trop, car l'homme était prodigieux, — du moins une anthologie substantielle, une rétrospective de poids, une de celles qui permettent de reconsidérer l'artiste et sa place dans son siècle. La réputation de Moore était immense, et point seulement dans sa patrie anglaise, il convient de se méfier également de l'envie de s'accorder avec l'opinion générale et de celle de la contraindre par principe.

Que voit-on donc ? Un artiste britannique qui s'initie dans les années 20, à Londres, aux arts primitifs et à l'art moderne, Brancusi et Picasso associés, se rapproche ensuite du surréalisme et trouve après guerre sa manière, laquelle tient à une façon singulière de traiter le corps par le volume courbe. Le style oscille alors entre abstraction organique et figures monumentales. Les formes allongées et assises des années 50 et 60 symbolisent le processus. La tête est elliptique, les membres ronds et tubulaires, la poitrine ovale et saillante. Une jupe ou un drapé enveloppent le tronc, de telle sorte que la silhouette demeure tout entière prise dans un mouvement spirale qui va s'élevant et se rétrécissant. On croirait l'ellipse hémisphérique d'un coquillage, ou un être serpent et enroulé dont le corps se noue et se dénoue en boucles.

Tout relief effacé

Le bronze prête sa matière à ces exercices, un bronze que Moore n'hésite pas à faire patiner en doré quelques fois. Les surfaces sont lisses et invitent à la caresse, une caresse que rien ne doit contraindre, ni assés, ni détail. Tout angle est proéminent, tout relief effacé. L'œil se réduit à un cercle vide, la chair à une surface. Il faut que le geste du sculpteur semble sans fin, que son dessin ne se heurte à aucune droite. Style ou stylisation ? Système en tout cas, système posé à son paroxysme dans les œuvres les plus tardives, concrétions rondes de masses charnelles qu'aucun squelette ne soutient plus.

Ingres, l'ingres du *Bain turc*, dont Moore pourrait paraître l'héritier tardif, ne renonce pas à faire sentir l'os sous le muscle. Il déforme, mais sans rompre avec les apparences. Maillol, si voluptueux quand il évase les hanches de ses divinités paléennes, ne rompt pas plus avec la nature. Il l'empêche, voilà tout. Moore n'a pas de ces prudences : il étire, il pousse, il tend ses corps féminins jusqu'à les ramener à une ondulation ou jusqu'à les inscrire dans l'ovale de l'œil original.

Enf en effet : alors que Rodin, Matisse et Picasso exultent dans le bronze amoureux, la bacchante et la prostituée, Moore célèbre la mère. Il s'agit de suggérer que ses femmes portent une génération dans leurs flancs. Il exprime moins l'amour que la procréation. Moins l'érotisme que la fertilité. L'exposition en apporte des preuves inattendues quand elle révèle quelques pièces de Moore où le souvenir de



Henry Moore : « Girl with Chapped Hands », 1938. Hauteur : 38 cm.

Brancusi a dirigé la main du sculpteur, quelques autres archaïques, à la manière aztèque, et d'autres surréalistes.

Moore reprend à son compte le thème du *Baiser*, celle de la fusion, des corps qui se confondent

ou se distinguent à peine de la matière naturelle, pierre ou bois. Dans ces années de formation, Moore partage avec Brancusi le refus de la forme, le goût du matériel brut et simple et de la taille directe. Il érige alors les totems d'un

culte nostalgique de la mère Nature, étant à ce point convaincu de l'homogénéité de la création, homme compris, qu'il s'inspire de cailloux pour esquisser nus et maternités.

Plus tard, il prend l'habitude de transcrire dans le bronze ces effigies proches du primitif. Peut-être est-ce là que son œuvre court le plus grand danger. Il n'est pas certain qu'inspiration et technique s'accordent tout à fait et que la monumentalité luxueuse des pièces de 1950 ou 1960 convienne à des sujets si intimes. La molesse voulue des formes, la recherche d'une sculpture de la chair et de l'organique, la suavité des arrondis et des anatomies en grappe ne s'inscrivent pas sans peine dans le métal roide et froid.

Le dessin leur est plus accueillant, un dessin qui ne se limite pas à l'étude et à la recherche, car Moore aime à achever ses feuilles de croquis, les rehausse de pastel et d'aquarelle, souligne d'encre les contours et ombre les volumes. C'est dans ces travaux que se réalise le plus librement son idéal d'un art simple et décoratif. L'artiste multiplie les silhouettes, il peuple chaque feuille jusqu'à saturation de femmes-lianes, de femmes-amphores, de femmes-galets, idoles, fétiches, allégories de l'abondance.

A la fin de sa vie, revenant à une figure moins transposée, il a dessiné d'innombrables montons, des racines d'arbres et les portiques néolithiques de Stonehenge comme pour marquer encore une fois la permanence et l'ancienneté de son néopaganisme primitif. On peut certes demeurer réticent devant cet art monumental. On peut lui préférer le tragique de Giacometti et l'invention de Miro. Mais on ne peut nier sa cohérence.

PHILIPPE DAGEN.

* Fondation Pierre-Gianadda, Martigny, Suisse. Tous les jours, de 10 heures à 19 heures, jusqu'au 19 novembre.

Une galerie à ciel ouvert

Pour la première fois au monde, deux peintres vont exposer dans le ciel.

Le vernissage aura lieu mercredi 21 juin au-dessus de Paris.

Paris va compter pendant quelques jours un nouveau refuge pour l'art contemporain, la Galerie céleste. Mercredi 21 juin, deux gigantesques toiles de 300 mètres carrés, survoleront la Seine entre le pont National et le pont d'Iéna sur un drôle de chevalet, un ballon dirigeable. Habillé sur le thème de la liberté par le chanteur du graffiti new-yorkais Keith Haring d'un côté et par le peintre soviétique Erik Bouletov de l'autre, le dirigeable s'arrêtera au-dessus du Trocadéro le temps d'un vernissage, de 17 heures à 19 heures, puis il rebrousse chemin avant la tombée de la nuit. « Nous voulions faire sortir l'art des musées et le présenter au plus grand nombre d'amateurs possibles, alors nous avons pensé au ciel », explique Narsi Razavi, président d'Airstrip Services, à l'origine de ce projet.

Les deux créateurs ont travaillé sur du tissu aérien dont on fait les parachutes dans un garage désaffecté du 13^e arrondissement, juste assez grand pour abriter ces « fresques » monumentales. Pour que la surprise soit totale, Keith Haring n'a pas voulu dévoiler la teneur de son œuvre. Erik Bouletov a choisi d'illustrer sur un fond bleu-blanc-rouge un terme très à la mode dans le monde entier : Perestroïka. Les organisateurs espèrent d'ailleurs obtenir l'autorisation de voler pendant la visite de Mikhaïl Gorbatchev en juillet prochain. Le numéro un soviétique pourrait ainsi admirer les effets de sa politique dans le ciel parisien. En attendant, la Galerie céleste fera le tour du périphérique du 21 au 24 juin. Ce jour-là, elle s'ancrera au-dessus de la tour Eiffel où seront reçus les maires des douze capitales de la Communauté européenne (de 20 heures à 21 heures).

Nul ne sait aujourd'hui où les deux œuvres atterriront. Le dirigeable, quant à lui, a été loué par le ministère de l'Intérieur. Il veillera sur la capitale pendant les heures chaudes de la commémoration du Bicentenaire.

B. M.

VENTES

Arts primitifs

« En France, lorsqu'une commande Louis XV part pour l'étranger, personne n'est choqué. En revanche, on voit du sang derrière chaque objet précolombien que l'on présente en vente », commente Jacques Blazy, marchand et expert. Il est vrai que le problème posé par le pillage systématique de certains sites d'Amérique du Sud et le nombre important de faux en provenance de Colombie ne sont pas pour arranger les affaires d'un marché encore confidentiel. On ne démonte bien souvent que quelques milliers de collectionneurs, américains et européens.

De plus, le marché de l'art précolombien se traite essentiellement en dehors des ventes publiques, par le biais d'une dizaine de marchands internationaux. Enfin, les plus belles ventes ont lieu aux Etats-Unis, l'Europe ne comptant que cinq ou six ventes aux enchères par an uniquement consacrées à l'art précolombien. A l'exception de ces vacations spécialisées, ces objets se vendent bien souvent de faire-valoir à l'art primitif africain, la vedette du moment.

Les 27 et 28 juin prochains, M^e Loudmer mettra en vente la collection d'Yves Sabolo, industriel français qui, pendant dix ans, a amassé quelques mille objets de la civilisation tswana, une des cultures les plus anciennes (de 500 avant J.-C. à 500 après J.-C.) et une des plus belles de l'Afrique précolombienne. Le catalogue est préfacé par Jacques Soustelle, tout comme le volume qui servit de catalogue à l'exposition de cette collection, en 1986, au Musée Rath à Genève. Ils devraient en toute logique rassurer l'acheteur éventuel. A condition de tenir compte de l'avertissement de l'expert, qui rappelle que l'état des pièces n'est pas mentionné et que par conséquent un examen est fortement recommandé avant tout achat.

Un marché très en retrait

Il est vrai que les estimations restent modestes (entre 3 000 F et 100 000 F) pour ces œuvres de petite taille, symbolisant la mort et la résurrection et la dualité de la personnalité, que les Indiens tswana illustrent par des masques tels le *Masque fermé*, aux yeux bridés. Estimé entre 50 000 F et 100 000 F, il pourrait bien intéresser le marché japonais. Le voyage vers l'au-delà ou la vie spirituelle est représenté par des amours phalliques (entre 3 000 F et 10 000 F), tandis que la virilité se décline sur une multitude de sculptures et de médallions érotiques, comme une céramique de 15 centimètres de haut représentant un homme et une femme pratiquant le coït anal (50 000 F). La vie quotidienne est présentée avec une tête en céramique dont la coiffe est en forme d'oiseau (4 000 F). La civilisation tswana, qui s'est développée aux confins de la Colombie et de l'Equateur, ne manque pas de faire référence à la femme et à la fécondité, à la vieillesse et à la maladie.

Le marché précolombien reste encore très en retrait de celui de

l'art africain. Ce dernier, qui a, dès le début du siècle, bénéficié de l'engouement des milieux littéraires et artistiques, est resté longtemps raisonnable. Aujourd'hui, le temps où des objets disparates faisaient leur apparition à Drouot, au milieu de mille autres choses, à l'occasion d'un défilé ou d'un héritage semble révolu. Les prix de l'art nègre grimpent tous les jours à Paris comme à New-York, même si, comme le fait remarquer Bernard de Grunne, expert chez Sotheby's, il est encore sous-estimé, puisqu'il n'a pas dépassé « le seuil fatidique du million de dollars ». A Paris, la vente de la collection Tzara aura marqué, ces derniers mois, un tournant dans ce domaine. La saison des ventes aux enchères s'achève par deux belles ventes à Paris et à Londres, consacrées aux arts primitifs.

A signaler chez M^e Loudmer une tête Fang-Betai à la belle patique laquée noire (500 000 F). Une statue féminine Senufo, pilon de danse pour les rituels de la société initiatique du Poro (1 000 000 F), ravira peut-être la vedette à une figure de reliquaire Kota, aujourd'hui très recherchée (1 200 000 F). Chez Sotheby's, la vedette sera sans doute tenue par les bronzes du Bénin (Nigéria), dont les pièces sont presque toutes estimées à plus de 1 200 000 F.

ALICE SEDAR.

* Ventes : M^e Loudmer, art tswana, les 27 et 28 juin à Drouot-Richelieu ; M^e Loudmer, arts primitifs, les 28 et 29 juin à Drouot-Richelieu ; Sotheby's à Londres, arts primitifs, le 3 juillet.

Deux records

Un tableau du peintre italien Piero di Cosimo a été adjugé 19 millions et demi de francs dimanche 18 juin à Roubaix, constituant un record de vente en France pour un tableau ancien. Exécuté au début du XVI^e siècle, *la Madone à l'enfant Jésus* n'était pourtant estimé qu'à 500 000 francs. Son achat près de vingt fois plus cher par un musée américain prouve que l'art ancien est aujourd'hui de plus en plus convoité (lire *le Monde* du 14 juin).

A Londres, chez Sotheby's, un marchand d'art français a réalisé une autre performance lundi 19 juin en achetant près de vingt millions de francs un manuscrit enluminé français du XV^e siècle, un record pour une telle œuvre.

Un colloque pour le cinéma

Cerisy-la-Salle consacre du 20 au 30 juin un colloque international sur l'œuvre de Christian Metz et sur l'état actuel de la théorie du cinéma. De nombreux participants venus du monde entier participeront à des tables rondes sur la photographie et l'image fixe, la psychanalyse et le cinéma ou la théorie du cinéma et des sciences sociales.

* Centre culturel international de Cerisy-la-Salle (50210). Tél. : 33-46-91-66.

CANAL+ DE VIE



LA MEMOIRE DU XX^e SIECLE • 21 JUIN • 20 H 30

Charles Trenet a traversé ce siècle en chantant la joie, la poésie et l'humour. Dans cet hommage à la vie, à sa vie Charles Trenet évoque ses souvenirs et ses amis, du Chevalier à Cabrel, de Graciosa Man à Renaud. Canali, c'est plus de vie.

CANAL+

LA TELE PAS COMME LES AUTRES

Fermeture du Louvre (suite et fin)

Comme il fallait s'y attendre, devant l'avalanche des protestations, le ministère de la culture vient de réduire le nombre des jours de fermeture du Louvre pendant la réunion des chefs d'Etat à Paris. Finalement les portes du musée seront closes jeudi 13 juillet au samedi 15 juillet. En revanche, elles seront exceptionnellement ouvertes le mardi 11 juillet, jour de fermeture hebdomadaire.

مكتبة المصلح

MUSIQUES

Les rapports de Radio France et du Théâtre des Champs-Élysées

Une mise au point de M. Georges Hirsch

Après la publication d'une information sur l'éventuelle maîtrise de la programmation du Théâtre des Champs-Élysées par Radio-France (le Monde du 20 juin), nous avons reçu de M. Georges Hirsch, directeur général de ce théâtre, la mise au point suivante.

1) Il n'y a jamais eu d'assemblée générale ni de conseil d'administration de la S.A. Société d'Exploitation du Grand Théâtre des Champs-Élysées le 13 juin dernier ; l'information que vous rapportez n'est donc pas le reflet de la réalité.

2) Programmation. La programmation que j'ai personnellement proposée au conseil d'administration depuis maintenant six ans a toujours été approuvée à l'unanimité.

Il est cependant apparu il y a maintenant un peu plus de six mois une divergence de vues entre l'actionnaire majoritaire depuis octobre 1988, la Caisse des Dépôts et Consignations (qui est en même temps notre propriétaire et le premier de nos mécènes) et moi-même sur l'activité lyrique du TCE dans les saisons à venir.

Pour répondre au souhait de la Caisse des Dépôts et ne désirant pas faire du Théâtre des Champs-Élysées un théâtre d'opéra, j'ai toujours indiqué que la programmation éclectique de « musiques » devait faire une place à l'opéra que je situe autour de deux ou trois productions ou co-productions « maison » par saison.

Cette règle a souffert deux exceptions :

a) en plein accord avec le conseil d'administration, la saison de réouverture (87-88) devait comporter davantage de productions lyriques, mettant ainsi en valeur les nouveaux équipements scéniques du TCE.

b) La saison prochaine (89-90) qui, bien que ne faisant place qu'à une seule co-production du TCE avec l'Opéra de Montpellier et l'Opéra de Nantes, accueillera, par ailleurs – sans en être le producteur, une saison d'opéras russes importante avec le théâtre Maly, sous la responsabilité financière d'une société de production privée, permettant ainsi de satisfaire un public sans cesse croissant d'amateurs d'opéra « en manque » la saison prochaine, compte tenu de la fermeture du Palais Garnier au lyrique et de la montée en puissance de l'Opéra de la Bastille qui n'aura pas encore atteint son rythme de croisière.

Vous faites, par ailleurs, état d'un « certain manque de cohérence dans la programmation depuis la réouverture ». La programmation n'est, en fait, qu'une adéquation parfaite des installations rénovées avec un lieu prestigieux consacré aussi bien – compte tenu des possibilités d'alternances rapides et de son acoustique – aux concerts, aux ballets, aux récitals, qu'à l'opéra, à la Caisse des Dépôts ayant – comme vous le soulignez – investi beaucoup d'argent dans les travaux et, en particulier, dans la mise en place d'une technique moderne.

J'ajoute, enfin, que personne ne se hasarderait à dire que la programmation présentée jusqu'ici n'a pas été « digne de ces lieux », la critique

elle-même venant de couronner par son Prix annuel de la critique musicale ma production de *Guillaume Tell*, projet que j'ai mené avec ténacité depuis plus de cinq ans.

Que dire, par ailleurs, de la venue de Herbert von Karajan et la Philharmonie de Berlin ou du retour de Vladimir Horowitz après quarante ans d'absence, de notre nouvelle *Tétralogie*, coproduite avec l'Opéra de Nice ou de notre dernière production de La Somnambule, pour ne citer que cela.

3) Déficit. La réalité est la suivante : compte-tenu des apports en mécénat divers et, en particulier, de la Caisse des Dépôts à hauteur de 8 millions de francs, au 31 août 1988, date de clôture de l'exercice, le déficit était (compte-tenu de l'année de fermeture non génératrice de recettes et de la masse salariale restant à la charge de la société d'exploitation) de 3,7 millions de francs que nous devrions combler pour partie à la fin de l'exercice 1989 et résorber totalement sur les trois saisons à venir.

Le chiffre de 15 millions de francs dont vous faites état est en réalité celui qui a été avancé lors de plusieurs conseils d'administration comme représentant la somme « idéale » à trouver chaque année en plus des recettes des manifestations qui financent à elles seules plus de 70 % des dépenses de la saison, pour que le théâtre puisse vivre normalement.

Je rappelle à titre de comparaison que le TNP Châtelet qui a la même exploitation que nous sur le plan artistique bénéficie d'une subvention d'environ 60 millions de francs par an.

Je crois pouvoir dire sans aucune auto-satisfaction que notre théâtre est le seul en Europe (je parle bien évidemment de l'Europe d'Occident) à fonctionner de cette manière avec une programmation de cette qualité – ceci restant évidemment très subjectif – avec en tout et pour tout 8 millions de francs de mécénat pour près de deux cent trente manifestations (concerts, récitals, ballets, opéras) la saison prochaine et – je le rappelle – sans aucune subvention, le théâtre des Champs-Élysées étant un théâtre privé.

5) Rapports avec Radio-France. Je souhaite, depuis maintenant six ans, qu'une des formations de Radio-France s'installe au théâtre des Champs-Élysées et me réjouis que cette solution puisse enfin voir le jour, si ce que vous écrivez est exact, grâce à une part à la volonté de l'équipe dirigeante de Radio-France d'autre part à l'évacuation de locaux récemment libérés dans l'immeuble.

Je ne sais, au moment où j'écris ces lignes, quel sera le sort du théâtre des Champs-Élysées à partir de septembre 1990. Ceci est en discussion, mon mandat à la tête du théâtre expirant en août 1990. Ce que je sais, c'est que je continuerai à défendre une programmation pluraliste de haut niveau faisant place à quelques opéras rarement joués (cf. *Guillaume Tell*, *Sonnambula*...) dans ce superbe théâtre servi par un personnel exemplaire.

Si l'actionnaire majoritaire souhaite modifier la politique artistique du TCE de telle sorte que je ne puisse la reconnaître, nous nous séparerons. Mais ceci fera l'objet d'un autre épisode du roman-feuilleton qu'on adore écrire à Paris, tant il est vrai que les querelles de personnes occultent trop souvent l'intérêt des seules institutions.

• La Caisse des Dépôts octroie 8 millions de francs au titre du mécénat à la société d'exploitation qui doit par ailleurs faire face à des dépenses (loyers et charges) d'environ 3,5 millions en année pleine facturés par la SITCE propriétaire du bâtiment et filiale de la Caisse des Dépôts.

Comédie musicale et nationalisme à Erevan

Don Quichotte en Arménie

Après deux mois de deuil, les théâtres ont rouvert leurs portes à Erevan.

Sur fond de colère et de tristesse, la première comédie musicale arménienne est née :

Cervantès revu par Boulgakov

et adapté par Narek Dourian, jeune acteur-musicien de la diaspora française.

Don Quichotte y meurt debout, en vrai héros national.

« A Pékin, tout va bien. Gorbatchev en part faire du tourisme en Allemagne, c'est ce qu'il sait faire de mieux... » Réponse laconique, la semaine dernière, d'un chauffeur de taxi d'Erevan à qui nous demandions quelques nouvelles du monde. Taxi ? Non, simple automobiliste, qu'il suffit d'arrêter dans la rue, embryon d'entreprise individuelle (à la sortie de la ville, les paysans aussi vendent directement yaourts, fruits et légumes, sans passer par les magasins d'État). Finalement, notre chauffeur refusa les trois roubles prévus par le tarif parallèle. Sans doute parce que notre interprète lui avait demandé de tourner autour de la place de l'Opéra, rebaptisée « place de l'Indépendance » et préfecte symboliquement à la place Lénine par les manifestants nationalistes d'Erevan. Aujourd'hui, la place est occupée, si l'on peut dire, par l'armée soviétique : des pelles et des pioches sont à la main, le macadam arraché par plaques et de larges excavations creusées. Officiellement, donc, la place de l'Opéra est en travaux. Il y règne un grand calme. Seuls les promeneurs non arméniens ont l'autorisation de s'asseoir au bord du bassin.

La journée de la veille avait été consacrée à « visiter » Leninakan : une riche cité de 250 000 habitants réduite de moitié – seule la partie ancienne de la ville a résisté au tremblement de terre – et à évaluer, sans même pouvoir se reposer, dans ce qui reste de Spitsak : rien. Bouteilles, lampes, tableaux d'immeubles qui chaque jour continuent de s'écrouler par fragments six mois après le séisme. Un survivant sur deux habitants. Pour l'instant relégués à un kilomètre de là dans les campements où s'alignent au carré les petites maisons immaculées apportées par les Italiens ou les Finlandais. La « vraie » ville va être rasée et construite de neuf un peu plus loin dans la vallée. « Typique concept soviétique », nous dit une jeune femme ingénieur dans son mauvais français. La reconstruction

a été confiée à des ouvriers russes, qui gagnent 1 000 roubles quand un ouvrier arménien en gagne 120 : ils n'ont aucune raison de se presser. On nous a dit que Spitsak serait reconstruite en deux ans, tout le monde a rigolé. Et comme les Russes y mettront toujours autant de plaisir et aussi peu de ciment, on ne peut qu'espérer qu'il n'y aura pas de nouveau tremblement de terre.

Tout ici, y compris les moindres détails de la vie quotidienne, est l'occasion de manifester son « arménité ». Pas seulement en montrant de loin la centrale nucléaire construite à 30 kilomètres d'Erevan, en pleine zone de séisme (et aujourd'hui fermée) ; en flairant l'air, saturé d'émanations chimiques (« On pourrait être un grand, comme la Géorgie, on a fait de nous la poubelle de l'Union soviétique ») ; en évoquant le nombre inquiétant des cancers dus à la pollution. Mais, sur un fond d'immense tristesse, d'amer scepticisme et de récits d'apocalypse, tout simplement, on fait des plaisanteries. Sur la femme de Gorbatchev (« c'est elle qui porte la culotte ») ; ou sur la loi tout nouvellement instaurée qui interdit d'exposer des autocollants publicitaires sur les voitures. On chante des chansons aussi, vieux appels aux armes contre les Turcs, que l'on clame à pleins poumons, poing droit levé, même si on les réserve pour les fêtes à la campagne, après quelques verres de cognac arménien. Et puis on monte en voiture par fourrés et on va longer pour prendre l'air la frontière azérbaidjanaise. Les « Turcs » sont là, tout près. Les enfants portent les jumelles. Chacun scrute à son tour les khokozes déserts. « Ces peupliers, nous les avons semés, ce fut notre terre... »

Et les théâtres font le plein à Erevan. La plupart des spectacles ont, nous dit-on, l'actualité pour sujet. En particulier, les conflits entre Arméniens de la diaspora et les Arméniens du cru, sur le thème : « Ceux qui ont quitté le pays n'ont pas de conseils à nous donner. » Narek Dourian a quitté le pays, précisément. En voyant les images du tremblement de terre, sur sa télévision, en décembre dernier, il s'est demandé « comment il allait bien pouvoir aider ceux de là-bas ». Acteur, il a appris son métier à Erevan (il jouait le rôle du compositeur dans le *Salomé* de Moussorgski, mis en scène par Liontimov au palais Garnier). Musicien (son père est chef d'orchestre, directeur musical de l'Opéra d'Avignon, exilé depuis 1974, en voie de réhabilitation), il a joué du piano dans les bars marseillais avant de se lancer dans la comédie musicale et la mise en

scène d'opéra (le Monde du 9 novembre 1988). Sa contribution à l'aide internationale allait donc être ce *Don Quichotte* joué, dans et chanté qu'il a adapté de Boulgakov et fait travailler d'arrache-pied à une troupe essentiellement empruntée au Théâtre national des adolescents d'Erevan. « Nos acteurs, dit-il, sont parfaits dans Shakespeare et Dostoïevski, mais ils n'ont jamais appris à bouger sur une scène ni à répéter plus d'une heure par jour sans bâiller. » Contre vents, marées et pompiers récalcitrants (« les scellés étaient posés sur la réglementation ; j'ai compris que je n'étais pas vraiment désiré par les autorités »), le petit frère de la diaspora a finalement rendu un peu de fierté professionnelle à une poignée d'acteurs désabusés. « Je l'ai fait pour mon père », dit-il.

C'est ce qu'on bien compris les compositeurs, les intellectuels, les militants culturels venus applaudir la première. Un *Don Quichotte* à clés ? Rien de moins évident pour un étranger. Mais certains contrechamps discrets n'étaient rien d'autre que des hymnes patriotiques connus de tous. Quand au dénouement, il était évident, à voir le nombre de poings levés dans la salle, que « Dulcinea représentait l'Arménie, rêvée et inaccessible, que Sancho Pança symbolisait la diaspora et que Don Quichotte incarnait notre héros, Andranik ».

« Quand le spectacle viendra à Paris, il faudra que je force encore un peu sur l'Arménie », sourit Narek. Il est vrai que hors du contexte...

ANNE REY.

★ Charles Aznavour donne, ce mardi 20 juin, un concert unique au Palais des congrès au profit d'Hôpital sans frontière et de l'Association Aznavour pour l'Arménie. En outre, SOS-Arménie patronne un concert donné au profit des sinistrés par des groupes rock semi-professionnels, vendredi 23 à l'Usine Spégnère, 14, rue David-d'Angers, 75019 (concert organisé par le comité Vars-Arménie, créé par une classe de terminale du lycée Montaigne après la mort accidentelle d'une élève hongroise qui avait entrepris une action de solidarité avec les victimes du séisme).

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Centre Culturel portugais Mercredi 21 juin 20 h 25 51, rue d'Almeida 75116 Paris T. : 47-50-80-84 (p.a. Valenciennes)

AUDITORIUM des Halles Poë Salen-Berthouze Jeudi 22 juin 20 heures Lun. à OPÉRA de PARIS T. : 47-42-53-71 à l'Auditorium le soir du concert (p.a. Valenciennes)

Albany de Roycey (Val d'Oise) Dimanche 25 juin 20 h 30 (11-30-30-18) (p.a. Mondial Musique)

Théâtre Athénien L.-Jouvet Lundi 26 juin 20 h 30 (p.a. Valenciennes Montargis)

Eglise de Germiny-de-Pré Mardi 27 juin 21 heures 04-43-57-17 48-42-88-88 (p.a. Mondial Musique)

La Vieille Chartre Mercredi 28 juin 21 h 30 (p.a. Mondial Musique, Warner)

MARIUS CONSTANT « DES DROITS DE L'HOMME » ORATORIO DRAMATIQUE (Création) avec ALAIN CUNY, MARIE ATGER (ELISABETH CHORNAKKA) Chœurs d'URSS, de Hongrie Orchestre philharmonique et chœurs de l'Opéra de Marseille (200 exécutants)

Abonnement 89 90

Brochure gratuite sur demande 42 60 94 27

EK

Centre Georges Pompidou

IRCAM

INVENTAIRES

de Philippe MUYAMA

avec Florence GONNETTI, José RABIER - ENA SCRO, Jean-Jacques SCHEFFER

THEATRE EUROPE

DIALOGUES MANQUÉS ANTONIO TABUCCHI

Mise en scène Henning BROCKHAUS

avec Roland Amstutz, Michel Bony, Monique Couturier, Philippe Paimblanc, Lino Troisi

En langue française et en langue italienne

18H PETIT ODEON 4325 70 32

DANSE

Différend entre Sylvie Guillem et l'Opéra de Paris

Sylvie Guillem ne viendra pas danser comme prévu au Grand Palais, avec le ballet de l'Opéra de Paris, *Don Quichotte*, le 24 juin, et le *Loc des cygnes*, le 1^{er} juillet. Un nouveau différend s'est, en effet, élevé entre elle et l'administration de l'Opéra. Dans une lettre publiée hier par le *Figaro*, Rudolf Nureyev accuse l'étoile d'« exigences exorbitantes », lui reprochant notamment de demander l'envoi d'un répétiteur à Londres – où elle est retenue par ses représentations de la *Belle au bois dormant* – et trois costumes neufs (un par acte de *Don Quichotte*) pour une seule représentation.

Sylvie Guillem rétorque que des costumes neufs, même pour une seule représentation, sont fournis par des théâtres comme Londres ou Milan, qui ont moins d'argent que l'Opéra de Paris ; et que les trois jours de répétition à Paris proposés par l'Opéra étaient insuffisants pour travailler *Don Quichotte*, qu'elle n'avait pas dansé depuis deux ans et demi.

« Quand je prend le risque, dit-elle, de danser ce ballet difficile après six jours de répétition seulement, je ne comprends pas que l'Opéra réduise encore ce temps. » S. de N.

Trois Zénith en construction

M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, vient de nommer M. Bruno Llon chargé de mission pour le rock et les variétés. Agé de vingt-six ans, M. Bruno Llon est président du Centre d'information du rock et, à ce titre, il a participé à l'élaboration de plusieurs guides : *l'Officiel du rock* (88 et 89), *Rock et métal*, *Profession artiste*.

Trois dossiers de Zénith sont actuellement avancés au ministère et devraient aboutir rapidement à la construction d'une grande salle rock-variétés à Chassieu, près de Lyon, à Marseille et à Saint-Quentin dans les Yvelines. Par ailleurs, une quarantaine de petites salles de moins de cinq cents places sont en projet et leur réalisation repose sur un accord avec les municipalités concernées. Une première salle de ce type, un « pub-rock » – le Plan – va s'ouvrir à Ris-Orangis et programmera trois concerts par semaine.

Autres préoccupations du ministère concernant le rock et les variétés : la place de la musique populaire française dans le futur marché européen et la remise à jour d'une législation dépassée des spectacles. C. F.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

58, rue de Richelieu, PARIS-2 - 47-03-81-10

1789 : LE PATRIMOINE LIBÉRÉ

GALERIES MANSART ET MAZARINE

Tous les jours de 12 heures à 18 heures

DU 6 JUIN AU 10 SEPTEMBRE

THEATRE RENAUD BARRAULT

3, 10, 17 Juillet

LEVÈNEMENT LYRIQUE DU BICENTENAIRE A PARIS

LE THEATRE FRANÇAIS DE LA MUSIQUE PRÉSENTE

LA LEGENDE DE JOSEPH EN EGYPTÉ

LE CHEF D'ŒUVRE DE ETIENNE MEHUL

MISE EN SCÈNE PIERRE JOURDAN

ENGLISH TRANSLATION AVAILABLE

AVEC LE SOUTIEN DE LA MISSION DU BICENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE PÉRIODE DE LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PRODUCTION DE LA SCÈNE « LE CHANT DU MONDE » DE LA MAISON DE LA CULTURE D'AMBOISE

LOC. 42.56.08.80

AGENCES FNAC

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Une mouche qui fait mal

Une mouche redoutable pour l'homme et surtout pour le bétail menace l'Afrique, le Proche-Orient et l'Europe méditerranéenne.

UN nouveau danger menace l'Afrique : depuis le mois de juillet 1988, on a signalé l'apparition, dans la région de Tripoli (Libye), d'une mouche américaine, *Cochliomya hominivorax*, lucilie bouchère américaine en français (Cochliomya hominivorax, pour les entomologistes). Cette mouche est redoutable. La femelle est attirée par la moindre blessure récente de tous les animaux à sang chaud — homme compris. Là, elle pond de cent cinquante à quatre cents œufs en une fois. Étant entendu qu'une lucilie bouchère américaine femelle adulte vit, en moyenne, deux semaines et que, pendant ce laps de temps, elle pond, en plusieurs fois, jusqu'à quatre mille œufs.

Les larves éclosent en douze ou vingt-quatre heures et elles dévorent les tissus de leur hôte. Augmentant ainsi les blessures initiales, elles arrivent à faire des lésions importantes et peuvent entraîner la mort d'un bœuf en une dizaine de jours, d'un chien en une semaine.

Sept jours environ après leur éclosion, les larves se laissent tomber à terre, s'enfouissent dans le sol, y deviennent « pupes » (c'est-à-dire nymphes) qui se transforment en adultes en sept à dix jours si les conditions d'humidité et de température sont favorables. Les nouvelles femelles, après leur fécondation, partent à la recherche de sang frais, les charognes les attirant peu.

La lucilie bouchère américaine a une longueur de 8 à 12 millimètres.

Elle est bleu verdâtre avec trois bandes longitudinales noires sur le thorax, une tête jaune et des yeux rouge-orangé. Les adultes, dotés de deux ailes comme toutes les mouches, volent bien. On en a repéré qui avaient parcouru, au cours de leur courte vie, une distance de 300 kilomètres. On ne les voit qu'autour du bétail. Les températures inférieures à 10°C leur sont fatales. Mais les régions d'élevage ainsi « libérées » de la lucilie bouchère américaine sont vite réinfestées de proche en proche par les vols des insectes adultes et aussi par les transports de bétail contaminé.

Le danger est très réel. Les dégâts provoqués chaque année

dans le bétail du continent américain par la lucilie bouchère américaine sont estimés à plusieurs centaines de millions de dollars. On a signalé des cas où 20 % des troupeaux mouraient. Sans compter les attaques de cette mouche sur la faune sauvage, très difficile à surveiller. Sans compter non plus les victimes humaines (une centaine de 1859 à 1893), décomptées dans divers pays et files du Nouveau Monde. Des cas de « myiase » (maladie provoquée par une larve de mouche) ont déjà été signalés par l'hôpital de Tripoli.

La menace qui pèse sur l'Afrique, et aussi sur l'Europe tempérée et le Proche-Orient, est suffisamment sérieuse pour que la FAO (Food and Agriculture Organization), organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, s'en préoccupe. Elle a envoyé récemment des missions en Libye puis en Tunisie, en Égypte et en Algérie, même si aucune lucilie bouchère améri-

caine n'a encore été signalée hors de la Libye. La FAO a réuni au début du mois de juin des spécialistes des services vétérinaires de plusieurs pays du nord de l'Afrique. Le directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, a entamé les procédures nécessaires à la mise sur pied de mesures d'urgence propres à lutter contre cette terrible mouche auxquelles ont déjà été affectés 500 000 dollars. Et il a prévenu du danger tous les États membres concernés, soit la moitié nord de l'Afrique, le Proche-Orient et l'Europe méditerranéenne, dont la France... Mais la lutte pourrait coûter plus cher que le combat contre les criquets.

Des usines à lucilies

De son côté, l'Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) ne reste pas inactif puisque ses experts sont actuellement « prêts » à la FAO et participent aux missions envoyées par cet organisme.

Les moyens de lutte existent et sont utilisés avec succès aux États-Unis et au Mexique, en particulier la lutte biologique depuis 1960. Cette année-là a commencé aux États-Unis (et en 1976 au Mexique) l'élevage des lucilies bouchères américaines dans des « usines » spéciales. Les « pupes » de six jours sont exposées pendant une minute et demie à des radiations gamma de 6 000 rads. Elles se transforment normalement en adultes, à cela près que ceux-ci sont stériles.

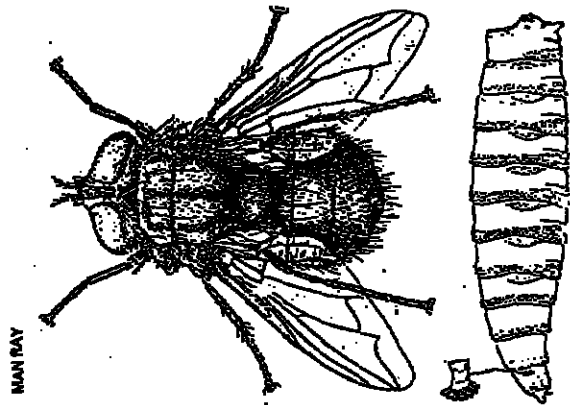
Ces mouches stériles sont lâchées par avion en très grand nombre (1 000 à 5 000 par kilomètre carré) au-dessus des zones

infestées. Les mâles stériles recherchent leurs partenaires sauvages et fécondes mais, bien évidemment, ces accouplements ne donnent aucune descendance et les populations de lucilies bouchères américaines s'éteignent peu à peu. L'usine du Mexique, selon M. Michel Clair, spécialiste du CIRAD, produit actuellement par semaine quelque 500 millions de lucilies bouchères américaines stériles. Coût de ce mode de

lutte : environ 1 000 dollars par million de mouches stériles.

Sont efficaces, elles aussi, les méthodes de traitement des plaies et de pulvérisation des animaux avec certains produits insecticides. Mais il faut y ajouter de vastes campagnes d'information, en particulier chez les éleveurs, surtout dans les pays où personne ne connaît encore la lucilie bouchère américaine.

YVONNE REBEYROL



A gauche, un sujet adulte de *Cochliomya hominivorax* (8 à 12 mm) ; à droite, une larve de troisième âge. D'après The flies that cause myiasis in man, de Maurice James (1947).

LE REBOND DES CRIQUETS

LA menace que fait courir à l'Afrique la lucilie bouchère américaine ne doit pas faire oublier celle des criquets pèlerins (*Schistocerca gregaria*). En avril dernier, la FAO avait fait savoir que « la menace d'invasion acridienne avait pratiquement disparu en Afrique et au Proche-Orient ». Mais elle précisait en même temps, avec beaucoup de prudence, que « la surveillance reste essentielle pour détecter tout nouveau développement » du péri acridien (le Monde du 24 mai).

Cette prudence était justifiée. Depuis un mois, des reconnaissances (malheureusement courtes et ponctuelles) ont signalé des bandes de larves, des jeunes ailés immatures et quelques essaims d'adultes dans tout le Sahel, dans les massifs montagneux du Sahara et aussi aux alentours des zones habitées et donc cultivées.

Il semble ainsi qu'une partie des populations de criquets pèlerins, qui avaient prospéré l'année dernière au Sahel grâce à une bonne saison des pluies, sont restées sur place, pendant l'hiver 1988-1989, sous forme de groupes dispersés et dis-

crets. Ces « poches » servent de réservoirs d'où risquent de bientôt sortir des essaims importants. Peu après les premières pluies (depuis la fin avril, dans le sud du Sahel, en juillet dans le nord), les pontes commencent et les criquets pèlerins ailés qui en sortent risquent de se diriger vers l'est et ainsi de réinfester l'Afrique orientale où, jusqu'à présent, aucune trace prémonitrice de la reprise du fléau n'a été signalée.

Il y a aussi les criquets pèlerins qui ont passé l'hiver dans le nord du Sahel. On en a signalé dans toute la zone s'étirant de la Mauritanie au Tchad. Ceux-ci se dirigent vers le sud à la rencontre des pluies arrivant du golfe de Guinée.

Les criquets pèlerins venant du sud et du nord risquent ainsi de se retrouver prochainement entre les 13° et 14° parallèles, c'est-à-dire dans le Sahel des cultures.

Bien entendu, la situation évoluera en fonction de l'abondance ou de la rareté des pluies de cette année. Mais ce qu'on sait actuellement ne peut qu'inciter à la vigilance.

Y. R.

Avorter à domicile

Vingt mille Françaises ont, en un an, eu recours au RU. 486. Avantages et contraintes des médicaments abortifs.

C'EST une étape importante dans l'histoire de l'avortement qui vient d'être franchie avec la démonstration que l'on peut interrompre un début de grossesse non plus de manière chirurgicale, mais grâce à la simple association de deux médicaments. En douze mois près de vingt mille femmes ont, en France, eu recours à cette méthode qui suscite un très vif intérêt à l'échelle internationale. Une méthode abortive qui, à cause précisément de la facilité, apparente du moins, de sa mise en œuvre, soulève aujourd'hui de nouvelles questions en même temps qu'elle réveille de vieilles polémiques.

Synthétisés dans les années 80 par une équipe de chimistes de la société pharmaceutique Roussel-Uclaf, le RU. 486 est une molécule présentée sous forme de pilule aux effets « anti-progestérone ». Elle s'oppose à l'action de l'hormone naturellement sécrétée par la femme et indispensable à l'évolution de la grossesse. Expérimenté dès 1982, le RU. 486 ne put être véritablement utilisé qu'à partir de 1986. A cette époque, en effet, on parvint à augmenter son efficacité (qui, dans le meilleur des cas, ne dépassait pas 80 %) en lui associant des prostaglandines, substance stimulant la contractilité du muscle utérin.

La première étude menée sur un millier de cas mais ne comportant que le RU. 486 ne permit pas aux laboratoires Roussel d'obtenir, début 1988, une autorisation de mise sur le marché. Celle-ci fut accordée en septembre dernier. Quelques semaines plus tard,

cédaient officiellement à des menaces de boycottage de ses produits, Roussel-Uclaf décidait d'intégrer la distribution du RU. 486, avant de revenir rapidement sur sa décision à la demande expresse de M. Claude Evain, ministre de la santé.

Si l'on excepte cet épisode qui vit une nouvelle fois s'enflammer partisans et adversaires de l'avortement, on était, depuis 1988, dans une situation tout à fait originale. Bien que non officiellement commercialisés, le RU. 486 était distribué gracieusement par son fabricant aux centres agréés qui en faisaient la demande, qui d'ailleurs se révélait vite beaucoup plus importante que prévu.

En présence du médecin

« Nous avons mis en place, dès le départ, un essai clinique à but didactique, explique le docteur André Ulmann, directeur médical des laboratoires Roussel. Les centres auxquels nous fournissons le médicament s'engagent à nous retourner une série d'observations médicales. Au total, le RU. 486 a, depuis mai 1988, été utilisé dans vingt mille cas. Lorsqu'il est associé à des prostaglandines, son efficacité atteint 96 % chez les femmes enceintes de moins de sept semaines, cette période étant calculée à partir des dernières règles. Pour les 4 % restants, soit l'expulsion avait été incomplète (3 %), soit la grossesse avait continué d'évoluer, et il a fallu avoir recours à la technique de l'aspira-

tion, avec succès. Aujourd'hui nous distribuons 150 traitements par jour, ce qui correspond à 20 % de toutes les interruptions volontaires de grossesse pratiquées en France ».

L'association RU. 486 - prostaglandines a donc pleinement confirmé son efficacité sur une large échelle. Elle peut, dès lors, être présentée aujourd'hui, du moins pour les grossesses de moins de sept semaines, comme une solution de rechange médicamenteuse, à l'avortement chirurgical.

Comment, en pratique, les choses se passent-elles ? Une fois

le diagnostic de grossesse établi, et après l'entretien prévu par la loi de 1975 (au cours duquel la femme confirme sa volonté d'avorter), le comprimé de RU. 486 (ou Mifegyne) doit être absorbé en présence du médecin prescripteur travaillant dans un centre d'orthogénie agréé. La femme doit, par ailleurs, signer un document précisant qu'elle est volontaire et dûment informée des propriétés de ce médicament. Les prostaglandines ne sont administrées que deux à trois jours plus tard (soit par voie intramuscu-

laire, soit sous forme d'ovules vaginaux), la femme devant revenir au centre d'orthogénie. L'expulsion de l'œuf, plus ou moins hémorragique, se produit dans les heures qui suivent, soit au centre (60 % des cas), soit à domicile. Un contrôle échographique est pratiqué quelques jours plus tard pour vérifier la vacuité de la cavité utérine.

Le RU. 486, qui ne peut être prescrit que par les médecins des centres agréés, publics ou privés, fait d'autre part l'objet de mesures particulièrement strictes quant à sa détention et à sa distribution. Aussi ces mesures ont-elles fait

l'objet d'un arrêté ministériel (publié au Journal officiel du 12 janvier dernier) prévoyant notamment la détention du médicament (dans une armoire fermée à clé) et l'utilisation d'un carnet à souches du même type que celui imposé pour la prescription de stupéfiants.

Si l'efficacité chiffrée de la méthode médicamenteuse est aujourd'hui parfaitement établie, il n'en est pas moins vrai que de nombreuses incertitudes demeurent encore en ce qui concerne son impact psychologique. Il semble acquis que cette méthode ne peut, en aucune manière, être considérée comme la solution idéale aux problèmes de l'avortement comme l'avançaient il y a quelques années les milieux féministes, quand ce n'était pas certains de ses promoteurs. S'il se présente bien comme une possible solution de rechange, le RU. 486 n'apporte pas la révolution tant attendue au service des nouveaux droits de la femme.

« En pratique, les situations observées sont très hétérogènes, explique le docteur Annie Bureau-Roger (hôpital Broussais, Paris), présidente de l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et contraception (ANCI), qui vient d'organiser ses huitièmes Journées nationales (1). Pour certaines femmes, le recours à l'association des deux médicaments est vécue de manière très difficile. D'autres, au contraire, expliquent qu'il s'agit d'une méthode beaucoup moins douloureuse que celle de l'aspiration ».

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 19.)

(1) Huitièmes Journées nationales d'étude sur l'avortement et la contraception organisées les 10 et 11 juin à Roubaix par l'ANCI.

Dimanche
Le temps suspendu.

« Le vide des jours où rien ne manque...
Un éclairage inédit et inattendu sur notre vie ».

Un numéro de la Revue Autrement.
208 pages, 89 F.
En librairie.

Autrement
EDITIONS

AU SOMMAIRE DE JUIN

Le Monde des PHILATELISTES
l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Napoléon.
- La mutinerie du Bounty.
- Cartes postales : le thermalisme.
- Rubrique télécartes.

LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

مناصرة الأصل

La biologie sort du système

Science de la connaissance des animaux et des plantes, la systématique est menacée. Et avec elle toute la biologie.

« **QUELLE** mouche a donc piqué les décodeurs de programmes ou les faiseurs de modes ? Comment penser décrire quelque intérêt un fossile sans en connaître l'âge, un animal sans en connaître la niche, une niche sans en connaître l'écosystème ? » Membre de l'Institut et professeur au Collège de France, le paléontologue Yves Coppens n'a pas pour habitude de mâcher ses mots. Fustigeant ceux qui « scrutent les molécules d'êtres qu'ils ne connaissent pas », c'est en termes particulièrement véhéments qu'il soutient aujourd'hui les responsables de la Société française de systématique. Ces derniers viennent en effet de lancer un véritable signal de détresse à l'adresse des pouvoirs publics, sous la forme d'un Livre blanc (1), pour sauver cette science, aujourd'hui gravement menacée, qui identifie et classe les espèces animales et végétales.

Faut-il parler de « systématique » ou de « biologie des orga-

nismes » ? Qu'importe : aucune de ces appellations ne figure plus dans les manuels scolaires. Le dauphin est-il un poisson ? La salamandre un lézard ? L'araignée un insecte ? L'oursin un crustacé ? Si vous hésitez à répondre (2), rassurez-vous : vous n'êtes pas les seuls.

Les effets des innovations technologiques

« Les écoliers, lycéens et étudiants n'ont plus aujourd'hui la possibilité d'apprendre à observer la structure et la diversité des êtres vivants, d'autant moins qu'ils vivent en environnement urbain, s'insurgent les défenseurs de cette science oubliée. Incapables sur les arcanes de la biologie moléculaire et de la génétique, ils deviennent incapables de mettre un nom sur les insectes ou les plantes les plus communes... »

Plus alarmant encore, l'absence prioritaire donnée par nombre d'organismes de recherche, dans le domaine des sciences de la vie,

aux technologies de pointe que sont aujourd'hui la biologie moléculaire ou la pharmacologie. Comment en effet concevoir une biologie, une médecine dignes de ce nom sans une connaissance de la diversité des organismes suffisante pour s'aventurer hors des sentiers battus ?

De la lutte biologique à la parasitologie, en passant par l'agronomie ou la datation de terrains géologiques, les exemples ne manquent pas où l'identification précise de virus, de plantes ou de fossiles est venue au secours des chercheurs. De plus, nul ne sait aujourd'hui quels seront les effets à long terme de certaines innovations technologiques sur les organismes ou l'environnement. Comme dans toutes les disciplines scientifiques impliquant la transmission d'un savoir historique, la « veillerie systématique » doit être assurée pour préserver l'avenir. Sans parler simplement de la connaissance de la vie et des êtres qui la composent, « seule garantie », selon Yves Coppens, de la préservation intelligente de nos environnements ».

Si la profession se fait rare, ce n'est pourtant pas faute de pain sur la planche. Quelques dix millions d'espèces animales et végétales sont estimées cohabiter sur la planète, dont un dixième tout au plus sont aujourd'hui décrites.

Face à cette perspective vertigineuse, le constat de la systématique française est rude.

« Les collections d'histoire naturelle, instruments de travail constitués en France à grand-peine et à grands frais depuis le début du dix-neuvième siècle, sont gérées avec des moyens humains et financiers équivalents au dixième, voire au centième de ceux qui existent aux États-Unis, au Japon, en URSS ou en Allemagne », constate somptueusement Yves Lemoigne, professeur à l'université Lyon-1 et président de la société. Alors que les herbiers de référence de Genève regroupent cinq millions d'échantillons gérés par une équipe de quarante-cinq techniciens, les collections du Muséum national d'histoire naturelle de Paris ne mobilisent ainsi que dix personnes... autour de neuf millions d'échantillons. Quant aux herbiers de Lyon (4,5 millions de spécimens), ils restent pour l'heure livrés à eux-mêmes, sans un seul technicien pour veiller à leur entretien.

« Distributeurs d'étiquettes »

Autre sujet d'inquiétude, la répartition par tranches d'âge des chercheurs. « Plus de la moitié des personnes coopérant de près

ou de loin à la systématique en France ont aujourd'hui cinquante ans ou plus, précise Yves Lemoigne. En revanche, 8 % seulement appartiennent à la tranche des vingt-cinq - trente-cinq ans, qui devrait constituer la génération de remplacement... » Un « trou

déchance, la rupture dans la transmission des connaissances et donc la disparition inéluctable de tout un secteur des sciences de la nature qu'entraînerait la poursuite de la politique actuelle », elle préconise notamment la mise en place d'un enseignement en



Les Insectes, de A.J. Rösel von Rosenhof, éd. Citadelles.

Rayons ultra-violets

Les dangers de l'exposition au soleil et comment se protéger efficacement contre les cancers ou le vieillissement précoce de la peau.

CHACUNE année, soixante dix mille cancers de la peau et mille cinq cents morts des suites d'un mélanome malin viennent rappeler aux Français les dangers du soleil. Heureusement, les mécanismes par lesquels celui-ci bronze et brûle sont aujourd'hui mieux élucidés et il est possible désormais, même en s'exposant, de se protéger.

En dehors de nos protections naturelles très insuffisantes pour la plupart des sujets à peau claire, d'innombrables produits - crèmes, laits ou gels - sont disponibles. Beaucoup sont efficaces. A condition toutefois de connaître les règles du jeu. Deux bancs d'essai publiés dans les revues 50 millions de consommateurs et que choisit ? (1) confirment, tests de laboratoire à l'appui, que sur les quarante crèmes ou laits solaires les plus vendus, cinq seulement sont insuffisants.

Les autres, à quelques détails près, apportent une protection de bonne qualité. Mais rien n'est parfait sous le soleil et les normes de protection sont mal connues et peu respectées. Il faut, estime la Food and Drug Administration, étaler deux milligrammes de crème sur chaque centimètre carré de peau, ce qui revient au total à utiliser six à huit tubes de produits solaires en trois semaines de vacances. Avec 1,8 tube par habitant et par an, le Français est bien loin du compte.

« Pour bronzer intelligemment », explique le docteur Jean-Pierre Césari (Fondation Rothschild-Paris) il faut bien se convaincre qu'on bronze plus lentement mais tout aussi bien à travers une crème de haut indice (15 et au-delà). Il ne faut pas pour autant chercher inlassablement à battre tous les records d'indices, et il serait par exemple absurde de réclamer une crème à indice 40 qui, par rapport à un indice 20, reviendrait, pour supprimer un vingtième seulement des ultra-violets B (UVB) supplémentaires à doubler les risques d'irritation et d'allergie inhérents à l'utilisation des filtres solaires ».

Au contraire, pour diminuer les réactions allergiques, il est recommandé d'adapter la crème au bronzage obtenu après quelques jours ou quelques semaines d'exposition et de remplacer, lorsque la peau l'autorise, la crème à indice élevé indispensable au début, par une crème moins protectrice.

Il faut alors tenir compte du phototype que reflète la sensibilité de la peau à l'érythème solaire

et sa capacité naturelle à induire un bronzage et de l'indice qui détermine la durée d'exposition autorisée avant l'apparition du coup de soleil : ainsi, l'application d'une crème à indice 10 multiplie cette durée par 10. Encore faut-il que la quantité et la fréquence des applications soient suffisantes : un indice 15 tombera donc à 7 voire à 5 si l'application n'est pas renouvelée, y compris avant la baignade (on utilisera alors un produit « waterproof ») et si la quantité de crème étalée est insuffisante.

Les ravages du mélanome malin

Ces règles sont moins futiles qu'il n'y paraît. On a pu en effet établir un lien certain entre le nombre et la fréquence des coups de soleil pendant l'enfance et l'apparition du redoutable mélanome (tumeur maligne des cellules pigmentaires cutanées) à l'âge adulte. D'autre part, une série d'arguments - localisation au visage et à l'ensemble des parties du corps habituellement exposées à la lumière, fréquence chez les sujets travaillant en plein air et production expérimentale de cancers de la peau chez les animaux exposés à des doses répétées d'ultra-violet, démontrent, à côté des prédispositions génétiques, la responsabilité du soleil dans les cancers cutanés.

La fréquence du mélanome malin, le plus meurtrier des cancers cutanés, ne cesse d'augmenter. En France, quatre mille nouveaux cas de cette tumeur pour laquelle aucun autre facteur favorisant que le soleil n'a pu être mis en évidence sont diagnostiqués chaque année. En Australie où vivent au grand soleil des sujets anglo-saxons à peau très claire et dans les pays nordiques dont les habitants affectionnent particulièrement les bains de soleil intensifs sur les plages méditerranéennes, la fréquence des mélanomes malins augmente sans arrêt. Deux tiers seulement des patients sont encore en vie cinq ans après le diagnostic de la tumeur primitive dont seule une ablation chirurgicale précoce peut assurer la guérison.

Pour tenter d'enrayer cette progression, la Sanofi, deuxième groupe pharmaceutique français, vient d'investir cinq millions de francs dans une campagne de prévention qui débutera le 21 juin et dont l'objectif, pour l'an 2000, est la chute du nombre des nouveaux

mélanomes en dessous de mille par an.

Mêmes préoccupations du côté du soleil artificiel. La multiplication et l'utilisation sans surveillance médicale des lampes à bronzer à UVA, dont on vante - peut-être à tort - l'innocuité, inquiète aujourd'hui de nombreux dermatologues. Une étude britannique publiée en mars dernier (2) montre que chez l'animal ou sur des cellules humaines en culture, les UVA aux doses habituellement utilisées en instituts de beauté ont un effet nocif sur l'ADN cellulaire.

Des cancers cutanés ont été obtenus chez l'animal après une exposition massive aux ultra-violets A, tout comme avec les UVB dont on a longtemps pensé qu'ils étaient les seuls responsables des effets cancérogènes du soleil. Enfin, l'absorption intense des UVA par le derme, bien supérieure à celle des UVB, explique l'apparition des rides et du vieillissement cutané précoce chez l'animal exposé à ce type de rayonnement. Si l'extrapolation de ces résultats à l'homme, dont la peau présente des caractéristiques tout à fait uniques, est actuellement

impossible, il est clair que ces travaux qui remettent en question l'innocuité des UVA appellent des précisions complémentaires.

Tout aussi inquiétante est l'utilisation, comme accélérateur de bronzage associé aux séances d'UVA, de crèmes à base de péroxydes dont on sait qu'ils sont, tout au moins chez l'animal, un cancérogène puissant. A ce propos, on ne connaît toujours pas à ce jour les conclusions de la commission d'experts nommée par M^{me} Michèle Barzach en 1987 pour évaluer les risques d'utilisation des péroxydes dans des produits à visée cosmétique (produits à bases de bergamote).

Dans cet ardent climat de suspicion, comment ne pas s'étonner cependant du rôle ambigu de la presse féminine, vantant dans ses pages publicitaires les mérites de crèmes solaires reconnues inutiles voire dangereuses par l'ensemble du corps médical.

BÉATRICE BANTMAN.

(1) 50 millions de consommateurs, 45, rue Buffon, 75005 Paris.
(2) Journal of Photochemistry and Photobiology 3 (1989).

Le LEP : la cathédrale des physiciens

Compte à rebours pour le démarrage du LEP, le plus grand accélérateur de particules du monde.

« **L**E plus gros instrument jamais construit par l'homme », affirment fièrement ses constructeurs. Le LEP (ou « grand collisionneur électron-positron »), le nouvel instrument que le CERN (Laboratoire européen de physique des particules) va faire démarrer le mois prochain, collectionne effectivement les records. 60 000 tonnes d'équipements - soit plus de six fois le poids de la tour Eiffel - nichés dans un tunnel de 27 kilomètres de circonférence creusé entre 50 et 175 mètres de profondeur sous la frontière franco-suisse près de Genève. Coût : environ 7 milliards de francs. Sans compter les salaires du personnel du CERN qui y a travaillé : l'équivalent de 7 000 hommes employés à plein temps pendant un an...

Le but de cette cathédrale technologique ? Faire tourner en sens inverse, à une vitesse proche de celle de la lumière, des électrons et des positrons, et étudier la nature et le comportement des nouvelles particules élémentaires naissant de leur collision. Cela pourrait sembler dérisoire, un jeu

supplémentaire pour ces grands enfants que sont parfois les scientifiques de haut niveau. Pourtant il s'agit de comprendre et d'expliquer la nature des forces qui régissent l'Univers : celles qui lient les particules et les atomes entre eux, permettant ainsi à tout corps (dont le nôtre !) d'exister, et celle qui régit le ballet des planètes.

Sans intérêt économique

« Fondé en 1954, le CERN est la plus vieille institution européenne. Il constitue un message d'espoir. Nous avons démontré la possibilité d'ignorer les barrières entre pays de l'Est et de l'Ouest. » Carlo Rubbia, Prix Nobel de physique et directeur général du CERN, est intarissable sur les qualités de l'établissement qu'il dirige. Et il est vrai que les scientifiques du monde entier s'y pressent : cinq mille trois cents aujourd'hui, dont plus de huit cents - Américains, Soviétiques, Japonais, Chinois, Indiens ou Brésiliens - ne font pas partie des

quatorze pays européens membres du CERN. « Au total, affirme Carlo Rubbia, un physicien des hautes énergies sur deux dans le monde utilise ou a utilisé nos installations. » Et c'est grâce au CERN si l'Europe est aujourd'hui à la pointe des recherches en physique des particules, devant les États-Unis.

Satisfaction purement morale ? On pourrait le penser : les travaux menés au CERN sont typiquement de ceux qui ne présentent aucun intérêt économique ou stratégique évident à moyen terme. C'est peut-être, d'ailleurs, la raison pour laquelle la coopération mondiale est aussi exemplaire dans ce domaine. Les grosses machines scientifiques comme le LEP ou les télescopes géants des astronomes sont souvent considérées comme des folies financières, les « danses » d'une science qui devrait, pour certains, se contenter de servir l'industrie. Le gouvernement de Mme Thatcher, peu porté sur la science fondamentale, a d'ailleurs menacé de se retirer du CERN, jugé trop coûteux, il y a deux ans. « Nous avons tenu compte des critiques des Britanniques, révisé notre fonctionnement (notamment en réduisant de trois mille six cents à trois mille quatre cents le personnel du centre), et la Grande-Bretagne a décidé de rester », pré-

voise Carlo Rubbia, avant de défendre l'intérêt économique présenté par le CERN. La mise au point du LEP a inauguré une nouvelle phase pour le centre, qui est passé d'une coopération avec les laboratoires universitaires à une collaboration étroite avec l'industrie, explique-t-il. « En travaillant avec nous pour fabriquer nos instruments, les industriels ont accès au know-how, qui leur permet d'aborder des domaines de haute technologie. Et cela est beaucoup plus difficile à trouver que des crédits. » Des accélérateurs de particules, évidemment beaucoup plus petits que ceux du CERN, commencent, en outre, à trouver des applications de plus en plus nombreuses en médecine ou dans l'industrie.

Ces retombées indirectes pourraient sans doute justifier, à elles seules, l'importance des investissements. Mais personne ne peut prédire le devenir de recherches purement théoriques. Lors de sa découverte, au dix-huitième siècle, l'électricité fut considérée comme une curiosité de salon pour oisifs cultivés. Peut-être l'avenir de l'humanité se préparait-il au CERN, à l'insu, même, des physiciens qui y travaillaient.

JEAN-PAUL DUFOUR.

Avorter à domicile

(Suite de la page 17.)

Sur le fond, certains spécialistes estiment qu'il est illusoire, sinon dangereux, de penser que l'on pourra un jour, RU 486 ou pas, disposer d'une technique qui permettrait une véritable banalisation de l'IVG. Ils pensent qu'une forme de douleur et qu'un travail de deuil sont nécessaires à l'équilibre psychologique ultérieur de la plupart des femmes qui ont choisi l'avortement. Mais ajoutent-ils : « L'essentiel, médical ou chirurgical, réside d'abord dans l'écoute, ensuite dans le suivi psychologique, des femmes qui, à un moment de leur vie, ont été contraintes ou ont choisi d'avorter ».

La diffusion de la méthode médicamenteuse allant, selon toute vraisemblance, modifier profondément l'organisation des centres d'orthogénie (notamment en réduisant le nombre de lits), la question posée est donc de savoir si la dimension psychologique, encore trop souvent mal prise en compte, parviendra à se substituer au temps chirurgical. Quoi qu'il en soit, la toute prochaine commercialisation du RU 486 — des négociations sont en cours entre les laboratoires Roussel et les ministères concernés pour fixer le prix de vente (2) — va de toute évidence soulever une nouvelle fois des difficiles questions relatives à la banalisation de l'IVG.

Le cadre officiel de l'utilisation du RU 486 (avant sept semaines d'aménorrhée, dans des centres agréés, contrôle strict de la distribution) ne laisse guère de possibilités de voir s'instaurer, du moins à court terme, un marché noir de ce médicament, qui ne servirait d'ailleurs nullement les intérêts de son fabricant.

« Stérilet

médicamenteux »

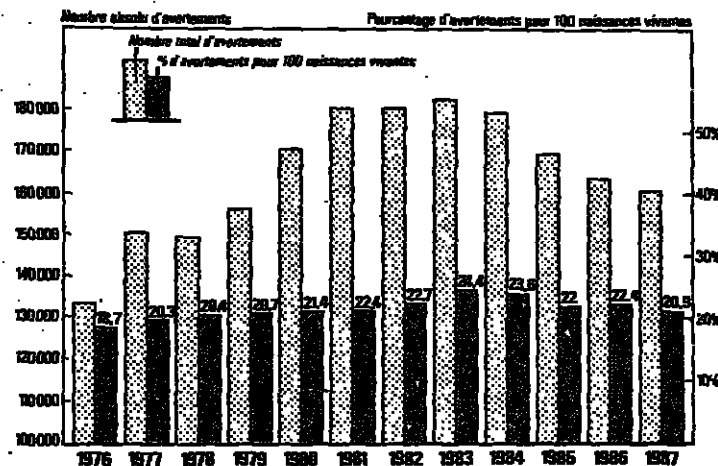
Il n'en est pas moins vrai que ce cadre est, dès à présent, contesté par de nombreux médecins et spécialistes paramédicaux travaillant dans les centres d'orthogénie, comme l'ont montré les huitièmes Journées nationales d'étude sur l'avortement et la contraception. La contestation porte sur différents points, qu'il s'agisse de l'obligation pour la femme d'absorber le produit abortif en présence du médecin ou qu'il s'agisse du respect du carnet à souches.

« Nous sommes légalistes et nous respectons la réglementation en vigueur », explique le doc-

teur Bureau-Roger. Nous sommes dans le même temps convaincus que, dans quelques années, le recours au RU 486 sera beaucoup plus facile. Il pourra alors être prescrit par les médecins libéraux, et nous souhaitons que des essais soient mis en place pour étudier la possibilité de le prescrire au-delà de la septième semaine, puisque, en pratique, le RU ne peut aujourd'hui concerner qu'une femme sur trois. Nous pensons, pour résumer, qu'il peut y avoir une véritable alternative médicamenteuse à l'interruption volontaire de grossesse chirurgicale. D'ores et déjà il semble que certaines équipes « assouplissent » d'elles-mêmes le cadre offi-

cié (obstétrique) pour faciliter le début de l'accouchement. « Nous avons aussi entrepris en Hollande et aux États-Unis, et nous entreprendrons bientôt en France, des travaux où l'effet anti-progestérone du RU 486 est utilisé dans le traitement de certains méningiomes, catégorie de tumeurs cérébrales, explique le docteur Ulmann. Tout cela démontre à quel point il est fascinant d'arrêter toute recherche sur cette molécule dont l'utilisation dépasse le seul cadre de l'avortement ».

Il reste toutefois à savoir si, les mêmes causes produisant les mêmes effets, le groupe Roussel-Uclaf dans lequel l'État français



cial de l'utilisation du RU 486, précipitant ainsi la possibilité d'un avortement à domicile qu'ils estiment souhaitable et tout à fait réaliste.

Mais l'histoire du RU 486 ne s'arrête pas à cette polémique. Provisoirement abandonnée pour des raisons techniques, l'hypothèse d'une utilisation mensuelle de la molécule (associée là encore à d'autres substances) intéresse toujours au plus haut point le fabricant. On disposerait alors d'une forme de « stérilet médicamenteux », la femme y ayant recours à date fixe au terme du cycle menstruel sans savoir si elle est ou non enceinte. D'autres perspectives sont également dès aujourd'hui ouvertes. Il apparaît ainsi que le RU 486 peut être utilisé dans les interruptions thérapeutiques de grossesse mais aussi (comme l'a montré un travail franco-américain sur le singe, récemment publié dans le *Journal américain de gynécologie-*

n'est représenté qu'à hauteur de 36,25 % et où le groupe allemand Hoechst détient 54,4 % du capital, pour assurer la commercialisation à l'échelle internationale d'une molécule qui continue de cristalliser les passions et qui n'en a pas fini de relancer les polémiques autour de l'avortement.

JEAN-YVES NAU.

(2) On indique au ministère de la Santé que le prix demandé pour le RU 486 par les laboratoires Roussel (517 F) augmenterait notablement s'il était accordé le prix de revient de l'IVG, fixé actuellement à près de 1 000 F. Il faut en effet ajouter au médicament le coût des prostaglandines (plus de 100 F pour la forme injectable, 250 F pour l'avortement) ainsi que les différents examens de laboratoire, consultation médicale et paramédicale. Ce prix est en définitive la conséquence de la situation conflictuelle qui existe à propos de ce produit abortif entre Roussel et la firme Hoechst, tout ne passant comme si la firme française ne pouvait investir dans ses programmes d'exportation.

Vérités sur Makassed

À la suite de la publication du témoignage du professeur Michel Jan sur les difficultés de l'hôpital palestinien Makassed (*Le Monde* du 17 mai 1989), nous publions les principaux extraits de la réponse de l'ambassade d'Israël en France.

Le professeur Jan indique que Makassed ne reçoit « aucun soutien financier du gouvernement israélien, ce dernier prélevant toutefois une série d'impôts ». C'est exact, mais incomplet. En effet, il faut savoir que Makassed, bien que situé en territoire israélien, n'est pas un hôpital gouvernemental. Comme tel, il ne reçoit donc pas d'aide de l'État. C'est le cas également pour de nombreux autres hôpitaux non gouvernementaux en Israël, dont deux des plus grands de la région de Tel-Aviv, Assouta et Elisha. Par contre, tous les hôpitaux, Makassed compris, bénéficient des services publics gouvernementaux (eau, voirie, etc.) et sont donc effectivement astreints aux impôts.

Makassed, poursuit M. Jan, « ne peut obtenir de sang auprès des hôpitaux israéliens ». Le ministère de la Santé ne précise qu'aucune plainte à ce propos n'a jamais été déposée à Jérusalem par l'hôpital en question.

Le professeur Jan aborde ensuite le problème des « formations de spécialité » des résidents de Makassed, auxquels « il n'est pas permis de s'inscrire dans une université ». Ce sont les résidents palestiniens eux-mêmes qui sont très réticents à postuler pour une licence israélienne, qui leur permettrait de travailler dans un hôpital gouvernemental, car des menaces évidentes pèsent sur eux. Quant aux médecins eux-mêmes, ils craignent de perdre dans une telle démarche leur licence jordanienne. De là à décréter que les résidents de Makassed ne peuvent effectuer de « formations de spécialité », il y a de la marge. Si le professeur Jan avait contacté son

confrère le professeur Borman de l'hôpital Hadassah, il aurait pu entendre parler des stagiaires palestiniens formés par ses soins pour les opérations à cœur ouvert et d'autres spécialisations médicales. Les deux sections de l'hôpital Hadassah, celle du Mont Scopus et celle d'Eln Karim, coopèrent avec Makassed à plusieurs niveaux.

Choses vues

Le professeur Michel Jan répond à la mise au point israélienne.

[L] n'était pas dans mes intentions de faire un témoignage anti-israélien. Je n'ai fait que rapporter ce que j'ai vu quotidiennement et ce que j'ai pu recueillir auprès des différents médecins et du personnel que j'ai interrogés durant mon séjour à l'hôpital Makassed.

● Pour ce qui est de l'absence de soutien financier et du prélèvement d'une série d'impôts, il faut souligner que, si cet hôpital est soumis au même régime que d'autres hôpitaux non gouvernementaux, le prélèvement des impôts pour tout ce qui concerne l'eau, la voirie, etc., représente une somme d'argent tout à fait considérable comparée aux recettes.

● En ce qui concerne le sang, s'il est exact que l'hôpital Makassed collabore avec la Croix-Rouge israélienne et la Banque centrale pour le dépistage du sida, il ne peut recevoir du sang en urgence comme cela est devenu nécessaire depuis plus d'un an. Lors des besoins immédiats de sang en grande quantité, il est donc fait appel, comme je l'ai précisé, à la population palestinienne.

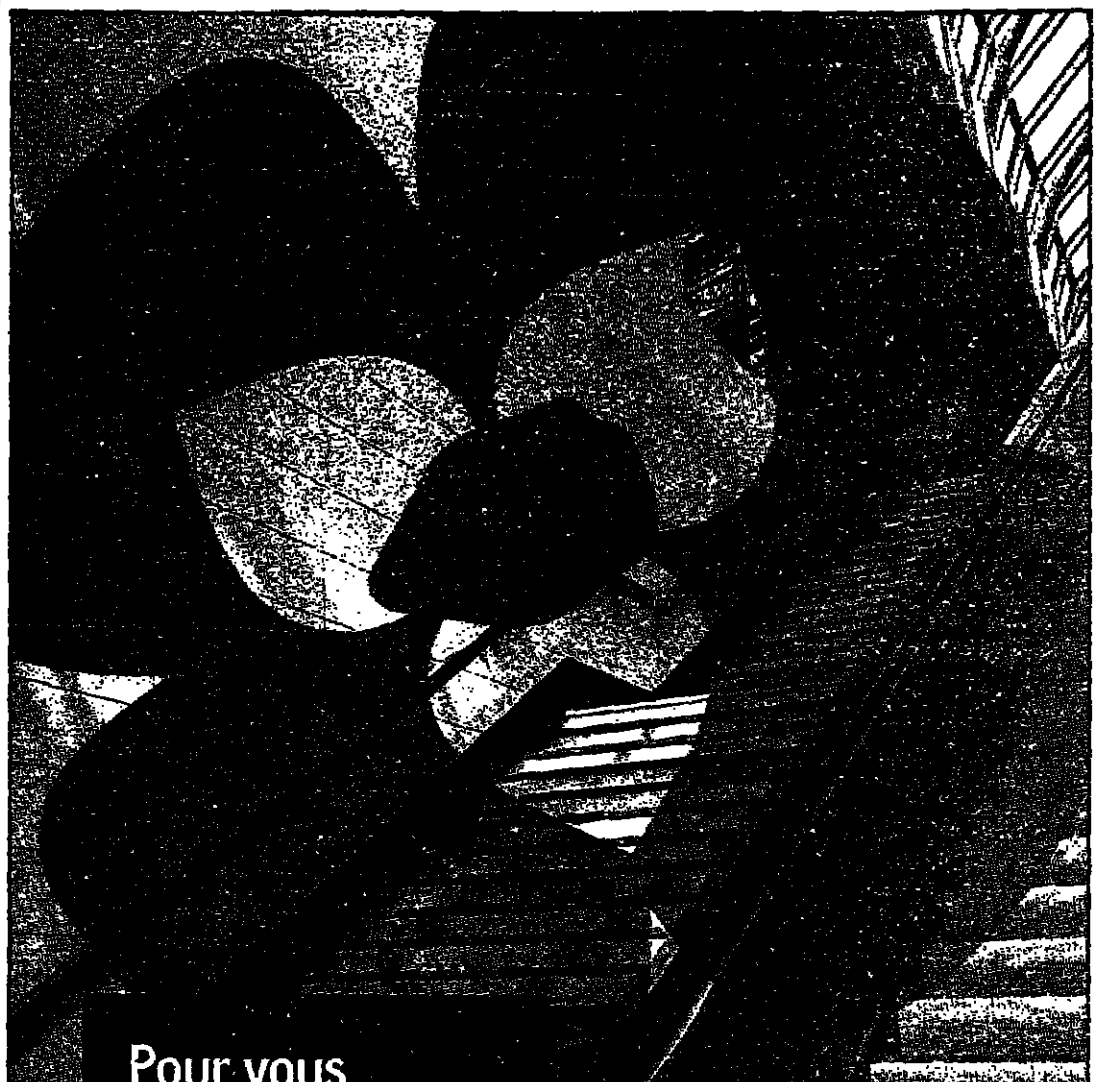
● Si un certain nombre d'hôpitaux gouvernementaux sont effectivement soutenus par le gouvernement israélien, il existe une grande disparité dans le soutien, notamment pour ce qui est des hôpitaux arabes. Ces derniers ne sont pas approvisionnés correcte-

ment, ou ils le sont dans des conditions telles qu'ils ne peuvent pas fonctionner, ce qui a entraîné la fermeture de certains d'entre eux, comme l'hospice de Jérusalem-Est.

● En ce qui concerne la formation des spécialistes, il est exact que les résidents palestiniens peuvent se former dans les hôpitaux israéliens, mais ils perdent alors effectivement leur licence jordanienne et reçoivent une licence israélienne qui ne leur permet plus d'exercer dès lors dans les pays arabes. Bien évidemment, cela ne correspond pas à leurs aspirations dans l'état actuel des relations entre Israël et les pays arabes.

● En ce qui concerne l'interdiction faite aux médecins de venir la nuit à Makassed, il s'agit bien évidemment des conditions qui sont imposées aux Palestiniens habitant dans les territoires occupés (autres que Jérusalem), puisque les couvre-feux nombreux et les contrôles multiples aboutissent, de fait, à l'impossibilité réelle de venir travailler dans des conditions normales à Jérusalem-Est.

● Enfin, je remarque que l'ambassade d'Israël ne conteste nullement l'augmentation des actes de traumatologie (crânienne et rachidienne) et de chirurgie d'urgence — conséquence directe des conflits israélo-palestiniens — qui était le point essentiel de notre témoignage.

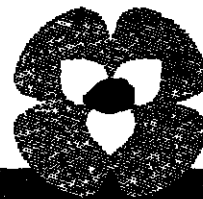


Pour vous éviter chaque jour deux changements, nous investissons 4,2 milliards de francs. Vous allez voir comme cela change.

Parce que votre confort quotidien est notre tâche de tous les jours, la signature du contrat de Plan avec l'État est une très bonne nouvelle: 23 milliards de francs seront investis, dans les cinq ans qui viennent; pour les transports, l'emploi et la formation, le développement économique, l'enseignement supérieur, l'habitat, la culture, le tourisme et l'environnement.

18 milliards seront consacrés au seul secteur des transports, dont 12 financés par le Conseil Régional: 7,8 milliards pour les routes et autoroutes, 4,2 milliards pour les transports en commun.

Cela veut dire, entre autres, des transports en commun plus pratiques, avec le dédoublement de la ligne A du RER pour la liaison est-ouest, le prolongement de la ligne 1 jusqu'à la Défense, de la ligne 13 jusqu'à Saint-Denis, de la ligne A jusqu'à Cergy le Haut... pour vous faire gagner ce qu'il y a de plus sérieux: un peu de temps.



CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

NOUS FAISONS PLUS POUR VOUS CHAQUE JOUR

مركز الصحة العامة

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LES GRANDS ESPACES INDUSTRIELS

Nous vous invitons à rejoindre un grand groupe qui déploie aujourd'hui un savoir-faire unique dans le domaine industriel en maîtrisant sa diversification: mécanique, électronique, robotique, informatique industrielle, intelligence artificielle, connectique, aéronautique, espace...

Dans un environnement de très haut niveau, vous valoriserez votre formation d'INGENIEUR MECANICIEN, NEUTRONICIEN OU GENERALISTE, en intégrant des fonctions évolutives car à la fois techniques, relationnelles et surtout très autonomes. Au sein de petites équipes pluridisciplinaires, vous développerez chaque jour vos compétences.

Au sein de l'une de nos divisions basée à LYON, vous développez des projets internationaux, et plus particulièrement européens, de grande envergure.

Ingénieurs Mécaniciens

• Conception

Vous avez à concevoir des assemblages mécaniques caractérisés par leur cinématique complexe, leur fiabilité et leur fonctionnement automatisé. Vous disposez des moyens informatiques les plus performants (CAO notamment) et vous suivez la mise en oeuvre sur le terrain des mécanismes et équipements conçus. Une première expérience dans un bureau d'études et un goût marqué pour la technique et l'innovation sont des atouts importants (Réf. 061A).

• Analyses de structures

Vous participez au développement et à l'application de moyens de calculs importants, pour des études de structures et de comportement des matériaux. Votre connaissance des calculs par éléments finis et votre goût pour l'informatique scientifique sont des atouts pour le poste (Réf. 061B).

• Etudes de sûreté

Vous effectuez des études d'analyse de sûreté, de fiabilité et de fonctionnement des réacteurs. Vous participez à l'élaboration des règles de sûreté. Vos qualités de synthèse et de polyvalence, ainsi qu'une option en Génie Atomique, sont appréciées (Réf. 061C).

• Echangeurs de chaleur

Vous réalisez des études sur le comportement en exploitation et les méthodes d'inspection associées pour des échangeurs et générateurs de vapeur. Vous prenez à terme le suivi d'affaires de ce type d'équipement (Réf. 061D).

Ingénieurs Neutroniciens

Vous évaluez la sûreté du cœur du réacteur et menez les études et le suivi neutroniques. Vous disposez de moyens informatiques importants et serez en liaison avec les organismes de R et D extérieurs. Diplômé en Physique Nucléaire (G.A., INSTIN...), vous maîtrisez l'informatique appliquée (Réf. 061E).

Pour tous ces postes, l'anglais est indispensable. Déplacements à prévoir en France et à l'étranger.

10 JEUNES INGENIEURS VONT DEVENIR PATRONS

Filiale du Groupe TENNECO, CASE POCLAIN représente 6 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 50 % à l'exportation, 5300 personnes, 6 sites de production.

En tête sur nos marchés au niveau mondial, 2^e constructeur de matériels agricoles, 1^{er} constructeur de tracto-pelles, nos investissements sont à la hauteur de nos ambitions : plus de 1 milliard de francs au cours des 3 dernières années en France.

Pour renforcer la compétitivité de notre usine de Saint-Dizier, optimiser notre organisation, nous recherchons de jeunes ingénieurs.

En prise directe avec le directeur de l'usine, vous dirigerez, épaulé par votre équipe de superviseurs, des unités de production d'environ 200 personnes. Vos responsabilités couvriront les fonctions capitales d'un manager : méthodes, maintenance, qualité, ordonnancement, gestion, animation.

Si vous avez la carrure d'un vrai patron, alors venez nous rejoindre.

INGENIEURS (ENI/INSA/UTC/ICAM/HEI...)
+ 3^e CYCLE GESTION
26/35 ANS
ANGLAIS IMPERATIF

Animateur et gestionnaire, vous avez la trousse d'un manager, vous êtes à l'écoute du client et possédez de solides compétences sur le plan technique, gestion, ressources humaines, alors venez réaliser vos ambitions dans un groupe industriel de dimension internationale.

Adresser votre candidature, lettre, CV, photo, sous référence CH 06, à notre conseil MF RESSOURCES - 54 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.



ELECTRONIQUE DE VOL

Notre division Aérospatial développe des équipements électroniques embarqués sur avions ou satellites. Le Service Informatique recherche un :

Ingénieur IAO/CAO

Il est responsable des moyens mis en œuvre pour concevoir et étudier des circuits imprimés et hybrides dans les meilleures conditions (coûts, qualité...).

Sa compétence est au service de tous les bureaux d'études qui, au sein de la Division, développent des cartes électroniques sur station de travail APOLLO.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur électronicien familiarisé avec l'informatique.

Une première expérience dans la conception de cartes serait appréciée.

D'excellentes qualités relationnelles sont indispensables pour réussir cette mission où la notion de service est essentielle.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence MM/CAO au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Védries - 26027 VALENCE cedex.



Premier groupe de la grande distribution recherche pour son département agro-alimentaire

INGENIEURS CHARGES D'ETUDES

Secteur agro-alimentaire Réf. 190

Agé de 30 ans environ, de formation ingénieur en agro-alimentaire, vous pouvez justifier de votre rigueur de gestionnaire, de vos qualités d'homme de terrain et de manager par une réussite prouvée (4 à 5 ans) dans un poste à responsabilités (responsable de production, responsable d'usine...).

Dans le cadre du développement de nos unités de production, nous vous confierons des missions diversifiées d'audit, d'études de faisabilité, de conseil et de suivi de réalisation.

Ces postes sont basés à Paris 15ème.

De fréquents déplacements sur nos sites régionaux sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à

CONSEIL RECRUTEMENT COLLABORATEURS
Union Nationale des Mouquetiers
6, av. Georges Boillot - 91310 UNAS MONTLHERY
Discretion assurée.

**SECTEURS
DE POINTE**
Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

...POUR CEUX QUI ONT DE L'ENVERGURE

Vous participez, à LYON, à l'essor de notre activité Produits et Services Nucléaires, dont les maîtres-mots sont **qualité, sécurité, fiabilité.**

Ingénieur d'Etudes

Vous constituez et gérez les dossiers d'études mécaniques démontrant la performance des nouveaux produits. Vous faites donc appel à vos compétences en calculs, résistance des matériaux et vibrations. Vous travaillez en liaison étroite avec le Département Réalisation (Réf. SB02/A).

Ingénieur Développement

Vous définissez et concevez les outillages très sophistiqués qui sont utilisés lors des interventions en centrales. Vous êtes chargé de négocier avec les entreprises qui se chargeront de la fabrication. Vous pourrez utiliser vos compétences en conception mécanique, en automatismes et votre sens de l'innovation. (Réf. SB02/B)

Ingénieur Préparation d'Interventions

Vous préparez les interventions en centrales nucléaires, vous définissez les prestations des entreprises sous-traitantes, vous assurez le suivi des réalisations. Nous attendons de vous le sens de l'organisation, de la rigueur technique, mais aussi des capacités d'innovation (Réf. SB02/C)

Ingénieur Méthodes, Qualité

Votre mission consiste à élaborer le dossier technique de fabrication du combustible nucléaire, à partir des documents de conception remis par les Etudes. Vous assurez l'exécution et l'évolution de ce dossier en liaison avec les fabricants et les clients (Réf. SB02/D)

Responsable d'Interventions

Vous conduisez des opérations de maintenance spécialisée et dirigez des équipes de techniciens hautement qualifiés. Vous planifiez, coordonnez les interventions et vous êtes l'interlocuteur du client. Votre profil : Ingénieur généraliste, intéressé par une fonction très opérationnelle à l'échelle internationale (Réf. SB02/E)

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à GROUPE FRAMATOME, Service Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon sous la référence choisie.


GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

MEDIA-STUDIO

*Dès le départ,
des responsabilités.*

Jeune Ingénieur

- DEBUTANT ou 1ère EXPERIENCE -
(ARTS & METIERS ou EQUIVALENT)

Le GROUPE BONNA — 2500 personnes — participe à la réalisation de grands projets — conduite de retroidissement des centrales nucléaires, galeries étanches, projet européen Euréka... et vous invite à rejoindre son département d'INGENIERIE GENERALE basé à Paris.

Nous vous proposons - en exploitant les moyens techniques performants de notre département (DAO...) - de prendre rapidement des responsabilités techniques sur des projets industriels en France et à l'étranger.



Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à
GROUPE BONNA,
Boîte Postale 569-06
75395 Paris Cedex 06

AXIAL

PME française, située dans la banlieue sud, fabricant et distributeur d'amplificateurs Hautes Fréquences et d'instruments de mesure électronique, recherche dans le cadre de son expansion un :

RESPONSABLE SAV

Le candidat, âgé de 25 à 35 ans, est ingénieur diplômé ou titulaire d'un BTS avec une très bonne expérience des circuits H.F. et de puissance. Il a une bonne maîtrise de l'anglais. Complètement autonome, il aura à diriger un technicien. Dans l'exercice de ses fonctions il sera amené à voyager en France et à l'étranger pour des interventions ponctuelles ou pour des formations. Le poste évoluera pour déboucher à terme sur une responsabilité études. Merci d'adresser votre dossier complet sous référence 136/CB à :

INTRA - 226, rue de Charenton - 75012 PARIS

Une grande majorité de nos produits leaders existe depuis moins de 3 ans : voilà pourquoi nous savons parler d'innovation.

LEA, filiale de 3M, a su développer un savoir-faire notoire, en France comme à l'étranger, dans le domaine de l'instrumentation de mesure électronique. Avec une politique d'innovation très développée, nous sommes considérés aujourd'hui comme le spécialiste français de ce type de mesure. Notre volonté : renforcer notre présence sur le marché européen avec un souci constant d'optimisation de notre qualité. Notre fort développement d'une part, nos objectifs ambitieux d'autre part, nous permettent aujourd'hui de renforcer nos équipes.

INGENIEUR ETUDES ET DEVELOPPEMENT

U sein de notre laboratoire d'études, vous prendrez en charge l'étude et la conception de sous-ensembles de mesures électroniques destinées aux télécommunications, et serez à terme, entièrement responsable de vos projets. Ingénieur électronicien, vous bénéficierez d'une expérience d'environ 2 ans en électronique numérique, analogique ou traitement du signal. Une bonne maîtrise de la CAO et de la simulation sont nécessaires. **Réf. M1.**

INGENIEUR ELECTRONICIEN/AUTOMATICIEN

D ans le cadre de nos projets d'automatisation de la production, vous aurez pour mission de développer des logiciels de tests sur bancs automatiques pour des sous-ensembles et des appareils complets. Ingénieur électronique ou automaticien, vous avez acquis une première expérience dans le domaine informatique. **Réf. M2.**

INGENIEUR METHODES

N ous souhaitons vous confier la mise en place des plans d'amélioration de notre production (productivité et qualité). Jeune ingénieur généraliste, votre première expérience dans le domaine des méthodes, votre sens relationnel et votre aptitude au travail en équipe seront des éléments essentiels de votre réussite. **Réf. M3.**

Pour toutes ces missions, l'anglais est nécessaire. Ces postes sont situés à Abondant (28) à 70 km à l'ouest de Paris. Pour rejoindre nos équipes dans un environnement technologique pointu et découvrir une entreprise qui sait valoriser les compétences de chacun, adressez dès aujourd'hui votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la réf. du poste choisi à Denis Fauconnet, 3M France, boulevard de l'Oise, 95006 Cergy-Pontoise Cedex.

l'enthousiasme

HOMME SYSTEME CAO

V ous assurerez le suivi et conduirez l'évolution de notre système CAO. Vous travaillerez sur nos modules informatiques, sur la mise à jour de nos bibliothèques de composants et sur la gestion des systèmes. De formation BTS/DUT électronique, vous avez acquis de préférence une première expérience des systèmes C.A.O. et êtes véritablement attiré par l'outil informatique. **Réf. M4.**

PROJETEUR MECANICIEN

D u sein de notre bureau d'études sous la responsabilité d'un chef de projet, vous serez chargé de concevoir des pièces et ensembles mécaniques entrant dans la composition d'appareillages électroniques. Vous avez, d'autre part, à assurer le suivi de nos opérations de sous-traitance. Votre formation BTS/DUT mécanique, votre première expérience en milieu industriel et votre connaissance des matériaux de synthèse et du DAO vous permettront de réussir dans cette fonction. **Réf. M5.**

TECHNICIEN

N ous écoutons de toutes les innovations (à l'échelle nationale et internationale), vous évaluez les techniques nouvelles mises en œuvre dans les domaines de l'électronique et des composants. Votre formation BTS/DUT électronique est complétée par une première expérience dans le domaine de l'électronique numérique, analogique, traitement de signal. Des connaissances en C.A.O. seraient appréciées. **Réf. M6.**

3M

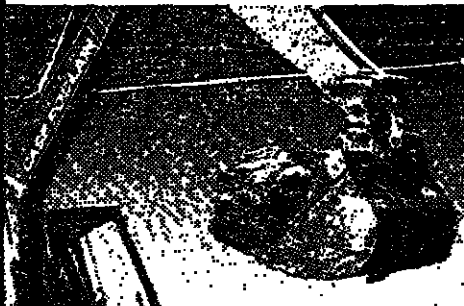
مكتبة الامم المتحدة

مكتبة امين، الأصل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**ENTREPRENDRE
AVEC DES HOMMES DE VOLONTE.**



FILIALE DU PUISSANT GROUPE AMERICAIN TENNECO. NOUS SOMMES PARMI LES LEADERS MONDIAUX DANS LES DOMAINES DES MATERIELS DE TRAVAUX PUBLICS ET MATERIELS AGRICOLES. NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE UNITE DE PRODUCTION DE CREPY-EN-VALOIS (650 PERSONNES)

**CHEF DE SERVICE
METHODES**

(Réf. 5001 M)

Rattaché au Directeur Technique, il a en charge l'ensemble des moyens industriels. Dans un environnement de production fortement automatisé, il optimise les processus des lignes de fabrication des nouveaux produits. Il conduit les plans d'investissement dans un souci de rentabilité et de réduction des coûts de revient. Il supervise une équipe de 30 Ingénieurs et Techniciens. Environ 35 ans, vous avez une formation d'Ingénieur (Grande Ecole ou Université). Vous avez une première expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire dans l'industrie. Ce poste implique la maîtrise de la langue anglaise.

**CHEF DE SERVICE
MAINTENANCE GENERALE**

(Réf. 5002 M)

Rattaché au Directeur Technique, il a la charge de la maintenance générale de l'outil de production piloté par un système informatique performant. Il anime et encadre 40 Ingénieurs et Techniciens. En s'appuyant sur un plan préventif d'interventions, qu'il définit et met en œuvre, il contrôle l'exécution de l'ensemble des opérations de maintenance dans un souci d'efficacité, de rapidité et de sécurité. Environ 35 ans, vous avez une formation d'Ingénieur (Grande Ecole, Université ou Marine Marchande). Vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire. Vos capacités à l'encadrement d'une équipe sont réelles. La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la référence du poste choisi à notre Conseil ACTIMAN 251, bd Pèreire 75017 PARIS, qui vous garantit une entière discrétion.

Case Poclain

Mme Blonté d'Arvillat

SYSECA

**ADJOINT AU DIRECTEUR
DE DÉPARTEMENT**

Maîtrisez la gestion de grands projets

Nous sommes le Département Logiciel de SYSECA et représentons 150 personnes spécialisées en génie logiciel, logiciel de base et intelligence artificielle. Notre chiffre d'affaires est de 80 MF. Nos réalisations et références sont prestigieuses.

Maîtres d'œuvres de grandes affaires au forfait, nous souhaitons confier à un Ingénieur principal la mission d'administrer les ressources humaines, budgétaires et techniques de notre Département.

En vous appuyant sur un outil de gestion de projet (ARTEMIS), vous assurez le suivi contractuel de nos clients, nos fournisseurs et nos sous-traitants et veillez au respect des coûts et délais.

Notre expérience du génie logiciel ou du logiciel de base (SSI, Constructeur...) vous permet de garder un contact permanent avec nos responsables techniques mobilisés sur des programmes d'importance nationale ou européenne.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 466

à SYSECA SELECTION

315, Bureau de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD

Tél : 49 11 73 32.

**SYSECA
SELECTION**

Start-up en hydrodynamique navale

cherche

MATHÉMATICIEN

habité par les bateaux

Toutes les formations supérieures (universités, grandes écoles) sont les bienvenues.

Adressez vos candidatures à : Bleu Ciel, Hôtel d'entreprises, avenue Marillac, 17000 LA ROCHELLE.

**PROGRAMMES
ARIANE**

**LA QUALITÉ AU CŒUR DE
LA RÉUSSITE D'ARIANE**

**LA DIRECTION DES LANCEURS DU CNES À EVRY (91) RECHERCHE
DANS LE CADRE DES PROGRAMMES ARIANE**

2 Ingénieurs mécanique :

Vous aurez la responsabilité :

- de l'assurance qualité des opérations d'intégration et d'essais au Centre Spatial Guyanais, à savoir préparation et synthèse des activités système moyens sols et lanceurs, participation aux campagnes de lancement, en association avec les équipes opérationnelles (ref. 88/DLA/42).

- de l'assurance qualité de l'étage cryotechnique du lanceur Ariane V en cours de développement en association avec l'équipe projet et en relation avec les industriels européens concernés (ref. 87/DLA/21).

Pour ces deux postes des déplacements de plusieurs semaines en Guyane (à partir de 1992 pour le second poste) sont à prévoir. Une expérience de 7 ans environ en milieu industriel est indispensable.

**1 Ingénieur Qualité Responsable des Méthodes
de Management :**

Vous avez une formation ingénieur grande école complétée par une formation ou expérience en économie des entreprises.

Environ 7 ans d'expérience industrielle dont 2 à 3 ans dans l'application des méthodes de management (telles qu'analyse de la valeur, recherche opérationnelle, méthodes générales d'assurance qualité, etc.).

Une expérience dans la formation de personnel en entreprise est souhaitée. Il vous sera confié, dans le cadre du développement du programme ARIANE V, l'établissement, la mise en place et l'animation de programmes de formation du personnel de la Direction des lanceurs et, éventuellement, de celui d'industriels participant au programme permettant l'aide à l'expression des besoins, à la conception, à la décision multicritère, au management de la qualité, et à l'optimisation en général (ref. 87/DLA/19).

Pour ces 3 postes, la pratique de l'anglais est indispensable.

Les candidatures sont à adresser avec CV et photo sous la référence choisie à Monsieur le Chef du Département Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

Minitel 36.15 code CNESPACE.



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Groupe Industriel Français de tout premier plan, particulièrement connu pour ses compétences en matière de haute technologie dans tous les domaines.

recherche

ingénieurs

Débutants, ou avec une courte expérience, ils seront amenés à travailler dans les secteurs suivants :

- Automatismes
- Développement informatique scientifique temps réel
- Génie logiciel et spécification de logiciels

Le secteur concerné est l'Aéronautique.

Une formation de type SUP AERO, ENICA, ENSICA, CENTRALE (AIR-ESPACE) serait appréciée pour certains postes.

Pour l'ensemble, de bonnes connaissances informatiques scientifiques sont nécessaires.

Adresser CV + photo + salaire actuel sous référence 37.56/IN/988 à ADEQUATION 62/64, avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

MEMBRE DE LA CHAÎNE EUROPEENNE DES EMPLOIS EN RECHERCHE

ISOVER

Le Centre International de Recherches et de Développement de la Branche Isolation

SAINT-GOBAN

RECRUTE

**1 INGENIEUR CHIMISTE
"procédés"**

Vous disposez :

- de connaissances en automatisation
- de 3 à 5 ans d'expérience en bureau d'études ou en fabrication et vous pratiquez l'Anglais.
- Vous développerez une expertise en matière de génie chimique et définirez des procédures et les équipements appropriés
- Vous assurerez des missions d'assistance technique dans les usines.

**1 INGENIEUR GENIE CHIMIQUE
"dépollution"**

Vous connaissez la chimie analytique et disposez d'une expérience minimum de 3 ans en laboratoire ou en pilote traitement de l'eau. Vous pratiquez l'Anglais.

- Vous étudierez et évaluerez les performances des équipements de dépollution installés dans les usines.
- Vous rechercherez des traitements de dépollution plus performants et assurerez les missions d'assistance technique.

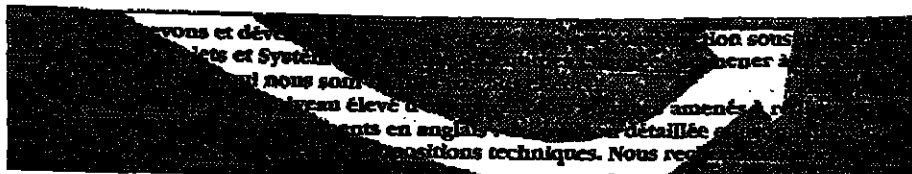


Ces postes sont ouverts à Starting dans l'Orne (60 km de Nord de Paris) Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre motivation, photo et prétentions) à notre Centre d'Emploi 20, rue du Général Leclerc - 60140 LAMCOURT

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Côte d'Azur THOMSON SINTRA ACTIVITE SOUS-MARINES



RESPONSABLE DE LA CELLULE EDITION DE PROPOSITIONS TECHNIQUES H/F

En liaison très étroite avec les différents Chefs de Laboratoire et Responsables de Projet, vous veillerez à la qualité irréprochable des documents édités, tant sur le fond que sur la forme. Vous vous attacherez à faire ressortir les éléments communs aux diverses propositions techniques, permettant de rationaliser les procédés de rédaction. Vous animerez une petite équipe qui gère l'état d'avancement de ces propositions. Vous utiliserez des techniques modernes d'édition telles que le P.A.O. Ce poste conviendrait bien à une personne de formation universitaire linguistique, de culture anglo-saxonne marquée, totalement bilingue anglais, possédant de solides qualités d'organisation et de méthodologie, ainsi que le goût pour la mise en valeur de textes techniques. Des opportunités ne manqueront pas de se créer pour une candidate de valeur qui prendra toute la mesure de cette nouvelle fonction.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. complet, photo sous réf. : M 53/2030 T à :
EGOR TECHNOLOGIES - 125, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS

THOMSON

Filiale d'une banque française, cet établissement à taille humaine - 130 personnes - a pour vocation de mettre à disposition d'une clientèle d'entreprises et de particuliers des instruments de crédit, crédit-bail, leasing... Elle recherche un

Directeur de l'organisation et de l'informatique

établissement de crédit

Membre du comité de direction de l'établissement, il anime une équipe d'une dizaine de collaborateurs assumant les tâches d'étude et de maintenance des applications, leur exploitation étant sous-traitée à un prestataire externe. Indépendamment d'actions d'organisation interne, il a pour mission d'apprécier la faisabilité à moyen terme de projets essentiels : vente de prestations informatiques à l'extérieur de l'entreprise, refonte ou rajeunissement du système d'information, réintégration de l'exploitation...

Nous proposons ce poste à un candidat de formation supérieure ayant déjà acquis une expérience des métiers de l'organisation et de l'informatique au travers d'établissements financiers. Opportunité lui est ainsi offerte de participer directement au devenir de l'entreprise.

Marie-Agnès VALLEE étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8906.280 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

TECHNOLOGIES AVANCÉES ET INGÉNIERIE INDUSTRIELLE

La croissance rapide du Groupe SAGITEC, partenaire de très grandes entreprises dans les domaines du Conseil et de l'Ingénierie en Fiabilité Industrielle et en Sécurité du Logiciel, l'amène à renforcer ses équipes.

FIABILITÉ ET MAINTENANCE ASSISTÉES PAR ORDINATEUR

Pour élaborer et conduire d'importantes missions auprès de très grands groupes industriels, nous recherchons des

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU Seniors et Juniors

Ingénieurs diplômés d'une grande école, vous avez acquis l'essentiel de votre expérience (2 à 7 ans) dans le monde de la Maintenance Industrielle. Vous y avez encadré des équipes d'ingénieurs et de techniciens.

Vous vous y êtes initié à la Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur.

Par leur envergure, leurs enjeux économiques et le niveau de vos interlocuteurs, les projets que nous vous confierons vous permettront d'aborder tous les aspects des stratégies de fiabilisation de grandes unités industrielles, en y exerçant des responsabilités importantes et évolutives.

Réf. CB/206

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste qui vous intéresse.



OUTILS DE FIABILITÉ ET DE SÉCURITÉ DU LOGICIEL

Notre maîtrise des techniques des moteurs d'inférences spécifiques appliquées à la Sécurité du Logiciel et à la Sécurité Informatique nous amène à recruter des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES Débutants ou Confirmés

Suivant vos compétences et vos souhaits professionnels, vous rejoindrez nos équipes de développement de logiciels, vous conduirez des missions de validation (expérience Temps Réel indispensable) ou des projets de Sécurité Informatique (expérience Système Indispensable).

Dans tous les cas, vous pourrez atteindre rapidement un niveau d'expertise dans ces différents domaines et vous serez amenés à exercer des responsabilités étendues liées à notre développement.

Réf. CB/207

GROUPE SAGITEC
4, rue du Général-Lanrezac
75017 PARIS

PORON

Groupe du secteur de la mode, leader européen du vêtement d'enfants avec des marques à forte notoriété (ABSORBA, a, 3 Pommes), 4 unités industrielles en France, recherche

JEUNE

INGENIEUR ORGANISATION

PRODUCTION/GPAO

Il agit en prestation de service interne essentiellement pour la Direction Industrielle : plan d'organisation, diagnostic, analyse, gestion de projets, élaboration de cahiers des charges, formation, procédures, livraisons, avec la responsabilité entière ou partielle selon les missions confiées. Il tient à jour procédures et documentations, assure une veille technologique sur les techniques de son domaine.

Profil : Ecole Ingénieur ou MIAGE, avec pratique et/ou utilisation GPAO, ayant participé à des missions d'organisation. Quelques années d'expérience.

Lieu de travail : 150 Kms S.E. Paris.

Envoyer CV détaillé + lettre manuscrite à J.N. TRINH rue des Roches 27830 BROSVILLE, tél : 16-32-34-36-44 consultant chargé de cette recherche. Confidentialité assurée. Réponse rapide.

Le Centre Technique du GROUPE FRAMATOME est spécialisé en Recherche-Développement-Industrialisation, ses équipes s'efforcent de nouvelles compétences.

INGENIEUR SOUDEUR

Confirmé - R et D

Votre expérience de 5 à 10 ans vous a permis d'affirmer vos compétences en métallurgie du soudage et en construction mécanique (si possible complétées par une formation à l'ESSA ou équivalent).

Vous piloterez le développement de techniques de soudage, dans les secteurs nucléaires et non nucléaires.

Assisté par une équipe d'ingénieurs et de techniciens, vous contribuerez à la recherche de nouvelles activités en ayant la responsabilité de la gestion technique et commerciale des projets.

Le poste est basé en Bourgogne, la maîtrise de l'anglais sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence MC/TS, à Eric Turpin, GROUPE FRAMATOME, Service Emploi Formation, B.P. 13, 71380 Saint-Marcel.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.



Société de prestations intellectuelles, spécialisée dans des projets informatiques et électroniques de haut niveau, recherche un

INGENIEUR CONSULTANT

REGION PARISIENNE

VOUS AVEZ : 25/30 ans - une formation Grande Ecole option Informatique - une première expérience professionnelle et pourquoi pas de la vente de services.

VOUS POSSEDEZ : la volonté de connaître, la persévérance, l'imagination, l'esprit d'équipe et beaucoup de dynamisme.

VOTRE MISSION : après une période de formation et d'intégration, vous prendrez en charge un portefeuille de clients et prospecterez pour leur développement. Vous saurez être un véritable "conseil" auprès de vos clients, analyser leurs besoins et trouver les solutions adéquates.

NOUS VOUS OFFRONS : un marché porteur - une rémunération motivante - une évolution pour qui saura s'impliquer.

Merci d'adr. lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous réf. M/C/3 à **TRIOLOGIE** - Tour Litwin - 10, rue Jean Jaurès - 92867 PUTEAUX

L'Engineering au GAN, une assurance de réussite...

Etude technique, prévention et garantie des risques industriels.

Après une formation approfondie et une intégration progressive, d'abord en binôme avec un sénior, vous :

- Évaluez les entreprises et leurs usines, sur le terrain, en termes d'incendie, explosion, pertes d'exploitation, responsabilité civile et risques technologiques ;
- Élaborez avec les Chefs d'entreprise des plans de prévention et de protection ;
- Étudiez et négociez des contrats "sur mesure" ;
- Suivez la politique de prévention des entreprises clientes.

Nous vous proposons à la fois un travail très autonome dans un climat de délégation et responsabilités élevées, et de nombreux échanges au sein d'une petite équipe.

Jeunes ingénieurs débutants ou techniciens ayant une première expérience industrielle, vous êtes disponibles pour de fréquents déplacements en province ou à l'étranger. Postes basés à Paris-La Défense. Anglais indispensable, seconde langue souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. M ED/39 (à mentionner sur l'enveloppe) à Emploi et Carrières GAN, 2 rue Pille-Will, 75448 Paris Cedex 09.

**L'énergie
de tous
les projets**



En pointe dans notre métier d'assureur, nous le sommes aussi au niveau de l'analyse et de la prévention des risques. Nous développons notre service ENGINEERING en créant deux nouveaux postes

**Jeunes Ingénieurs ou diplômés
d'études supérieures scientifi-
ques et techniques.**

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La SUISSE : plateforme de nos projets Européens.

Société Américaine Internationale, notre centre informatique européen a pour mission de coordonner les développements pour 16 pays d'Europe. Dans le cadre de notre nouveau schéma directeur, nous étions ce centre équipé d'un IBM grand système, CICS, DL1, DB2, PL1, micros, réseaux locaux. Nous recherchons :

Ingénieurs débutants ou 1^{ère} expérience IBM

Réf. : ID 983

Vous participerez à des projets d'envergure, communs à plusieurs pays sur grand système IBM ou micros.

Vous serez concernés par chacune des étapes de conception, de développement, d'installation puis de support technique d'applications dans le domaine de l'information.

Ingénieur système MVS

Réf. : IS 984

Votre formation d'ingénieur, votre expertise technique sur MVS et en Télécommunication vous permettront d'apporter le support aux différents pays européens.

Vous assurerez un rôle de conseil, de qualité de service et de coordination (schémas d'implantation ou de conversion de site, définition de standards...). Vous établirez les contacts privilégiés avec les sites, vous contribuerez au développement des axes stratégiques de notre groupe. Grande disponibilité requise.

Ces postes basés en Suisse Allemande nécessitent une pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant bien la référence du poste choisi à notre Conseil
DATAID SELECTION - 48, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS.



**DATAID
SELECTION**

CISGRAPH développeur des systèmes CAO le plus complet et le plus performant dans les domaines de la mécanique et du plastique - STRIM 100.

Votre mission : Vous serez intégré au sein d'une équipe chargée de développer les logiciels d'analyse :
• écoulement
• thermique
• mécanique

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

De formation Grande Ecole (X. Mines Paris, Centrale Paris) ou 3^e cycle universitaire (thèse), vous avez des compétences en mécanique, mécanique des fluides, thermique, analyse numérique, méthode des éléments et différences finis. La connaissance de la rhéologie des polymères serait appréciée. Pour ce poste, basé à Vitrolles, une expérience de la réalisation de code de calcul est souhaitée. Nous vous proposons de rejoindre une équipe

particulièrement dynamique, dont les compétences sont reconnues dans le monde entier et de devenir l'élément moteur du développement des logiciels d'analyse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à CISGRAPH - Direction du Personnel - Technoparc du Griffon - 13121 VITROLLES.

cisgraph



Diffusez l'image mondiale !

Acteur international prédominant dans l'innovation audiovisuelle, THOMSON CONSUMER ELECTRONICS doit sa place aux relations de synergie qu'entretiennent ses 9 laboratoires internationaux. Elément capital de ce réseau de recherche mondiale, notre centre de recherche et développement français (Strasbourg) oeuvre à la pointe des systèmes de transmission et de traitement de l'information.

**INGENIEURS R&D
ELECTRONICIENS/INFORMATIENS**

Télécom, Supélec, Universités... votre expérience professionnelle associée à vos qualités humaines vous permettent d'intégrer une équipe cosmopolite et performante travaillant en relation avec les laboratoires du groupe en RFA, aux USA, Angleterre, Japon... Anglais impératif, allemand souhaité.

• Circuits intégrés

- 3 concepteurs pour concevoir, réaliser et simuler sur informatique des circuits en technologie BICMOS (alliance de l'analogique et la logique). Expérience en MOS logique (réf 89781) ou MOS analogique (réf 89780) indispensable.
- Un informaticien pour assurer un support technique performant à nos concepteurs de circuits intégrés, dans l'utilisation des outils logiciels de design et de lay out sur système SUN/VALID. (réf 89795)

• Médias optiques

- Un spécialiste expérimenté dans le codage/décodage des données numériques. (réf 89783)
- Un spécialiste de la mécatronique pour réaliser des asservissements de petits moteurs par approche logicielle et électronique, numérique et analogique. (réf 89782)
- Un jeune électronicien pour réaliser des études sur les interfaces numériques entre différents microprocesseurs. (réf 89784)

• Micro-ondes et Hautes fréquences

- Un spécialiste antennes, expérimenté en matériel SHF et antennes à micro-ondes. (réf 89785)
- Un jeune professionnel de l'électronique micro-ondes pour concevoir nos circuits et composants très haute fréquence. (réf 89786)

• Domotique

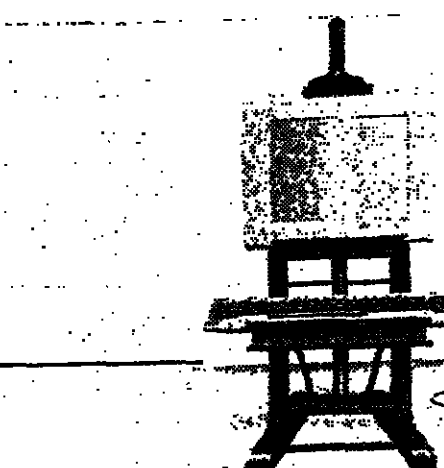
- Un spécialiste en microprocesseurs et microcontrôleurs pour réaliser des systèmes intelligents de contrôle en temps réel. (réf 89787)
- Informaticien expérimenté dans le domaine de l'ergonomie appliquée, vous maîtrisez les langages orientés objets (SMALLTALK, LISP, C++,...). (réf 89788)
- Un spécialiste de l'électronique pour concevoir des réseaux de fibres optiques appliquées à l'interconnexion des appareils audiovisuels. (réf 89789)

Merci d'adresser une lettre de motivation avec CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée en précisant la référence de votre choix à :

SELECOM - 220, rue du Faubourg St Honoré - 75004 PARIS



THOMSON



**NOUS AVONS
L'ART DE REVELER LES TALENTS**

**INGENIEURS
GRANDES
ECOLES**

Venez rejoindre nos équipes de :
• CONTROLE DE PROCESSUS
• TELECOMMUNICATIONS, TELEPHONIE
• APPLICATIONS SOUS UNIX
• INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
• BASES DE DONNEES RELATIONNELLES
• SYSTEMES DE GESTION COMPLEXES

Débutant, après une formation spécifique aux techniques que vous utiliserez, vous participerez à des projets diversifiés.

Expérimenté, vous aurez le plaisir de découvrir une entreprise qui privilégie le dialogue.

Si une telle opportunité à PARIS, LILLE, LYON, ORLÉANS vous attire, envoyez rapidement lettre manuscrite, CV et photo à Hervé CAPTIER, LOGISTA, 33 quai de Dion-Bouton, 92814 PUTEAUX cedex.

LOGISTA
DES HOMMES D'ENTREPRISES

CAP SESA
CHIFFRE D'AFFAIRE 1987

GOULD
Electronique

Filiale Française du Groupe Américain GOULD qui conçoit, fabrique et commercialise des instruments de mesure et de contrôle électronique, recherche pour son LABORATOIRE D'ETUDES

INGENIEUR INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
R44.0602FF

Sa mission : au sein du groupe d'études logicielles, développement des logiciels en langage C et Assemblage, avec analyse d'après cahier des charges.

Profil : Diplôme ingénieur option informatique ou équivalent. Formation traitement de l'information/informatique industrielle. Expérience en Assemblage 68000 ou langage C. Connaissance de l'anglais sera un plus.

Envoyer CV photo et prétentions avec la référence du poste à GOULD ELECTRONIQUE - Service du Personnel - B.P. 115 - 91162 LONGJumeau CEDEX

KPMG Fiduciaire de France

recherche pour son département FIDORGA et dans le cadre de son expansion dans le domaine informatique

**CONSULTANT
INGENIEUR INFORMATICIEN**

Vous voulez exercer à haut niveau une activité de conseil spécialisée en informatique après de PME - PM.

Vous possédez les techniques IBM 36 et des réseaux de micro-ordinateur, votre bonne connaissance de l'AS 400 vous intéresse.

Le département Organisation de KPMG FIDUCIAIRE DE FRANCE (FIDORGA) vous propose de participer au renforcement de son service de conseil en informatique - études d'opportunités, établissement des cahiers des charges, études des matériels et logiciels, développement logiciel etc.

Vous bénéficiez d'une clientèle très variée, d'un climat de travail stimulant au sein d'une petite équipe performante. La dimension de notre groupe offre des perspectives d'évolution rapide.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Madame CREMONT FIDORGA 18 bis, rue de Vigner 92000 LEVALLOIS PERRET.

TECHNOMED INTERNATIONAL

La haute technologie pour soigner les hommes

**Chef de Projet
Spécialiste Laser**

Nous sommes spécialistes dans l'étude, la fabrication et la commercialisation de matériel médical de haute technicité. Nous recherchons un ingénieur en recherche et développement ayant un ou deux ans d'expérience. Vous réaliserez des maquettes, prototypes et essais techniques en relation avec les laboratoires et les sociétés spécialisées. De formation ingénieur vous avez une bonne connaissance du laser. Une expérience industrielle est vivement souhaitée. Si vous êtes fortement motivé pour vous impliquer dans une petite équipe performante et compétitive vous évoluerez avec nous. (Poste basé à Lyon).

Merci d'adresser sous référence 844 à AL CONSEIL, 35 rue de Naples, 75008 PARIS.

AL conseil

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SIMFRA division du GROUPE FRAMATOME, est un leader de la FORMATION TECHNIQUE ASSISTÉE PAR ORDINATEUR. Créant et commercialisant des simulateurs de formation ainsi que des systèmes complets de F.T.A.O., utilisant un langage auteur, des outils graphiques et vidéo (incrustation d'images), nous recherchons pour renforcer l'unité :

JEUNES INGENIEURS

ENSTA, TELECOM, MINES, ENSI, DESS...

pour concevoir et développer de nouveaux simulateurs et produits informatisés de formation.

Une connaissance des spécialités suivantes : aéronautique, spatial, systèmes électriques, moteurs thermiques, sera appréciée.

Une bonne maîtrise des langages C, ADA, langages orientés objet, ainsi que des systèmes d'exploitation MS-DOS et UNIX sont souhaitables.

Postes basés à Paris.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV) sous réf. BS/SIM, à GROUPE FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

Banque commerciale de taille moyenne - 1600 personnes - à forte synergie financière, notre direction de l'organisation et de l'informatique compte une centaine de collaborateurs. Elle recherche un

Ingenieur système MVS

banque privée

Au sein de l'équipe système comptant 5 personnes, il intervient tout d'abord dans les domaines techniques traditionnels des environnements matériels IBM sous MVS-XA-JES2. En outre, à partir des informations issues de l'offre constructeur, il aborde une couche de problèmes plus fondamentaux engageant le devenir de la configuration : prises d'options dans l'assemblage d'outils, études de faisabilité, d'évolution des configurations...

Nous confierons ce poste à un ingénieur de formation, âgé d'au moins 28 ans, doté d'une expérience d'environ 2 années comme ingénieur système. A partir de l'autonomie déjà acquise au titre de la mise en œuvre des logiciels système sur site MVS, nous lui proposons de participer à l'évolution d'un site déjà subtilisé.

Marie-Agnès VALLEE étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8906.279 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Informaticiens

IX, Mines, Centrale, ESE, ENST, INSEET, ENSIMAG, INSEEC, J

Confirmés et débutants

Société d'électronique intégrée à un groupe industriel d'envergure internationale de premier plan, conçoit et réalise des équipements électroniques, dans un environnement des plus performants.

Informatique temps réel, automates, informatique embarquée multi-processeurs, hardware et software, électronique embarquée.

L'expansion de notre société et l'importance des projets que nous conduisons sont les garants d'une progression de carrière motivante.

Nos postes sont basés en régions Rhône-Alpes et Sud-Ouest.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre, photo) sous la référence RF 200 B à notre conseil : MISSION.



MISSION

91, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

COTE D'AZUR

THOMSON SINTRA

ACTIVITES SOUS-MARINES

Nous recherchons des ingénieurs des systèmes sous-marins pour la conception, la réalisation et la maintenance des équipements électroniques embarqués. Nos activités sont principalement tournées vers la conception et la réalisation de systèmes électroniques embarqués. Nous recrutons des ingénieurs expérimentés et débutants.

JEUNES INGENIEURS DIPLOMES
ESE, ENST, ECP, ENSAM...

Vous oeuvrerez dans les domaines suivants :

- Etudes avancées en théorie de la probabilité appliquée au traitement de signal.
- Conception et validation d'algorithmes de traitement de signal, avec simulation et décodage de signaux réels.
- Développement et intégration de logiciels temps réel (traitement de signal et réseaux de communication).
- Développement, intégration de logiciels de base.
- Assurance Qualité en fiabilité de systèmes électroniques.
- Etude, développement et industrialisation de composants optiques.
- Négociation et gestion des approvisionnements de circuits hybrides, composants électroniques et petits ensembles mécaniques.
- Exploitation et administration de systèmes d'informatique technique.

Vous êtes ingénieur ou universitaire en électronique, informatique, physique ou mécanique. Vous débutez ou possédez une première expérience de 2 à 5 ans dans un domaine similaire.

La croissance de notre activité s'effectue dans un contexte français et international. Elle offre d'intéressantes perspectives d'évolution pour des candidats de valeur parlant couramment l'anglais.

Merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite, photo sous réf. M 53/2030 N à :
EGOR TECHNOLOGIES
125, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS



THOMSON

Responsable de département conseil et développement d'applications

N° 1 Mondial des SGBDR, ORACLE continue son formidable développement en France : après 3 ans, 250 collaborateurs, et un C.A. de l'ordre de 170 MF.

Les départements conseil et développement d'applications ont une quadruple mission :

- apporter une offre "conseil" de haut niveau aux utilisateurs d'ORACLE et de ses outils afin de générer une politique de croissance.
- assister l'utilisateur dans la conception et la réalisation d'applications avec ORACLE.
- réaliser des applications pilotes.
- créer de véritables centres de compétences ORACLE chez nos clients.

C'EST LA DIRECTION D'UN DEPARTEMENT CONSEIL QUE NOUS VOUS PROPOSONS :

- Avec pour missions :
- l'organisation et l'animation d'une équipe de 15 à 20 ingénieurs.
- la prise en charge de l'expertise technique chez nos clients.
- le développement de nos relations clientèles.

Pour mener à bien ces missions, nous souhaitons rencontrer des managers capables d'anticiper notre forte croissance.

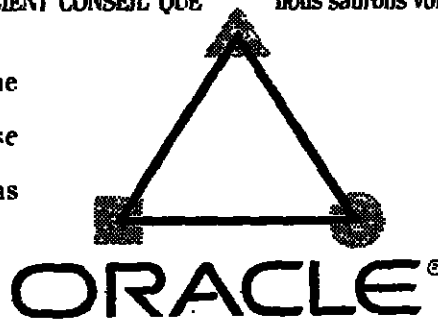
Agé de 35 ans minimum, ingénieur de formation, vous avez une solide expérience de la gestion de projets de grande envergure et de bonnes connaissances en bases de données et réseaux.

Vous savez animer une équipe et avez une bonne maîtrise des relations d'affaires.

REJOIGNEZ-NOUS. En Région Parisienne, en Région Ouest (Nantes) ou en Région Nord (Lille)

nous saurons vous proposer une carrière à vos mesures.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la région choisie et la référence RD à ORACLE FRANCE S.A. - Service Recrutement - 16/32, rue Henri Régault 92411 COURBEVOIE.



DES HOMMES QUI ONT LES BASES DE L'AVENIR

Présents dans le monde entier, les 44.000 collaborateurs du groupe BULL ont réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de près de 32 milliards de francs. Cette dimension place aujourd'hui BULL parmi les dix leaders mondiaux de l'informatique.



INGENIEURS
METHODES
INDUSTRIELLES
CONNECTEZ-VOUS
SUR LES NOUVELLES
TECHNOLOGIES !

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV) sous référence choisie à BULL - Josiane Avenat, 1 à 7 rue Ampère - BP92 - 91301 MASSY.

La haute technicité est l'un des éléments-clés de la stratégie de conquête de BULL. Pour relever ce défi quotidien, Bull est en permanence à l'écoute des évolutions technologiques de son marché.

Bull vous offre aujourd'hui l'opportunité de rejoindre ses équipes, vous permettant d'atteindre le plus haut niveau de votre expertise, en maintenant l'état de l'art par une recherche permanente de nouvelles technologies industrielles.

Vous êtes Ingénieurs Grande Ecole ou équivalent et vous avez acquis une solide expérience (de 2 à 5 ans) en méthodes de production, rejoignez-nous ! Votre motivation vous permettra de devenir un spécialiste dans l'un de ces domaines d'activité :

Ingénieur Méthodes - Responsable Produits

Vous serez chargé d'élaborer, de rédiger et de mettre en place, en relation avec la Direction des Etudes et les Centres de Production, les méthodes de test des produits Micro, Terminaux ou Stations afin de garantir leur niveau de qualité.

Si vous associez à vos compétences en électronique digitale ou informatique, le sens des relations humaines ainsi que la pratique courante de l'anglais, soyez des nôtres. Réf. 02MA

Ingénieur Méthodes - Matériels

En étroite collaboration avec les Etudes et le Centre de Production, et assisté d'une équipe de techniciens de haut niveau, vous serez chargé d'industrialiser les produits Micros, Terminaux et Stations développés par le groupe.

Des connaissances en plasturgie, mécanique et connectique, le sens du contact ainsi que la maîtrise de l'anglais seront vos meilleurs atouts. Réf. 03MB

Bull



مكتبة الأستاذ

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Ingénieur confirmé mettez en valeur votre talent de manager

PROJET TECHNIQUE - PLANIFICATION - GESTION

A 35-40 ans, vous avez une solide expérience de la conduite de grands projets industriels, de préférence dans le domaine Spatial.
Ingénieur de formation, vous souhaitez évoluer vers des responsabilités d'encadrement.
Nous vous proposons de rejoindre MATRA ESPACE dans un rôle clef de notre Société.

Votre mission :
Encadrer les équipes chargées de la conduite d'affaires et préparer les synthèses économiques et financières pour les directions opérationnelles.
Votre solide compétence technique vous permettra de coordonner les réponses aux appels d'offres et de réaliser les estimations financières sur nos grands projets futurs.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 009 à Marie-Josée Rebeyrat - MATRA ESPACE - Centre de Montigny - 3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin en Yvelines.

MATRA ESPACE

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

ALSTHOM

GRANDS PROJETS A L'EXPORTATION

JEUNES INGENIEURS

Négociation, Conception, Réalisation



Au sein du Groupe ALSTHOM, CTM est chargé, au plan mondial de diriger la négociation, la conception et la réalisation de centrales électriques. Le développement de ses activités le conduit à proposer à de jeunes ingénieurs diplômés débutants ou possédant une première expérience de renforcer ses équipes.

- Aux départements contrats à Boulogne-Billancourt :
- Ingénieur de coordination sur chantiers à l'étranger
- Aux départements d'ingénierie à Belfort :
- Ingénieur calculs chargé du dimensionnement des équipements électro-mécaniques des centrales
- Ingénieur procédés/instrumentation chargé de la définition des systèmes fonctionnels et de la régulation (contrôle, instrumentation)

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés (généralistes à dominante mécanique, automatique, instrumentation...) ayant, si possible, des connaissances en thermodynamique. Ils sont motivés pour intégrer un Groupe qui encourage la mobilité au sein d'activités diversifiées.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.
Ces postes requièrent polyvalence, ouverture et flexibilité.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence 9/3190 A à
EGOR TECHNOLOGIE, 125, avenue des Champs Elysees - 75008 PARIS

DIVISION
CENTRALES ENERGETIQUES

CIGIE

CONTESE

Votre mission : l'orientation technologique

Les S.C.T.F., Services Communs de Technologie et de Fiabilité, ont pour mission le conseil et la définition des orientations technologiques auprès des unités opérationnelles du Groupe dans le cadre de grands projets européens et internationaux.
Sur un site exceptionnel, rejoignez nos équipes d'experts, qui, pour mener à bien leur mission, s'appuient sur des laboratoires d'électronique et de physico-chimie :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

De formation Grande Ecole, débutant, possédant une première expérience industrielle ou capable de gérer et d'animer une petite équipe d'ingénieurs, vous assurez, dans des domaines tels que la transmission du signal, les composants analogiques ou les circuits intégrés logiques, un rôle de conseil déterminant pour les choix technologiques futurs.

Votre réelle ouverture d'esprit à l'évolution des hautes technologies, vos capacités d'écoute et de conseil pour nos interlocuteurs à haut niveau d'exigence seront vos meilleurs atouts pour réussir dans cette mission.

Ces postes entraînent de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à :
Mme. BOLLIC - THOMSON-CSF-SCTF - BP 50 - L'Orée de Corbeville - 91401 ORSAY.

THOMSON

Pour négocier au plan mondial, rejoignez le n° 1 de la Communication d'Entreprise

Filiale CGE - 16 000 personnes - 10,5 milliards de francs de chiffre d'affaires

Intégré au sein de notre nouvelle unité de Strasbourg-Illkirch, le service achats négocie sur les marchés mondiaux les composants de systèmes électroniques de pointe et de grande diffusion : un enjeu stratégique pour le leader européen en téléphonie, télécopie et terminaux à écran.

Ingénieur Achats H.F. composants électroniques

Vous aurez pour principale mission de détecter, prospecter et négocier de nouveaux marchés de composants électroniques.
Interlocuteur permanent des Services Techniques, vous participez à l'optimisation des choix des composants de nos produits : c'est grâce à votre support que le Groupe d'Approvisionnement assure une production au meilleur coût dans le respect des normes de qualité.
Homme de dialogue, vous êtes Ingénieur Electronicien et disposez d'une expérience technique dans le domaine des composants électroniques de 2 à 3 ans.
L'évolution du marché des composants implique de fréquents déplacements de courte durée en France et à l'étranger et la pratique courante de la langue anglaise.

TELIC

ALCATEL

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature, sous référence JB/IA, à Eric BACHELIEREAU, Direction des Ressources Humaines, TELIC ALCATEL, 1 route du Docteur Albert Schweitzer, 67408 ILLKIRCH CEDEX.

CGIE

ingénieur mécanicien Faire carrière en Province

1^{er} groupe français en optique-lunetterie, nous sommes leader dans ce domaine en Europe, et en progression constante sur le plan international. Nous devons ces résultats à notre volonté permanente d'optimiser la qualité de nos produits et à notre capacité à anticiper sur les nouvelles technologies. Mais nous savons que nous les devons aussi à nos 11300 collaborateurs pour qui l'information, la communication et l'évolution sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

C'est possible dans notre Société, car nous encourageons nos cadres à évoluer au sein de chaque site de production.

Dans notre usine (750 personnes), située à 2 heures de Paris dans un cadre agréable, proche d'une grande ville universitaire, nous souhaitons intégrer un ingénieur mécanicien pour notre atelier d'essais. Très au courant des nouvelles technologies, vous assurerez le développement de nouveaux procédés de fabrication d'équipements et de matériels destinés à la Production, assisté par une équipe technique performante.

Ingénieur mécanicien de formation, vous avez quelques années d'expérience au sein d'un service méthodes ou en production et souhaitez rejoindre une équipe pluridisciplinaire tout en restant proche des techniques nouvelles. Ce poste, bien sûr, vous ouvre de larges perspectives de carrière dans notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 255/M à ESSILOR INTERNATIONAL, Service Recrutement Ingénieurs et Cadres - 1, rue Thomas Edison Echot 902 - 94028 CRETEIL Cédex.

UNE CARRIERE EVOLUTIVE

ESSILOR

Important groupe allemand

cherche pour sa filiale française
(CA 200 millions de francs)

INGENIEUR D'AFFAIRES

● Mission :
Responsabilité de la réalisation d'un projet clé en main à l'exportation

- Interlocuteur du client,
- gestion du contrat,
- suivi de l'ingénierie et du planning,
- passation des marchés de sous-traitance.

● Profil :
- Ingénieur Grande Ecole ayant impérativement une première expérience similaire, de préférence dans la pétrochimie,
- allemand impérialiste,
- Age 35-45 ans environ,
- Poste basé en proche banlieue Ouest.

Envoyer C.V., photo et prétentions
Sous n° 8384 LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montesson, 75007 Paris.

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**BECTON
DICKINSON**Leader en France
matériel médico-chirurgical
(820 personnes)

Dans notre usine de GRENOBLE, obtenir la "Qualité Santé" n'est pas laissé au hasard. Pour organiser, animer, améliorer cette démarche, nous cherchons des jeunes ingénieurs, (ENSA, INSA ou équivalent) avec 2 à 3 ans d'expérience, si possible en grande série, connaissant la micro-informatique et pratiquant l'Anglais.

Ingénieur assurance qualité

Réf. : 501 M

Vous assurez la qualité du produit jusqu'à son utilisation finale (sélection des matières premières, agrément des fournisseurs, spécifications). Vous aidez les fabricants à prendre des actions correctives et leur fournissez des outils de contrôle efficaces. Espagnol apprécié.

Ingénieur de procédés

Réf. : 601 M

Vos projets, reliés au BE ou aux Méthodes, contribuent à améliorer et rendre plus fiable les moyens de production. Connaissances en automatismes appréciées.

Envoyer votre candidature à



Rhône-Alpes 17, avenue du Graisiv - 38240 MEYLAN.

**DEVELOPPEMENT DE PROTOTYPES EN
CERAMIQUE OU MATERIAUX COMPOSITES
(INGENIEUR AM, INSA Mec, ENSMM...)**

Bienvenue dans un monde de précision, de performance

Cette usine de 60 p., basée à TARBES, est spécialisée dans la conception et la réalisation de pièces à partir de céramique et matériaux composites destinées au marché de l'automobile, de l'aéronautique.

Directement rattaché au responsable du service Recherche et Développement, vous êtes responsable avec votre équipe de 6 techniciens, de la réalisation en petite série de ces produits de haute technologie.

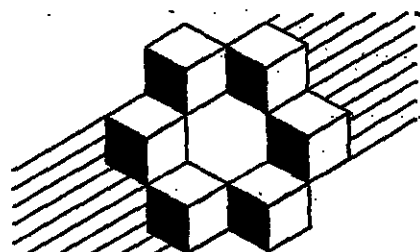
Ouvrez, innovateur, vous travaillez à l'amélioration et au développement de nouveaux produits en concertation étroite avec les concepteurs de ces prototypes. Vous intervenez sur l'aspect méthode de notre atelier moyenne série et proposez des solutions optimisantes.

Pour ce poste concernant la fabrication de produits de technologie de pointe, nous recherchons un jeune ingénieur de type AM, ENSMM, ayant 4 ans d'expérience en atelier de précision, dans le domaine de l'usinage métal ou de l'injection plastique.

Vous souhaitez vous investir dans une société internationale tournée vers des objectifs d'Excellence.

Votre potentiel trouvera de nombreuses opportunités de carrière au sein de notre groupe qui occupe actuellement 5000 ingénieurs et cadres dans le monde.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. LM188 à notre Conseil, ARCOY, 25 rue Cambon, 75001 Paris.

**RHÔNE-POULENC****INFORMATIQUE TECHNIQUE
ET SCIENTIFIQUE**

Fille du Groupe François Charles OBERTHUR (5^{ème} industriel mondial des produits sécurisés), nous sommes une SSI comptant 250 informaticiens. Nous occupons aujourd'hui une place reconnue en tant que partenaire des entreprises pour les systèmes d'informations.

Notre division informatique technique et scientifique mène de nombreux projets pour le compte d'importantes entreprises du secteur aéronautique et spatial et recherche des

**jeunes ingénieurs
de haut niveau**

Intégrés dans des équipes professionnelles, ils participent à des projets d'envergure nationale (conception de cartes électroniques de calculateurs, développement des logiciels associés, modélisation, simulation, etc.).

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de l'université (Bac + 5), vous avez acquis de très bonnes connaissances en informatique et/ou automatique ou électronique (microprocesseur 16 ou 32 bits, VAX, VMS, système UNIX, langages Assembleur et/ou Pascal, C ou ADA). Débutants ou ayant déjà une première expérience, vous souhaitez consolider vos connaissances et enrichir votre expérience en participant à nos projets scientifiques et techniques.

Notre développement rapide et notre appartenance à un groupe industriel dans les techniques de pointe offrent à ceux qui en présentent le potentiel d'intéressantes possibilités d'évolution de carrière.

SYNERGIE
INFORMATIQUE ET
DEVELOPPEMENT

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo), s/réf. M/158/M à notre conseil OBERTHUR CONSULTANTS 12-14, Rond Point des Champs Elysées 75008 PARIS.

**Par nature, l'homme ne peut pas voler,
nous savons comment lui donner des ailes !**

Ingénieurs d'essais en vol, conception logiciels, d'études :
nous vous proposons de vous laisser choisir le domaine
d'épanouissement de vos compétences.

- Parce que nous évoluons dans un environnement high tech,
- Parce que nous disposons de moyens considérables en études, développement et production,
- Parce qu'enfin Ambition, Implication, Synergie des compétences sont les moteurs de nos actions : la DIVISION RADARS, CONTRE-MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES du groupe THOMSON, leader international dans le domaine des équipements électroniques aéroportés, souhaite renforcer ses équipes de conception.

**INGENIEURS
ELECTRONICIENS****CONFIRMES OU DEBUTANTS**

Diplômés d'une école d'ingénieurs (SUPELEC, ENSEEIHT, CERICS ...), nous vous offrons d'évoluer au sein de petites équipes, jeunes et hautement qualifiées. Après une formation à nos métiers, vous participez, de la conception à la réalisation, au développement de nos prototypes et produits, intégrant des technologies d'avant-garde telles que : circuits intégrés, hyperfréquences, antennes à balayage électronique, électronique de puissance, optronique ...

Vous bénéficiez bien sûr de tous les moyens d'informatique de pointe : ateliers flexibles, XAO, systèmes experts, IA, simulateurs ...

Outre une expérience de premier plan, nous vous offrons l'opportunité de construire une carrière à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions)
sous référence M/20/06 à : Serge BONNAFÉ - THOMSON - Division RCM
178, Boulevard Gabriel Péri - 92242 MALAKOFF Cedex.

**THOMSON****Ingénieur d'études mécanique**

De formation A & M, ENSEE IHT, ENSI, INSA avec une première expérience de 2 à 3 ans, vous avez une réelle compétence des automatismes ou asservissements en petite mécanique. Vous souhaitez la valoriser en intégrant la structure d'un groupe en plein développement.

Nous vous proposons d'assurer, après une période d'intégration, le pilotage de projets d'études et de développement pour notre secteur instruments. Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, et dans un environnement de haute technologie, vous bénéficierez dans cette fonction, de l'opportunité d'exprimer votre goût pour les projets pointus, ainsi que votre sens des applications concrètes.

Lieu de travail : PARIS 3^e.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 256/M à ESSILOR INTERNATIONAL, Service Recrutement Ingénieurs et Cadres - 1, rue Thomas Edison, Echât 902 - 94028 CRETEIL Cedex.

SPECIALISTE DES AUTOMATISMES**ESSILOR**

مكتبة الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ÉCOLES

Nous sommes une entité autonome d'un groupe leader en ingénierie, dont la croissance s'appuie sur une stratégie de diversification mondiale dans les technologies de pointe.

Vous êtes Ingénieur Grande École, Généraliste ou Mécanicien. Une fonction d'études et de conception vous attire et vous souhaitez développer des projets d'envergure internationale.

Rejoignez nos équipes renommées pour leurs compétences et leur dynamisme.

Les postes sont basés à Lyon et offrent de nombreuses opportunités de carrière dans le groupe. Anglais indispensable.

Une carrière dans un environnement international

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 54632 à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris cedex 17. Confidentialité assurée.

ALCATEL ESPACE

L'univers des grands projets

Spécialiste des Télécommunications spatiales crée une équipe LOGICIELS TOULOUSE

Devenez le RESPONSABLE de cette équipe ou l'un des INGENIEURS qui la composent.

Votre expérience, dans la conduite et le développement de projets (TEMPS REEL ou TELECOMMUNICATIONS), est supérieure à 5 ans. Vous maîtrisez les METHODES LOGICIELS et les langages ADA, C, PASCAL.

Vous êtes diplômé d'une Grande École ou Université.

Vous exercerez votre métier passionnant dans un secteur de pointe et évoluerez dans l'une des filiales d'un groupe international.

Faites-nous parvenir un dossier de candidature, en rappelant la référence 14, à la Direction du Personnel, BP 1187, 31037 TOULOUSE CEDEX.

ALCATEL ESPACE

Si vous êtes :

MANAGER

Vous êtes un Leader et vous animez une équipe de 25 personnes

TECHNICIEN

Vous êtes spécialiste BULL DSA/DPS7 et très familier des grands systèmes IBM

GESTIONNAIRE

Vous gèrerez un budget de fonctionnement de 40 MF/an

RESPONSABLE de la PRODUCTION

Ingénieur, basé à Paris, sous la responsabilité du Directeur des Systèmes d'Information d'une filiale en très forte croissance d'un groupe financier prestigieux, vous aurez en charge le RESEAU, le SYSTEME et l'EXPLOITATION (BULL/DSA) avec trois objectifs prioritaires : QUALITE, PRODUCTIVITE et INDUSTRIALISATION de l'environnement informatique, en liaison avec celui de la maison mère équipée de grands systèmes IBM.

Merci de nous adresser votre dossier complet de candidature sous réf. DOC 6

LD CARRIERES (SA)
38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS

AGRO-ALIMENTAIRE

Notre société à vocation alimentaire partage les ambitions d'un grand Groupe diversifié (3000 salariés). Nos performances s'appuient sur la responsabilisation et l'implication des hommes par un management participatif, une politique de formation soutenue (6 % de la masse salariale), une communication de qualité.

Nous avons de grands projets et un important programme d'investissements (30 MF) pour l'une de nos unités situées au Sud de Lille. Dans un environnement moderne, nous y développons des technologies avancées (séparation des constituants, concentration, séchage) pour fabriquer des produits alimentaires intermédiaires.

Dans le cadre de l'extension de ce site, nous offrons à deux jeunes ingénieurs à l'esprit curieux et ouvert l'opportunité d'exprimer leur potentiel et d'évoluer avec nous.

REGION NORD

Prêt à faire vivre nos projets ? Parlez-nous vite de vos ambitions et de vos attentes en adressant votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et références) avec la référence du poste choisi à :

MEDIA RA COMMUNICATIONS
100/102, rue Nationale
59600 LILLE, qui transmettra

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

ENSBANA - ENTIAA - UTC - UTSL

Intégré à une petite équipe performante, vous prendrez en charge, en liaison constante avec les ingénieurs usins, la recherche, la mise au point et la tarification industrielle de nouveaux produits alimentaires intermédiaires. Une première expérience d'au moins deux ans dans un service R & D ou Production en secteur agro-alimentaire, vous a permis d'acquies une bonne maîtrise des technologies alimentaires générales. De bonnes connaissances en génie industriel alimentaire seraient un plus apprécié. Esprit d'équipe et sens du concret vous aideront à réussir.

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

ARTS ET METIERS

Réf. 388

Rattaché au Responsable Entretien Travaux Neufs, vous contribuerez à l'optimisation des moyens d'exploitation par la mise en place d'investissements en matériel et en génie civil suivant la politique déterminée par le Directeur Ingénierie.

Homme de terrain, vous êtes aussi homme d'analyse : à l'écoute des besoins des différents services, vous étudiez, proposez et mettez en œuvre les solutions adaptées, du devis jusqu'au planning et suivi de chantier.

Vous garantirez la bonne exécution des travaux entrepris dans les délais prévus et le respect des performances annoncées.

Réf. 389

Intégré à une petite équipe performante, vous prendrez en charge, en liaison constante avec les ingénieurs usins, la recherche, la mise au point et la tarification industrielle de nouveaux produits alimentaires intermédiaires. Une première expérience d'au moins deux ans dans un service R & D ou Production en secteur agro-alimentaire, vous a permis d'acquies une bonne maîtrise des technologies alimentaires générales. De bonnes connaissances en génie industriel alimentaire seraient un plus apprécié. Esprit d'équipe et sens du concret vous aideront à réussir.

CHEF DE PROJETS «ESPRIT»

Accueillir le logiciel du futur

SYSECA, SSI de 1 300 personnes (croissance + 25 %) «prime contractor» vis-à-vis des autres partenaires européens pour des projets ESPRIT.

Nous souhaitons confier à un chef de projet à rôle de maître d'œuvre de projets concernant des logiciels de génie logiciel, des outils logiciels, des architectures de machines et de l'IA.

Aidé par une dizaine d'ingénieurs que vous animez, vous négociez des projets dans un environnement international. Vous serez aussi amené à développer des relations techniques et commerciales avec vos partenaires de la C.E.E.

Diplômé de Grande École, chef de projet expérimenté en génie logiciel et intelligence artificielle, vous êtes familiarisé avec des projets européens ou avec des contacts à l'étranger.

De plus, habile négociateur, vous savez exploiter vos qualités : fortes facultés d'adaptation, capacité à comprendre des problèmes variés, sens des contacts et des situations.

L'anglais courant est obligatoire.

Basé en région parisienne (St Cloud), vous serez amené à vous déplacer (courte durée).

Merci d'adresser votre candidature sous référence 467 à SYSECA SÉLECTION
315, Bureau de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD
Tél. : 49 11 73 32

SYSECA SELECTION

ME MICROTECHNOLOGIE

Premier sur le marché des systèmes de développement de microprocesseurs, nous proposons des solutions performantes sur des plateformes standards (MS/DOS, UNIX VMS) répondant aux besoins de l'ingénieur électronique : Conception, Développement, Révision, Documentation.

(60 personnes, 60 MF de CA)

VIEWLOGIC, notre solution d'I.A.O. permet à l'ingénieur d'assurer non seulement la conception, mais aussi la documentation et la communication au sein du projet. Nous recherchons donc :

JEUNE INGENIEUR D'APPLICATION I.A.O. ELECTRONIQUE

Ingénieur électronique de formation, vous avez une première expérience de la C.A.O. électronique en tant qu'utilisateur (Design, édition de schémas, simulation logique et analogique...) et vous cherchez une aventure.

Nous vous proposons d'assurer, après une période de formation, le support technique global de VIEWLOGIC.

Nous offrons un environnement jeune, informel, où l'indépendance est valorisée, une rémunération très motivante et des possibilités d'évolution vers le marketing et le commercial.

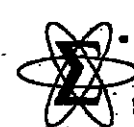
Premiers entretiens ou sein de MTE dans les meilleurs délais.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, salaire actuel et prétentions) à :

Daniel O'Connell and Partners
104, Ter Boulevard Voltaire
75011 Paris, Fax : 43 38 49 66

VIEWlogic

Discrétion absolue - Réponse assurée.



SIGMA CHIMIE

SIGMA CHEMICAL, leader mondial des réactifs biochimiques destinés à la Recherche dans le domaine des Sciences de la Vie, présent dans le monde entier, nous recherchons pour notre filiale française basée à Lyon un :

Chef de Produit Immunologie

pour assurer le développement de la gamme de produits immunochimie destinée aux laboratoires de recherche publics et privés. Il prendra en charge l'élaboration et l'application d'une politique marketing et la mise en place sur le terrain des actions de promotion et développement des ventes.

A 30 ans environ, vous possédez un doctorat (ou équivalent) en Immunologie complétée par une première expérience, de préférence en Marketing ou Vente. Vous saurez vous intégrer dans un groupe international en forte croissance, au sein d'une équipe jeune grâce à vos capacités relationnelles, votre implication et votre maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 340 M à Joëlle FAYE, ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 Ecully Cédex, qui l'examiera confidentiellement.

ALGOE
CONSEIL EN MANAGEMENT

Au sein d'un établissement de la Défense Nationale situé près de Nantes :

LE LABORATOIRE D'ETUDES ET DE CONTROLES DES MATERIAUX recherche un :

JEUNE INGENIEUR

d'essais mécanique de la rupture et de la fatigue.

• nationalité française, • titulaire d'un doctorat ou d'une expérience,

pour procéder à des mises au point de méthodes et réalisation d'essais, appliquées au domaine de la construction navale en général, et en particulier de la propulsion nucléaire.

Les candidatures + CV + copie des diplômes sont à faire parvenir pour le 26 juin 89, au :

SERVICE DU PERSONNEL - BPCC - ECAN D'INDRE, 44620 La Montagne.

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PLUS DE SOUFFLE



Avec le dynamisme et l'esprit d'ouverture d'une SSI composée d'hommes jeunes qui mettent l'informatique de pointe à la portée du plus grand nombre, et parient sur l'avenir en consacrant 10 % à la Recherche et Développement (CA 525 M).

démarquez vite votre carrière. Élargissez vos compétences en suivant des projets dans des domaines très diversifiés (systèmes temps réel, logiciel de base, génie logiciel, traitement du signal, intelligence artificielle, réseaux et télécommunication, informatique industrielle, systèmes d'information, systèmes de gestion de bases de données, logiciels, applications de gestion). Enrichissez vos connaissances avec ses 1000 ingénieurs pour un effectif de 1300 personnes, qui vous feront profiter de leur expérience acquise sur des projets d'envergure. Prenez vos responsabilités au sein d'équipes légères aux interventions souples et rapides où chacun a sa part d'autonomie.

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, débutants ou avec une première expérience.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 464 à Robert CUADRADO - SYSECA SELECTION 315, bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD Cedex. Tél. : 49 11 75 42



4000 personnes et un CA supérieur à 2 milliards de Francs : nous sommes la principale filiale d'un Groupe Multinational. Nous équipons l'automobile et le machinisme agricole. Notre expansion et nos projets passent par le renforcement de nos structures sur des postes-clés :

Equipements industriels

Thermicien hydraulicien

Réf. CTH 630 M

Vous êtes Ingénieur, ENSEIHT, A&M, ECL... Vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans la conception, l'installation et la maintenance de process thermiques et hydrauliques. Pour nos 3 usines, vous gerez des projets liés à la production, la distribution des énergies et des fluides : élaboration du cahier des charges, relations avec les sous-traitants et fournisseurs. Ouvert aux évolutions techniques, vous êtes, au sein de notre bureau d'études, le spécialiste que l'on consulte.

Chef de projet

Réf. BCP 631 M

Ingénieur Mécanicien/Electro-Mécanicien, vous êtes depuis 4 ans environ dans un bureau d'études, vous concevez et mettez au point des équipements automatisés, des process... et aspirez maintenant à une responsabilité globale. Chez nous, aidé d'une équipe de techniciens spécialisés et en vous déplaçant sur le terrain (usines, fournisseurs...) vous conduisez des projets liés à la conception de nouvelles machines ou à l'amélioration des équipements existants : élaboration du cahier des charges, conception, installation et mise au point sur site.

Production

Chef de fabrication

Réf. BCF 634 M

Dans le cadre du management "Qualité Compétitive" que nous développons, vous dirigez un groupe d'ateliers : l'automatisation y est très présente. Qualité, productivité, gestion, organisation sont au centre de votre action quotidienne. Vous êtes Ingénieur Mécanicien (ou génie chimique, éventuellement) et depuis 5 ans environ en fabrication : vos qualités d'animateur et votre passion pour la technique sont les garants de votre réussite à ce poste et de votre évolution.

Ingénieur industrialisation

Réf. BII 632 M

Un job "ouvert" : d'un côté, vous réalisez la mise au point des prototypes avec les ingénieurs R et D, de l'autre vous définissez et faites évoluer les procédés, vous conseillez les ateliers sur le plan technologique. Pour vous, un objectif : la fiabilité des fabrications. Ingénieur MINES, PONTS, CENTRALE, AM, passionné par la "performance technique" vous valorisez, chez nous, votre première expérience industrielle (R ET D, BE, Méthodes, Organisation).

Ingénieur fabrication

Réf. BIF 633 M

Jeune Ingénieur Mécanicien (AM, INSA, CESTL...) vous êtes par nature un "opérationnel" et un homme de communication. A la tête d'un secteur de fabrication (100 à 200 personnes), vous organisez le travail, veillez au respect des délais et de la qualité, gérez votre budget et, bien sûr, aimez les hommes.

Tous ces postes sont à pourvoir au Centre Technique ou dans les Usines de notre Société implantée essentiellement dans l'Est de la France (Champagne/Lorraine). SEFOP, notre Conseil, vous remercie d'adresser votre dossier sous référence correspondante.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTHEC



Vous êtes Ingénieur (AM, ENSI, INSA...)

Nous sommes le n°1 européen des cloisons amovibles et des plafonds modulaires

N°1 en Europe des cloisons amovibles et des plafonds modulaires, nous équipons les immeubles de bureaux évolués et les locaux à atmosphère contrôlée.

Entreprise du groupe Financière Strafor, avec plus de 1.200 collaborateurs, nous sommes présents sur toute l'Europe depuis bientôt 30 ans, et depuis peu aux U.S.A. et en Extrême-Orient.

Notre stratégie de croissance se fonde sur une expansion géographique intensive et un développement permanent de nos produits et de nos marchés.

Nous recherchons un

Ingénieur développement produits

Vous avez compris que notre réussite s'explique par une politique marketing et commerciale très pointue. Dans cet esprit, vous rejoindrez notre Département Marketing-Produits pour anticiper nos nouveaux marchés : à partir des études de marché, élaboration de nouvelles solutions de réseaux de communication, construction des prototypes, essais, industrialisation, formation des ingénieurs de vente et des techniciens de l'ensemble de nos unités européennes.

Au delà de cette fonction riche, variée et formatrice, nous vous proposons une évolution rapide dans un environnement international (Anglais indispensable).

Pour ce poste basé à Strasbourg, les entretiens pourront avoir lieu dans nos bureaux de PARIS, LILLE, STRASBOURG, LYON ou NICE.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 6104/M au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE - 1/3, place Gutenberg - 67000 STRASBOURG. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES ALSACE

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

مكتبة الامم المتحدة

مكة امه، لاجل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de faire face à un fort développement de ses activités informatiques et bureautiques, la CCIP, Etablissement public, ayant une activité très diversifiée, équipée dans les services du siège de 450 terminaux, DPS 7 et DPS 8, VAX, PRIME, et employant 3.500 personnes, recherche :

INFORMATIQUE FILIALES

ETUDES
Dans le cadre de ses activités de conseil auprès de ses filiales
JEUNES ANALYSTES
de formation DUT ou MIAGE
avec une première expérience (connaissances de l'environnement AS 400 ou IBM 36/38 ainsi que de la micro-informatique appréciées)
Vous apporterez conseil et assistance technique aux filiales, à l'occasion de projets variés de gestion administrative, de gestion technique et de bureautique.
Réf. DCI 06/01

ORGANISATION

Pour renforcer une équipe aux activités très diversifiées
ORGANISATEURS CONFIRMES
Ingénieur ou diplômé d'une école de gestion, vous maîtrisez l'informatique et avez acquis une expérience de plusieurs années en société de conseil ou en entreprise.
Vous intervenez depuis 3 ans ou moins dans l'un des domaines suivants :
• système d'information et de décision,
• stratégie et organisation,
• audit opérationnel,
• systèmes de gestion financière et opérationnelle,
• choix et mise en place d'autocommutateurs, du double point de vue organisationnel et technique.
Vous savez intégrer la dimension socio-culturelle dans vos chantiers de modernisation.
Votre objectif sera de contribuer à l'optimisation des services offerts par la CCIP, à ses ressortissants.
Votre candidature sera traitée dans le plus grand souci de confidentialité.
Réf. DCI 06/02

INFORMATIQUE CENTRALE

ETUDES
Dans le cadre de ses activités de développement d'applications "transversales"
ADMINISTRATEUR DE BASES DE DONNEES
Diplômé de l'enseignement supérieur avec une expérience DB2 et GCOS7, vous serez chargé de la conception, de l'optimisation et du suivi des bases de données.
Réf. DCI 06/03

ANALYSTES PROGRAMMEURS
De formation supérieure (MIAGE, DUT, ...) Avec expérience DPS 7, DPS 2, TDS. Une connaissance de SINDIA serait un plus. Vous avez acquis une première expérience en participant à des projets développés dans un cadre méthodologique (de préférence MERISE).
Réf. DCI 06/04

UN FORT POTENTIEL complété par une vigoureuse politique de formation vous assurera de réelles perspectives d'évolution.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi à C.C.I.P. - DIRECTION DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.

L

A CULTURE TELECOM EN PLUS

**POUR VOUS
CELA SIGNIFIE
ANTICIPER**

...anticiper dès aujourd'hui l'évolution de l'univers informatique : pour être performants, les systèmes d'information doivent être de plus en plus communicants. Pour répondre à ce nouvel enjeu, TELESYSTEMES, filiale de COGECOM (groupe FRANCE TELECOM), apporte une maîtrise approfondie des télécommunications aux solutions globales qu'elle propose. Plus qu'une maîtrise, c'est une culture d'entreprise que partagent ses 2000 collaborateurs.

INGENIEURS CONCEPTEURS

Au cours de missions de longue durée, vous prenez en charge la conception générale d'un système d'information et tenez un rôle de coordination et d'assistance auprès des responsables de projet. Ingénieurs de formation, vous avez acquis une expérience de 2 ans (junior) à 8 ans (senior) dans la conception d'applications d'informatique de gestion, en environnement méthodologique MERISE (et si possible RACINE). Vous avez une connaissance du monde des télécommunications. Réf. IC/206/LM

RESPONSABLE DE L'EQUIPE DE CONCEPTEURS

Aujourd'hui concepteur senior, vous trouvez chez TELESYSTEMES l'opportunité de prendre la responsabilité d'une équipe de concepteurs : votre mission couvre l'encadrement opérationnel direct d'une affaire de conception, le suivi technique des concepteurs, l'avant-vente, les réponses aux appels d'offres... Réf. IC/206/LM

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence choisie à TELESYSTEMES - Direction des Ressources Humaines - 115, rue du Bac - 75007 Paris.

TELESYSTEMES

RESEAUX ET INTEGRATION DE SYSTEMES. LOGICIELS. EXPLOITATION DE SERVICES INFORMATIQUES.

SAINT-GOBAIN

SAVOIE - Au sein du groupe, nous sommes le leader européen de la fibre de verre pour les matériaux composites avec 5000 personnes, 7 usines dans le Monde et 27 Milliards de francs de CA. Nos ateliers pilotes assistent nos clients pour l'étude et le développement de leurs futurs produits et procédés. Ils recherchent un :

INGENIEUR DEVELOPPEMENT PLASTURGIE

Au sein d'une petite équipe vous étudiez l'existant (produits, procédés, méthodes de caractérisation et de qualification) et le futur. L'acquisition de ce savoir-faire dans la transformation des thermoplastiques vous permettra d'initier (voire de diriger) à la mise au point de nouveaux produits.
Ingénieur plasturgiste, Grande Ecole option matériaux ou universitaire (MST Sciences des Matériaux), venez développer vos compétences dans le domaine des composites et vos qualités personnelles d'animateur d'équipe dans un groupe qui offre de réelles perspectives de carrière.
Notre Conseil Jodi BERNARD traite votre dossier sous référence 403-L-190 M en toute confidentialité.

centor 17, rue Louis Guérin
69626 VILLEURBANNE CEDEX

Marconi-Adret

Instruments

Fort de notre expertise en synthèse de fréquences et de notre alliance avec le Leader Européen MARCONI qui veut faire d'ADRET son Centre de développement et de production en France, nous développons des produits à vocation mondiale et recrutons des ingénieurs :

ADRET RECRUTE DES INGENIEURS

- Recherche et développement
2 Ingénieurs Hardware/Software, traitement digital du signal pour travailler avec notre équipe RF/Hyperfréquences.

Vous êtes Ingénieur diplômé ou thésard.
Vous débutez ou vous avez quelques années d'expérience dans ces spécialités.
Vous souhaitez marquer de votre nom les Télécom de demain.
Vous souhaitez vous joindre à une équipe entrepreneuriale qui travaille aussi avec un pied en Angleterre.

Envoyez, confidentiellement, à MARCONI-ADRET, 12, avenue Vladimir-Kotelnikov, 78182 TRAPPES CEDEX ou téléphonez à Monique GERARD au (1) 30-61-29-72.

ALTRAN TECHNOLOGIES

TECHNIQUES DE POINTE

ALTRAN TECHNOLOGIES : société de prestations intellectuelles de haut niveau, cotée en Bourse, 100 % de croissance, 650 ingénieurs,

RECHERCHE :

CONSULTANTS JUNIORS CHARGES D'AFFAIRES CHEFS DE PROJETS

Evolution vers postes de direction et d'expertise de très haut niveau.

Secteurs d'activités :

- Aéronautique, Espace, Défense,
- Télécommunication, Réseaux,
- Ingénierie Médicale, Imagerie,
- Productique, Robotique, Contrôle de process.

4 Pôles de Développement :

- Région parisienne, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Sud-Est.

Profil :

- Goût des hautes technologies, sens de la communication, dynamisme et autonomie.

Merci de nous adresser votre CV en rappelant sur l'enveloppe la réf. JMF 06.

GROUPE ALTRAN TECHNOLOGIES
58, Bd Gouvion Saint-Cyr - 75017 PARIS.
Filiales : DELTA - IDEFI - SEGIME - INCOM - LORE

Le Futur au Présent

SAINT-GOBAIN

CERAMIQUES INDUSTRIELLES

recherche pour une de ses filiales, produisant des Cristaux et Détecteurs Nucléaires, REGION FONTAINEBLEAU, un :

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Ce poste sera confié à un ingénieur physicien ou matériaux disposant d'une expérience réussie de quelques années dans des domaines similaires de haute technologie.

De par les implications internationales de cette fonction la pratique courante de l'anglais est indispensable.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à
Direction des Affaires Sociales, Société Quartz et Silice - BP. 95 - 77140 NEMOURS.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Spécialisée dans les
EQUIPEMENTS AERONAU-
TIQUES ET DE DEFENSE, la
SFIM depuis plus de 40 ans
maintient le cap de la perfor-
mance et de la compétence.
Dans le cadre
de son évolution,
la Direction Recherches et
Développements recrute :

AVEC
LA
PERFORMANCE...

3 INGENIEURS SYSTEMES AVIONIQUES

Au sein d'une équipe pluridis-
ciplinaire, vous seconderez
des Chefs de Projets dans l'en-
semble de leur activité.

Des connaissances
en automatique
seraient appréciées.

Que vous soyez débutants ou
forts d'une première
expérience, nous vous
remercions d'adresser
lettre manuscrite,
CV + photo
sous la réf. ISA/LM067

sfim

à Françoise HENNEQUIN,
SFIM, Direction des Affaires
Sociales, 91344 Mussy Codex

...LA
COMPETENCE

CHEF DE PRODUITS

Animer - Former - Informer

LE MANS

Filiale d'un puissant Groupe américain, cette PME performante (270
personnes - 160 MF de CA), spécialisée dans la transmission de puissance,
fabrique et distribue plusieurs lignes de produits spécifiques destinées à
des secteurs d'activités très diversifiés en France et en Europe.

Sa mission est double :

promouvoir une ligne de produits techniques auprès du réseau
commercial - ingénieurs de vente et distributeurs - en liaison avec
le constructeur en Allemagne, dans le cadre d'un budget et d'une
forte autonomie

formuler une réponse technique aux besoins des clients dont il devient
progressivement l'interlocuteur privilégié.

A 28/30 ans, jeune ingénieur - ou équivalent - vous justifiez d'une
première expérience acquise par exemple dans le développement en
R.E. de produits électro-mécaniques. Vous souhaitez maintenant
étendre votre champ d'action et agir en prise directe sur le terrain, en
jouant un rôle prépondérant dans le développement d'une activité. Ce
poste vous permettra de réaliser votre goût pour la technique à des
applications spécifiques et souvent "pointues", dans un environnement
industriel exigeant et porteur.

La pratique de l'Allemand est indispensable. Le poste est basé au
Mans.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous référence
SISALM, à MEDIA P.A. - 53, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS - qui
transmettra.

FILERGIE
D'UN AVENIR A L'AUTRE

GRUPE FIRELLI

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Nous avons besoin de renforcer l'équipe de notre laboratoire
matériau installé à Sens (100 kms Paris) et travaillant pour
l'ensemble des unités industrielles du groupe Firelli.

Nous souhaitons engager deux :

Ingénieurs chimistes

Selon leurs goûts et compétences particulières, ils prendront en
charge respectivement :

- les mesures d'analyses physico-chimiques sur polymères.
Nous souhaitons une première expérience et une bonne
connaissance des matériaux d'analyse et de contrôle ATD, ATG,
rhéomètre, extrusion, broyeur, FTIR.

- l'élaboration et la mise au point de formulations caoutchoucs
et/ou matières plastiques.

Une formation complémentaire ESICA serait très appréciée.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 360 N à :

claudio debray conseil sa
192 boulevard S-Germain
75007 Paris

Ingénieurs

1 à 3 ans d'expérience
ou confirmés

Pour participer à notre nouvelle expansion
dans l'un des domaines :

- TRAITEMENTS D'IMAGES,
- SYSTEME TEMPS REEL,
- TRAITEMENT DU SIGNAL,
- RESEAU.

Nous vous proposons de vous intégrer dans
notre équipe d'INGENIEURS SPECIALISES.

telsa
informatique

Merci d'adresser C.V. et prêt à
9, Bd. Jean Seurat
92100 BOULOGNE.

Jeunes acheteurs, choisissez votre région ...

THOMSON ELECTRO-MENAGER (7.500 personnes, 6 Milliards
de F. de CA) conçoit, fabrique et vend les produits de gros
électro-ménager du groupe sous les marques THOMSON,
BRANDT, VEDETTE, SAUTER et THERMOR, au niveau mon-
dial.

Dans le cadre de l'internationalisation des marchés, nous
développons notre service achats (60% du CA) et vous pro-
posons d'intervenir à toutes les phases d'un projet, de l'ana-
lyse des besoins jusqu'à la rédaction des contrats en passant
par la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement
tant en France qu'à l'étranger, et ceci pour 3 de nos impor-
tantes filiales.

INGENIEUR ACHAT ELECTRONIQUE ELECTROTECHNIQUE

CEREMO, filiale commune THOMSON-TOSHIBA, récemment créée en Vendée, conçoit et fabrique des fours micro-ondes.

Ingénieur généraliste électricien ou électronicien, vous aurez la responsabilité des achats des cartes électroniques, composants électro-
niques et électrotechniques, négociez les marchés annuels auprès de fournisseurs mondiaux (Asie, USA, Europe), gérez et optimiserez
un budget annuel de 250MF. Habitué aux contacts avec des décideurs français et étrangers, vous possédez une première expérience (achat,
commercial, ...) dans un domaine d'activité similaire et vous exprimez correctement en anglais.

Le poste est situé à proximité de La Roche sur Yon.

INGENIEUR ou CADRE ACHAT

SELNOR : des résultats qui parlent. 1er du froid en France, 25 nouveaux produits au cours de ces 3 dernières années, 1 Milliard de CA en
augmentation de 15% tous les ans.

Jeune ingénieur ou diplômé d'une école supérieure de gestion, bénéficiant d'une première expérience des achats industriels, vous pren-
drez la responsabilité - selon vos goûts et vos compétences - de l'un des domaines suivants : rôle et matière plastique, composants électro-
mécaniques ou composants électriques. Vous gèrerez un budget d'environ 100MF, rechercherez de nouvelles sources d'approvision-
nement (Europe), négociez nos marchés annuels ou ponctuels, participerez étroitement à la mise en oeuvre d'une politique d'assuran-
ce qualité. Anglais exigé.

Le poste est situé à proximité de Lille.

CHEF DE PRODUIT ACHATS

CEPEM (1000 pers.) conçoit et produit du matériel de cuisson Grand Public.

De formation ingénieur ou école de gestion, vous gèrerez un budget de 80MF et, selon vos goûts et votre expérience, prendrez en charge
l'un des domaines suivants : rôles et traitement de surface, pièces mécaniques ou pièces esthétiques. Vous élaborerez la stratégie achat
recherche de fournisseurs, assurance qualité, ...), négociez les marchés au niveau international et assurez les liaisons avec l'ensemble
des services Recherche et Développement, Marketing, Méthodes, Approvisionnement et Qualité. Anglais courant exigé.

Le poste est situé à proximité d'Orléans.

D'importantes perspectives de carrière au sein de ces sociétés ou du Groupe seront offertes à des candidats de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la région choisie à
notre conseil qui vous garantira la confidentialité de votre candidature :

ORION - 35, Rue du Rocher - 75008 Paris.

THOMSON

Présents dans le monde entier,
les 44.000 collaborateurs du groupe BULL ont réalisé en 1988
un chiffre d'affaires de près de 32 milliards de francs.
Cette dimension place aujourd'hui BULL
parmi les dix leaders mondiaux de l'informatique.

LES RESEAUX DE
COMMUNICATION
BULL...

UNE RÉFÉRENCE !

Bull toujours au service de ses clients, conçoit le
must en matière de réseaux et de communication d'en-
treprise.

C'est pourquoi aujourd'hui, Bull recherche des
ingénieurs désireux d'appréhender ce secteur à
évolution rapide dans les domaines suivants :

- architecture ISO, SNA, DSA,
- systèmes multi-microprocesseurs,
- systèmes UNIX.

JEUNES DIPLOMES

Grandes Ecoles ou Universitaires, avec option
informatique ou réseaux, vous êtes désireux de
faire partie des meilleurs et êtes prêts à vous investir
dans un environnement très performant.

Au sein de la Direction des Réseaux et Commu-
nications, venez concevoir et développer des proces-
seurs de réseaux. Vous enrichirez ainsi les capacités
de communication et d'interconnexion des produits du
Groupe.

Pour cela, la connaissance de l'anglais est
souhaitée. Postes basés à Paris ou en proche banlieue
Ouest.

Rejoignez une équipe qui gagne en adressant votre dossier
de candidature sous référence 2076 M à Sophie Poulet -
BULL SA - 2, rue Ernest-Lafayette - 75020 PARIS

Bull

مكتبة الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

*Votre responsabilité:
notre satisfaction-client.*

INGENIEUR D'ASSISTANCE TECHNIQUE

La Division Technique Hewlett-Packard, classée n°1 par DATAPRO en satisfaction clientèle sur le marché français des constructeurs met sa passion de la technique au service des clients et de la performance.

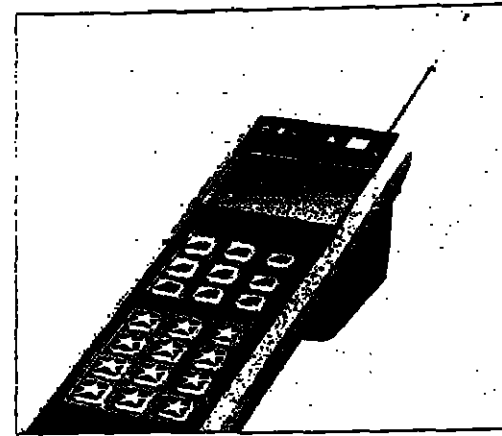
Responsable d'un portefeuille de comptes-clients, vous avez pour mission de trouver les solutions adaptées aux problèmes de vos interlocuteurs et de participer au développement de l'activité support matériel, système et réseaux.

Votre rôle moteur au sein de petites équipes très autonomes, la formation que nous vous offrons sur des matériels de haute technologie, feront rapidement de vous un spécialiste dans des domaines porteurs: réseaux, bureautique, GPO, CAO.

Compétence technique, contact clientèle, deux atouts pour bien préparer votre évolution au sein d'HP: support technique, support logiciel, management ou vente.

Jeune ingénieur informaticien ou électronicien (INSA, ESIGIELEC, ESIO, ESIEE, ISEN, ISEP, ENIB...), débutant, venez développer vos compétences en région parisienne ou en province. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo + lettre), sous référence CE12/M/FR, à Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.



Vous avez demandé l'Europe ?

... et vous avez bien fait, Alcatel Radiotéléphone, déjà leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de Radiotéléphone public et privé, vous propose de construire avec elle l'Europe des Radiotéléphones, en rejoignant l'équipe technique de notre établissement de Laval (Mayenne - Pays de Loire).

Ingénieurs Etudes Développement

Un poste de conception et développement de logiciels appliqués aux équipements de radiotéléphonie sera confié à un jeune électronicien justifiant d'une formation dans le domaine des radio-communications.

Un poste de conception et de développement de circuits électriques appliqués aux équipements de radiotéléphonie sera confié à un jeune électronicien souhaitant s'impliquer particulièrement dans le domaine des hautes fréquences.

Ces postes requièrent une bonne pratique de l'Anglais écrit et parlé.



La passion de communiquer

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : J.L. DEACROIX - 79, rue St Melaine - B.P. 701 - 53002 LAVAL CEDEX

SAGEM: Société d'Applications Générales d'Electricité et de Mécanique.
Siège social: 6, avenue d'Iéna 75783 Paris Cedex 16.



LEADER EUROPEEN POUR LES TERMINAUX TELECOM, SAGEM recherche pour ses Centres d'Etudes de la région parisienne :

SAGEM :
C.A. 1988 : 4,76 milliards de francs HT, dont 23% à l'exportation.
Effectifs : 7700 personnes dont 1200 Ingénieurs et Cadres.
Trois groupes d'activités de haute technologie :
- navigation, guidage, pilotage
- télécommunications et informatique
- équipements industriels
En France :
7 Centres Industriels
- 4 Centres Recherches - Etudes - Prototypes en
Banlieue Parisienne (Argenteuil, Pontoise, Elagny,
Saint Christophe)
- 3 Centres de Fabrication en Province (Montluçon,
Saint-Etienne-du-Rouvray, Fougères).
A l'étranger :
175 implantations dans 94 pays
Vocation : étude, développement et fabrication de systèmes complexes dans les secteurs les plus avancés de l'Aéronautique, de l'Electronique, de l'Informatique et de l'Optique.

Ingénieurs Logiciel Temps réel

ENST - INT - ESE - ESIEE - INSA...
Débutants ou possédant 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine de l'informatique temps réel en Télécommunications.

Maîtrises Informatique

Ingénieurs Electroniciens

pour études théoriques et définition d'équipements à forte composante informatique.

La très haute technologie dans le domaine de la télé-informatique vous intéresse. Adressez lettre de candidature, C.V. et photo à SAGEM - Gestion des Ressources Humaines 6, avenue d'Iéna - 75783 PARIS Cedex 16.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

CGEE ALSTHOM - avec 22 000 personnes dans le monde dont 8 000 ingénieurs et techniciens - est n°1 français en Contrôle Industriel, Entreprise Electrique et Assistance Technique. Nous recherchons pour notre Direction Régionale Sud-Est des

INGENIEURS RESPONSABLES CENTRE D'ACTIVITE (réf. RC)

automatismes et informatique industrielle
A votre expérience confirmée et réussie dans les domaines : GTC, gestion de flux, informatique de process et électronique, vous alliez de réelles compétences techniques et commerciales. Véritable gestionnaire, vous êtes également un homme d'analyse, d'organisation et d'animation.

Pour ces deux postes, vous possédez une bonne maîtrise de l'anglais.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo) en précisant la réf. du poste choisi à CGEE ALSTHOM - SPRS - B.P. 9 - 13755 LES PENNES MIRABEAU Cedex.

INGENIEURS AFFAIRES (réf. AF)

- en automatismes et informatique industrielle
- en instrumentation (raffineries - pétrochimie)
Ingénieurs diplômés Grandes Ecoles, de préférence, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience. Nous vous proposons de prendre en charge le management complet d'affaires sur le plan technique, commercial et suivi de gestion, l'animation interne des projets et l'interface technique avec les clients.



CGEE ALSTHOM
Les moyens pour gagner



Interleaf

Numéro 1 mondial des logiciels d'Edition Electronique sur stations de travail APOLLO, DIGITAL, IBM ET SUN...

■ Un CA exponentiel : 8 à 82 millions de dollars en moins de 5 ans
■ 30 000 licences installées principalement dans les grands comptes
■ Une toute jeune filiale française installée dans de splendides bureaux à la Défense
■ Une équipe de 30 professionnels de l'informatique et de l'Edition Electronique devant passer à 40 personnes en France avec l'objectif de doubler son CA pour atteindre 50 MF en 1989.
Nous renforçons nos équipes commerciales et techniques :

Ingénieurs commerciaux H/F

5 à 10 ans d'expérience
Formation supérieure (Ecole d'ingénieur commerciale ou universitaire), ils se verront confier d'importantes responsabilités pour commercialiser nos logiciels et stations de travail dans les grands comptes et PME/PMI.

Ingénieurs technico-commerciaux H/F

avant-vente/après-vente (Grandes écoles ou maîtrise)

Ingénieurs de développement H/F

(Grandes écoles ou maîtrise)

Techniciens de maintenance H/F

en système, réseaux et matériel (BTS ou DUT informatique)

Pour les trois postes précédents, vous êtes débutant ou avez 2 à 10 ans d'expérience, vous possédez une très bonne connaissance de l'un des matériels précités, d'UNIX ou de VMS, et de solides notions d'anglais.

Nous vous proposons une évolution intéressante au sein de notre sympathique équipe. Salaire attractif.
Adressez votre dossier (CV, photo et prétentions) à Colette MELIN, Interleaf France - Le Michelet, 6 cours Michelet, La Défense 10, 92064 Paris-La-Défense Cedex 52.

ETHNOR PASSEZ du 38 à l'AS400, en douceur...

Filiale autonome du groupe mondial JOHNSON et JOHNSON, notre société conçoit, fabrique et commercialise du matériel médico-chirurgical de très haute technicité. Fort de cette réussite, nous nous diversifions dans de nouveaux produits et renforçons notre système d'information IBM3838 par un AS400. C'est dans ce contexte évolutif que notre Direction Informatique (12 pers.) souhaite s'adjoindre :

2 JEUNES CHEFS DE PROJETS

Gestion Marketing (réf. OMAR/LM)

Gestion Financière (réf. OIGFP/LM)

En prise directe avec nos utilisateurs situés à Neuilly-sur-Seine, vous serez, pour les applications qui vous concernent, le maître d'œuvre de nos nouveaux projets depuis l'étude des besoins, l'établissement du cahier des charges, jusqu'à la réalisation finale en animant une équipe d'analystes-programmeurs.
Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une jeune expérience dans un environnement IBM3838/AS400 si possible sur des applications similaires. De votre réussite, dépendra votre évolution.

Thierry de CARNÉ, notre Conseil vous remercie de lui adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la référence choisie.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LE JOINT FRANCAIS

une société
du groupe HUTCHINSON

Notre département Coût/Génie
de Précision (600 personnes,
220 M de CA) basé à St-Brieuc
(22) renforce sa structure
Recherche Développement et
recrute :

Ingénieur mécanicien spécialiste calcul scientifique

Après une période de formation au Centre de Recherche du Groupe
HUTCHINSON, le candidat sera chargé du calcul numérique par élé-
ments finis appliqués aux pièces en élastomères. Il développera ses
activités en liaison avec l'équipe Recherche Développement et Commer-
cial et assurera un contact étroit avec nos clients.

Débutant ou avec quelques années d'expérience, vous êtes ingénieur
Mécanicien et possédez une bonne connaissance du calcul de structure.

Vous souhaitez débiter ou poursuivre votre carrière dans une Société
en pleine croissance, filiale d'un Groupe leader international, dans la
transformation du caoutchouc industriel.

Merci d'adresser lettre max., CV, photo et références sous réf. IMCA 8902
Service Relations Sociales - LE JOINT FRANCAIS - 5, rue Ampère -
22008 SAINT-BRIEUC.



ROYAL AIR MAROC

5 000 personnes, CA de 3 milliards de dirhams, pro-
gression de + de 7 % par an.

La Compagnie marocaine de transport aériens propose aux nationaux
des opportunités de carrière dans différents domaines d'activités.

Après une période d'adaptation, vous intégrerez l'une des directions
de notre siège à Casablanca en fonction de votre profil et de vos
aspirations.

Si vous êtes ingénieur de Grandes Ecoles ou diplômé
du troisième cycle, passionné par l'innovation, l'orga-
nisation et l'esprit d'entreprise.

Adressez votre candidature manuscrite
(C.V., photos, références) à :

Recrutement RAM
38, av. de l'Opéra, 75002 Paris.

ELECTRONIQUE, OPTIQUE, INFORMATIQUE MATERIAUX, COLORIMETRIE...

sont quelques-uns des domaines que devra impulser notre

DIRECTEUR R & D

Notre société (450 personnes, CA : 240 MF), filiale de deux très importants
groupes industriels, est largement leader en France et dans le monde dans le
domaine de la SIGNALISATION ROUTIERE. Grâce à une politique fondée sur
la recherche et l'innovation, elle a un fort potentiel de développement en
France et à l'Export.

Rattaché à la Direction Générale, sa mission consistera à DIRIGER, ANIMER
et COORDONNER le développement des procédés et des produits déjà
industrialisés et la recherche et la mise au point de procédés ou de produits
nouveau toujours plus évolués et plus compétitifs correspondant aux
besoins du marché.

Ingénieur de type CENTRALE, SUPÉLEC... Vous avez une expérience
réussie et significative de Recherche et Développement d'au moins 5 années.

Votre compétence et vos qualités personnelles feront de vous l'un des princi-
aux artisans de la croissance de notre société.

Le poste est à TOURS.

Merci de nous adresser votre dossier complet de candidature (lettre manus-
crite, CV, photo et références) sous réf. 46.921/M, à KEY MEN - 2, avenue de
Paris - 45000 ORLÉANS. Nous vous garantissons toute confidentialité.

KEY MEN

GRIFFIN DANIEL PUNTE L'ONN ETANTS

INGENIEURS INFORMATIENS

DEBUTANTS ET
CONFIRMES

TELECOMS
(X25, RNIS, X400, Réseaux Locaux)
TEMPS REEL
(Industrie, Aéronautique, Transport)

SITONIC

Vous concevez et réalisez des
logiciels fonctionnant sur mini et
micro-processeurs destinés à
d'importants projets (SUN, HP,
VAX, INTEL, MOTOROLA...).

Votre profil :
BAC + 5 avec première
expérience ou formation
informatique approfondie.

Nous vous proposons :
• une rémunération motivante
avec participation aux résultats
• un perfectionnement continu
des connaissances
• de réelles possibilités
d'évolution dans un environ-
nement enrichissant, au sein
d'une SSI en forte croissance.

Merci d'adresser votre dossier
(lettre, C.V. et références) à
Pierre GILLIER - SITONIC - 6, rue
du D. Finlay - 75015 PARIS

TELECOM - INFORMATIQUE - ELECTRONIQUE

FAITES AUJOURD'HUI CE QUE VOUS POURRIEZ FAIRE DANS 10 ANS.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES ET UNIVERSITAIRES.

OBSERVATEUR ET ACTEUR

Chercheur, l'ingénieur du CNET met au point les prototypes et/ou
les solutions que l'industrie développera sous forme de systèmes et
de services opérationnels.

Expert technique, il en assure le suivi lors de leur mise en oeuvre.

Bénéficiant ainsi d'une double compétence, vous travaillerez avec
10 ans d'avance tout en étant présent sur le terrain.

De l'élaboration à la validation des process techniques, votre
mission s'inscrit dans les environnements scientifiques et industriels
français et internationaux.

DES RESPONSABILITES HUMAINES ET TECHNIQUES

Vidéo communications et visio phonie, technologies de l'informa-
tion, réseau Numérus, architecture et planification des réseaux,
télématique, systèmes de gestion technique du réseau, communi-
cations avec les mobiles... le CNET développe ses compétences
dans des domaines porteurs centrés sur les télécommunications.
A la pointe de toutes les techniques d'avant-garde, foyer de
créativité, le CNET offre aux ingénieurs issus de Grandes Ecoles
ayant des compétences en télécom, en informatique ou en
électronique, la possibilité de participer par les télécommuni-
cations du futur, à l'élaboration de la Communication du futur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à : CITCOM SELECTION - 7 rue Sarrette - 75014 PARIS - Tél : 43.21.83.61

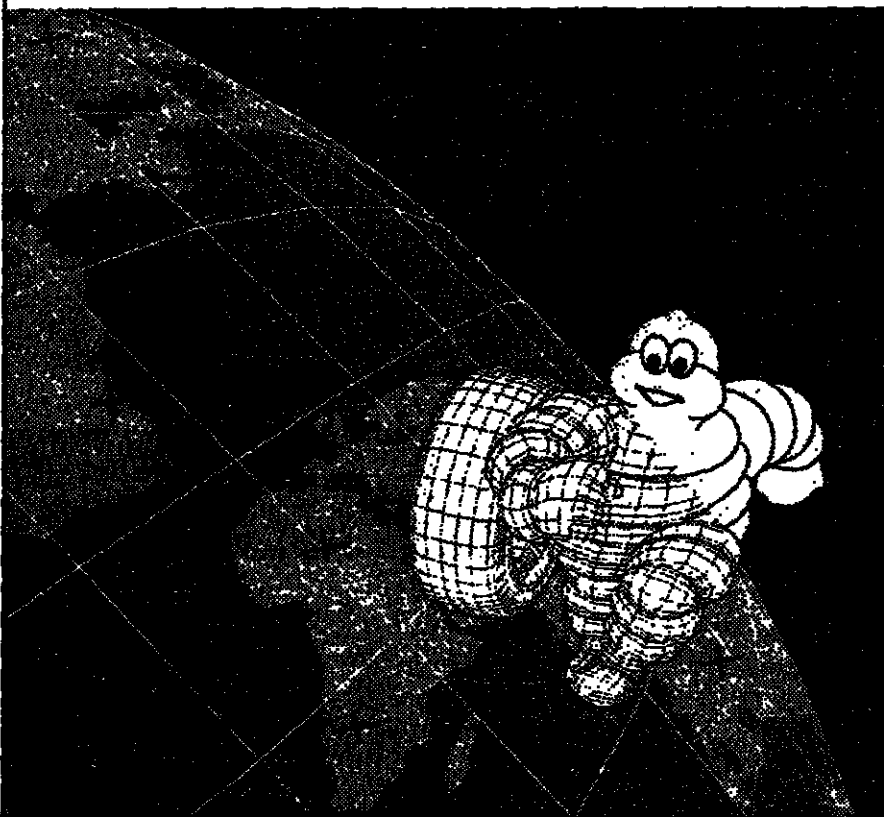
FRANCE
TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE.

cnet

Généralistes, chimistes, mécaniciens, automaticiens, informaticiens.



MICHELIN®
Les moyens de se passionner

INGENIEURS DE RECHERCHE

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, vous serez
chargés de concevoir des produits complexes, de haut
niveau technologique et passerez rapidement des
idées aux réalisations.

INGENIEURS INFORMATIENS

Vous vous verez confier une responsabilité globale sur
des projets en informatique de gestion, en recherche
opérationnelle ou en informatique scientifique. Vous
utiliserez les logiciels les plus récents sur une gamme
étendue de matériel.

INGENIEURS DE PRODUCTION

Après une formation de deux ans environ, vous vous
verrez confier des responsabilités importantes
d'encadrement en production en France ou à
l'étranger.

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES

Vous aurez à concevoir, réaliser et mettre au point des
machines d'essais ou de fabrication dans des
domaines de mécanique, d'automatique ou de
conduite de process.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous
référence LM 11 à MICHELIN - Service du Personnel
Harvé COYCO - 63040 CLERMONT-FERRAND Cedex

مكتبة الأصل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

2 INGENIEURS DE PROJET

Vous serez chargés de mener à bien des projets industriels, des premiers contacts techniques avec le client, de la mise en service de la machine.

Jeunes ingénieurs électromécaniciens, vous parlez anglais, êtes débutants ou avez une première expérience en conception et mise en service de machines tournantes. Des connaissances en électronique logique seraient un atout.

RESPONSABLE QUALITE

Vous serez chargé d'animer le service qualité, de suivre l'organisation de la qualité en conception, fabrication et installation (obtention du RAQ 1 en cours), tant en interne qu'avec les clients et les sous-traitants.

Jeune ingénieur généraliste, ayant des compétences en électromécanique et électronique, vous possédez le goût de la technique et êtes doué d'un sens de l'animation qualité que vous avez acquis et valorisé dans une entreprise de niveau RAQ 2 au minimum.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature à Micheline CHRISTOT Société de Mécanique Magnétique, Z.I. Vernon/Saint-Marcel BP 2282, 27950 Saint-Marcel.

• La force d'un grand groupe (actionnaires SEP, SKF, SEIKO)

• La souplesse et la rapidité d'une PME

• Une société jeune en pleine expansion (35 % ann.)

• Un produit de haute technologie : le palier magnétique actif

• Notre marché : le monde entier (filiales aux USA et au Japon)



**DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
BIOLOGIQUE**

Ce centre de recherche basé en France dans une grande ville universitaire est l'un des deux centres de recherche d'une firme pharmaceutique internationale. De nouveaux projets conduisent cette société à créer le poste de directeur de la recherche biologique.

Rattaché au directeur de R & D, sa principale mission est de coordonner les activités des trois services de pharmacodynamie, de toxicologie, de pharmacocinétique animale, métabolisme et biochimie. Il gère une équipe de 30 personnes (7 cadres) dont il doit superviser l'activité pour faire aboutir les projets en cours dans les meilleurs délais. Il doit également proposer de nouveaux projets R & D.

Nous souhaitons rencontrer un médecin, biologiste, pharmacien ou vétérinaire âgé de 35/45 ans. Il possède une expérience de quelques années à la tête d'une équipe de pharmacologie ou toxicologie où il a vécu le développement d'un programme de R & D jusqu'à l'Autorisation de Mise sur le Marché.

Il a pratiqué l'évaluation des médicaments aux normes européennes au moins. Il a donc une expérience de R & D à l'international. En plus des compétences techniques, la rigueur, l'efficacité, la capacité à animer une équipe sont nécessaires pour réussir à ce poste.

La connaissance de l'anglais et du français est nécessaire.

Ce poste peut être très évolutif au sein de ce centre de recherche et développement.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 12/1895 F à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

X. CENTRALE, MINES, PONTS, ARTS ET MÉTIERS...



**RESPONSABLE DE PRODUCTION
A L'ÉTRANGER**

Lafarge Coppée (22 000 pers., 22 milliards de C.F. en 1988) est un producteur international d'une large gamme de matériaux destinés principalement au BTP.

Nous souhaitons poursuivre le développement de nos implantations industrielles à l'étranger et pour cela nous intégrons un ingénieur à potentiel. Après une période de formation en France et aux USA, nous vous

confiersons un poste d'ingénieur de production dans une unité implantée à l'étranger (Asie, Australie).

Vous avez acquis une première expérience de terrain qui vous donne une bonne maturité industrielle et confirme votre potentiel de futur dirigeant.

Vous vous sentez prêt à vous investir dans une activité qui réclame disponibilité, autonomie

et une grande adaptabilité. Les possibilités que nous vous offrons par la suite seront à la mesure de cette première responsabilité.

L'anglais courant est indispensable et la maîtrise d'une deuxième langue européenne serait un atout.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et rémunération actuelle sous référence 40/3175 A à :

EGOR TECHNOLOGIES

125, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

**Chef de Production
d'une unité de 500 personnes... en Normandie**

Pour nous, l'Europe est déjà une réalité. Notre groupe comprend des partenaires de plusieurs pays, aux noms prestigieux. Nos usines savent satisfaire une clientèle parmi les plus exigeantes (les constructeurs automobiles). Pour l'une d'entre elles, nous recherchons le RESPONSABLE DE PRODUCTION.

Il anime et supervise quatre Chefs d'Atelier pour un effectif global de 350 personnes. Il met en œuvre, dans une production de grande série, tous les moyens nécessaires pour satisfaire aux impératifs de délais, coûts, qualité... Il est l'interlocuteur des services périphériques (ordonnancement, qualité, technique, ...) avec lesquels il coordonne les actions pour parvenir aux objectifs. Dans un contexte de "juste à temps" et d'"assurance qualité" son rôle est primordial.

Ce poste peut être confié à un ingénieur généraliste (A&M, INSA, ...) jeune mais ayant déjà vécu une responsabilité en production si possible dans la grande série et familier des notions de coût et de qualité... le groupe peut lui permettre une évolution de carrière tant nationale qu'internationale.

Le poste se situe en Normandie, non loin du bord de mer.

Merci d'adresser votre dossier sous la référence MCP 511 M à SEFOP qui vous en remercie.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

**Ingénieurs
télécom,
jouez
chez Goupil,
la carte
télécom
et réseaux !**



GOUPIL
la performance comme état d'esprit

Au sein du département télécom et Réseaux, votre mission de R & D consistera à prendre en charge des projets variés de développement de cartes et composants de télécommunication pour nos gammes de micro et mini ordinateurs.

Interface avec les équipes de développement logiciel, vous êtes autonome et responsable à part entière de votre projet depuis l'intégration des composants jusqu'à l'industrialisation du produit.

Ingénieur électronicien, votre première expérience de une à trois années vous a permis d'acquérir des connaissances en microprocesseurs (notamment Intel 286, 386, 486) et des notions de CAO (développement ASIC).

GOUPIL, 2^e constructeur informatique français, se diversifie et poursuit son développement dans de nombreux domaines : mini, micro, ingénierie, télécom, formation, en France comme à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 132/M, à Annick Hellegouarc'h - SMT GOUPIL - 3, rue des Archives 94000 Créteil.

Berex

Le bureau d'études et de recherches exploratoires du GROUPE RENAULT recherche



**INGENIEUR RESPONSABLE D'ETUDES
CARROSSERIE VEHICULES SPORTIFS**

Réf. 43.2619 UM

Votre diplôme d'ingénieur, doublé d'une expérience indispensable en carrosserie intérieure et extérieure vous permettra d'occéder à un poste de responsabilité dans le cadre du développement de véhicules petite série à caractère sportif :

- choix techniques et technologiques,
- suivi des travaux de l'équipe style responsable du projet,
- étude de l'avant-projet (jusqu'à l'industrialisation et l'encadrement de l'équipe développement (dessinateurs, projeteurs, ingénieurs).

INGENIEUR INFORMATICIEN

Réf. 43.2620 UM

Votre diplôme d'ingénieur informaticien (ou généraliste si excellentes bases informatiques) et vos connaissances en systèmes CAO doublés d'un bon sens du contact et de l'organisation vous permettront de :

- prendre en charge des systèmes informatiques du B.E. : CAO, calcul, télécommunication, micro-informatique,
- analyser les besoins,
- définir, choisir et mettre en place des configurations,
- assurer des développements.

Ces deux postes, permettant de nombreuses évolutions dans le groupe sont basés à DIEPPE, agréable station balnéaire.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL
14 bis rue Daru, 75008 PARIS, avec la référence choisie portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Parmi les tout premiers Groupes français dans le domaine de l'assurance, nous avons mis au point des services performants, tout particulièrement à l'intention des entreprises. Renforçant nos structures régionales, nous créons dans le Sud-Est de la France 1 nouveau poste pour un

INGENIEUR CONFIRME BTP

Vous assumez une double mission technique et commerciale :

- Vous déterminez et évaluez les risques de dommages après visite sur chantiers et analyse technique (conformité des procédures, norme de construction...)
- Vous conseillez les clients en matière de prévention et de management de risques.
- Vous négociez et concluez les affaires avec une large délégation de pouvoir, en liaison étroite avec les intermédiaires d'assurances.

Jeune ingénieur, de formation ETP ou équivalent, vous souhaitez valider dans un poste très largement autonome une expérience réussie du bâtiment d'au moins 3 années, sur chantiers de préférence.

Au delà de votre solide compétence technique, vos qualités de négociateur, votre tempérament vendeur constitueront des atouts précieux pour nouer des relations de partenariat avec nos réseaux d'apporteurs d'affaires et développer notre clientèle d'entreprises.

La connaissance du tissu BTP régional serait un plus pour ce poste basé dans une ville importante du Sud-Est.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 56133 (à mentionner sur l'enveloppe) à Média-System, 6/8, impasse des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17 qui transmettra.

**FILIALE GROUPE INTERNATIONAL
RECHERCHE**

**INGENIEUR
COMMERCIAL EXPORT**

Diplômé école de chimie
pour

PRODUIT HAUTE TECHNICITE
lié à l'Industrie électrique

Expérience similaire indispensable.

Déplacements à l'Etranger fréquents.

Pratique courante de l'Anglais.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à MMC
62, bld du Montparnasse - 75015 PARIS.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGÉNIEUR, PATRON DE LA DIVISION "ÉQUIPEMENTS"

RÉGION CENTRE-EST

Cette société française (1400 personnes - + de 900 MF de CA), filiale d'un groupe industriel mondial (18000 personnes - 7500 MF de CA) est reconnue pour la qualité et la technicité des biens d'équipements qu'elle développe, fabrique et vend. Ce haut niveau technique nécessite de maîtriser l'étude et la réalisation de moyens industriels (production, montage et tests) fortement automatisés.

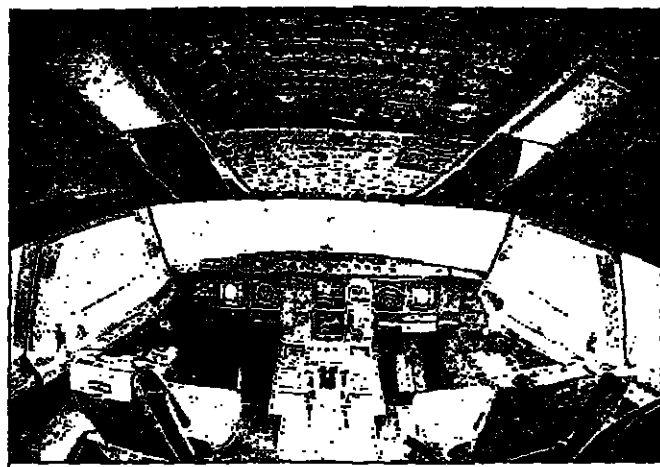
À la tête d'une équipe technique performante et motivée (mécaniciens, électriciens, informaticiens...), et dans le cadre d'un budget à la définition duquel il a participé, cet ingénieur détermine les besoins en matière d'équipements, en rédige les cahiers des charges, lance les études et la réalisation (en interne ou en sous-traitance), assure la réception et l'intégration des équipements en fabrication. Il dirige également l'activité-entretien-travaux-moyens généraux.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé (AM, ECAM, HEL INSA...) d'au moins 32 ans, ayant de solides connaissances en mécanique, électronique (automatismes), informatique... et une expérience de la fonction acquise dans une société industrielle intégrée en matière de moyens des technologies de pointe. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Écrire sous référence 1142/M à :

GRH Conseils

49, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS.
Discretion assurée.



INGÉNIEUR POLITIQUE DE DESSERTE (REF IPD)

Votre mission : Optimiser le programme d'exploitation (lignes, horaires) en liaison avec les Directions opérationnelles, et élaborer les outils informatiques nécessaires (type Recherche opérationnelle).

INGÉNIEUR COMPOSITION DE FLOTTE (REF ICF)

Votre mission : Participer au choix de la flotte future de la Compagnie en étudiant la rentabilité comparée des diverses alternatives et leur adaptation au réseau à venir d'Air Inter.

CHARGE D'ÉTUDES CONCURRENCE (REF CEC)

Votre mission : Suivre les projets de développement dans le secteur des transports (aérien, ferroviaire, routier), en analyser les enjeux pour la Compagnie, concevoir les actions appropriées et représenter la Compagnie dans certaines instances. Expérience requise dans le domaine des transports.

INGÉNIEUR MATÉRIELS NOUVEAUX (REF MNV)

Votre mission : Élaborer, en liaison avec les Directions concernées, le cahier des charges de nos futurs avions, participer aux négociations et au suivi des contrats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, préférences) sous référence choisie à AIR INTER - Département Emploi - 91551 Paray-Vieille-Poste Cedex.

AIR INTER

DESTINATION RÉUSSITE



CISI INGENIERIE réalise des études et des logiciels dans les secteurs scientifique, technique et industriel. Pour participer à notre expansion dans les domaines

Armement, Aéronautique, Espace, Nucléaire, nous recherchons :

Ingénieur Informaticien

Région Parisienne

Mission : Prendre en charge l'étude et la réalisation :
• d'outils interactifs et graphiques de conception et de maillage 2D.
• d'outils d'accès aux bases de données dans le contexte d'une informatique distribuée.

Profil :
• Informaticien d'applications orienté dialogue utilisateur et interactif
• connaissance FORTRAN et UNIX.
• Bonne pratique des terminaux et stations de travail.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence CI DCI 2006 à notre Conseil ANY BOULADE PARTNERS 35/37, avenue Joffre - 94169 SAINT-MANDE.

Any Boulade Partners

Consultants Réseaux

Comme nous, vous désirez mettre en œuvre les techniques informatiques les plus avancées... Société spécialisée en télécommunications, la qualité de nos prestations est la base de notre progression. Nous renforçons actuellement nos capacités techniques et recherchons plusieurs consultants expérimentés : SNA, DECNET, ISO... Nous vous proposons d'intervenir sur des projets - grands complexes - au sein d'un environnement dynamique et professionnel. Potentiel de manager et de négociateur apprécié. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 431 M G TRIS Informatique, 35 rue des Longs Prés 92100 BOULOGNE.



Vous êtes

INGÉNIEURS

diplômés d'une Grande École (génie civil, électricité, électromécanique) avec, si possible, des connaissances complémentaires en organisation, ou ergonomique, ou communication.

MEDECIN

diplômé en Médecine du Travail avec certificat en toxicologie et/ou ergonomie.

TECHNICIENS

titulaires d'un D.U.T. ou B.T.S. de génie civil avec une pratique des chantiers ou d'un service matériel.

Vous avez

5 ans d'expérience professionnelle en milieu industriel. Si un travail pluridisciplinaire tourné vers le monde de l'entreprise vous motive, LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS vous propose des postes d'INGÉNIEURS CONSEILS, de CONSEILLER MEDICAL, et de CONTRÔLEURS DE SECURITE (formation complémentaire assurée, déroulement de carrière attractif pour candidats de valeur).

Adresser CV détaillé avec copie des diplômes et justificatifs professionnels à Monsieur le Chef du Personnel de la CRAMIF - 17/19, rue de Flandres 75954 PARIS CEDEX 19. Renseignements : Tél. 40.34.84.00 poste 574 Line ZULIANI.

INGEVISION, unité autonome du GROUPE FRAMATOME, chargée des développements et de la commercialisation d'applications de CAO recherche

JEUNES INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT

Ingénieurs Grandes Écoles avec option ou complément de formation en CAO, vous avez des compétences VAX/VMS, ORACLE, FORTRAN ET ADA.

En prise directe avec les utilisateurs finaux, nous vous proposons de participer au développement de produits CAO en installation générale ou schématique au sein de petites équipes.

Ces postes, basés à Paris, sont évolutifs vers des fonctions plus élargies dans l'entreprise.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV) sous référence BS/ING à GROUPE FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris - La Défense.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

CGI-Informatique

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES FAITES DE NOS PERFORMANCES LES RACINES DE VOTRE CARRIÈRE

Vos anciens ont tout lieu d'être fiers. Ceux du moins qui nous ont rejoint et qui ont fait de CGI un Groupe international de 2500 personnes, présent dans tous les domaines du Conseil et de l'ingénierie.

Mais leur plus grande fierté, c'est d'avoir semé pour l'avenir. C'est d'avoir préparé les développements futurs du Groupe CGI en assurant son indépendance et sa croissance régulière (+ 30 % par an), en concevant des produits devenus des standards mondiaux, en investissant sur les technologies les plus évolutives et les plus porteuses.

Nos stratégies pour demain sont claires : renforcer nos parts de marché, étendre notre présence internationale, préparer l'encadrement futur d'un Groupe accédant aux premiers rangs mondiaux dans ses domaines d'activités.

Nous recherchons les Ingénieurs grandes écoles qui conduiront ces stratégies. Les formations que nous leur donnerons, la diversité et l'importance croissante des missions qu'ils prendront en charge, et les relations étroites qu'ils entretiendront avec tous nos Départements leur permettront de partager rapidement notre "culture d'entreprise" et de jouer un rôle déterminant dans les futures structures du Groupe CGI.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, et photo) sous la référence 03-M-689 à Madame D. JAMET.

CGI, 30, rue du Château-des-Pentiers 75640 PARIS Cedex 13.

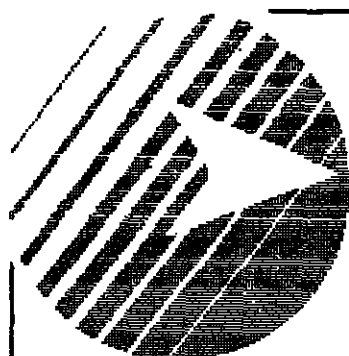


Pour ne pas se tromper de carrière.

مكتبة ابن رشد

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Ingénieur Technico-commercial Radiotéléphonie support logiciel : une mission variée

Téléphonie, commutation et réseaux d'entreprise, communication de l'écrit et de l'image, radiotéléphonie... : MATRA COMMUNICATION est présent sur tous les grands marchés de la communication d'entreprise. De par son avance technologique, MATRA COMMUNICATION y joue un rôle clé. C'est dans le domaine de la radiotéléphonie que vous intervenirez.

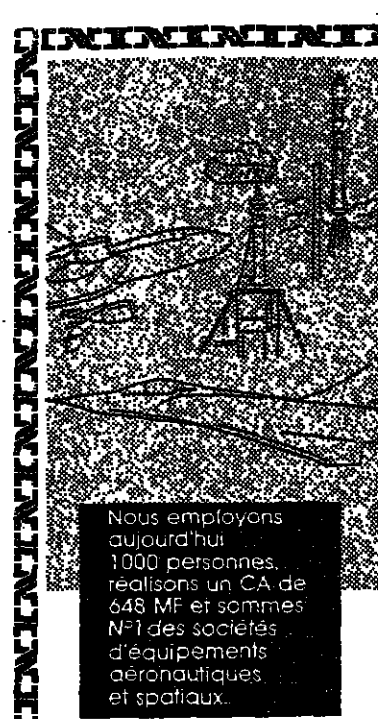
De formation ingénieur électronicien, vous avez au cours de votre expérience abordé la coordination avec les services technique et production, l'interface clients et l'activité «travaux extérieurs». Vous maîtrisez l'anglais.

Au sein du service radiotéléphonie, votre mission est variée : définition des méthodes d'installation, réalisation des documentations correspondantes et suivi des problèmes techniques d'installation. Dans le cadre de cette fonction, vous entretenez des contacts avec des interlocuteurs différents. Vous intervenez dans le cadre des déploiements : Radiocom 2000... Vous participerez également aux programmes européens : Pan-Européen...

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence ISR/M à Isabelle Villette - MATRA COMMUNICATION - BP 26 - Rue Jean-Pierre Timbaud - 78392 Bois d'Arcy Cedex.

MATRA COMMUNICATION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT



Ingénieur électronicien : nos références sont aussi les vôtres !

Dans le cadre des Bureaux d'Etudes de notre département Mesures et Régulations Aéronautiques, vous prendrez en charge, au sein d'une équipe dynamique et motivée, la définition et la réalisation d'équipements embarqués liés à la climatisation, la pressurisation des avions et engins spatiaux.

Vous participerez à la mise en place d'un système de CAO de simulation des circuits électroniques en intégrant les aspects matériels et logiciels.

ESE, Sup'Aéro ou ENSTA, vous justifiez, si possible, de quelques années d'expérience en informatique et automatismes.

L'anglais est indispensable pour évoluer dans un environnement international.

Merci d'adresser votre candidature à :
INTERTECHNIQUE -
Direction du Personnel -
BP 101 -
78374 Plaisir Cedex
sous référence D7/15.

INTERTECHNIQUE

JEUNES INGENIEURS GENERALISTES

Bienvenue dans un monde de projets, de défis, de motivation

Améliorer notre capacité de production, construire des lignes de fabrication, optimiser, automatiser, implanter des contrôles de process centralisés... nos projets sont d'une variété difficile à imaginer.

Nous vous proposons d'en conduire certains, dans une unité de fabrication. Des postes sont à pourvoir à la Rochelle, Nancy, Vienne, Mulhouse, etc. En fonction de votre profil, nous parlerons d'opportunités en maintenance, conduite de projets, fabrication...

Vous êtes diplômé(e) d'une grande école (Centrale, Mines, Ponts, ENSAM, ICAM, INSA mécanique etc.) et vous souhaitez intégrer une entreprise qui réussit, dès votre premier emploi ou après une première expérience.

Adresser votre dossier de candidature à notre conseil, ARCO, sous réf. 18R, 25, rue Cambon 75001 PARIS.

RHÔNE-POULENC

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX H/F

COMMENT REUSSIR VOTRE CARRIERE ?

Après une formation informatique solide (BAC + 4) Vous souhaitez rejoindre un groupe à forte notoriété pour confirmer vos talents de négociateur.

Nous vous offrons :

- le développement d'une clientèle et la prospection de nouveaux marchés
- de proposer des solutions adaptées avec l'appui de supports techniques
- un salaire motivant (fixe + prime + remboursement de frais).

Si vous avez une première expérience de vente acquise chez un constructeur distributeur ou SSII (la connaissance de CAO, DAO serait un plus), ou un potentiel commercial évident.

Nous sommes filiale d'un des premiers groupes nationaux qui distribuent du matériel informatique.

Possibilité d'évolution rapide dans le groupe.

4 postes à pourvoir :

LYON réf. M/3689/L
PARIS réf. M/3689/P
TOULOUSE réf. M/3689/T
RENNES réf. M/3689/R



JEAN-PIERRE TRICARD CONSEIL
vous remercie d'envoyer CV, photo, lettre manuscrite en précisant la référence
22, rue du Maréchal-Joffre - 78100 LE VESINET

Ingénieurs informaticiens débutants et confirmés

Banlieue Ouest

Notre société intégrée à un groupe industriel international de premier plan conçoit et réalise des équipements destinés au marché de l'aéronautique. Ces équipements fonctionnent grâce à un ensemble complexe de systèmes informatiques dont nous assurons la conception, la réalisation et l'intégration. Nous souhaitons confier la réalisation de ces logiciels à des ingénieurs informaticiens à qui nous proposons un environnement matériel et logiciel des plus performants. Diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, CENTRALE, ESE, ENST, ENSIMAG...), vous êtes débutant ou possédez une première expérience acquise dans un univers industriel où vous avez appris à maîtriser différentes techniques informatiques appliquées à la recherche ou à l'industrie. Votre maîtrise des techniques informatiques scientifiques (Fortran, Pascal, Langage C, etc...), vous permettra de vous adapter rapidement à nos systèmes et à nos outils. La taille des projets que nous conduisons et notre envergure internationale sont les garants d'une progression de carrière motivante.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. K177.89 à notre Conseil CRITERE, 4, rue du Général Lanrezac 75017 Paris.

Critère

Organisation et méthode : développer nos performances

Piloter l'ensemble des études opérationnelles d'un grand de la VPC en pleine expansion (CA : 940 millions, 500 personnes), optimiser les performances de l'entreprise, c'est la mission confiée à un

Responsable des études (H/F)

En étroite collaboration avec le Directeur du Service Relations Clientèle (360 personnes), c'est un réel homme d'organisation. Chargé tout particulièrement d'améliorer les procédures de vente (courrier, téléphone, magasin, logistique), il est le véritable interface entre le Directeur et les Responsables de services.

Il prépare les objectifs du département.

Diplômé de l'enseignement supérieur, il possède une bonne expérience de l'organisation et de l'outil informatique.

Le poste est basé près de Blois.

Ecrivez sous référence 805709/M avec CV, photo et prétentions.

Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRBE.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA QUALITE DANS LES TECHNOLOGIES DE POINTE

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Pour le soutien technique aux scientifiques dans la préparation d'expériences spatiales en science des matériaux, la Division "Utilisation de Stations Spatiales" du Centre National d'Etudes Spatiales de Toulouse recherche :

Un ingénieur (Grande École ou Doctorat)

- Connaissances pratiques en analyse thermique, informatique et physique des matériaux,
- Quelques années d'expérience souhaitées.
- Anglais indispensable, allemand souhaité.

Adresser CV + prétentions sous réf. SC/154, au CNES - Division du Personnel - 18, Avenue Edouard Belin - 31055 TOULOUSE CEDEX.

DEVELOPPEZ L'INFORMATISATION DE NOS CONCESSIONS



Dans un premier temps, vous vous formerez au fonctionnement des logiciels de gestion préconisés par BMW France pour son réseau de concessionnaires : IBM 36, AS 400, PS et vous participerez au développement de ces logiciels.

Dans un deuxième temps, vous mettez en valeur vos qualités d'homme de terrain pour assister les concessionnaires lors des démarrages informatiques et pour former l'ensemble de nos titulaires en matière de gestion informatisée.

Votre profil : jeune ingénieur ou diplômé d'une ESC, votre compétence en informatique vous permettra d'assurer le développement et le suivi de projets en informatique de gestion.

Ce poste implique une grande mobilité. Une voiture de service est fournie.

Adresser votre lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 89/20/M, à :

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 Saint Quentin Yvelines Cedex



Région Île-de-France

Recrute pour sa direction
DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

UN INGÉNIEUR

Mission :

- Mettre en œuvre, en liaison avec les principaux partenaires économiques la politique régionale d'aide au développement des PME.

Profil :

- Ingénieur grande école ;
- Première expérience professionnelle dans le secteur industriel souhaité ;
- Disponible rapidement.

Adresser c.v., lettre de candidature manuscrite et photo à :
M. le Directeur de l'Administration générale
de la région d'Île-de-France,
251, rue de Vaugirard, 75015 PARIS.

ROHDE & SCHWARZ

- Appareils et systèmes de mesure • Surveillance radioélectrique
- Equipements de radio communication • Radio diffusion et T.V.

ROHDE & SCHWARZ distribue dans 80 pays des équipements électroniques de précision dont la qualité et les performances font référence. Ce groupe allemand particulièrement dynamique est leader en Europe dans la plupart de ses familles de produits. Il réalise, avec ses 5000 collaborateurs, un C.A. de 3,5 Milliards de Francs, dont 12 % sont consacrés à la Recherche. Le développement international est la priorité du Groupe. ROHDE & SCHWARZ FRANCE qui est le partenaire privilégié de la maison mère dans la perspective du marché européen de 1993, a des objectifs ambitieux et des moyens correspondants. Au premier rang des moyens figurent ses hommes : R.S.F. recherche donc :

DIRECTEURS REGIONAUX

Rennes Réf: M 10/2694 D

Lyon Réf: M 10/2694 E

Sous la responsabilité du Directeur Général de R.S.F., il a la responsabilité d'une (grande) Région considérée comme un Centre de Profit. Il est assisté d'une secrétaire et anime une équipe d'ingénieurs technico-commerciaux : il appuie, contrôle et oriente l'action de ces derniers en fonction d'objectifs à la définition desquels il a participé.

Il est en relation avec les services fonctionnels et les responsables Produits de R.S.F. Il assure les relations publiques de l'entreprise dans sa région.

Ce poste concerne des ingénieurs ayant de très bonnes connaissances en électronique et une expérience de la vente - de produits techniques - et de l'animation d'équipe.

La pratique de l'anglais est indispensable ; l'allemand est souhaité.

L'ambiance de travail, la qualité et le niveau des produits, les objectifs ambitieux et les conditions offertes motiveront des cadres de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence choisie à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Pontfieu - 75008 PARIS
Tél: (1) 42 56 01 44

INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX

Mesure:

Radio Fréquence et Télécom

Paris Réf: M10/2694 F Toulouse Réf: M10/2694 G

T.V. professionnelle :

Rennes Réf: M10/2694 H Toulouse Réf: M10/2694 J

Paris Réf: M10/2694 K et M10/2694 L

Télécom:

Radio communication HF à UHF Réf: M10/2694 M

Radio surveillance HF à SDF Réf: M10/2694 N

Sous la responsabilité du Directeur Régional, il a pour mission de développer la vente de produits R & S auprès d'industriels de sa région pour la mesure et la TV et d'une clientèle para-militaire et Grandes administrations pour les postes Télécom. Une formation spécifique R & S apportera rapidement un haut niveau de compétence technique et commerciale.

Ces postes concernent des professionnels de l'électronique de formation supérieure (bac +2 à bac +5) ayant une première expérience de la vente de produits techniques ou une expérience Etudes doublée d'un goût pour la Vente. Une connaissance du type de clientèle s'impose pour les postes Télécom.

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM



CHARGEURS S.A.

est une société de CHARGEURS S.A., première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéromarine, Cause-Walton, Dacor, Gillet, Latrière de Picardie, Lapoutre, Novacel, Paquet, P.J.T., Peignage Amédée, Proust Lefebvre, Roudière, U.T.A.

POUR L'AVENIR : DECOLLAGE IMMEDIAT

INGENIEURS GRANDES ECOLES DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE

A des compétences techniques de haut niveau, vous associez des capacités d'animation des hommes et des qualités de gestionnaire.

VOTRE PROFIL INTERESSE UTA INDUSTRIES

La développement de nos marchés au niveau mondial, la diversification de nos activités de maintenance aéronautique, l'évolution constante des technologies, nous amènent à renforcer nos équipes d'ingénieurs au sein d'unités à taille humaine situées au Bourget et à Roissy.

INGENIEUR GENERALISTE (CENTRALE, MINES, AM, ENSICA...)

ou

INGENIEUR ELECTRONICIEN (ENST, SUPELEC, ENSERG, ENSEEIHT...)

Nous vous proposons de participer à d'ambitieux projets industriels et vous offrons de réelles possibilités d'évolution de carrière dans les différents secteurs de la compagnie aérienne UTA.

Préparez votre avenir en nous adressant votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prêt) sous réf. IGE à UTA INDUSTRIES - Division des Relations Sociales BP 7 - 93350 AEROPORT DU BOURGET.

CONTESSÉ

SYNTHELABO RECHERCHE (L.E.R.S.)

recrute pour son Département Recherche Biologique

Electrophysiologiste(h/f)

Vous avez un Doctorat d'Etat ou Doctorat nouveau régime complété par une expérience post-doctorale de 2 ans minimum.

Vous possédez une expérience des techniques de patch-clamp.

Vous avez une parfaite maîtrise de l'utilisation des cultures cellulaires.

Rejoignez une équipe de recherche pour animer une unité d'electrophysiologie cellulaire. Ce poste est basé à Bagnex (92).

Adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite + prétentions) sous réf. 1708MO à LBW, 5 rue Leconteux, 75017 PARIS, qui transmettra.

SYNTHELABO RECHERCHE
(L.E.R.S.)



SOCIETE DE HAUTE TECHNOLOGIE RECHERCHE POUR RENFORCER SON POTENTIEL TECHNIQUE

INGENIEURS AUTOMATISME

Vous travaillerez au sein d'une équipe pluridisciplinaire sur des projets de lignes de production ou d'assemblage automatisées.

Vous prendrez la responsabilité du sous système automatisé : définition du cahier des charges, suivi des études et de la conception des programmes, organisation de l'intégration sur les sites industriels de nos clients.

Vous encadrerez une équipe de techniciens et vous gèrerez la sous-traitance.

Ingénieurs de formation grandes écoles, vous avez une expérience d'environ 5 ans.

Merci d'adresser lettre C.V., photo et rémunération sous réf. 4615 à RSCG CARRIERES - 48, Rue Saint Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra. Les postes sont basés en région parisienne.

مكتبة الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNES INGENIEURS

Quand on évoque les concepts d'innovation permanente, d'avance technologique ou de compatibilité universelle, on pense ORACLE.

Filière du N° 1 mondial des SGBD Relationnelles, ORACLE FRANCE réalise après 3 années d'activité 170 M.F. de CA avec 250 collaborateurs.

Dans le cadre de notre développement, nous proposons aujourd'hui des opportunités exceptionnelles à de jeunes ingénieurs ayant un fort potentiel.

Débutants ou 1^{ère} expérience.



DES HOMMES QUI ONT LES BASES DE L'AVENIR

INGENIEURS CONSEILS

Le département Conseil a pour vocation d'apporter une offre conseil de haut niveau aux utilisateurs d'ORACLE et de ses outils.

Dans des contextes très variés, (Finances, Assurance, Industries de pointe, Distribution...) vous aurez pour mission :

- D'assister l'utilisateur dans la conception, le développement et la réalisation d'applications avec ORACLE.
- De réaliser des applications pilotes.
- De créer de véritables centres de compétences ORACLE chez nos clients.

Pour ces deux postes, votre diplôme vous aidera bien sûr à évoluer et à acquérir de nouvelles connaissances dans un contexte technique de très haut niveau : mais avant tout ce sont vos qualités humaines, sens du contact, autonomie, pédagogie, qui vous permettront de prendre à terme de larges responsabilités.

Pour réussir ensemble, merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence JI en précisant le poste choisi à ORACLE FRANCE S.A. - Service Recrutement - 16/32, rue Henri Regnault - 92411 COURBEVOIE Cedex.

INGENIEURS SUPPORT-VENTE

Le département Avant-Vente a une double vocation : technique et commerciale.

En appui de notre équipe commerciale, vous aurez à démontrer et à prouver les solutions ORACLE (Maquettage, Prototypage, démonstration de fonctionnalités...).

Vous intervenerez dans des environnements techniques très variés : micro, mini ou grande informatique sous UNIX, VMS, VM, MVS, DOS, OS2.

De plus vous participerez activement à des séminaires inter et intra-entreprise.

Spécialisée dans les EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES ET DE DEFENSE, la SFIM depuis plus de 40 ans maintient le cap de la performance et de la compétence. Dans le cadre de son évolution, la Direction Recherches et Développement recrute :

6 INGENIEURS INFORMATIENS "Temps réel" (Réf. IJ/LM065)

Pour applications embarquées sur aéronefs.

- Essais en vol
- Pilote automatique
- Viseurs
- Navigation

Connaissances souhaitées :

- Microprocesseurs : famille MOTOROLA (680X0)
- Langages : Assembleurs - C - PASCAL - ADA

2 INGENIEURS GENIE LOGICIEL

(Réf. IJ/LM066)

Pour participer :

- au développement des méthodes internes à la société
- à la réalisation d'outils de génie logiciel
- à la formation des Ingénieurs Informatiens temps réel

Connaissances souhaitées :

- Règles de l'art du logiciel
- Méthode de conception : SADT et/ou SA...
- Outils spécifiques : SPECIFS X ou autres, ADA, PASCAL, C
- Outils généraux : UNIX, SGBD, VAX/VMS...

Au sein de petites équipes jeunes et dynamiques, vous vous impliquerez dans des applications pluridisciplinaires de haute technologie. Votre potentiel vous permettra d'évoluer au sein de notre société.

Que vous soyez débutant ou fort d'une première expérience, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV + photo sous la référence choisie à

Françoise HENNEQUIN, SFIM,
Direction des Affaires Sociales, 91344 Massy Cedex
(Retrouver cette annonce sur Minitel 3615 GIGAS rubrique EMPLOI AERO)

AVEC LA PERFORMANCE...



...LA COMPETENCE

DEUX INGENIEURS CONSTRUCTIONS METALLIQUES

Pour prendre en charge au sein de notre Direction Technique à Saint Quentin-en-Yvelines le suivi technique et commercial de projets de haute technologie d'ampleur nationale et internationale.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous êtes débutant (CHEM souhaité) ou vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans dans le domaine des Constructions Métalliques.

Formé aux méthodes de SOCOTEC, il vous apportera d'imposer vos compétences et votre savoir du service auprès de nos clients. Dans cet esprit, vous jouerez ainsi un rôle fonctionnel d'assistance et de Conseil auprès de nos Agences.

Ainsi, vous participerez pleinement au développement de SOCOTEC (+16 % de CA en 1988).

Paul CANDES vous remercie de lui adresser votre dossier sous référence 89-30 SOCOTEC - Départements du Personnel - "Les Quadrants" - 3 Avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex.



SOCOTEC



Leader mondial du chariot élévateur tout terrain (CA : 1,3 milliard pour 50 millions, bénéfice net/consolidé), recherche pour faire face à sa forte expansion un poste situé à son siège social d'ANGENIS (entre ANGERS et NANTES).

INGENIEUR METHODES

Débutant ou première expérience (anglais souhaité).

- Il sera notamment chargé :
- d'optimiser les ressources actuelles ;
- de développer les moyens de production et d'automatisation ;
- de participer aux principaux projets de l'entreprise.

Adressez candidature, CV, photo et prétentions personnelles à Monsieur MONTY - Direction des Affaires Sociales MANITOU BF - BP 249 - 44158 ANGÉNIS CEDEX.

LE PLUS STRESSANT DES MARCHÉS AUX INFORMATIONS

Le marché des capitaux qui s'échangent, se multiplient, transitent entre les grandes places financières, cela représente des flots d'informations continues. Avec, pour enjeu, à chaque instant, des milliards de dollars.

EXIGE LE SYSTÈME INTÉGRÉ LE PLUS COMMUNICANT

Distribuer ces informations aux opérateurs de manière optimale, c'est la démarche que nous avons choisie : nous concevons et réalisons des systèmes de communication et d'intégration des données financières destinées aux salles de marché des banques.

Architecture de réseaux hétérogènes, environnement temps réel : sur ce créneau qui requiert la maîtrise des outils informatiques les plus innovants (intelligence artificielle, systèmes experts...), l'excellence de nos collaborateurs est notre meilleur atout.

Notre dimension internationale (présence en Europe, Asie, Amérique), notre croissance rapide (plus de 30% par an), un mode de fonctionnement décentralisé sont autant de facteurs de développement pour des professionnels motivés.

Ingénieur support technique

Vous aurez pour mission de définir et concevoir les besoins du client puis d'assurer un support technique de haut niveau pour le chef de projet.

De formation Ingénieur Grande Ecole (option informatique ou télécom), vous avez 5 ans d'expérience minimum dans la conduite et la réalisation de projets de systèmes informatiques temps réel ou réseaux locaux.

Vous connaissez les environnements VAX/VMS et UNIX, la programmation en langage C et les réseaux locaux DEC NET, TCP/IP ET X.25. Des notions sur le monde de la finance seraient un atout appréciable. Ref. M/IS/1

Ingénieurs développement

A l'issue d'une formation de 6 mois à Londres, vous participez à des projets de développement de logiciels temps réel et télécom. Ces postes conviennent à :

- un Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole ou équivalent, avec 5 ans d'expérience dans la programmation de logiciels temps réel en C sous VMS et une bonne connaissance des réseaux DEC NET et TCP/IP ainsi que des systèmes de base de données. Ref. M/ID/1

• Un Ingénieur informatique ou équivalent, disposant de 1 ou 2 ans d'expérience de la programmation en C sous VMS et d'une bonne connaissance de la programmation en temps réel et des réseaux. Ref. M/ID/2

Ingénieur système

Vous êtes spécialiste de la gestion du système informatique interne et du support système pour les responsables d'installation et pour l'équipe de développement.

Ingénieur diplômé en informatique ou télécom, vous avez 3 à 4 ans d'expérience en gestion de systèmes sur DEC VAX et une bonne connaissance des réseaux DEC NET et TCP/IP et du langage C. Celle de UNIX serait un plus. Ref. M/IS/2

Pour toutes ces fonctions, l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à



18, rue Duphot - 75001 Paris



L'AGENCE NATIONALE DE LA VALORISATION DE LA RECHERCHE recrute pour la Direction de la Technologie.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

H/F

• Formation d'ingénieur/doctorat souhaitée.

• La connaissance de la propriété industrielle et des organismes de recherche serait un atout supplémentaire.

Ce poste conviendrait à un collaborateur de 30/40 ans, ayant une expérience technique industrielle ou universitaire et souhaitant aborder les aspects technico-économiques du secteur.

Pour ce poste, les candidats devront posséder l'anglais courant.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo récente, au Service du Personnel de l'ANVAR - 43, rue de Caumartin 75436 Paris Cedex 09.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE A VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHE

INGENIEUR EXPERIMENTE EN MAINTENANCE INDUSTRIELLE

Son rôle :

- Assurer les fonctions de Chef de Projet sur des équipes (études techniques, délais, qualité, coût) l'amenant à coordonner des interventions et réaliser les missions de conseil et d'audit.
- Secourir le Chef de Service dans le développement et la gestion de l'activité "conseil et assistance à la maintenance" avec une perspective d'évolution rapide.

Ce poste s'adresse à des ingénieurs diplômés ayant une expérience en maintenance industrielle de 8 à 10 ans. Anglais indispensable.

Merci d'adresser CV détaillé + lettre manuscrite d'intérêt M. 201 à : SOFRESID - Direction des Relations Sociales - 57, rue de la République 93100 MONTREUIL CEDEX.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEUR DES VENTES ZONE FRANCOPHONE

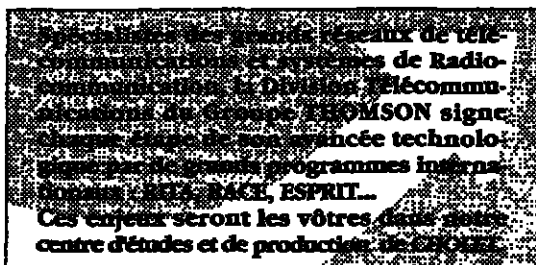
Informatique scientifique

Paris - Cette société, filiale d'un groupe américain leader sur son marché, commercialise des ordinateurs pour le secteur scientifique. Elle recherche aujourd'hui le directeur des ventes qui prendra la responsabilité des ventes sur la France, la Belgique et la Suisse. Placé sous l'autorité du directeur général, il définira et met en œuvre la politique commerciale sur son territoire et s'impliquera personnellement dans la réalisation des objectifs qui lui sont assignés. Il anime dans ce contexte une équipe de trois ingénieurs commerciaux. Ce poste, qui offre de réelles perspectives de carrière, s'adresse à un commercial confirmé, diplômé de l'enseignement supérieur et maîtrisant l'anglais. Très concret, il doit être parallèlement capable de bâtir une stratégie et d'anticiper les développements de son marché. Fonction des compétences présentées, la rémunération de départ sera de l'ordre de 500.000 francs + voiture de fonction. Ecrire à J. MOLLER en précisant la référence A/R9462M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

THOMSON : récepteur de talents émetteur de carrières !



INGENIEUR DE PRODUCTION

Débutant généraliste (INSA, AM, ENL...), vous assurez au sein du service méthode, l'organisation de l'atelier câblage/montage (100 personnes). Pour cela, vous travaillez à l'optimisation de la chaîne de production dans le respect de la qualité et des délais. Vous participez au développement de nouvelles technologies : CMS, FAO, CIM... Réf. A

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

Débutant ou possédant une première expérience, vous effectuez les études d'intégration de nos systèmes électroniques sur des stations de radio mobiles (SCHULTER) ainsi que les servitudes en énergie. Des connaissances en électromagnétisme seraient appréciées. Réf. B

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Jeunes diplômés ESE, ENST, ENSERG, ENSEEHT... intégrez nos équipes de pointe pour concevoir et développer les systèmes de télécommunications de l'avenir dans les domaines de l'analogique ou du numérique. Des connaissances en Radio seraient appréciées. Réf. C

Nous serons vous orienter suivant vos compétences et vous offrir des perspectives d'évolution variées et répondant à vos projets professionnels.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunérations) sous réf. choisie à : Didier PLANCHOT
THOMSON DIVISION TELECOMMUNICATIONS - BP 945 - 49309 CHOLET CEDEX

THOMSON



Groupe APV, Leader multi-national dans l'équipement des industries alimentaires et le traitement des liquides, 14 000 personnes, CA 10 Milliards de Ffr. Société APV BAKER à Evreux, 285 personnes, CA 330 MF, 35 ingénieurs, recrute :

DIRECTEUR PRODUCTION INGENIERIE

INGENIEUR GRANDE ECOLE CONFIRME

Il participera au Comité de Direction aux côtés du Président Directeur Général et aura la responsabilité de l'activité pré-montage (études + sous-traitants), montage (superviseurs + équipe montage + sous-traitants montage), des achats, du SAV, des travaux neufs. Profil : Ingénieur Arts et Métiers, 10-15 ans d'expérience avec une expérience confirmée de la conduite des hommes, une longue pratique des chantiers (France + zone francophone), des connaissances solides en gestion de production, GPAO, stocks, simplification des procédures, informatique, réseaux, qualité. Anglais courant (relations quotidiennes avec le groupe). Les candidatures faisant état de profils proches et de compétences certaines seront envisagées. Recrutement immédiat. Discretion totale. Réponse rapide.

Contactez J.M. TRINH, rue des Roches - 27930 BROSVILLE, tél. : (16) 32-34-36-44, consultant chargé de cette recherche, envoyer dossier avec lettre manuscrite, CV détaillé, photo, références.



Avec 22 MMF de CA et 22.000 personnes, LAFARGE COPPEE est l'un des leaders de l'industrie française (Ciments, Matériaux, Bio-activités). Pour notre Centre de

Recherche et d'Assistance dans le domaine des Matériaux de Construction (180 personnes dont 80 ingénieurs), nous recherchons aujourd'hui un

PETROGRAPHE-CRISTALLOGRAPHE

A 30/35 ans, titulaire d'un Doctorat ou équivalent, vous utiliserez les techniques de MICROSCOPIE ET DE DIFFRACTION X et prendrez la responsabilité de plusieurs techniciens. A votre expérience de 5 ans dans ces domaines, vous alliez la parfaite maîtrise de l'anglais. Au sein de notre Service Mesures et Analyses, vous contribuerez au développement de ces techniques appliquées aux matériaux de construction.

En travaillant en étroite collaboration avec nos différentes équipes de recherche, vous deviendrez un véritable expert.

Ce poste est basé près de MONTLIMAR. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence PC/LM à José AULOTTE LAFARGE COPPEE - Service Recrutement 28, rue Emile Menier - 75116 PARIS.



Ingénieur informaticien débutant, prenez le bon départ

Nous sommes l'une des plus importantes compagnies d'assurances privées (PARIS 9^e), avec 1300 personnes et un C.A. de 4,5 milliards de francs. Pour soutenir notre développement, notre informatique dispose d'un environnement technique haut de gamme : IBM 3090/MVS-XA en central, terminaux télématiques, parc de micros, et nos outils sont performants : CICS, DL1, DB2, MERISE...

Venez rejoindre notre département Etudes à taille humaine (40 p.) et participer activement aux développements de nos applications IARD et Vie, qui accompagnent notre politique de mise en place de postes de travail intelligents.

Ingénieur diplômé ou Universitaire (MAGE + DEA, DESS...), rejoignez une société prête à compléter votre formation et à vous offrir de larges possibilités d'évolution.

Ecrivez à notre consultante,
Mlle F. BORDAS (réf. 5486 LM),
à "Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

ingénieur débutant, dominez une organisation industrielle

Vous aimez l'industrie, c'est pourquoi vous avez voulu devenir ingénieur ; aujourd'hui, au moment d'entrer dans la carrière, vous entendez voir, dès le début, les choses dans leur ensemble et non par le petit bout de la lorgnette : notre PDG vous propose cette opportunité.

Le directeur de l'une de nos usines (dans le cadre splendide des Hautes Pyrénées), va mettre en place la GPAO et souhaite s'adjointre un ingénieur débutant ou presque pour prendre cette responsabilité en main.

Quand vous aurez réussi cette mission, vous connaîtrez bien notre organisation, nos produits et nos hommes ; une belle carrière industrielle vous attend alors dans un groupe à taille humaine et performant.

Ecrivez à notre consultant,
J. PICARD (réf. 3124 LM),
« Carrières d'Ingénieurs »



ALEXANDRE TIC S.A.
97, RUE RIGUET - 31000 TOULOUSE
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC



Leader des réseaux clients, notre Groupe a connu depuis sa création, en 1981, une progression exceptionnelle en développant son savoir-faire dans les domaines de la TÉLÉMATIQUE, MONÉTIQUE, VISIONNIQUE, MÉDICAL...

PRENDRE LA RESPONSABILITE MARKETING D'UNE LIGNE DE PRODUITS

C'est la mission que nous proposons à un diplômé d'une école de commerce ou équivalent ayant acquis une expérience significative dans le domaine du marketing ou de la vente.

- Au sein de la Direction Marketing, vous aurez à suivre l'évolution d'une gamme de produits ;
- Vous analyserez les marchés, gèrerez et optimiserez le Marketing Mix et assurerez le bon lancement des produits ;
- Vous aurez un rôle de conseil en terme d'outils de communication et d'outils de promotion ;
- Vous serez le lien entre les services Recherche et Développement et les équipes commerciales.

Ce poste basé près de Soissons nécessite des déplacements sur Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. DS/AS, à notre Conseil : Anna STAROSWIECKI - INFORAMA Carrières - 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE
PARIS - PAU - TOULOUSE

INFORAMA
carrières
la technologie par les hommes

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

L'ECUREUIL EVALUE SON DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Dans un marché bancaire en pleine mutation, l'Ecureuil (16 centres informatiques BULL et IBM et plus de 6 000 implantations) se prépare activement à affronter les nouvelles conditions de la concurrence européenne. Dans ce contexte technologique en pleine mutation, le CORPS DE CONTROLE du Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CENCEP) élargit sa cellule informatique et recrute:



2 AUDITEURS INFORMATIQUES

Votre mission principale sera d'assurer la conduite de vérifications dans les unités informatiques du réseau des Caisses d'Epargne.

Vous participerez à l'analyse et au diagnostic de l'ensemble des aspects suivants :

- TECHNIQUE INFORMATIQUE (réseau, système, études, production, micro) ;
- SECURITE INFORMATIQUE ;
- la qualité des services fournis ;
- gestion juridique et financière (contrats, comptabilité) ;
- organisation et gestion des ressources humaines ;
- respect de la réglementation bancaire.

Vous réaliserez la rédaction d'un rapport d'inspection.

De formation supérieure, vous avez une expérience de 2 à 5 ans en informatique gros systèmes, acquise de préférence en milieu bancaire, chez un constructeur ou une SSL.

Vos atouts :

- Autonomie, sens des responsabilités et de l'organisation, esprit de synthèse, capacité d'évolution.
- Une bonne disponibilité liée à des déplacements prolongés en province est également nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence IULM061 à Jacky GAUVIN, CENCEP, 5 rue Masseran, 75007 PARIS.



Ce symbole représente l'univers numérique intelligent, la structure imaginée par Northern Telecom pour une société de l'information où les télécommunications deviendront le cadre universel de toutes les interactions humaines.

Tout choix intègre une part de hasard. Voici l'occasion de faire exception à la règle.

Vous n'êtes pas de ceux qui déterminent leur avenir sur un coup de tête. Nous vous invitons à considérer NT MERIDIAN pour débiter. Et de choisir, avec de bonnes raisons de ne pas vous tromper. Forte de l'expérience d'un groupe international, leader dans le domaine des télécommunications entièrement numériques,

NT MERIDIAN possède la maîtrise des technologies les plus en pointe (réseau à intégration de services, combinaison voix-données...). Une politique largement axée sur la Recherche et le Développement (plus de 10 % du CA investis) confirme notre avance dans ces domaines.

JEUNES INGENIEURS

(X, Centrale, Supélec, Sup'telecom...) débutants - 1ère expérience

Aujourd'hui, nous créons un centre de R & D à Marne-la-Vallée. Il sera le fer de lance de notre expansion en France et en Europe, dans le domaine des autocommutateurs privés. Rejoindre nos équipes de concepteurs pour développer des applications intelligentes dans les télécoms, c'est choisir un

créneau en constante évolution, à vocation internationale. C'est, concrètement, se former auprès de professionnels confirmés pour évoluer rapidement et prendre sa place dans la croissance de NT MERIDIAN. C'est bien s'inscrire dans une perspective d'avenir, toute réflexion faite.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous la référence IRD/206/LM à : NT MERIDIAN 41-49 avenue de la Garenne - 92310 Sèvres



Société d'Electronique du Groupe SCHNEIDER (740 personnes dont 220 ingénieurs) spécialisée dans l'étude de systèmes et équipements de pointe, au service des Armées, Administrations, Grandes Compagnies, Industries etc...

- INGENIEURS -

- intérêt technique des postes offerts,
- opportunités d'évolution dans une entreprise à croissance forte,
- taille humaine de l'entreprise,
- relations Client/Etudes importantes et favorisées.

• TELECOMMUNICATIONS CIVILES ET MILITAIRES

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT

Ref. C.63 - chargé de projet, Ingénieur G.E., ce poste vous intéressera. Compétence 68000 VME logiciel temps réel - UNIX et/ou OS 9 - Langage C protocole X 25 et réseau.

Ref. R.63 - confirmé, vous justifiez d'une expérience de 4 à 5 ans. Spécialisation : radio numérique, traitement du signal.

Ref. P.63 - suivi d'affaires, compétent en système de gestion de voies radio.

- Chargé :
- du développement matériel d'une importante affaire,
- du suivi de la sous-traitance,
- des recettes.

Adresser CV + lettre manuscrite sous référence du poste choisi à SECRE - Direction du Personnel 214, rue du Faubourg Saint-Martin - 75010 PARIS.

• CONTROLE AERIEEN MILITAIRE

INGENIEURS SYSTEME

Ref. A.61 - confirmés, pour compléter nos équipes chargées du suivi des affaires qui nous sont confiées dans le cadre d'importants programmes militaires : coordination - relations avec les co-traitants, avec le client, les fournisseurs - négociations techniques.

Ref. B.61 - débutants, vous assistez un Ingénieur système responsable de projet. Connaissances Télécom et réseaux demandées.

INGENIEURS D'ETUDES

Ref. C.61 - responsable d'affaires, expérimenté (6 à 8 ans), vous animerez une équipe de 6 personnes environ. Connaissances matériel et logiciel - langage C - Microprocesseur 68000 BUS VME.

Ref. D.61 - confirmés ou débutants, vous êtes compétents en techniques digitales : Matériel 50 % - Logiciel 50 % - langage C - 68000 BUS VME.



CODRA : l'ingénierie informatique dans les secteurs de l'automatisation d'unités de production, l'instrumentation et la communication.

INGENIEURS TEMPS REEL

REGION PARISIENNE CHERBOURG



Ingénieurs Temps Réel capables de concevoir et réaliser des logiciels. Votre profil : Diplôme Grandes Ecoles ou Universitaire, 1 à 3 ans d'expérience ou débutant avec formation d'ingénieur option informatique, automatique ou électronique.

- Connaissance des matériels Intel, MOTOROLA ou DEC et des systèmes d'exploitation RMK, UNIX ou VMS appréciée.

Votre sens relationnel et votre dynamisme vous permettront d'évoluer et de réussir au sein d'une équipe à taille humaine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) à CODRA - Z.A. de Courtabœuf 19, avenue de Norvège - 91953 LES ULIS Cedex.

SAINT-GOBAIN

CERAMIQUES INDUSTRIELLES

La Division Silice Technique et Cristaux du Groupe contrôle des sociétés industrielles et commerciales dans 8 pays (Europe, Etats-Unis, Japon) notre stratégie et notre organisation sont mondiales. Pour réussir nos objectifs de développement nous recherchons un :

BUSINESS MANAGER RESPONSABLE DE MARCHE

qui se verra confier le pilotage d'un vaste secteur d'activité. La responsabilité regroupe le développement des produits et des marchés, l'implication directe dans les choix industriels, la fixation et suivi des objectifs et moyens commerciaux.

De culture technique, le candidat devra avoir réussi sur le plan commercial, et faire preuve d'une forte capacité d'animation. Une grande mobilité et l'anglais courant sont impératifs. Cette fonction représente une opportunité de premier ordre pour un spécialiste expérimenté (5 ans mini) du marketing de produits ou matériaux industriels techniques. La rémunération annuelle n'est pas inférieure à 300.000F/an.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à Direction des Affaires Spéciales - Société Quartz et Silice - BP 95 - 77140 NEMOURS.

SSL Spécialisée Transmission de données, Réseaux, Normes

INGENIEUR TELETRAITEMENT

VOUS ETES :

INGENIEUR GRANDE ECOLE TECHNIQUE UNIVERSITAIRE (BESS - DEA)

Jeune diplômé ou ayant quelques années d'expérience.

VOTRE PERSONNALITE : Sensible au travail d'équipe, à l'écoute clientèle.

VOUS SEREZ : Concepteur, développeur, Conseil.

ON VOUS ASSURE : Une évolution de carrière intéressante Une formation aux techniques Telecom Un environnement jeune et dynamique

Contactez ou adressez vos C.V. à :

G. SAMPIC TEL : 45 87 08 55 - NEWCOM

Tour Europa - Cédex A 123 - 94532 RUNGS PRINCIPAL

REGION GRENOBLOISE

Notre entreprise (600 personnes) est filiale d'un grand groupe industriel français. Elle conçoit et réalise des pièces mécaniques de haute précision et des équipements de production aux technologies originales. Le Chef du Département Fabrications Spéciales recherche un

Jeune INGENIEUR MECANICIEN

débutant ou ayant une première expérience, (AM, ENSM, ENSMA, ICAM, ECAM).

Vous serez adjoint au responsable de l'atelier mécanique du Département (pièces de haute précision, notamment pour la Défense et les engins spatiaux).

- Vos missions :
- Encadrement de 25 personnes;
- Responsabilité technique de la fabrication;
- Relations techniques avec les clients;
- Suivi du budget de l'atelier.

Adresser votre dossier complet de candidature à/123.1130 à CONTESSÉ PUBLIOTE 3 rue Pierre Robin 69363 LYON Cédex 07.

EURODATA

Jeune SSL au service d'unités de recherche de l'industrie pour des projets d'audiovisuel interactif, de temps réel, de télécommunications, recherche en création de postes.

INGENIEURS INFORMATIQUES

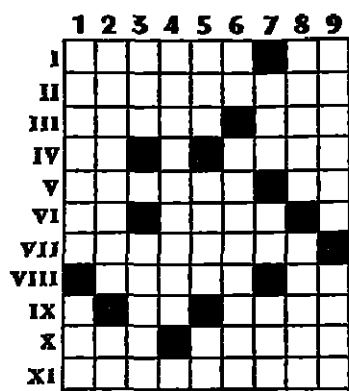
confirmés ou débutants à fort potentiel

Envoyez à EURODATA 52, rue d'Orléans sur Glacis - 90145 PARIS Réponse assurée très rapidement

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5028



VERTICALEMENT

1. Abat celui qui trop abat. D'où l'on peut tirer la porcelaine. — 2. Ne se fait pas sans casse. Utile aux heures de levé. — 3. Mal vu par celui qui l'entend. Qui ne saurait aller droit au but. — 4. Avec lui, on se garde bien de compter la poire en deux. — 5. Un sacré bout de temps. Permet à bien des gens d'arriver à bon port. Possessif. — 6. Pronom. Éléments de la faune marine. — 7. Se porte bien malgré l'absence. Conjonction. Font les grandes rivières. — 8. Moyens de protection. Adroite, pas gauche. — 9. Un qui fit perdre la tête. Susceptibles d'être mal repus.

Solution du problème n° 5027

Horizontalement
I. Triton. — II. Oisiveté. — III. Reine. Ove. — IV. Enseigner. — V. Iton. — VI. Ovide. Ale. — VII. Ede. Ama. — VIII. Trissotin. — IX. Ouste ! — X. Rament. Eu. — XI. Cierges.

Verticalement

1. Torero. Turc. — 2. Rien. Ver. — 3. Isis. Idiotie. — 4. Tinfidés. — 5. Uvète. Song. — 6. Ré. Aodé. — 7. Etouffants. — 8. Néré. Laité. — 9. Erre. Neuf.

GUY BROUTY.

EN BREF

● **Concert.** — Parce que le chant carné de l'Inde du Sud utilise le ton fondamental, il fait résonner le corps tout comme le yoga. Pour mieux connaître ces chants, la Fédération nationale des enseignants de yoga (FNEY) organise un concert exceptionnel avec la participation de Nagawara Rao. Ce concert aura lieu le samedi 24 juin, à 20 h 30, dans les locaux de la FNEY, 3, rue Aubriot, à Paris 4^e.
* Prix : 80 francs. Renseignements : (1) 42-78-03-05.

● **Groupe d'études sartriennes.** — Le groupe se réunit les 24 et 25 juin à l'université de Paris-Sorbonne (1, rue Victor-Cousin, Galerie Dumas) avec le programme suivant : « La Nausée » (samedi, 9 h 30 et 13 h, salle 118). G. Idd : « Le manuscrit de Melancholia » ; F. Thumerel : « Le jeu de la parole et de l'écriture dans la Nausée » ; D. Sehl : « L'écriture dans la Nausée » ; J.-F. Louette : « La Nausée, roman du silence » ; A. Buisson : « Sommeil et réveil d'Antoine, Roquentin » ; M. Rybak : « L'effet d'origine : étude de la Nausée » ; H. Neire : « Conscience

impersonnelle et machines désirantes : quelques traits communs à Sartre et à Deleuze ». Autour de Saint Genet (dimanche, 9 h 30 et 15 h, amphithéâtre Lefebvre) ; M. Sicard : « La parole volée » ; J. Simon : « La kantisme de Sartre dans Saint Genet » ; R. Harvey : « Statut de la poésie dans Saint Genet » ; O. Pucciani : « Sartre, Genet et l'homosexualité » ; C. Diniz Mendonça : « Le thème de la Révolution dans la pensée de Sartre » ; S. Ishizaki : « La réception de Sartre au Japon ».

● **Solidarité.** — Des lits seront, comme les années précédentes, mis à la disposition des personnes âgées invalides pendant un des trois mois d'été, par l'Assistance publique de Paris. Cet hébergement a pour but d'apporter une aide momentanée aux familles qui ont la charge à domicile d'un parent âgé et invalide.

● **Les inscriptions sont reçues à :** Assistance publique, bureau des établissements de long séjour, bureaux 153 et 156, 3, avenue Victoria, 75004 Paris. Tél. : 40-27-31-56, 40-27-37-51 et 40-27-31-53.



Des universités privées en Jordanie

Le conseil des ministres jordanien a approuvé un projet de loi autorisant la création d'universités privées pour accueillir, à côté des quatre universités d'Etat, un grand nombre de Jordanais et de étrangers.

Les quatre universités gouvernementales (Université jordanienne, Yarmouk, sciences et technologies et Mo'tal ne peuvent actuellement recevoir tous les diplômés du secondaire, un grand nombre devront poursuivre leurs études à l'étranger, selon le ministère de l'enseignement supérieur. Trente-six mille dix-neuf Jordanais poursuivent des études dans quarante-cinq pays. Ces étudiants provoquent la sortie de devises à l'étranger de l'ordre de 125 millions de dollars, alors que le pays traverse une crise économique et financière aiguë.

Le conseil de l'enseignement supérieur (dépendant du ministère) indique qu'il a reçu sept offres de financement pour la création d'universités privées. Le budget nécessaire à chacun de ces établissements varierait entre 3 et 10 millions de dollars jordanien (entre 5 et 17,5 millions de dollars). Une étude préliminaire concernant la création d'une université à Amman, à 30 kilomètres au nord-ouest de la capitale ou à Zarka (20 kilomètres au nord-est). — (AFP.)

Université d'été sur l'édition

Une université d'été consacrée à l'édition se tiendra, du 3 au 7 juillet, à l'université Rennes-II. Ce groupe de travail, qui accueillera une cinquantaine de participants, sera animé par des universitaires et des professionnels de la culture et de l'édition.

● Contact : Catherine Legallais, au 99-33-51-16.

Optoélectronique européenne

L'IUT d'Angers ouvrira, dès la rentrée prochaine, une formation à caractère européen en optoélectronique et imagerie industrielle. Cette formation technologique et linguistique en un an est accessible aux étudiants munis d'un DEUG, d'un DUT ou d'un BTS.

● Institut universitaire de technologie, département génie électrique, 4, boulevard Lavoisier,

49045 Angers Cedex, tél. : 41-73-53-00.

Echanges franco-espagnols

Les chambres de commerce de Bayonne et de Saint-Sébastien, en liaison avec plusieurs universités, écoles d'ingénieurs et entreprises des deux côtés de la frontière franco-espagnole, organisent, les 22 et 23 juin, à Bayonne et à Saint-Sébastien, des « Journées transfrontalières COMETT » destinées à dresser un premier bilan du programme de coopération universités-entreprises au sein de la Communauté européenne. Une bourse d'échanges permettra aux entreprises et universités présentes de confronter leurs offres et demandes de stages de haut niveau.

● Chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, 50-51, allées Marins, BP n° 155, 64102 Bayonne Cedex, tél. : 59-25-75-75.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Claire et Jean-Louis CALMÉJANE
naissent à Jean-Baptiste la joie d'annoncer la naissance de

Benjamin.

Paris, le 18 juin 1989.
26, rue Lincoln, 75015 Paris.

— M. et M^{me} Jean BAUDOUIN
sont heureux d'annoncer la naissance de leurs cinquième, sixième et septième petits-enfants.

Olivier,
frère d'Agathe,
chez Delphine et Bruno Martin,
Aix-en-Provence, le 31 décembre 1988.

Mélanie,
sœur de Géraldine et Romain,
chez Sophie et Dominique Guefflot,
Paris le 15 mai 1989.

Ophélie,
sœur d'Amis,
chez Emmanuelle et Frédéric Pair-chaud,
Fort-de-France, le 7 juin 1989.

Décès

— M^{me} Nicole Amblard
En ses filles Béatrice et Marie ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 18 juin 1989, dans sa soixante-dixième année, de

Jean AMBLARD,
officier de la Légion d'honneur à titre militaire, croix de guerre avec palmes, combattant volontaire de la Résistance, correspondant de guerre 1939-1945, peintre lauréat de l'Académie, prix Biennal de peinture (1948), peintre des maquis (frisque des maquis de France, maître de Saint-Denis), envoyé spécial du Musée national des arts et traditions populaires en région d'Auvergne.

Les obsèques civiles ont eu lieu mardi 20 juin, au cimetière de Saint-Martin de Tours, à Rochefort-Montigny (63).

— Les éditions Hengel,
Le Musée instrumental du CNRS de Paris,
François Hengel,
Philippe Hengel,
François Leduc,
Kenneth Gilbert,
la famille Bédard du Canada,
ont la tristesse de faire part du décès de

Hubert BÉDARD,
survenu subitement à Brignoles (Var), le 16 juin 1989.

— Le Mans.
M^{me} Justin Benistant,
ses enfants,
ont le regret de faire part du décès de

M. Justin BENISTANT,
inspecteur départementaire honoraire de l'éducation nationale,
survenu le 4 juin 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Geneviève Bloch,
M. Emmanuel Bloch,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André BLOCH,
ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur honoraire de première supérieure au lycée Henri-IV.

Les obsèques ont été célébrées au cimetière de Bagneux le mercredi 14 juin 1989, dans la plus stricte intimité.

5, rue Monticelli, 75014 Paris.

— M. et M^{me} Sylvain Tauxe,
M^{me} Danielle Rosenfeld-Katz
Et M. Claude Katz,
ses enfants,
Julie, Jérôme et Flora,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simone BLOUSCHTEIN,
survenue le 14 juin 1989, dans sa soixante et septième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 16 juin, au cimetière de Bagneux.

— M^{me} Pierre Carreau
et ses enfants,
M^{me} Louis Bange
et ses enfants,
M. Joseph Boinat,
M^{me} Thérèse Boinat,
M. et M^{me} Louis Boinat
et leurs enfants
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Elizabeth BOINOT,
survenue à son domicile, le 15 juin 1989.

Une messe sera célébrée à son intention, le vendredi 23 juin, à 9 heures, en l'église de Saint-Germain-des-Prés, Paris-6.

42, rue Bonaparte, 75006 Paris.

— Lucien et Paulette Carrière,
Claire et Dieter Kleinmeyer,
Anne Kichilov,
ses enfants,
Irene et Jérôme Plante et Sara,
Pierre Carrière,
Jean Carrière et Isabelle Lemaire,
Marie, Elie et Marguerite Kleinmeyer,
Eliane et Eric Wenger,
Paul et Lise Kichilov,
ont la douleur de faire part du décès de

Jeanne CARRIVE,
née Le Cœur,
le 16 juin 1989, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Un service religieux sera célébré le samedi 24 juin, à 9 heures, en l'église évangélique du Luxembourg, 58, rue Matisse.

8, allée Gabrielle d'Estrees,
92340 Bourg-la-Reine.
166, boulevard de Montparnasse,
75014 Paris.
5, avenue des Vergers,
92340 Bourg-la-Reine.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Alain COTTÉ,
survenu à Paris le 15 juin 1989, à l'âge de trente-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu, le mercredi 21 juin, à 16 heures, en l'église Saint-Germain de Charonne, 4, place Saint-Basile, Paris-20, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau familial.

Ni fleurs, ni couronnes, ni condoléances. Des dons peuvent être faits à l'Association Des.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Lyon, Paris.
M^{me} Albert Gin,
M. et M^{me} Renaud Gin,
Colme Gin et M^{me},
M. Michel Gin,
M^{me} Dominique Gin,
M^{me} Marie-Françoise Fange-Gin,
M. Etienne Gin,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Marguerite Claveyrou,
M^{me} France Pier,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert GIN,
survenu dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu ce jour, mardi 20 juin, à 10 heures en l'église du Plateau à la Duchère.

Pas de fleurs.

— Le docteur Michel Hamayon,
son épouse,
Sophie, Philippe et Stéphane,
ses enfants,
Yann,
son petit-fils,
Jean-François et Françoise Bognann et leurs enfants,
Anne et Michel Roubaud,
et leur fille Anne,
ses frères, neveux et petits-neveux,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Noëlle HAMAYON,
née Férat,
survenue à Paris, le 16 juin 1989.

Les obsèques ont été célébrées à Paris, le lundi 19 juin 1989, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue Daru, 75008 Paris.

— M. et M^{me} Louis Wartski,
M. et M^{me} Jonathan Poully,
Sonia et Yonah Wartski,
Sara et Alexandre Poully,
M. et M^{me} Jean-Paul Bruguère et leur fille Charlotte,
M. et M^{me} Jacques Speyer,
ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Son frère,
Et toute la famille,
très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M^{me} veuve Emmy WAKESKI,
née Speyer,
remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

— Il y a deux ans disparaissait notre cher

Christiane-Jacques GRATTELEUR.

Que tous ceux qui l'ont connu aient une pensée affectueuse pour lui.

— M^{me} Olivier Soulet,
M. et M^{me} Daniel Soulet,
M. et M^{me} Michel Dupuis
et leurs enfants,
M. et M^{me} Thierry Lagache,
M. et M^{me} Raymond Lebard,
M. et M^{me} Daniel Lebard
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Claude Lebard,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Francis Lebard
et leurs enfants,
Le docteur Christian Lebard,
M. Jean Pieloux,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Olivier SOULET,
directeur général honoraire de Comptoir
Lyon-Allemant - Loyot,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre d'Orange-Nassau,
survenu le 18 juin 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 22 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Ferdinand, 27, rue d'Armaille, Paris-17^e.

L'inhumation aura lieu, le 22 juin à 17 h 45, au cimetière d'Edithouville (Loiret).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'Administration
La direction et le personnel de Comptoir Lyon-Allemant - Loyot,
ont le regret de faire part du décès de

M. Olivier SOULET,
directeur général honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre d'Orange-Nassau,
survenu le 18 juin 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 22 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Ferdinand, 27, rue d'Armaille, Paris-17^e.

— Denis et Nicole Wenz,
leurs enfants et petits-enfants,
Anne-Catherine et Robert Gossin,
leurs enfants et petits-enfants,
Sylvie Wenz et André Thomas
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Renée WENZ,
née Françoise Desvany,
leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère,
survenue brutalement, le 14 juin 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Un service religieux a été célébré dans l'intimité du temple de l'Oratoire du Louvre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« L'annonce trouve sa joie dans la vérité ».

I Corinthiens/XIII/6.

Mendon,
Marcy-le-Roi,
Paris.

— Jean Wyart,
son épouse,
Jean-François et Anne,
ses enfants,
Valentin, Rémi, Juliette,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean WYART,
née Madeleine Bournan,
survenue brutalement en son domicile, le 16 juin 1989.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, le mardi 20 juin.

Remerciements

— Elodie Vitale,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont été profondément touchés par la soutien, la solidarité et la tendresse manifestées par tous les amis de

Alain VITALE,
lors de son décès. Ne pouvant y répondre individuellement, ils tiennent à exprimer ici toute leur gratitude.

— M. et M^{me} Louis Wartski,
M. et M^{me} Jonathan Poully,
Sonia et Yonah Wartski,
Sara et Alexandre Poully,
M. et M^{me} Jean-Paul Bruguère et leur fille Charlotte,
M. et M^{me} Jacques Speyer,
ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Son frère,
Et toute la famille,
très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M^{me} veuve Emmy WAKESKI,
née Speyer,
remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

— Il y a deux ans disparaissait notre cher

Christiane-Jacques GRATTELEUR.

Que tous ceux qui l'ont connu aient une pensée affectueuse pour lui.

— Pour le neuvième anniversaire du décès de

Glaetie HUNCANRIN,

une pensée est demandée à son souvenir le 21 juin 1989.

Manifestation
du souvenir

— Les amis, les collègues et la famille de

Patrice NICOLAS

souhaitent rappeler son souvenir, le mercredi 22 juin, à 11 heures, chapelle de la Salpêtrière, et se demandent de se joindre à eux.

Hôpital de la Salpêtrière,
47, boulevard de l'Hôpital,
75013 Paris.

Communications diverses

— Les prix Jacques Gantier ont été attribués, le 12 juin 1989, à trois créateurs de bijoux contemporains. Prix principal : Jérôme Bessou ; Deuxième prix : Louis Momo ; Prix spécial du jury : Sonia Le Flohic.

Membres du Jury : Jeanne Benson, journaliste ; Monique Cazaux, conservateur à la Bibliothèque nationale ; Michel Cazaux, écrivain et directeur de la revue « France-Culture » ; Philippe Delacroix, cinéaste et écrivain ; Jean Diva, écrivain ; André Gantier, journaliste ; Inès Gantier-Manning, juriste ; Claude Lamorisse, cinéaste ; Nathalie Nerval, cinéaste ; Nathalie Mont-Servin, écrivain et journaliste de mode.

— A l'occasion de la sortie de son dernier livre « La Rose aux 13 pétales », paru aux éditions Albin Michel, dans la collection « Présence du judaïsme », Adin Stetsmaier, l'entraîneur d'Israël, sera à Paris, mercredi 21 juin 1989 à 19 heures, au Centre Georges-Pompidou (petite salle), entrée libre.

— L'Association des artistes peignant de la bouche et du pied, président fondateur : M^{me} Denise Legris, organise du 21 au 28 juin 1989 une exposition des œuvres de ses artistes peintres, dans les locaux de l'Ecole de l'Institut national de rééducation.

Hôpital national de Saint-Maurice, 14, rue du Val-d'Osne, 94410 Saint-Maurice.

Soutenances de thèses

— Ecole nationale des ponts et chaussées, direction de la recherche, le jeudi 22 juin, à 14 heures, 28, rue des Saints-Pères, M. Raymond Coutin : « Quelques aspects de la simulation numérique d'un canal à bords ».

— Institut d'études politiques de Paris, le vendredi 23 juin, à 9 h 30, 56, rue des Saints-Pères, salle 101. M^{me} Stéphanie Lagache : « Sélection et allocation de la ressource humaine dans les régiments de l'armée de terre, réflexion sur la construction ».

— Université de Lille-III, vendredi 23 juin, à 14 h 30, salle Jean-René, UFR Angellier, M. Jean-Pierre Hirsch : « Les deux rives du commerce extérieur et institutions dans la région illoise (1780-1860) ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 23 juin, à 15 heures, salle 214, Sorbonne, galerie Claude-Bernard, atelier P. 1^{er} étage, M^{me} Nadège Kébir : « Le parler des femmes en Algérie ».

— Université Paris-V René-Descartes, sciences humaines Sorbonne, le vendredi 23 juin, à 15 heures, salle 224, galerie Claude-Bernard, atelier P. 1^{er} étage, M. Jean-Pierre Hirsch : « Le parler des femmes en Algérie ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 20 juin 1989 :

UN ARRÊTÉ

● Du 13 juin 1989 fixant les conditions de délivrance du baccalauréat professionnel par la voie des unités de contrôle capitalisables.

UN DÉCRET

● Du 14 juin 1989 portant classement de la commune de La Rochelle (Charente-Maritime) comme station de tourisme.

DES LISTES

● Des élèves de l'Ecole française de papeterie de Grenoble, établissement privé reconnu par l'Etat, ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure d'hydraulique et de mécanique de Grenoble ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.

● Des élèves de l'Ecole supérieure de fondation ayant obtenu en 1988 le diplôme d'ingénieur ou le diplôme de technicien de cet établissement.

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure d'informatique et de mathématiques appliquées de Grenoble ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.

● Des élèves ayant obtenu le diplôme du Centre d'études supérieures européennes de management de Reims (CESEM) en 1988.

Les m
la libéral

voiture 2
en livraison
avec l'inté
GR
NEU
NEU
ANDR

SOMMAIRE

■ Les ministres des finances de la CEE se sont mis d'accord lundi à Luxembourg sur la libéralisation des activités bancaires dans la Communauté (lire ci-dessous). ■ L'économie japo-

naise connaît une croissance très forte, atteignant 9,1% en rythme annuel (lire ci-dessous). ■ Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4% en France au mois de mai (lire ci-

contre). ■ Les dix-neuf ministres de la recherche réunis à Vienne pour la conférence Euraka ont examiné quatre-vingt-neuf projets nouveaux (lire page 45).

CONJONCTURE

D'après l'indice provisoire de l'INSEE

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4% en mai en France

Les prix français à la consommation ont augmenté de 0,4% en mai (après une hausse de 0,6% en avril) d'après l'indice provisoire de l'INSEE rendu public mardi 20 juin. Depuis le début de l'année, les prix ont cru en France de 2%. Sur les douze derniers mois, ils ont augmenté de 3,7%.

Une fois de plus, l'indice mensuel - encore provisoire - des prix à la consommation va donner lieu à débat : traduit-il l'ampleur d'une reprise de l'inflation en France ou est-il le reflet d'une simple « bouffée d'inflation » ? Rue de Rivoli, on plaide en faveur de la seconde hypothèse. On souligne qu'en mai, l'indice des prix français a encore été affecté par le haut niveau des prix du pétrole et du dollar. Sur une hausse de 0,4 point, près de 0,15 serait attribuable au prix de l'énergie (avec notamment le relèvement des tarifs EDF le 15 mai).

Dans l'entourage du ministre de l'économie, on fait remarquer que la France continue à bien se situer vis-à-vis de ses grands partenaires. Sur les cinq premiers mois de l'année, les prix français ont augmenté en France de 2%, une performance meilleure que celle de la RFA (2,4%), des États-Unis (2,7%), de l'Italie (3,1%) et du Royaume-Uni (4,3%). Seul parmi les grands pays industriels sans doute, le Japon, dont les chiffres des cinq premiers mois ne sont pas

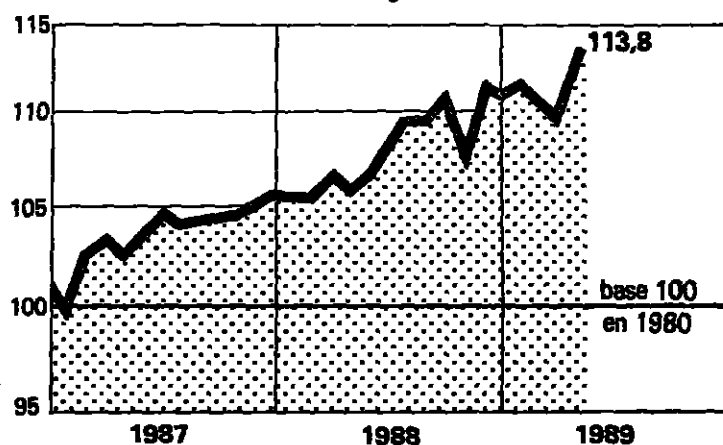
encore connus, aura finalement fait mieux que la France. L'écart d'inflation avec la RFA reste faible : fin mai, il est de 0,6 point comme en avril, le niveau le plus faible depuis 1973.

Pour les mois à venir, les proches de M. Bérégovoy sont optimistes. L'indice devrait en effet profiter des baisses sur les produits énergétiques, « déjà dans le nuyau ». Entre son pic de la mi-avril et son niveau actuel, le prix du super a déjà diminué de 19%, passant de 1715 F la tonne dans la dernière semaine d'avril à 1387 F la semaine dernière. Ce bon chiffre au cours des mois à venir devrait permettre d'éviter une reprise des anticipations inflationnistes, estime-t-on Rue de Rivoli.

Il n'empêche : l'appel de M. Bérégovoy, le 8 juin dernier, aux constructeurs automobiles leur demandant de participer à la lutte contre l'inflation n'a été que partiellement entendu. Le groupe PSA a annoncé, lundi 19 juin, une hausse moyenne du prix des automobiles Peugeot de 2,25% et pour les Citroën de 2,2%. Pour les deux tiers, indique l'industriel, la hausse écopée répercutée elle des coûts (salaires, matières premières...) et pour un tiers « les améliorations techniques » apportées aux voitures vendues à partir du 1^{er} juillet, date de départ des modèles de l'année 1990.

E. I.

Hausse de la production industrielle française en avril



Le rebond de la production de gaz et d'électricité, dû à un rafraîchissement climatique, compte pour « une part très importante » dans la vive hausse de l'indice de la production industrielle en avril : 3,36% par rapport à mars, 7,56% par rapport à avril 1988. Après deux mois consécutifs de baisse, l'indice en hausse s'établit ainsi à 113,8. L'INSEE précise que la production d'automobiles et d'équipements ménagers progresse de 6,7% pour dépasser légèrement ses bons niveaux du début de l'année.

Vive hausse de la demande interne et des importations

La croissance japonaise atteint 9,1% en rythme annuel au premier trimestre

Fort des dernières statistiques publiées lundi 19 juin par l'Agence de planification économique (APE), le Japon peut conforter sa place de « bon élève » de la concertation internationale. Une très vive hausse de la demande intérieure et des importations, à l'origine d'une croissance de 9,1% en rythme annuel durant le premier trimestre 1989 et de 5,1% pour l'ensemble de l'exercice budgétaire terminé au 31 mars dernier, voilà qui répond parfaitement à l'attente des grands partenaires de Tokyo. Prudents, les Japonais reconnaissent toutefois qu'en offrant de nouveaux atouts aux exportateurs, l'affaiblissement du yen face au dollar pourrait, avant longtemps, ternir ces succès.

L'envolée de l'activité économique du premier trimestre, après une hausse du produit national brut de 3,4% en rythme annuel durant les trois derniers mois de 1988, est partiellement artificielle. Le boom de la consommation des ménages s'est accéléré à l'approche de l'introduction d'une taxe à la valeur ajoutée au 1^{er} avril et expliquerait, selon certains économistes, jusqu'à 0,5 point de croissance. En attendant de connaître l'évolution des mois à venir, le gouvernement se montre malgré tout confiant. Le pays a désormais toute chance de parvenir à une expansion économique de 4% en 1989-1990.

L'excellente tenue des investissements, en hausse de 6,6% durant le premier trimestre, constitue un solide garant pour l'avenir. Reste à connaître les retombées du raffermissement du dollar sur le commerce extérieur et les prix japonais. A l'inverse des États-Unis, le Japon a engrangé une telle avance de ses importations sur les exportations depuis quatre ans qu'il lui faut augmenter ses achats beaucoup plus vite que ses ventes pour espérer réduire ses excédents.

Durant le premier trimestre 1989, les exportations ont augmenté de 7,6% alors que les importations progressaient de 8,6%. Un tel mouvement, aussi encourageant soit-il, permet tout juste de stabiliser les surplus alors que la force de frappe des exportations se trouve renforcée par l'affaiblissement du yen. Autre point d'interrogation, et non des moindres, pour les autorités japonaises : l'inflation modeste du premier trimestre, 0,8%, pourrait s'accroître avec le réchauffement des importations.

Une nouvelle directive adoptée à Luxembourg

Les ministres des finances des Douze décident la libéralisation des activités bancaires dans la CEE

BRUXELLES (Communautés européennes)
de notre correspondant

Le marché bancaire est déjà largement internationalisé. Les établissements anglais, italiens, belges, français en France, et réciproquement. Mais le marché est néanmoins cloisonné : la succursale d'un établissement financier hollandais qui s'installe à Paris doit obtenir l'agrément des autorités françaises, se plier à la réglementation française et ne peut, à partir de son siège d'Amsterdam ou de sa succursale parisienne, proposer ses services en RFA ou en Italie. La liberté d'établissement et de prestation de services qui caractérise donc la profession dans la Communauté à partir du 1^{er} janvier 1993 est le résultat d'une reconnaissance mutuelle des procédures d'agrément par les États membres. « L'agrément unique » apparaît ainsi comme un véritable passeport pour pratiquer le métier de banquier d'un bout à l'autre de la CEE. Une telle libéralisation suppose, pour garantir les intérêts des clients c'est-à-dire des entreprises ou des particuliers qui confient leur argent aux banques, que certaines dispositions qui régissent la profession soient harmonisées. Ce travail préalable est largement accompli. Ainsi les Douze ont adopté des règles communes sur la définition des fonds propres ; de même, lundi, ils se sont rapprochés d'un accord sur le ratio de solvabilité des établissements de crédit.

L'ouverture du marché qu'impliquera le système de l'agrément unique devra se traduire par une diminution des frais administratifs comme des frais financiers. Elle accroîtra la mobilité potentielle des établissements (des directives analogues sont prévues pour les agents de change et autres sociétés d'investissement) et devrait donc contribuer à une accentuation sensible de l'internationalisation des marchés, même si la profession a en partie anticipé le mouvement.

La mise en place d'un Marché commun des banques est en bonne voie. Réunis lundi 19 juin à Luxembourg les ministres des finances des Douze, sans encore régler toutes les questions de détail, sont parvenus à un accord politique sur ses principales modalités. A compter du 1^{er} janvier 1993 une banque installée dans un État membre bénéficiera d'un « agrément unique » qui l'autorisera, sans autres formalités, à ouvrir des succursales ou à proposer ses services dans les pays partenaires. Les activités de cette banque dans l'ensemble de la Communauté seront alors soumises à la seule surveillance des autorités de tutelle du pays d'origine.

La concurrence va s'aggraver avec des conséquences possibles sur l'emploi qu'il est difficile d'évaluer mais avec aussi, selon toute probabilité, des améliorations significatives pour le consommateur. Plus de marché captif ! Les banquiers anglais ou hollandais, et pourquoi pas français, s'apprêtent à débiter sur le territoire de la concurrence.

Cette image d'un capitalisme financier qu'on décrie apparaît à peine forcée lorsqu'on prend connaissance du communiqué publié, lundi soir, par M. Peter Lilley, le vice-ministre du Trésor britannique : « la directive qui est en voie d'adoption constitue l'élément central d'un marché unique financier, lequel a toujours constitué un objectif prioritaire du Royaume-Uni depuis son entrée dans la CEE. Elle conduira à un marché de services bancaires plus ouvert et plus compétitif qui devrait offrir des chances d'expansion remarquables au secteur financier britannique... »

Le problème de la réciprocité

Mais la City n'est pas la seule à gémir avec gourmandise le plus grand marché de 1993. La directive s'applique également aux banques des pays tiers installées dans la CEE. Un établissement financier américain ayant une filiale à Londres bénéficiera au même titre que la banque anglaise de l'agrément unique l'autorisant à opérer non plus seulement au Royaume-Uni mais dans les douze pays membres. Belle affaire que certains États membre et

sement de banques dont le pays discrimine sur son propre marché les banques de la Communauté.

La directive bancaire est la conséquence logique de celle instaurant la libération des mouvements de capitaux au sein des Douze qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1990. Cette dernière conduira également à la libération des opérations en Bourse et à la mise en place d'un Marché commun des valeurs mobilières. Pour que l'opération se développe de manière harmonieuse il convient à aussi de donner aux actionnaires et aux investisseurs, au niveau de la Communauté, des garanties suffisantes sur la sécurité et la moralité du marché.

C'est l'objet de la directive sur les opérations et débits d'inités sur laquelle un accord politique est également intervenu lundi. La situation actuelle varie d'un État membre à l'autre, plusieurs d'entre eux ne disposant pas de règles sanctionnant pénalement l'exploitation d'informations privilégiées : l'Italie, l'Espagne, le Portugal ; en Belgique et aux Pays-Bas la législation est en cours. L'idée est d'empêcher ceux qui par leur profession détiennent des informations privilégiées d'en tirer des avantages au détriment des autres investisseurs.

Il sera interdit aux « initiés primaires » (personnes qui en raison de leur position ont accès à des informations privilégiées) comme aux « initiés secondaires » (ceux qui utilisent les tuyaux des premiers) d'acquiescer ou de vendre des valeurs mobilières sur lesquelles ils disposent d'informations précises et n'ayant pas été rendues publiques. La directive impose aux autorités nationales d'établir des sanctions suffisamment dissuasives pour faire respecter les interdictions. Elle organise la coopération entre les États membres afin de traquer les opérations d'inités transnationales les plus fréquentes.

PHILIPPE LEMAITRE.

Révision de la composition de l'ECU

A partir du 21 septembre prochain, les monnaies de l'ensemble des douze pays de la CEE seront représentées dans l'unité de compte européenne, l'ECU. Le conseil des ministres européens en a approuvé, le 19 juin à Luxembourg, la nouvelle composition. Le fait marquant de cette révision, qui intervient tous les cinq ans depuis la mise en place du système monétaire européen (SME) en 1979, est la prise en compte dans le panier de la peseta espagnole et de l'escudo portugais. Ces monnaies entrèrent dans la composition de l'ECU à hauteur de 5,3% pour la peseta et de 0,8% pour l'escudo.

Logiquement, pour faire place à ces nouvelles devises, le poids de chacune des autres variées dans des proportions liées à l'évolution de chacune des économies dans la Communauté (pourcentage du produit intérieur brut, part dans le commerce intracommunautaire, etc.). Ainsi, le poids du deutschemark, la devise qui pèse le plus lourd dans le SME, sera ramené en septembre de 32% à 30,1%, celui du florin néerlandais de 10,1% à 9,4%, celui du franc belge de 8,5% à 7,9%, celui de la lire italienne de 10,2% à 10,15%, celui de la couronne danoise de 2,7% à 2,45%, celui de la livre irlandaise de 1,2% à 1,1% et celui de la dracme grecque de 1,3% à 0,8%.

Les deux faits marquants de cette nouvelle composition de l'ECU sont la diminution importante du poids

de la livre sterling, qui passe de 15% à 13%, et le maintien de celui du franc français, à 19%. Selon M. André Lorré, chef de division à la direction des affaires économiques et financières de la Commission européenne, la diminution du poids de la livre s'explique par son statut de « monnaie à risque », définie par des taux d'intérêt élevés et la non-participation au mécanisme de change du SME. La définition est valable également pour la dracme et l'escudo, alors que la peseta a commencé le 19 juin à participer pleinement au SME (le Monde du 20 juin).

Intervenant le 19 juin devant l'Association bancaire pour l'ECU, le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, a qualifié d'« extrêmement importante » la décision de l'Espagne de participer au SME, dont la Grande-Bretagne est toujours absente, et s'est félicité de la modération de la « dérive des monnaies » depuis 1984, qui a permis une faible révision du panier de l'ECU.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu contradictoirement du tribunal correctionnel d'ÉVRY en date du 1^{er} juin 1988, Alain ODINOT démentant chez M^{me} ODINOT à BUREY (55220), 41, l'assassinat d'un bébé condamné à HUIT MOIS d'EMPRISONNEMENT pour fraude en vue de se soustraire à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration, dissimulation de sommes. Le tribunal a en outre ordonné la publication du jugement dans le Journal officiel de la République française, le République, Edition Val-de-Seine, le Monde et le Figaro.

POUR EXTRACT CONFORME.

L'HERMÈS Editeur
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.05.25

préparations aux B.T.S.
100 publications:
manuels, outils de...
Annales thématiques: énoncés et corrigés.
droit, économie, gestion,
comptabilité, langues des affaires
Catalogue et spécimen sur simple demande écrite

Diffusion exclusive:
MEDILIS SA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.07.70
EDILIS SARL, 29 rue Garibaldi JUNIS Tél. 353795

votre 205 Green
en livraison immédiate*
avec l'intérieur en CUIR
GRATUIT
NEUBAUER

NEUBAUER
toujours plus avec la griffe
NEUBAUER
PEUGEOT

* en fonction des options choisies.

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

ANDRÉ PHILIP
par LOIC PHILIP
témoignage de LEO HAMON
POLITIQUES & CHIFFRES - 5 - 150 F

BLANCHESNE, 72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. 45.48.20.28

مكتبة محمد أحمد

Économie

CONJONCTURE

Pour remplacer le PER lancé en 1987

Le gouvernement prépare un nouvel instrument d'épargne-retraite

Le gouvernement devrait présenter le mois prochain une nouvelle formule d'épargne-retraite, en remplacement du PER (Plan d'épargne en vue de la retraite) lancé par M. Balladur en juin 1987.

Dès son retour au ministère de l'économie et des finances, M. Bérégovoy avait jugé que le PER était un échec. D'un fonctionnement compliqué, l'instrument d'épargne-retraite lancé par M. Balladur en juin 1987, n'avait pas attiré la population jeune, celle qui aura le plus besoin de complément de retraite. L'âge moyen des souscripteurs est d'environ soixante ans.

De même, la formule Balladur a-t-elle exclu, de fait, les ménages peu familiarisés avec les produits financiers, qui sont généralement ceux disposant de bas et moyens revenus. La déduction fiscale des sommes épargnées — déductions opérées sur le revenu imposable — avantage, par contre, les souscrip-

teurs aisés, dont le taux d'imposition marginal à l'impôt sur le revenu est élevé. Le bilan global, en termes d'épargne, apparaît, en revanche, honorable pour une première année : plus de 6 milliards de francs collectés en 1988 et 1,2 million de plans ouverts ; un bilan sur lequel on n'insiste pas dans l'entourage de M. Bérégovoy et dont on oublie de dire qu'il aurait probablement été meilleur si des déclarations officielles n'avaient, depuis des mois, donné la certitude aux épargnants qu'il n'était plus nécessaire de s'intéresser à une formule qui allait disparaître.

Tous ces défauts étaient bien réels. Le bilan global, en termes d'épargne, apparaît, en revanche, honorable pour une première année : plus de 6 milliards de francs collectés en 1988 et 1,2 million de plans ouverts ; un bilan sur lequel on n'insiste pas dans l'entourage de M. Bérégovoy et dont on oublie de dire qu'il aurait probablement été meilleur si des déclarations officielles n'avaient, depuis des mois, donné la certitude aux épargnants qu'il n'était plus nécessaire de s'intéresser à une formule qui allait disparaître.

Après tout, le plan d'épargne-retraite, considéré comme un grand succès, avait recueilli 360 000 souscriptions lors de sa première année, en 1987. Quoi qu'il en soit, le syndrome Pinay, qui frappe presque tous les ministères des finances désireux d'associer leur nom à un instrument d'épargne nouveau, aura touché M. Balladur, lui aussi. Sans complètement lui résister.

Outre ses défauts sociaux — ignorance de l'épargne populaire, — le PER aura largement manqué son objectif économique : procurer cette épargne longue, qui fait actuellement défaut, pour financer les investissements multiples. Le PER était

assorti des avantages fiscaux accordés aux retraites obligatoires par répartition (abattements de 10% et 20%). L'œuvre fiscale serait un produit nouveau rappelant l'épargne-logement, mais plus contraignant parce qu'il offrait un avantage fiscal important à l'entrée du plan. Les versements sont en effet déductibles du revenu imposable jusqu'à 8 000 F et même 20 000 F pour une famille de trois enfants.

Cependant, les perspectives de rendement étaient considérablement amoindries par le fait qu'à la sortie du plan les sommes perçues soit en une seule fois sous forme d'un capital, soit sous forme de rente, étaient assujetties à l'impôt sur le revenu. A cela s'ajoutait un système de pénalité en cas de sortie précoce. La mise initiale et les versements annuels pouvaient être investis aussi bien dans un produit d'assurance-vie que dans une SICAV, des actions ou des obligations.

Devant la multiplication des options, les organismes collecteurs ont dû s'équiper en logiciels informatiques sophistiqués et réaliser un important effort de formation de leur personnel. Les banques ont consenti cet effort, d'autant plus facilement que le PER présentait pour elles le mérite de leur ouvrir les portes du marché convoité de la retraite, dont les profits sont potentiellement énormes. Les compagnies d'assurance, en revanche, traditionnellement offertes d'assurance-vie et de placements retraite, avaient grincé les dents.

Un mélange ambigu

Pour toutes ces raisons, au lieu de susciter des placements à long terme, le PER a, pris, le plus souvent, la forme de placements à court terme. Beaucoup de souscripteurs ont investi dans un PER non pour se constituer un complément de retraite, mais pour pouvoir déduire immédiatement des sommes non négligeables de leur feuille d'impôts. C'est donc à partir de l'expérience du PER qu'une nouvelle formule a été étudiée.

Un grave défaut devait avant tout être évité : le mélange ambigu de deux formules, l'une visant à susciter une épargne plus ou moins spéculative (à travers des plus-values ou des revenus), l'autre à encourager une épargne longue à rendement garanti. Aucune des formules inventées, souvent à grands frais pour l'Etat par le ministère de l'économie et des finances, n'a, depuis dix ans, complètement échappé à ce mélange des genres : pas plus les SICAV Monney de 1978 que le PER de Balladur.

Les choix gouvernementaux vont être plus clairs cette fois, du moins l'affirme-t-on Rue de Rivoli. Pour ceux qui recherchent avant tout les plus-values et la liquidité de leurs avoirs, M. Bérégovoy veut, avec l'aide du député socialiste Christian Pignatelli, offrir aux épargnants une formule en or : les SICAV de capitalisation, qui vont permettre d'accumuler des revenus et de les récupérer à tout moment sous forme de plus-values, en bénéficiant de la fiscalité allégée qui s'y rattache (17% de prélèvement). Une exonération complète est même possible si le total des ventes annuelles de valeurs mobilières reste inférieur à 288 400 F. On pouvait difficilement aller plus loin. Seul risque de la formule : des moins-values en capital si la Bourse connaît une mauvaise période.

A ceux qui, au contraire, recherchent avant tout, et surtout uniquement, la constitution d'une retraite supplémentaire, le gouvernement va proposer, dans les semaines à venir, une nouvelle formule, qui aura pour elle la simplicité et la sécurité. Que sera cette formule ? M. Bérégovoy n'a pas encore complètement tranché, conscient d'avoir à éviter deux écueils. Le premier serait de proposer un produit insuffisamment séduisant par rapport aux autres formules d'épargne : on a beau vouloir se constituer une retraite supplémentaire, accepter de bloquer des sommes importantes pendant dix ans, voire plus, n'est pas une mince décision. Le second écueil serait, à l'opposé, de créer un produit aux avantages fiscaux trop séduisants, qui coûterait cher à l'Etat au moment même où le déficit budgétaire doit être réduit et où la création d'un marché unique en Europe impose à la France d'abaisser ses impôts.

Le ministre hésite donc entre deux instruments d'épargne-retraite. La formule proposée par les sociétés d'assurance et soutenue par la Caisse des dépôts et consignations, a, pour elle, la pureté de la logique : constitution d'une retraite par capitalisation, qui viendrait compléter les régimes obligatoires fonctionnant, eux, selon le système de la répartition (les actifs paient sur leurs revenus les retraites des inactifs). Les sommes ainsi épargnées seraient — dans des limites élargies par rapport au régime actuel — déduites du revenu imposable au particulier et de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices pour les employeurs. M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, a attiré l'attention sur le cas des non-salariés qui, par définition, n'ont pas d'employeur mais des besoins importants d'épargne complémentaire.

La force de ce système est d'être logique avec ses objectifs de sécurité et d'épargne longue : les sommes

engagées sont « aliénées » sur dix ou quinze ans et récupérées sous forme de rente lorsque débute la retraite. Cette formule, qui exclurait la possibilité de récupérer son épargne en une seule fois, sous forme d'un capital, serait très contraignante. Mais elle protégerait les épargnants contre eux-mêmes : l'achat d'une résidence secondaire pourrait appauvrir certains retraités au lieu de leur assurer un complément de revenus.

Pour la collectivité, les sommes ainsi réunies représenteraient une authentique épargne longue ; le régime de capitalisation compléterait donc bien les régimes de répartition, qui, eux, ne dégagent aucune épargne ; il pourrait donc bénéficier des mêmes avantages fiscaux, et notamment — à la sortie du plan de l'abattement de 10% et 20% accordé aux retraites par répartition.

Moins pure, mais plus proche des besoins exprimés par les Français, une autre formule — proposée par la direction du Trésor au ministère de l'économie et des finances — consisterait en une sorte de compte d'épargne-retraite, comme il existe un compte d'épargne-logement.

La formule, qui est soutenue par les banques, a l'avantage d'être bien rodée. Les risques d'échec seraient donc moins minimes. Elle proposerait aux salariés et aux non-salariés de s'engager à épargner régulièrement, pendant au moins huit ans, des sommes qui seraient bloquées et rémunérées selon un taux garanti.

Sortie au choix

A la sortie du plan, les intérêts seraient totalement exonérés d'impôt sur le revenu et, en cas de décès, des clauses de réversion permettraient au conjoint survivant de bénéficier d'une partie de la retraite. La sortie se ferait au choix, soit sous la forme de capital, soit sous la forme d'une rente. Les sommes ainsi épargnées pourraient ne pas être limitées, contrairement à la formule de l'épargne-logement. En revanche, le capital épargné (à l'exclusion des intérêts) ne bénéficierait d'avantages fiscaux ni à l'entrée ni à la sortie, seuls les petits épargnants touchant éventuellement une prime versée par l'Etat.

Rien n'est encore décidé sur tous ces points de détail, qui restent à l'étude tant leur coût serait élevé et pèserait sur l'avenir. Pèserait d'autant plus que la formule aurait des succès. Il y a là un piège dont M. Bérégovoy devra se méfier. Tels sont les choix difficiles qui restent à faire. Les tensions qu'ils suscitent entre les banques et les compagnies d'assurance, au sein du gouvernement et jusqu'au plus profond du Parti socialiste, choqués par les succès faits à l'épargne des gens fortunés — ne doivent pas faire oublier l'essentiel. La plus grande partie des retraites continuera d'être assurée par le système de la répartition, c'est-à-dire par la Sécurité sociale. Même si le nouveau PER remporterait un franc succès, les cotisations par capitalisation ne représenteraient, dans dix ans, que 15% au maximum de l'ensemble des fonds allés à la retraite. La répartition n'est donc pas menacée par la capitalisation.

La France a, en revanche, une belle occasion à saisir pour développer une épargne importante, longue et stable. On a trop tendance à oublier une donnée de base, à laquelle tous les pays sont confrontés, que leur économie soit contrôlée ou décentralisée, planifiée ou relevant de l'entreprise individuelle : pour investir, une nation doit épargner si elle ne veut pas se trouver dans l'obligation d'emprunter à l'étranger. Or le taux d'épargne de la France, jadis l'un des plus élevés du monde, a beaucoup baissé, revenant, depuis le début des années 80, à des niveaux trop bas par rapport aux besoins. L'abondance des placements liquides, la multiplication des instruments financiers, cachent le problème mais n'y apportent pas de solutions véritables.

Le dynamisme japonais, que l'Europe envie et jalouse, s'explique en grande partie par un taux d'épargne extrêmement élevé. Une épargne de longue durée, largement drainée par les caisses de retraite... Les mobiles qui incitent les hommes à se priver et à ne pas dépenser immédiatement l'argent qu'ils ont gagné apparaissent partout les mêmes ; encore faudrait-il savoir en France encourager de tels penchants.

FRANÇOISE LAZARE et ALAIN VERRIER.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM

L'Assemblée Générale Ordinaire d'ALSTHOM s'est tenue le 15 juin 1989, sous la présidence de M. Jean-Pierre Desgeorges, Président-Directeur Général. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1988 qui se soldent, au niveau de la société, par un bénéfice net de 311 millions de francs, contre 295 millions de francs en 1987. Le résultat consolidé du Groupe s'établit à 551 millions de francs, en progression de 21%, pour un chiffre d'affaires pratiquement inchangé à 28,1 milliards de francs. Il a été décidé de distribuer un dividende de 16,50 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 8,25 francs, soit au total 24,75 francs. Le dividende sera payé dès le 26 juin 1989.

Réunie le même jour, l'Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé la modification des structures d'ALSTHOM et la constitution du nouveau Groupe GEC ALSTHOM, en application des accords signés le 22 mars dernier avec la société britannique GENERAL ELECTRIC COMPANY (GEC). L'Assemblée Générale Extraordinaire a ainsi approuvé les filialisations suivantes, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1989 :

- pour l'activité constructions navales incluant certaines participations liées à cette activité, la société créée prend le nom de "CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE", société anonyme au capital de 200 000 000 F ;
- pour l'activité turbines à gaz, la société créée prend le nom de "ALSTHOM TURBINES A GAZ SA", société anonyme au capital de 60 000 000 F ;
- pour l'ensemble des autres activités, la société créée prend le nom de "GEC ALSTHOM SA", société anonyme au capital de 200 000 000 F.

Le 30 juin 1989, GEC ALSTHOM SA, ALSTHOM TURBINES et les CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE demeurent filiale de GEC ALSTHOM NV.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a également approuvé la fusion, avec effet au 1^{er} janvier 1989, d'ALSTHOM et de sa maison-mère, la CGE. Sur la base de la parité d'échange retenue, les actionnaires d'ALSTHOM recevront sept actions CGE pour cinq actions ALSTHOM.

Au terme de ces opérations, GEC ALSTHOM NV sera détenue à parité par la CGE et GEC.

A l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire d'ALSTHOM, le Conseil d'Administration de GEC ALSTHOM SA a nommé Président-Directeur Général M. Jean-Pierre Desgeorges.

Le Conseil d'Administration des CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE, réuni ce même jour, a nommé M. A. Grill Président-Directeur Général.

Enfin, le Conseil d'Administration d'ALSTHOM TURBINES A GAZ SA a nommé M. R. Mahler Président-Directeur Général.

ALLOCUTION DE M. J.-P. DESGEORGES Président-Directeur Général

Mesdames, Messieurs,

Au cours des premiers mois de l'année 1989, ALSTHOM a activement poursuivi la mise en œuvre de l'accord de principe signé à la fin de 1988 avec la Société britannique General Electric Company qui prévoit la mise en commun des activités d'ALSTHOM et de la Division Power Systems de cette société. Les conditions précises de cet accord ont été arrêtées le 22 mars dernier. Il vous est proposé d'approuver les restructurations de structure qu'il rend nécessaires.

Je ne reviendrai pas sur les modalités de réalisation de cette opération, décrite en détail dans le rapport de gestion soumis à votre Assemblée et dans son annexe. Je voudrais simplement, six mois après cet accord, vous faire part de ma conviction que la constitution de ce nouvel ensemble constitue un atout majeur pour le développement de nos activités.

Avec un chiffre d'affaires mondial de près de 50 milliards de francs, employant plus de 80 000 personnes dont 25 000 hors de France et de Grande-Bretagne, GEC ALSTHOM occupe le premier rang mondial dans les équipements de production d'électricité et des transports ferroviaires et le second rang mondial dans celui des équipements de transport et distribution d'électricité.

L'organisation du Groupe GEC ALSTHOM est actuellement préparée activement. Six divisions opérationnelles, ainsi que trois activités constituées en filiales seront mises en place. Cette intégration des activités exercées précédemment par chacun des deux groupes au sein d'unités de gestion transnationales est la condition nécessaire pour obtenir pleinement les effets bénéfiques attendus de ce rapprochement.

Indépendamment de cette action majeure, le Groupe a poursuivi sa politique de prise de positions industrielles dans les autres pays d'Europe.

En Belgique, l'accord sur la reprise des activités énergie et de transport ferroviaire de la société belge ACEC a été concrétisé par la prise de contrôle des sociétés ACEC Énergie et ACEC Transports.

En Allemagne, après l'acquisition de Kiepe Elektrik intervenue en 1988, ALSTHOM a réalisé en 1989 l'investissement projeté dans le domaine des turbines à vapeur par la prise de participation de 45% dans la société MAN Energie. Ces implantations seront complétées prochainement par la reprise par le groupe GEC ALSTHOM des activités turbines à gaz d'AG-KANIS.

En Espagne enfin, l'attribution du contrat des 24 rames du train à grande vitesse ainsi que la réalisation par les anciens actionnaires des opérations de restructuration industrielle convenues permettront à GEC ALSTHOM d'acquiescer très prochainement les participations majoritaires envisagées dans les Sociétés MTM, ATEISA et MACOSA.

La mise au point des conditions de l'accord conclu avec la société américaine General Electric, dans le domaine des turbines à gaz a été poursuivie activement au cours des premiers mois de l'année. Cet accord qui entrainera pour GEC ALSTHOM un renforcement majeur de sa position dans ce domaine se traduira notamment par la prise d'une participation de 10% de General Electric dans la filiale de GEC ALSTHOM regroupant les activités turbines à gaz.

Par ailleurs, les négociations avec Combustion Engineering dans le domaine des chaudières se sont poursuivies.

L'année 1988 aura été marquée par une amélioration sensible de la rentabilité du Groupe puisque le résultat net consolidé part groupé a augmenté de près de 30% et qu'il représente 2% du chiffre d'affaires. Cette performance est le résultat des efforts de restructuration et de restructuration, réalisés au cours des années passées. La pleine prise en compte de ce facteur dans l'avenir et la rentabilité des activités apportées par GEC permettront de penser que les résultats futurs du nouveau Groupe se situeront à un niveau sensiblement plus élevé des 1989.

L'activité d'ALSTHOM au cours des premiers mois de 1989 a continué à se développer de façon satisfaisante. A fin avril, le Groupe avait enregistré un montant de commandes de 8,5 milliards de francs, contre 4,9 milliards à fin avril 1988, et réalisé un chiffre d'affaires de 9,6 milliards contre 7,9 en 1988.

Les principales commandes enregistrées ou acquiescées depuis le début de l'année, je citerai les rames du train à grande vitesse pour l'Espagne, une série de machines de 600 MW pour la centrale de Bellungang en Chine, un cycle combiné de 900 MW en Thaïlande, d'importantes commandes de turbines à gaz en RDA et aux Philippines et une drague pour le Bangladesh.

Après apport de toutes les activités d'ALSTHOM au sein de GEC ALSTHOM, celle-ci sera devenue une pure société financière sans activité industrielle détenant 50% de cette société ainsi que 45% de GEC ALSTHOM.

C'est la raison pour laquelle, dans le cadre de la simplification des structures du Groupe CGE, il vous est proposé d'approuver la fusion d'ALSTHOM et de sa maison mère. Vous recevrez, en échange de 5 actions ALSTHOM, 7 actions CGE, parité qui me semble satisfaisante pour les actionnaires d'ALSTHOM. Au travers de cette opération, vous aurez l'occasion de devenir actionnaire d'un plus vaste ensemble au sein duquel les domaines de l'énergie et des transports, à travers sa participation de 50% dans GEC ALSTHOM, continueront à représenter un élément important.

Cette Assemblée sera donc, si vous approuvez cette opération, la dernière d'ALSTHOM dans sa forme actuelle.

Je tiens d'abord en cette occasion à souligner que le développement des activités d'ALSTHOM, et tout particulièrement dans cette période d'internationalisation rapide, n'a pu se poursuivre que grâce aux efforts constants et à la faculté d'adaptation du personnel du Groupe auquel je rends un hommage particulier.

Je souhaite d'autre part vous remercier de la confiance que vous avez manifestée à notre Groupe tout au long de son existence, confiance que vous avez confirmée à l'occasion des augmentations de capital successives au cours de ces dernières années. Les conditions me semblent remplies pour que je poursuive dans un cadre plus vaste et avec des chances nouvelles le développement des activités qui ont fait le renom d'ALSTHOM tout au long de son histoire qu'il s'agit de poursuivre et de développer dans le cadre de l'industrie électromécanique de notre pays.



CIGIE

Économie

AFFAIRES

La septième conférence de Vienne

Eurêka trouve quatre-vingt-neuf nouveaux projets de recherche

Quatre-vingt-neuf projets de recherche scientifique et industrielle — parmi lesquels vingt-et-un adoptés à l'occasion de la septième conférence ministérielle d'Eurêka, qui réunissait à Vienne (Autriche), les 18 et 19 juin, les ministres de la recherche des dix-neuf pays apportant leur contribution au programme technologique communautaire (1). Cette moisson record, alors qu'on attendait au plus soixante-dix projets, porte le nombre total de projets Eurêka à deux cent quatre-vingt-sept.

Vienne
de notre envoyée spéciale

Événement incontesté de la conférence de Vienne : l'adoption définitive de Joint European Submicron Silicon (JESSI). Appuyé par six pays (France, RFA, Italie, Grande-Bretagne, Belgique et Pays-Bas), et par les trois grands industriels du secteur — l'ouest-allemand Siemens, le néerlandais Philips et le groupe public franco-italien SGS-Thomson — ce vaste projet de coopération dans le domaine des composants électroniques, d'une durée prévue de huit ans, englobant à lui seul pas moins de 27 milliards de francs ! Soit plus des deux tiers de l'enveloppe totale (38 milliards de francs) accordée cette année (2).

La contre-offensive européenne sur le front de la micro-électronique est à ce prix. L'objectif : relever le défi japonais, à l'aide d'une véritable stratégie concertée de recherche et de développement entre les différents industriels européens des semi-conducteurs. Une stratégie indispensable pour l'acceptation internationale de la proposition de norme européenne en matière de télévision haute définition (projet HDTV), seule solution pour échapper, dans ce domaine, au dictat japonais.

Non content de voir son enveloppe globale doubler cette année, le programme Eurêka s'offre même le luxe d'être dans l'air du temps. Parmi les quatre-vingt-neuf nouveaux projets inscrits au club, vingt et un, en effet, relèvent de l'environnement (3). Une attitude qui, comme le soulignait Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, « illustre la double face d'Eurêka, orienté non seulement vers la recherche et le développement de solutions face à des problèmes communs touchant à la technologie et à la science ». Ainsi, la conférence de Vienne a-t-elle notamment vu naître « Euroenviron », projet « parapluie », d'une durée d'un an, destiné à mettre en œuvre les pro-

grammes de lutte contre la pollution, tous secteurs confondus, à l'exception du nucléaire.

L'heure du pragmatisme

Quatre ans après l'initiative prise par M. Mitterrand, Eurêka se porte donc au mieux. Si 60 % des projets en cours se trouvent encore dans leur phase de développement-réalisation et 15 % dans leur phase de définition, 10 % d'entre eux sont d'ores et déjà achevés et 15 % en cours d'aboutissement. De quoi, assurément, garder la tête haute. A preuve : le revirement récent dont témoigne aujourd'hui la Commission des Communautés européennes, qui « se félicite des progrès réalisés vers l'établissement d'une complémentarité solide entre Eurêka et la CEE ».

Longtemps réticente vis-à-vis du programme technologique communautaire, la Commission de Bruxelles ne peut plus guère, en effet, prétendre ignorer les grands projets — à commencer par JESSI — qui, chaque année, tombent dans son escarcelle. « La définition et la mise en œuvre des mécanismes de coopération appropriés avec Eurêka seront deux des éléments essentiels de notre futur programme d'étude, de recherche et développement »,

au sujet duquel la Commission est en train de faire des propositions », a ainsi précisé à Vienne son vice-président, Maria-Filippo Pandolfi.

Vienne s'est mise aussi à l'heure du pragmatisme. A côté des projets « parapluie » et des gros programmes que sont JESSI ou Amadeus (1,9 milliard de francs pour la mise en place d'un système européen informatisé de réservations de voyages commencent ainsi à apparaître nombre de petits projets, aux budgets inférieurs à 20 millions de francs, qui témoignent de la participation croissante des PME-PMI. Une évolution qui donne tout son sens à la récente initiative du secrétariat français d'Eurêka d'étudier un contrat d'assurance destiné à diminuer le risque financier encouru par les industriels, dont le premier prototype était présenté à Vienne.

CATHERINE VINCENT.

(1) Auxquels s'ajoute la Commission de la CEE.

(2) Sur ces 27 milliards de francs, la France devrait participer à hauteur d'environ de 5 milliards, dont 2,9 milliards de financement public, ainsi que le gouvernement en a arrêté le principe le lundi 12 juin.

(3) Comme les années précédentes, les autres secteurs privilégiés sont la productique (vingt et un projets), l'informatique (quinze) et les biotechnologies (quatorze).

Lafarge, deuxième cimentier mondial change de tête

M. Olivier Lecerf, la succession tranquille

« Il faut mieux devenir patron avant cinquante ans, et il ne faut pas rester aux commandes plus d'une quinzaine d'années. Au-delà, les défauts de l'homme l'emportent sur ses qualités. » C'est pour cette raison, et pour d'autres, que M. Olivier Lecerf, PDG depuis 1974 de Lafarge Coppée (trente mille personnes et 30 milliards de francs de chiffre d'affaires dans le ciment et les biotechnologies) prendra sa retraite le 2 août, le jour de ses soixante ans.

M. Lecerf n'est pas tout à fait un patron comme les autres. Il a passé trente-trois ans dans sa société, ce qui n'est pas tellement fréquent en cette époque de carrières fragmentées. Cet élève des Jésuites de la rue Franklin à Paris, après une licence en droit, un diplôme de Sciences-Po et du centre d'études industrielles de l'université de Genève, passe quatre ans dans l'import-export. Puis, en 1958, il entre aux Ciments Lafarge. Se présente, alors, la chance de sa vie : il est envoyé au Canada, à Vancouver, avec une carrière dans une île et un terrain pour construire une usine.

En sept ans, M. Olivier Lecerf part à la conquête du pays, et après l'absorption d'une importante firme locale, fondée en 1911, il conquiert le tiers du marché canadien. « Jamais je n'aurais été le patron de Lafarge si je n'avais été auparavant le patron du Canada ». Effectivement, patron de Lafarge en 1974, il a assuré au développement continu du groupe et affronté la crise de l'énergie, qui oblige la cimenterie à améliorer massivement la productivité de ses fours.

Il achève son parcours en beauté avec l'acquisition, au début de ce mois, de la holding suisse Cembis, qui donne à Lafarge la première place en Espagne et en Autriche, et des usines au Kenya et en Indonésie, hissant le groupe au deuxième

rang mondial avec 46 millions de tonnes de ciment par an, derrière le numéro un, le suisse Holderbank (60 millions de tonnes) et devant le britannique Blue Circle (35 millions de tonnes). L'opération avait été préparée dans le plus grand secret, depuis trois ans.

Avant de s'en aller, M. Lecerf a pris soin de mettre en place son successeur, M. Bertrand Collob, polytechnicien du corps des Mines entré dans le groupe en 1975 et qui lui aussi a dirigé les activités sur le continent nord-américain, où Lafarge est le numéro deux. Praticiquement désigné depuis 1985, M. Collob assure une succession « en douceur », prêt à faire, lui aussi, ses quinze ans de présidence, comme l'ont fait ses quatre prédécesseurs. La continuité ! C'est l'un des piliers de la culture du groupe, de même que la décentralisation et l'autonomie d'unités de taille humaine.

En 1983, pour mieux connaître sa société, M. Lecerf prend une année sabbatique. Laisant la présidence à son numéro deux, il va voyager dans les filiales, pour connaître mieux les hommes, toujours flanqué d'un collaborateur, rencontrer des personnalités officielles et, « officier », discipline devenue si difficile « avec la vie de dingue que mène un PDG de multinationale ».

Avant de partir, outre l'opération Cembis, sa dernière préoccupation aura été d'essayer d'éviter qu'un « raidier ou un rôdeur » ne puisse s'emparer du contrôle de Lafarge en profitant de la faible participation aux assemblées générales, dans un but de « moralité ». Pour Olivier Lecerf, en effet, le capitalisme « ne peut être sauvé », et les entreprises les plus performantes sont celles où règne « un système de valeurs » : la légitimité des dirigeants réside dans leur pouvoir de servir. Et maintenant, M. Olivier Lecerf, « comblé dans sa vie familiale et professionnelle, [va] pouvoir dire merci et vivre différemment ». Heureux homme !

FRANÇOIS RENARD.

M. Jean-Jacques Delort PDG du Printemps à la tête de La Redoute

Une page est tournée à La Redoute : dernier représentant de la famille fondatrice, M. Patrick Pollet, quarante-deux ans, a laissé la présidence de la première société française de vente par correspondance à M. Jean-Jacques Delort, PDG du Printemps. La famille Pollet, composée d'une soixantaine de personnes, conserve près de 10 % du capital, et M. Patrick Pollet demeure administrateur et conseiller du président pour les affaires de développement. Simultanément, M. Jean-Claude Sarrazin, qui était déjà directeur général, devient également vice-président.

Ces événements sont la conséquence directe de l'attaque boursière subie en 1986 par La Redoute, qui avait dû faire appel à un « chevalier blanc », en l'occurrence Le Printemps, qui détient aujourd'hui 54 % de son capital. Malgré les grèves des postes, le chiffre d'affaires de La Redoute a atteint 11,6 milliards de francs en 1988, avec 218 millions de francs de bénéfices (pour un exercice de dix mois, afin de le faire coïncider avec celui du Printemps), contre 176 millions l'année précédente. En 1988, La Redoute a acquis Vert Baudou, encore déficitaire et à prix 25 % du capital d'Empire Stores, cinquième société britannique de vente par correspondance.

● **ERRATUM.** — Contrairement à ce que nous avons indiqué sur la foi d'une déformation d'agence, dans notre article sur la « très grosse commande soviétique d'ordinateurs à Siemens », le montant de la commande est compris entre 1 et 2 milliards de deutschemarks (3,4 à 6,8 milliards de francs), et non entre 2 et 3 milliards de deutschemarks.

Le rapport Léonard précise les conditions de survie d'un armement français sur la Manche

Le rapport qu'a rédigé M. Pierre Léonard, président du conseil supérieur de la marine marchande, sur « l'avenir des transbordeurs français en Manche Est et mer du Nord », a été rendu public, le 19 juin (voir Le Monde du 27 mai). Confronté au décret de la SNCF de Haute-Normandie (jusqu'à 10 % de déchargement du tonnage) et au décret (1 million de F cumulés) de ses carrières en service sur le Détroit, le gouvernement avait demandé à M. Léonard comment pourrait être maintenue une présence française dans ce secteur. M. Léonard propose

de créer, à partir de l'armement naval SNCF, une personne morale nouvelle qui serait articulée autour d'une société d'armement responsable de l'exploitation des navires. La SNCF conserverait 33,4 % du capital de cette société et serait associée aux régions Nord-Pas-de-Calais et Haute-Normandie (jusqu'à 10 % chacune). Le groupe CGM serait « le pilier du capital » (34 ou 35 %) de l'armement à constituer, avec Worms, Continent, Auchan, les Wagons Lits et Villages-Vacances-Familles jusqu'à 15 % au total).

Le rapport note que l'entreprise réussira à la condition que l'accès des ports de la Manche soit réservé aux navires battant pavillon de la CEE. Enfin, il estime que des bateaux modernes, d'une capacité passagère supérieure d'un tiers à celle de navires actuellement en service, devront être acquis. But de l'opération : offrir aux passagers une « image conviviale du transport maritime » pour résister à la concurrence du tunnel sous la Manche.

Deux offres concurrentes pour le distributeur britannique Gateway

Le numéro trois de la distribution britannique, le groupe Gateway, se trouve depuis le lundi 19 juin face à deux offres concurrentes. D'un côté, le consortium Isocoel regroupant des investisseurs institutionnels a lancé depuis deux mois une offre publique d'achat « maniacale » et détient désormais 27 % des actions du distributeur. De l'autre, la banque d'investissement new-yorkaise Wasserstein Perella, affiliée au numéro quatre de la distribution américaine Atlantic & Pacific (A&P), a présenté un montage de *leveraged buyout* (offre d'achat financé par un fort endettement) valorisant l'action Gateway à 220 pence, contre 210 pour l'offre d'Isocoel.

● **Regroupement dans l'industrie américaine des logiciels.** — L'entreprise américaine de logiciels Computer Associates International (1,03 milliard de dollars de chiffre d'affaires, soit près de 7 milliards de francs) va fusionner avec Cullinet Software (203 millions de dollars de ventes, soit près de 1,4 milliard de francs). La transaction s'élève à environ 330 millions de dollars.

En réalité, Cullinet va être absorbé par Computer Associates ses actionnaires recevant une demi-action Computer Associates pour chaque titre Cullinet qu'ils possèdent. La nouvelle société gardera le nom de Computer Associates International et restera sous la houlette de la direction de cette société. L'opération reste soumise à l'approbation des actionnaires. S'ils donnent leur feu vert, elle sera effective en août.

SOCIAL

M. Evin annonce des suppressions de remboursement de médicaments

M. Claude Evin, ministre de la santé et de la protection sociale, a annoncé, lundi 19 juin, conformément à la politique annoncée en avril, la suppression du remboursement d'un médicament, la Lidéfoline, sauf en milieu hospitalier.

Destiné à lutter contre les effets secondaires de la chimiothérapie dans le traitement de certains cancers, ce produit a été utilisé en médecine ambulatoire pour diverses anémies (notamment en cas de grossesse) et arthérites. Or d'autres traitements existent pour ces maladies, et la Lidéfoline est aujourd'hui, selon M. Evin, prescrite à 97 % hors des cas prévus par l'AMM (autorisation de mise sur le marché).

La décision a été prise après six discussions successives au sein de la commission de la transparence, et à l'unanimité de celle-ci. L'économie réalisée (de l'ordre de 240 millions

de francs) permettra le remboursement de la ventilation pour la muco-viscidose et de lecteurs de glycémie pour certains diabétiques.

Efficacité

Selon M. Evin, « la préoccupation économique ne peut être séparée de la préoccupation de santé. Si on veut prendre en charge des thérapeutiques onéreuses, il faut s'assurer que les thérapeutiques prises en charge sont efficaces ». Ainsi pourra-t-il y avoir d'autres « déremboursements » ou des baisses de prix lorsque les quantités prévues lors de la fixation du prix sont dépassées.

Déjà le ministre avait jugé « prohibitif » le prix de l'Actilyse pour le traitement de l'infarctus et avait limité la distribution de l'Eprex, celui-ci n'étant pas jugé utile à tous les dialysés.

● **Services du Trésor :** vingt-deux jours de grève dans le Sud-Est. Le mouvement de grève nationale lancé le 16 juin par tous les syndicats des services du Trésor et des impôts a été moyennement suivi le 19 juin. En revanche, le conflit se prolonge depuis le 28 mai dans le Sud-Est où l'on compte 50 % de grévistes. Les trois directions des impôts de Marseille, Aix-en-Provence et Nice reconduisent une grève de vingt-quatre heures depuis vingt-deux jours et certains centres pratiquent la grève tournante. Dans l'Hérault, sept perceptions sur onze étaient fermées lundi.

● **Mines de potasse d'Alsace :** les grévistes occupent la gare de marchandises de Mulhouse. — En grève « illimitée » depuis douze jours, les mineurs des Mines de potasse d'Alsace multiplient les actions spectaculaires. Le 19 juin, à l'heure du déjeuner, ils ont occupé la gare de marchandises de Mulhouse-Nord (Haut-Rhin) et ont perturbé le trafic ferroviaire. L'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC et CGC a également organisé un meeting à Wittelsheim et prépare pour le cours de la semaine une manifestation à Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'Assemblée Générale Ordinaire d'Avenir s'est réunie le 19 juin 1989 sous la présidence de M. Philippe Santini. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1988 qui font ressortir un chiffre d'affaires consolidé de 1 999 millions de francs en 1988, soit une progression de près de 11 %, à structures comparables, pour un résultat net, part du groupe de 79,7 millions de francs, contre 58,5 millions de francs, le développement en Europe d'Avenir contribuant à ce résultat à hauteur de 13 millions de francs.

Sur proposition du Conseil, l'Assemblée Générale Ordinaire a fixé le dividende à 17,30 F. par action qui, compte tenu de l'avoir fiscal de 8,65 F, produira un revenu global de 25,95 F, soit une augmentation de 21 % par rapport à celui versé au titre de 1987, la société Mills & Allen LTD ne percevant qu'un demi-dividende pour 1988.

La somme totale versée aux actionnaires pour l'exercice 1988 s'élève à 20 632 333,45 F contre 15 013 884,60 F en 1987, soit une progression de 37 %. Par ailleurs, le Conseil d'Administration qui a suivi cette Assemblée a fixé au mercredi 12 juillet 1989 la date de mise en paiement du dividende. En ce qui concerne les perspectives de l'année 1989, M. Santini a indiqué que le chiffre d'affaires de la société devrait connaître une progression de l'ordre de 10 % et que les résultats net ne seraient pas inférieurs à 90 millions de francs.

L'Assemblée Générale Ordinaire a renouvelé les mandats d'administrateurs de M. Santini, Hubert Média Régions (représenté par M. Jacques Esplanas), MM. de La Raune et Chadeau.

M. Philippe Santini a été renouvelé dans ses fonctions de Président par le Conseil d'Administration.

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

La Préfecture communique : **OBJET :** déclassement de la voie nouvelle Toulouse-Albi, section Toulouse-Cemil (P.R.O. au P.R. 16,590), et classement de cette même section dans la catégorie des autoroutes.

La voie nouvelle Toulouse-Albi (section Toulouse-Cemil) a été déclarée d'utilité publique et route express par décret du 29 juillet 1986.

Une enquête est ouverte dans les formes prescrites par le code de l'expropriation en vue du déclassement d'une partie de cette nouvelle route Toulouse-Albi, section Toulouse-Cemil, de la catégorie des routes express du P.R.O. au P.R. 16,590 et son classement dans la catégorie des autoroutes.

Le dossier principal de l'enquête sera déposé à la préfecture de la Haute-Garonne, direction de l'administration générale, 1^{er} bureau, 3, rue Saint-Jacques à Toulouse, pendant 31 jours, du 15 juin 1989 au 15 juillet 1989 inclus, où chacun pourra en prendre connaissance, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux.

Pendant le même délai, le même dossier et un registre subsidiaire seront déposés à la direction départementale de l'équipement de la Haute-Garonne, cité administrative, boulevard Armand-Dupont à Toulouse et dans les mairies suivantes :

Communes directement concernées : Toulouse, L'Union, Saint-Jean, Montrabé, Rouffiac-Tolosan, Beaupuy, Castelmaurou, Cragnaguet, Gardech, Montastruc-le-Castellane, Cemil, Sures/Tarn, Roquefort.

Communes indirectement concernées : Balma, Lapeyrouse-Fossat, Saint-Jean-Léon, Montpitol, Azas, Bessières et Paulhac.

Le public pourra consulter ces documents aux heures habituelles d'ouverture des bureaux de la direction départementale de l'équipement de la Haute-Garonne et des mairies précitées et consigner, le cas échéant, ses observations sur les registres ouverts à cet effet.

Celles-ci pourront être également adressées par écrit, pendant cette période au président de la commission d'enquête, à la préfecture de la Haute-Garonne.

De plus, les 11, 12 et 13 juillet 1989, la commission d'enquête siégera à la préfecture de la Haute-Garonne à Toulouse. — Direction de l'administration générale, 1^{er} bureau, 3, rue Saint-Jacques à Toulouse, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 15 h 45, pour recueillir les observations et entendre toute personne qu'elle jugera utile de consulter dans le cadre de sa mission.

La commission d'enquête est constituée comme suit :

— Président : M. Paul Fontané, inspecteur général d'assurances en retraite.
— Membres : M. Gérard Choley, architecte ;
M. Louis Moulis, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat en retraite.

Ses conclusions, qu'elle devra transmettre dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête, seront communiquées à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande au Préfet de la Haute-Garonne, direction de l'administration générale — 1^{er} bureau.

Signé : Le secrétaire général, de la Préfecture de la Haute-Garonne, FRANÇOIS FILLIATRE.

La SSII qui s'agresse

ADELIE Informatique Conseil

Notre contrat moral : la haute qualité des prestations que nous fournissons à nos clients.

15 rue de Rome, 75008 PARIS - Tél. : (1) 43.87.12.10

ملفات من الأمل

ALRS

PARIS, 19 juin ↓
Nouveau repli

SE-U	9 5/16	9 9/16	9 3/8	9 1/2	9 3/8	9 1/2	9 3/8	9 1/2
TH	6 5/8	6 5/8	6 9/16	6 11/16	6 13/16	6 13/16	6 7/8	7
RM	6 1/2	6 3/4	6 15/16	7 1/16	7	7 1/8	7 5/16	7 5/16
RE (RM)	6 3/4	7 1/4	8 3/16	8 1/2	8 5/8	8 5/8	8 5/16	8 5/8
ES	6 3/4	7	7 7/8	7	6 7/8	6	6	6
LQ (RM)	11	11	11 5/8	12	11 7/8	12 1/4	11 7/8	12 3/8
E	12 3/4	12 5/8	13 1/8	13 13/16	13 15/16	14 1/16	14 1/8	14 3/8
F	8 15/16	9 1/16	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 15/16	9 1/16

Ces cours peaufinés sur le marché international des devises vous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 19 JUIN

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

VALEURS	% du total	% de coupons	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie Ind.	Rechet net	VALEURS	Emission Fraie Ind.	Rechet net	VALEURS	Emission Fraie Ind.
Obligations						Etrangères													
Emp. 0.00 % 77	128 25	0 081	C.I.C. Etranger	228	1410	Luft	1410	130	Volga	1281	A.A.A.	1005 57	981 04	104 08	France France	104 08	101 44	Planck Placements	248 37
0.00 % 78/80	301 85	0 182	C.I.C. Etranger	670	135 80	Machine Ind.	135 80	134 70	Vietnam	854	Adifac	220 01	220 01	1185 08	France Région	1201 05	1185 08	Planck Placements	730 59
10.00 % 78/84	109 40	0 432	C.I.C. Etranger	1281	60 50	Machine Ind.	60 50	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	517 05	517 05	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	1185 08
12.50 % 80/88	102 75	0 187	C.I.C. Etranger	1450	296	Machine Ind.	296	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
12.50 % 82/90	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 80/82	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 82/84	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 84/86	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 86/88	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 88/90	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 90/92	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 92/94	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 94/96	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 96/98	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 98/00	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 00/02	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 02/04	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 04/06	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 06/08	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 08/10	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 10/12	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 12/14	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 14/16	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 16/18	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 18/20	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 20/22	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 22/24	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 24/26	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 26/28	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 28/30	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 30/32	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 32/34	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 34/36	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 36/38	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 38/40	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 40/42	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 42/44	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 44/46	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 46/48	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 48/50	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 50/52	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 52/54	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 54/56	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 56/58	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 58/60	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 60/62	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 62/64	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 64/66	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 66/68	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 68/70	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 70/72	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 72/74	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 74/76	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 76/78	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 78/80	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 80/82	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 82/84	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 84/86	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 86/88	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	730 59
15 % 88/90	106 05	0 265	C.I.C. Etranger	1281	145	Machine Ind.	145	134 70	Vietnam S.A.	854	Adifac	618 08	618 08	29 24	France Anonim	29 24	29 24	Planck Placements	

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هذه امانة الاصول

A B C D E F G